DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – Nº 13407 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 8 MARS 1988

Nouvelles émeutes au Tibet

Décidément, l'« ouverture » ne va pas sans risques dans les pays communistes. Après les émeutes du Caucase soviétique, c'est au tour des Tibétains de se soulever contre le pouvoir chinois. Les nouvelles violences du samedi 5 mars à Lhassa ont sans doute fait moins de morts que les affrontements entre Arméniens et Azéris. Mais elles témoignent de la persistance de l'irrédentisme tibétain et de la fidélité de la population à son dieu-roi, le dalaï-lama, contraint à l'exil en Inde en 1959.

Déjà à l'automne dernier, lamas et civils étaient descendus dans la rue pour crier leur nationalisme. Il aura fallu plusieurs mois à Pékin pour reconnaître que ses forces de l'ordre avaient ouvert le feu contre les manifestants ; et encore les morts n'avaient-ils été victimes que de malencontreux ricochets... selon les explications officielles. Depuis, les dirigeants chinois hésitent devant l'attitude à adopter pour résoudre, ou pour le moins calmer, une crise qui nuit gravement à leur image de marque réformiste.

Après la répression qui suivit la révolte de 1959 et les ravages de la révolution culturelle, Pékin avait opté pour la modération, accordant plus de droits – en particulier la liberté religieuse – aux Tibétains, et faisant de gros efforts pour le développement économique du « Toit du monde ». Sous l'impulsion du secrétaire général du PC, M. Zhao Ziyang, et de son prédécesseur Hu Yaobang, l'administration chinoise au Tibet avait été en partie purgée de ses « gauchistes » et le territoire graduellement ouvert vers l'extérieur, notamment pour les touristes.

Les résultats n'ont pas été à la mesure des espérances. Si le niveau de vie de la population s'est élevé, la fin de l'isolement a permis une reprise des contacts avec la diaspora tibétaine regroupée autour du dalaï-lama. La présence d'un demi-million de Chinois, essentiellement des militaires, qui ne comprennent pas grand-chose à la situation locale et se sentent souvent en pays étranger n'a fait qu'aggraver le conflit entre deux peuples condamnés depuis des siècles à vivre côte à côte sans sympathie l'un pour l'autre.

L'échec de la méthode douce pourrait renforcer le clan de ces conservateurs qui, à Pékin, estiment que les réformes vont trop loin et voient dans les émeutes de Lhassa la justification de leurs inquiétudes. D'autant que la lutte pour le pouvoir et la succession de M. Deng Xiaoping se poursuit. Un durcissement chinois, qui accélérerait le cycle répression-violence enclenché au Tibet, ne résoudrait rien. Il ne ferait que ternir l'image extérieure de la Chine et accroître la tension avec l'Inde, frontalière du Tibet.

Les émeutes de Lhassa témoignent de l'échec de la politique de Pékin envers les minorités ethniques qui sont majoritaires sur leurs territoires, les autres étant en voie d'assimilation. Le Xinjiang musulman a connu ces dernières années des frémissements nationalistes. Une résurgence du fondamentalisme islamique y serait aussi grave pour la Chine que la révolte des lamas de Lhassa.

(Lire page 8 l'article de FRANCIS DERON.)



Inquiétude en Israël

La révolte se durcit dans les territoires occupés

La révolte des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza, qui entrera, le mercredi 9 mars, dans son quatrième mois, se fait plus violente et plus militante. Six manifestants ont été tués par l'armée au cours du dernier week-end tandis que, pour la seconde fois depuis le début du soulèvement, l'armée essuyait des coups de feu. Ce durcissement inquiète vivement les autorités israéliennes.

Dans un camp de réfugiés proche de Naplouse, en Cisjordanie, des tirs ont été dirigés, dimanche 6 mars, contre une patrouille. Les soldats ont répliqué et tué l'un des deux tireurs.

Pour l'instant, l'armée se refuse à voir dans cet usage des armes à feu le signe d'un changement de stratégie de la part des Palestiniens. D'autre part, des soldats israéliens ont blessé par balles, lundi, sept Palestiniens, après qu'une grenade eut été lancée contre eux dans un village proche de Hébron, en Cisjordanie.

Une autre évolution inquiète les autorités d'occupation : l'intimidation de plus en plus précise exercée par les animateurs du soulèvement à l'encontre des quelque quatorze mille Palestiniens employés à des titres divers par l'administration israélienne. Des tracts ont été distribués pendant le week-end, qui menacent notamment les agents du fisc, les maires nommés par Israël et les fonctionnaires.

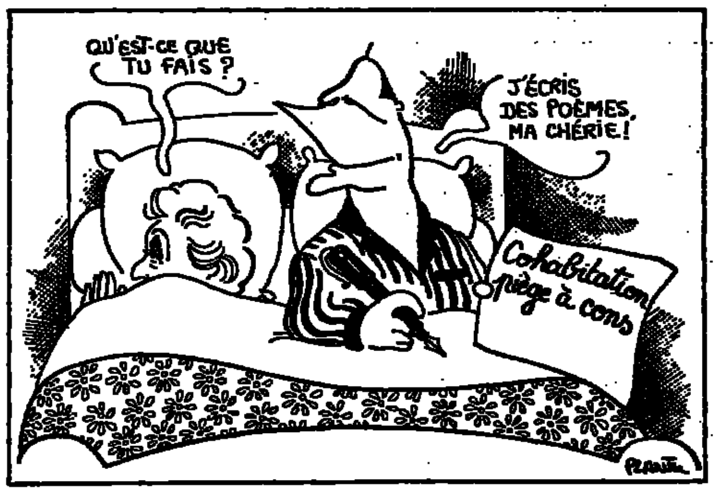
A Jérusalem, le gouvernement d'union nationale, réuni dimanche pour examiner les dernières propositions diplomatiques du secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, n'a pas fixé sa ligne de conduite, faute d'un accord possible entre les travaillistes et le Likoud. Le premier ministre, M. Shamir, aurait l'intention de faire des contre-propositions à l'administration Reagan lors de son prochain voyage aux Etats-Unis, du 14 au 16 mars.

(Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON et les débats page 2.)

La campagne pour l'élection présidentielle

M. Chirac veut contraindre M. Mitterrand à un duel gauche-droite

M. Chirac a affirmé, le dimanche 6 mars, à « Questions à domicile », que M. Mitterrand, s'il était réélu, devrait appliquer une politique socialiste. Le premier ministre a donné un tour très combatif à ses propos contre le chef de l'Etat et imprime ainsi à sa campagne une nouvelle accélération afin de creuser l'écart avec M. Barre et contraindre le président sortant à un duel gauche-droite.



Lire nos informations pages 11 et 12

Etats-Unis : les primaires dans vingt Etats du Sud

Le gospel électoral de Jesse Jackson

La bataille préélectorale fait rage dans le Sud profond, où une vingtaine d'Etats tiennent leurs primaires, le mardi 8 mars (« super tuesday »). Si chez les républicains George Bush fait figure de favori, la mêlée est confuse chez les démocrates. Mais c'est le pasteur noir Jesse Jackson qui mène la campagne la plus étonnante.

STARKVILLE (Mississippi)
de notre envoyé spécial

La scène, on la connaît par cœur. C'est peut-être la dixième fois en deux jours qu'on y assiste : le révérend Jesse Jackson, entouré d'une nuée d'enfants, entonne le refrain obligé, le tube de sa campagne :

« Qu'est-ce qui se passe mardi prochain ?

– C'est supermardi !

– Qu'est-ce que vous allez faire ?

– Voter !

– Pour qui vous allez voter ?

– Jesse Jackson », hurlent les gamins, Noirs et Blancs confondus, tandis que le pasteur rit à gorge déployée, avant de recommencer inlassablement, à crier les mêmes questions, à obtenir les mêmes réponses, devant une salle qui jubile.

On l'a vu faire ça partout, dans une école, une église, une université, en Alabama, en Caroline du Sud, en Oklahoma, dans l'Arkansas ou le Mississippi, avec, toujours la même énergie, la même efficacité, le même plaisir, malgré des journées commencées à 6 heures du matin et terminées à minuit, où on prend cinq fois l'avion, où l'on fait des milliers de kilomètres.

C'est gentiment absurde – les bambins, évidemment, ne voteront pas – mais c'est peut-être pourquoi ça marche si bien. Le pasteur noir livre lui-même sa recette : *« Un bon président doit être un espoir pour les enfants. »*

De l'espoir, de l'émotion et de la joie on en ramasse à la pelle, dans cette campagne haletante. Là où tous les autres candidats, les candidats *« normaux »* (et blancs), semblent réciter un discours préfabriqué, Jesse, seul, fait rêver. Il y a sûrement, dans son numéro, autant de trucs, de procédés que chez les autres, mais il y a, en plus, le talent de la bête de scène, du prêcheur habitué à faire vibrer son auditoire, et aussi le souffle, qui balaie les doutes, les objections.

Et puis il y a, aussi, des raisons *« objectives »*, de s'émerveiller : à Selma, bourgade râpée de l'Alabama, qui donc accompagne Jesse quand il parcourt les rues du quartier noir ? Qui donc lui offre les clefs de la ville ? Le maire blanc de la cité, celui-là même qui l'avait fait arrêter. Il y a vingt-trois ans, quand, avec d'autres militants noirs, il était venu manifester pour le droit de vote des Noirs. La marche s'était terminée dans le sang, les manifestants avaient été roués de coups par les *« forces de l'ordre »*.

Non, tout n'est pas oublié, non, le maire n'ira pas jusqu'à voter pour Jackson (il écarte avec agacement la suggestion), mais quel chemin parcouru, quelle fierté dans le regard de tous ces Noirs qui acclament *« le prochain président des Etats-Unis »*.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 10.)

Capitalisme populaire contre libéralisme sauvage

Télémécanique, toutes portes ouvertes

Les 14 000 salariés de Télémécanique restent l'arme au pied derrière leur président, M. Jacques Valla, pour faire échouer l'OPA lancée par Schneider sur leur entreprise. Tandis que les politiques s'en mêlent, on attend le feu vert des autorités boursières à la contre-OPA « amicale » de Framatome.

« Vous savez, on y croit fort, à M. Valla. Il se bat pour ses ouvriers, pas pour lui. Il pourrait être tranquille à la retraite. C'est pour nous les jeunes qu'il se bagarre. » Blonde, menue, une petite trentaine, elle est venue du Vaudreuil, avec son mari, « Télémécanicien » lui aussi, profiter de la journée portesouvertes pour visiter en famille l'usine de Pacy-sur-Eure.

L'ambiance est bon enfant dans la grande salle de montage jaune moutarde et beige. Ils sont tous venus des alentours, avec leur père, leur mère ou leur belle-mère, un chiot dans les bras. Les gamins courent dans les travées. Souriantes, sur leur trente-et-un, les ouvrières travaillent ce dimanche, n'hésitant pas à expliquer aux visiteurs ce qu'elles font, se levant parfois de leur siège pour se pencher au-dessus du tapis roulant et embrasser un cousin, une sœur... Et quand M. Jacques Valla, le président de Télémécanique, s'approche, accompagné de M. Jean-Claude Lény, le patron de Framatome, serrant quelques mains, personne ne bronche. On est « chez soi », en famille.

Au total, selon la direction, 20 000 personnes se sont déplacées pour visiter les onze entreprises Télémécanique ouvertes. A Pacy, ils étaient 3 000 à avoir attendu sagement sous un soleil frisquet pour entrer dans l'usine après avoir tourné sur le parking encombré de voitures avant de trouver une place.

FRANÇOISE VAYSSE.

(Lire la suite page 43.)

Le Monde

ÉCONOMIE

Les constructeurs automobiles britanniques et espagnols

La cinquième enquête sur l'industrie automobile à travers le monde : après l'Allemagne fédérale, les Etats-Unis, le Japon et l'Italie, deux pays sous influence étrangère, la Grande-Bretagne et l'Espagne. Les Américains et les Français y sont déjà installés depuis longtemps, tandis que les Japonais préparent 1993. La dépendance peut être bénéfique, mais elle présente aussi des risques.

La chronique de Paul Fabra : « Les prélèvements obligés »

Pages 37 à 40

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 1,75 $.

Débats

Israël et les Palestiniens

La sixième guerre

par LIONEL STOLERU (*)

DE retour d'une mission en Israël du Congrès juif européen conduite par Théo Klein, et qui nous a permis de rencontrer Shimon Pérès, Itzhak Shamir et les responsables des principales formations politiques, trois *impressions fortes se dégagent.*

La première est celle de la *sixième guerre* : après les cinq guerres qu'Israël a dû affronter en quarante ans pour survivre, les troubles actuels sont loin d'être un simple défoulement de quelques jeunes qui lancent des pierres. Si tel était peut-être le cas pendant les premiers jours, il est aujourd'hui évident que l'OLP a vu le parti à tirer de cette nouvelle stratégie, plus « populaire » que les bombes terroristes dans les autobus civils. Le respect démocratique par Israël de la liberté d'informer ouvre des horizons « intéressants », et si Israël, pris par surprise, a commis des bavures inacceptables et vite réprimées (les coupables du bulldozer de Salem ont été emprisonnés avant que leur acte ait été rendu public), on entend aujourd'hui une foule d'histoires inverses de jeunes Palestiniens qui, dès qu'ils voient une caméra de télévision, se roulent par terre en se tordant de douleur pour se relever en rigolant dès que la caméra est partie. Derrière ces caricatures, de part et d'autre, il y a donc une nouvelle phase de la guerre de survie entre *Israël et son environnement arabe.*

Toute comparaison avec l'Algérie, le Vietnam, les Maldives, etc., est ainsi absurde dans la mesure où ces conflits n'ont jamais mis en question l'existence de la France, des Etats-Unis ou de la Grande-Bretagne, alors que tel est le cas pour Israël.

La deuxième impression, et l'arrivée de M. Shultz en Israël durant notre mission n'en est qu'un exemple, est la *disparition de l'Europe.* Nous avons rencontré des dirigeants qui ont bien voulu nous donner des explications : aucun n'a manifesté le *moindre intérêt pour les positions* des pays européens. Tout d'abord, les pays européens parlent en ordre dispersé et, de toute façon, Israël considère que ce conflit sera réglé avec l'aide des Etats-Unis, aide nécessaire pour obtenir l'accord de l'URSS. Moins l'Europe parle, mieux cela vaut, puisqu'elle n'agit pas. Quant on pense à la place qu'occupait l'Europe dans le bassin méditerranéen, quand on pense qu'elle reste, et de loin, le partenaire *commercial numéro un* d'Israël, on prend conscience avec tristesse de son incapacité à exister.

Démocratie bloquée

La troisième impression touche aux *blocages démocratiques* en Israël. Tandis que notre campagne présidentielle se déroule dans l'indifférence aux questions touchant aux institutions de la Vᵉ République, un séjour *en Israël suffit à montrer les* conséquences dramatiques d'un système démocratique mal équilibré. Durant cette sixième guerre qui se déroule et où le pays a besoin d'un « leadership » fort, la démocratie est bloquée par les divergences radicales entre I. Shamir et S. Pérès.

Ce blocage total ne peut être résolu ni par un président de la République qui ne peut pas dissoudre *l'Assemblée ni par un référendum* qui n'existe pas, le seul déblocage étant une autodissolution de l'Assemblée à la majorité absolue. Encore cette dissolution ne déboucherait-elle pas forcément sur un « leadership » à cause du scrutin proportionnel, qui permet aux petits partis (religieux notamment) de faire de la surenchère entre les grands partis. Or comment imaginer qu'Israël puisse supporter ce blocage démocratique encore six mois, jusqu'à la date normale des élections ?

Les grands médias ont retenu du voyage de M. Shultz la possibilité de débloquer la situation extérieure, et les commentateurs n'ont pas prêté une attention suffisante au premier effet de cette mission : la déclaration, le 24 février, de M. Shamir, acceptant pour la première fois la demande de S. Pérès d'élections anticipées, et ce pour mai ou juin.

Avant de mettre de l'ordre dans *ses relations avec ses voisins, Israël* a un besoin urgent de mettre de l'ordre chez lui, la différence étant que le respect de la démocratie a toujours du mal à faire bon ménage avec le besoin d'ordre.

D'être le seul pays démocratique du Proche-Orient, c'est la grande faiblesse d'Israël et c'est la grande force d'Israël.

(*) Ancien secrétaire d'Etat.

A l'Europe de jouer

par JOSEPH ROVAN (*)

CE qui se passe dans les territoires arabes occupés depuis vingt et un ans par Israël doit remplir d'inquiétude les amis des deux peuples. Les Européens, surtout, ont de nom*breuses raisons pour regarder* avec consternation l'engrenage par lequel la création de l'Etat d'Israël, due pour une large part aux cruelles persécutions que les juifs ont subies en Europe pendant un millénaire, conduit maintenant à une situation où cet Etat et son peuple traitent injustement et cruellement d'autres hommes, en tant qu'individus et en tant que peuple. Or que veulent les Arabes de Palestine, sinon faire valoir, eux aussi, leurs droits comme nation et leurs droits comme personnes, fût-ce avec des moyens de violence qui tra*duisent autant le désespoir des* masses que la volonté politique de meneurs fanatiques ? Nous pensons que ce qui se passe aujourd'hui à Gaza et en Cisjordanie, l'Europe des pogroms, l'Europe de Hitler, celle des lois antijuives et des déportations de Vichy, en porte la responsabilité initiale.

⁂

Devant le spectacle de la haine qui monte, de la violence sanglante et de l'impossibilité apparente de trouver une solution à l'affrontement entre deux exigences, également quoique différemment, légitimes, il appartient aux Européens, conscients de leur coresponsabilité originelle et persistante, de proposer aux peuples et Etats concernés un plan d'apaisement dont ceux des Douze qui le voudront devraient se déclarer *prêts à assumer la garantie* par des moyens concrets.

Un tel compromis pourrait inclure les points suivants :

1. Israël retire ses troupes des territoires occupés et déclare renoncer à l'emploi de la force pour modifier les frontières de 1948. *La question du Golan restera en suspens jusqu'à la conclusion d'un traité de paix avec la Syrie analogue aux accords de Camp David. Toutefois, les* conflits entre les habitants non-israéliens et les autorités d'occupation pourront être portés devant un tribunal d'arbitrage *composé d'un « occupant », d'un* « occupé » et d'un représentant des puissances européennes garantes ;

2. *Les Etats arabes disposés à* ce faire et les représentants élus de la population arabe des territoires précédemment occupés *signeront de leur côté un protocole* d'évacuation comprenant l'engagement de renoncer, eux aussi, à l'emploi de la force pour obtenir une révision des frontières de 1948.

L'Etat d'Israël, les représentants élus de la population des anciens territoires occupés, les puissances garantes européennes et arabes déclarent qu'ils acceptent de recevoir l'engagement réciproque de renonciation à l'emploi de la force ;

3. Israël et les représentants de la population des territoires ci-devant occupés s'accordent mutuellement pour leurs ressortissants respectifs la liberté de se déplacer et de s'établir ;

4. Les Etats membres du conseil européen qui en expriment la volonté se joignent à ces accords en tant que puissances garantes ;

5. Les Etats arabes qui en expriment la volonté et qui ont reconnu préalablement l'existence de l'Etat d'Israël se joignent également aux accords en tant que puissances garantes ;

6. Des unités européennes d'observation et de garantie sont stationnées à l'intérieur de l'Etat d'Israël sur les frontières avec les anciens territoires occupés. Elles ont pour mission de s'opposer à toute violation de ces frontières. Les contingents provenant des Etats européens sont placés sous un commandement unique désigné par les chefs d'Etat et de gouvernement des pays européens participant aux accords d'évacuation et de garantie.

Les Etats arabes participant à ces accords et les représentants des populations des territoires ci-devant occupés déclarent la constitution d'une force européenne d'observation et de garantie ;

7. Les Etats arabes garants *constituent de leur côté une force* arabe d'observation et de garantie qui sera stationnée dans les anciens territoires occupés sur la frontière israélienne. Israël déclare accepter la constitution et la mission de cette force ;

8. Les Etats européens et arabes participant ainsi au règlement du conflit entre l'Etat d'Israël et les populations des territoires occupés créent en commun un Fonds de développement dont *bénéficieront* les habitants de ces territoires, d'une part, et les immigrés juifs venant s'établir dans l'Etat d'Israël, d'autre part.

⁂

Il paraît souhaitable que l'initiative pour la réalisation d'un tel *plan de paix et de développement* soit prise d'abord par la France et la République fédérale d'Allemagne, agissant ensemble et invitant les *autres membres du conseil* européen à s'y joindre. Ce serait l'occasion d'ajouter une nouvelle action positive à celles qu'ont déjà fait naître la liaison étroite entre Paris et Bonn au service de la construction de l'Europe, de la paix et de la démocratie. A la nécessaire « Östpolitik » commune s'ajouterait ainsi une politique commune sur le flanc sud de notre continent.

En procédant de la sorte, les Européens honoreraient les obligations qui découlent de leurs responsabilités historiques. Ils soulageraient du même coup Américains et Israéliens du poids d'une dépendance réciproque trop exclusive tout en se comportant en membres efficaces de l'alliance du monde libre. Ils apporteraient aussi l'appui de leur solidarité aux forces de paix et de raison qui agissent au sein des peuples arabes.

(*) Professeur émérite à la *Sorbonne.*

Le temps, l'espace, le droit...

par HAMID CHORFA (*)

DANS son article intitulé « David contre David » (*le Monde* du 10 février 1988), André Fontaine appelle les Palestiniens et les Israéliens à une reconnaissance mutuelle.

Cet appel que, certes, « *à l'intérieur de chacun des camps en question* », beaucoup entendraient n'en est pas moins tributaire d'une sémantique qui me paraît inadéquate à la question palestinienne.

La référence à l'Europe qui a « *connu ce va-et-vient des triomphes et des défaites* », et le « *goût de mourir collectivement* », goût qui « *n'a pas disparu en Orient* » ou, encore, le parallélisme opéré entre juifs et Palestiniens à propos de l'acceptation de l'expression « *foyer national* », le recours, dis-je, à un tel discours solde à bon compte la question palestinienne.

En premier lieu, il tend à accréditer l'idée que ladite question relève d'un conflit aussi « orthodoxe », *dirais-je, que ceux qui ont, par le* passé, opposé entre eux les Etats européens, confinant ainsi la nature du problème à un simple retard de l'histoire. Phénomène de sous-développement ?

En second lieu, il tend à légitimer le sionisme en assimilant les Israéliens aux descendants de Moïse.

Or il n'en est rien.

En effet, si l'on devait rattacher les juifs à Abraham, il conviendrait de rappeler que celui-ci est originaire de Mésopotamie, l'actuel Irak, *ce que ne nient pas les sionistes tels* que Sharon, qui rêvent, non d'un retour chez Saddam, mais d'un Grand-Israël englobant ce même pays !

Si, en revanche, l'on veut retenir que la Palestine aurait été promise par Yahvé aux juifs, l'on ne manquerait pas de relever tout de suite que les non-juifs ne sont pas tenus de croire à la Torah. Sans compter que le droit international ne se réfère pas encore aux chartes divines — Bible, Evangiles, Coran... — pour asseoir la coexistence des peuples.

Les « traverseurs »

Si, enfin, l'on persistait à voir dans Shamir et Kahane les dignes *descendants des Hébreux, je n'en* serais que bien aise d'entendre ce *mea culpa.* Car les Hébreux ou *Abri* sont ces nomades conduits par Moïse puis par Josué à la conquête de la Palestine. Les Philistins ou Palestiniens ont été probablement les premiers à surnommer les troupes de Josué *Abri* ou « traverseurs » : « envahisseurs », du verbe *aber* : traverser, les juifs ayant envahi le pays en le contournant pour traverser le Jourdain.

De quel « *retour de trois millions de juifs sur la terre de leurs ancêtres* » parle donc André Fontaine ? Ne s'agirait-il pas, et plutôt, d'un retour de l'oppresseur sur les lieux de sa première conquête, historiquement parlant ? Encore qu'il ne me paraît pas acquis qu'Abraham fût d'accord avec Shamir pour voir en Sammy Davis ou en Haïm Herzog deux de ses descendants.

Accepter cette injustice devrait donner aux Français un « droit de retour » en Algérie et, aux Arabes, un « droit de retour » dans la presqu'île Ibérique. Ce droit serait d'autant plus fort qu'il s'exercerait après un délai de carence de beaucoup inférieur à celui observé par les sionistes.

Dans le cas de la Palestine, le discours occidental quitte facilement *les routes de l'objectivité* pour emprunter les sentiers du fidélisme. Combien il eût été édifiant de voir la réaction française pour peu que les juifs eussent eu la géniale idée de s'installer en Provence bénie ! Eussions-nous assisté à des actes terroristes ou de résistance de la part des Français ?

Arafat le Philistin

Les Israéliens sont essentiellement des colons venus d'Europe, d'Amérique ou d'autres pays extérieurs à la Palestine. C'est pourquoi *le discours d'André Fontaine* s'appliquerait mieux à l'Irak et à l'Iran, peuples de la région, parfaitement coupables du « *goût de mourir collectivement* », tout comme, effectivement, il en fut pour l'Allemagne, la France, la Russie ou la Grande-Bretagne.

A l'instar de son ancêtre, le Philistin Goliath (moins la connotation d'antipathie judéo-chrétienne attachée à ce nom) luttant contre David descendant d'intrus hébreux, le Phi*listin Arafat poursuit le* même combat. La persistance même de cette guerre, la plus longue de l'histoire de l'humanité, atteste de l'irréductibilité et de la juste cause que défendent les Palestiniens et devrait amener à ne pas se fourvoyer en légitimant le combat de David.

Il n'a que trop longtemps été illégitimement encensé par une Torah au verbe narcissique.

Il n'en demeure pas moins qu'actuellement nous avons affaire à un délicat problème humain : trois millions d'israélites vivent en Palestine. Il ne peut être question de les jeter à la mer. Car on ne répare pas *une injustice par une autre injustice.* Mais cela dit, l'ordre de préoccupation doit aller vers les quatre millions de victimes et non aux trois millions de responsables directs ou indirects du sort misérable des Palestiniens boutés hors de chez eux. C'est là où les Israéliens devraient faire preuve de beaucoup d'imagination et de psychologie, car le temps travaille contre eux, et ce de plus en plus. Et si la force qui leur fit défaut durant des siècles les comble actuellement, rien ne peut mieux les prémunir des coups du sort qu'une entente avec leurs voisins qui, eux, ont pour alliés le droit, le nombre, le temps et l'espace...

(*) Docteur-ingénieur (Alger).



Emotion et analyse

par HENRI HAZDENBERG (*)

L'ŒIL regarde Israël : celui des caméras qui se veulent la conscience d'un monde télévisuel. Et Israël est en train de perdre une bataille lourde de conséquences politiques et diplomatiques : celle de l'image.

Face à des individus qui paraissent sans armes, les gaz lacrymogènes, les matraquages, les tirs, sont toujours démesurés : il n'y a jamais de bonne répression, quelle qu'elle soit et sous n'importe quel régime. Lire la répression est une chose ; la voir au point de la vivre en quasi-direct est autre chose. Or le média télévisé se nourrit d'images choc, violentes, qui suscitent la réaction. Le journal télévisé n'est pas celui de l'analyse mais de l'image. Ce n'est pas le temps de la réflexion, mais de l'émotion.

A cet égard, l'affrontement israélo-palestinien contient tous les ingrédients d'un cocktail télévisuel : chacun situe Israël, terre de la *Bible, Jérusalem,* Nazareth, Jericho, Gaza ; tout le monde connaît son histoire ; Moïse et Salomon, mais encore Ben Gourion, Begin, *Pérès et Shamir* ; la dimension dramatique n'échappe à personne : deux peuples s'affrontent sur une même terre ; le reportage peut y être réalisé, en toute liberté, contrairement à nombre d'autres pays en conflit ; l'audience est assurée : vingt pays arabes se sentent impliqués ; des millions de juifs à la sensibilité à fleur de peau sont concernés ; des dizaines de millions de téléspectateurs sont intéressés.

Jamais dans des circonstances non moins tragiques, la répression des révoltes catholiques en Irlande par les soldats britanniques n'a soulevé autant d'émoi. Nul intellectuel n'a cru devoir écrire que l'illustre Grande-Bretagne allait « *perdre son âme* » ; aucun hebdomadaire français notoire ne s'est affiché sur « *le désarroi des protestants* ».

D'où vient alors cet excès d'honneur et d'indignité qui frappe les juifs ? De juifs eux-mêmes, sans doute, qui ont tant souffert, et souffert de leur image, qu'ils n'acceptent pas que d'autres juifs fassent subir la violence ou l'injustice et refusent d'être représentés en oppresseurs ; de non-juifs aussi qui guettent le moment où les juifs vont enfin rompre leur mythique « solidarité », comme si l'histoire d'un peuple tenait à une action de maintien de l'ordre, à des bavures désordonnées, et à quelques minutes de télévision.

Que dans ces conditions les Palestiniens utilisent savamment les médias est de bonne guerre. Mais attention : l'émotion ne peut tenir lieu d'analyse politique.

La fiction a prévalu en Israël d'une *situation sans guerre ni paix* qui pourrait perdurer, et avec le temps devenir un fait accompli imposant une coexistence de populations arabe *et juive dans un Etat* aux frontières mal définies sous un statut ambigu.

Certes, l'OLP démantelée et débastionnée du Liban ne représentait plus qu'un danger terroriste ; sans doute les dissensions du monde arabe dues au fanatisme islamique et à la guerre irako-iranienne pouvaient permettre à Israël de souffler, même si la démographie ne travaillait pas pour l'Etat juif. C'était sans tenir compte des ressentiments d'un peuple dont le ferment nationaliste a été entretenu quelles qu'en soient les conditions discutables.

Aujourd'hui, le *statu quo* est mort et la rébellion palestinienne ne cessera pas de sitôt. A moindres frais en *hommes et en armements, la bataille* des pierres et des images profite à Yasser Arafat et aux fondamentalistes, dont l'intérêt politique évident *est l'affrontement : violences* et réactions engendrent une radicalisation des populations palestiniennes et une solidarité des Arabes d'Israël. *Or la lutte pour le leadership* palestinien est au cœur même de la guerre israélo-palestinienne.

Si Hussein, Moubarak et des dirigeants arabes modérés peuvent avoir intérêt à la négociation, et même rapidement avant que la situation ne se détériore davantage ; si même les dirigeants américains peuvent exercer des pressions sur eux ; tel n'est pas le cas en ce qui concerne Arafat, *les fondamentalistes* et Assad ; Moscou peut-il exercer une influence à leur égard ? Rien n'est moins certain, et laquelle ?

Même si sous la pression conjuguée des événements et de l'administration américaine une majorité gouvernementale israélienne décidait d'accepter une négociation, se poserait le problème du ou des interlocuteurs, de leur représentativité, de leur autorité.

Déblocage ou pourrissement

Aussi, il ne suffirait pas maintenant qu'Israël manifeste sa volonté d'accorder un statut d'autonomie aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza pour que la négociation puisse s'engager, car il faudrait nécessairement que des dirigeants palestiniens soient en mesure d'accorder des garanties suffisantes.

Deux options se présentent : la première est un déblocage de la *situation d'urgence* avant que les maximalistes ne prennent trop d'importance sur le terrain et finalement politiquement ; la seconde est le *pourrissement de la situation qui* ne pourra trouver un règlement que lorsqu'il aura atteint son paroxysme.

Tout laisse craindre que la première option soit déjà dépassée. Ainsi, Tsahal n'est déjà plus face à des émeutiers, mais affronte une véritable insurrection civile, maintenant organisée — de fait, véritable guerre larvée de l'intérieur, — qui demain sera peut-être armée.

L'*opinion publique qui s'émeut* du nombre d'adolescents palestiniens blessés ou tués devra s'endurcir ; il n'y a pas de guerre aux mains propres, même si ce sont des juifs qui la mènent, même si la démocratie israélienne, par ses réactions exceptionnelles, évite un dérapage généralisé. En attendant une négociation politique qui est la seule voie possible, il serait irresponsable de s'en tenir aux images et de dissimuler les véritables enjeux politiques qui ne peuvent être filmés. La déstabilisation politique de l'Etat juif par les extrémistes palestiniens ne serait *pas seulement dramatique pour les* juifs. A terme, elle remettrait en cause l'existence même des structures d'Israël et entraînerait le dés*équilibre de toute* une région avec des conséquences imprévisibles.

(*) Président du Renouveau juif.

En Cisjordanie

La révolte se durcit et prend un tour plus militant

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Que la presse soit présente ou non dans les territoires occupés, la révolte se poursuit et le nombre des morts est plus élevé que jamais, alors que la vague de troubles entre mercredi dans son quatrième mois. Elle a déjà fait plus de quatre-vingts tués et au moins mille blessés graves chez les Palestiniens et paraît prendre un tour plus dur et militant.

Dimanche, dans le camp de réfugiés d'Askar près de Naplouse, des tirs ont été dirigés contre une *patrouille de l'armée. L'incident*, selon un porte-parole militaire, s'est produit à l'issue d'une manifestation violente. Les soldats ont répliqué, *ouvrant le* feu sur deux jeunes gens qui paraissaient prendre la fuite et tuant l'un d'entre eux (âgé de dix-huit ans).

C'est la seconde fois depuis le 9 décembre, début du « soulèvement », que l'armée essuie des coups de feu. Comme dans le premier cas – il y a une dizaine de jours à Gaza, – il s'agissait, selon le porte-parole, de *« tirs à l'arme légère »* qui n'ont pas fait de victimes. L'armée se refuse encore à y voir un changement de stratégie de la part des Palestiniens : *« Nous ne considérons pas que c'est le début d'une escalade, cela prouve seulement que les consignes de la « direction » du mouvement, qui sont de ne pas utiliser d'armes, ne sont pas totalement suivies »*, nous déclarait une source *militaire*.

C'est une évolution qui n'en inquiète pas moins les autorités car elle s'accompagne d'autres « avertissements ». Vendredi, dans le camp de Deir-el-Balah, à Gaza, quatre soldats avaient été légèrement blessés par une bombe artisanale, une attaque qui, là aussi, laisse présager un durcissement de la révolte dans les territoires. L'opération a été jugée suffisamment sérieuse pour que le chef d'état-major, le général Dan Shomron, se rende immédiatement sur les lieux (le même jour un attentat à la voiture piégée avait été déjoué à Jérusalem).

Les « collaborateurs » menacés

Il y a aussi un durcissement dans ces pressions de plus en plus fortes exercées à l'encontre des Palestiniens soupçonnés de « collaborer » avec les autorités israéliennes. Il y a deux semaines, l'un d'entre eux avait été pendu à Kabatiya. Samedi l'armée a mené un raid dans le camp de Jelazoun, près de Ramallah, et arrêté une cinquantaine de *militants* qui, selon les autorités, projetaient *de monter une série d'opérations* contre des collaborateurs. Des tracts menaçant des collecteurs du fisc, des maires ou autres fonctionnaires de *l'administration ont été* distribués.

Dimanche, rapportait le *Jerusalem Post*, tous les agents des impôts *de la région de Gaza ont remis leur* démission. La pression s'est fait particulièrement sentir à l'encontre des policiers palestiniens ; dans plusieurs *cas, cédant aux menaces, ils* ont dû remettre leurs armes et leurs insignes au chef du village. A terme, les autorités redoutent que le mouvement *ne prenne de l'ampleur et ne* désorganise toute l'administration territoriale qui emploie quelque quatorze mille Palestiniens, dont vingt-cinq maires désignés, et moins de quatre cents Israéliens.

Deux morts vendredi, deux morts samedi (à Dahariya près de Hébron), deux morts dimanche (un à Askar et un jeune homme de dix-huit ans tué par balle dans un village situé au nord de Ramallah) : ce week-end – où l'accès de la presse à la Cisjordanie et à Gaza avait été restreint – a été un des plus violents des dernières semaines. Il était consacré à « la journée du drapeau ». Des emblèmes palestiniens ont été hissés çà et là dans tous les territoires, cependant que des colons saccageaient à nouveau des dizaines de voitures arabes dans la région de Hébron et de Bethléem. Enfin, le week-end était aussi marqué par un regain d'agitation chez les Arabes israéliens dans la région de Nazareth, où les incidents sont de plus en plus fréquents.

Gagner du temps

A Jérusalem, la réunion hebdomadaire du gouvernement a été *consacrée, dimanche, à l'examen du* plan mis au point par le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, afin de tenter de relancer une négociation israélo-arabe sur l'avenir des territoires. Il n'y a pas eu de vote. Le premier ministre, M. Shamir (Likoud), opposé au scé*nario et au calendrier établis par* M. Shultz *(voir l'encadré)*, a cherché à gagner du temps. Il a demandé que le cabinet restreint *(qui comprend cinq ministres du* Likoud et cinq autres travaillistes) ne se prononce pas avant la visite qu'il doit faire à Washington du 14 *au 16* mars.

M. Shultz aurait exigé une réponse pour la mi-mars et on prête à M. Shamir l'intention de faire de nouvelles propositions et contre-propositions lors de son séjour à Washington. Le chef travailliste, ministre des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, ne l'entend pas ainsi. Partisan de la démarche américaine, il souhaite que le cabinet restreint vote sur le plan du secrétaire d'Etat avant le départ du premier ministre pour les Etats-Unis.

En cas de vote nul (cinq contre cinq), que celui-ci intervienne avant ou après le séjour de M. Shamir à Washington, travaillistes et Likoud paraissent décidés à appeler les électeurs à *trancher avant novembre*, terme de la législature. Des deux côtés, les préparatifs de campagne sont en cours. De nombreuses voix à droite appellent à dire « non » aux Etats-Unis et à refuser des négociations sous la pression des événements dans les territoires. Chez les travaillistes, on met en garde contre un « non » qui placerait Israël – et non plus les Arabes – dans le « camp du refus ».

La presse envisage de sombres perspectives au cas où Israël rejetterait le plan américain. *« Quiconque veut encore croire*, écrit *Haaretz qu'un gouvernement militaire peut continuer à diriger les territoires comme il y a trois mois se fait des illusions. »* L'éditorialiste du *Yedioth Aharonoth*, le plus fort tirage de la presse israélienne, était tout aussi pessimiste, estimant qu'une réponse négative aux suggestions de Washington *« isolerait totalement Israël et ouvrirait un grave conflit avec le gouvernement américain »*.

ALAIN FRACHON.

Le plan Shultz : un tout indissociable

Voici les principales étapes du « plan Shultz » tel qu'il est rapporté *par la presse israélienne* après que le secrétaire d'Etat en eut exposé le détail dans des lettres remises à MM. Pérès et Shamir.

● Mi-avril : réunion d'une conférence internationale comprenant les *cinq membres* permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, URSS, Chine). *La conférence ne pourra pas imposer de décisions aux parties directement concernées ni s'opposer aux accords auxquels elles parviendraient.*

● Mai : ouverture des conversations dans le cadre de *commissions bilatérales entre* Israël et ses voisins arabes (Israël-Liban, Israël-Syrie, Israël-Jordanie).

● Les conversations seront fondées sur les résolutions 242 et 338 de l'ONU que tous les participants doivent accepter au préalable, de même qu'ils *devront avoir renoncé à la violence et à la terreur*; les Palestiniens seront représentés au sein d'une délégation jordano-palestinienne.

● Durant six mois, les conversations porteront *« sur une formule intérimaire »* (en fait un statut d'autonomie pour la Cisjordanie et Gaza).

● *A partir du 1er décembre*, les conversations devront aussi porter sur la question du statut final des territoires occupés, quel que soit le résultat des pourparlers engagés sur la formule intérimaire. Il s'agit ici de rassurer les Arabes qui craignent qu'Israël ne s'engage dans un processus qui se limiterait à l'automne. Les conversations dureront un an.

● Le secrétaire d'Etat souligne qui ce scénario forme un tout indissociable.

● **Vingt-neuf sénateurs américains critiquent M. Shamir.** – Vingt-neuf sénateurs ont adressé une lettre au secrétaire d'Etat George Shultz critiquant l'attitude du premier *ministre israélien*, M. Shamir, vis-à-vis de l'ouverture américaine pour la paix au Proche-Orient, rapporte le *New York Times* du dimanche 6 mars.

La lettre écrite par le sénateur Alan Cranston (démocrate, Califor*nie) et signée vendredi par vingt-huit* autres sénateurs soutient la *« dernière tentative* [de M. Shultz] *pour résoudre la dangereuse impasse au Proche-Orient qui engendre la situation violente actuelle »*. Un collaborateur *du sénateur Cranston*, M. Murray Flender, a déclaré au *Times* que les sénateurs ont écrit qu'ils étaient *« troublés d'avoir lu dans le* New York Times [du 26 février] *que M. Shamir a déclaré : « L'expression » territoire contre paix n'est pas » acceptée par moi. »*. – *(AFP.)*

A TRAVERS LE MONDE

Madagascar

Verdict clément dans le procès des « kung-fu »

Dix-huit des deux cent quarante-cinq adeptes malgaches du « kung-fu » inculpés pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat et jugés depuis le début de la semaine (*le Monde* du 4 mars) ont été condamnés samedi 5 mars à deux ans de prison par une cour criminelle spéciale siégeant à Ambatolampy. Cette cour a condamné dix autres inculpés à deux ans de prison avec sursis.

Tous les autres accusés, dont trente-cinq mineurs mêlés à cette affaire, sont purement et simplement acquittés, tandis que les personnes condamnées ont pour la plupart déjà effectué trente mois de détention préventive, qui couvrent donc les peines.

A l'exception de la destruction de biens publics et de vols de voitures et de carburant, aucun des chefs d'accusation n'a été retenu par la cour contre les adeptes du *« kung-fu »*, pas même celui d'offense au chef de l'Etat. Ainsi, confirmant l'impression qui avait suivi le réquisitoire de l'avocat général et les plaidoiries de la défense vendredi, le tribunal a rendu un verdict de clémence et d'apaisement après plus de six heures de délibération.

Le verdict a été annoncé devant une assistance nombreuse qui l'a salué par des applaudissements, des pleurs et des chants. – *(AFP.)*

Panama

Crise financière après le gel des avoirs panaméens aux Etats-Unis

L'épreuve de force engagée entre les Etats-Unis et le général Manuel Antonio Noriega tourne à la crise financière au Panama. *Washington*, qui continue de reconnaître comme président constitutionnel M. Eric Delvalle, destitué il y a une dizaine de jours par le général Noriega, a gelé les avoirs panaméens aux Etats-Unis et limité l'accès du Panama au dollar. Les sommes en jeu sont relativement modestes (50 millions de dollars pour les fonds déposés dans des banques américaines et 7 millions pour la redevance du canal ce mois-*ci) mais elles ont provoqué un* mouvement de panique et les banques panaméennes, à court de liquidités, ont fermé leurs portes sur ordre du gouvernement, *le* vendredi 4 mars, pour une durée indéterminée. Le Panama utilise en outre le dollar sans pouvoir l'imprimer pour faire face à sa crise de liquidités. Se procurer des billets verts sur le marché international est en outre difficile, le crédit du gouvernement étant voisin de zéro au point que les institutions internationales ont coupé leurs crédits en raison des retards de paiements accumulés par Panama.

Le conflit du Golfe

• La « guerre des villes » se poursuit sans relâche
• Les relations entre Moscou et Téhéran se dégradent

La guerre des missiles entre l'Irak et l'Iran s'est poursuivie, le lundi 7 mars, pour la huitième journée consécutive avec le tir d'un nouvel engin sur Téhéran. Selon un décompte arrêté dimanche, l'Irak a annoncé le tir de 39 missiles sol-sol contre le territoire iranien, dont 36 sur Téhéran et 3 sur la ville sainte chiite de Qom. Pendant la même période, depuis l'envoi du premier missile, le dimanche 28 février, les autorités irakiennes ont annoncé la chute de 14 missiles sol-sol iraniens à Bagdad. Elles ont fait état après la chute de chaque missile, de *« morts et de blessés »* dont *« des femmes et des enfants »*, ainsi que de dégâts matériels, mais sans donner de bilan précis.

De son côté, l'Iran a annoncé que ses unités *avaient lancé 31 missiles* sur l'Irak, dont 19 sur Bagdad et 12 sur d'autres villes irakiennes, dont Bassorah – l'Irak n'ayant pas fait mention de ces 12 missiles. L'Iran, qui a confirmé la chute de 2 missiles à Qom, n'a pas précisé le nombre exact d'engins tombés sur Téhéran. Le dernier bilan des victimes iraniennes, établi samedi en fin d'après-midi, s'élevait à au moins 129 morts et 300 blessés.

A Bagdad, le chef de la diplomatie irakienne a justifié, samedi, les bombardements irakiens de zones civiles en Iran, soulignant que son pays ne fait qu'*« exercer son droit de riposter aux crimes iraniens »*. Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, M. Tarek Aziz rappelle que l'Iran a tiré depuis 1985 45 missiles sur Bagdad et 3 autres sur la ville de Kirkouk. Par ailleurs, l'Iran a attaqué avec son aviation et son artillerie des zones civiles en Irak à *1 024* reprises depuis le début de la guerre en septembre 1980 et jusqu'en juin 1986, selon M. Tarek Aziz, qui indique que ces bombardements ont fait 850 morts civils, 3 217 blessés et détruit 596 maisons. Le chef de la diplomatie irakienne passe cependant sous silence les nombreuses *attaques des villes irakiennes du* Khouzistan par des missiles irakiens et le pilonnage de Téhéran et d'autres villes iraniennes, qui, au cours de la même période, ont fait autant sinon davantage de victimes.

Dimanche, au lendemain d'une réunion à Bagdad des plus hautes instances irakiennes qui ont exigé l'application par l'Iran de la résolution 598 du Conseil de sécurité, l'Iran a *réaffirmé qu'il était prêt à* riposter *« par des coups encore plus forts »*. Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Moussavi, a ajouté que *« personne ne pourra obliger la République islamique à se résigner ou à obtenir d'elle des concessions »*.

M. Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, a fait de son côté une nouvelle mise au *point sur la position de son* pays à l'égard de la résolution 598 du Conseil de sécurité. Il a, à ce propos, exigé à nouveau *« la reconnaissance de l'agresseur et sa punition »*, en affirmant que *« l'issue finale de la guerre sera décidée par les combattants sur les champs de bataille »*.

« Mort à l'URSS »

En attendant, les relations entre l'Iran et l'URSS continuent de se *détériorer. Moscou* a *officiellement* protesté auprès des autorités iraniennes après les manifestations hostiles qui se sont déroulées dimanche devant son ambassade à Téhéran et son consulat à Ispahan. Des protestataires avaient pénétré dans le parc de l'ambassade d'URSS à Téhéran et la police avait fait usage de gaz lacrymogènes à Ispahan pour disperser les manifestants, parmi lesquels des étudiants scandant *« mort à l'URSS »* et exigeant la fermeture de l'ambassade de Téhéran.

Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Larijani, a rejeté comme *« non convaincant le démenti de l'URSS selon lequel Moscou ne fournirait pas de missiles à l'Irak »*. *« Ce type de missiles à longue portée ne peut être acheté nulle part ailleurs »*, a ajouté le responsable iranien, qui a qualifié de *« bavardage stupide »* les déclarations de l'URSS selon lesquelles elle ignore comment l'Irak a pu avoir accès à ce matériel. Tout pays livrant des armes à l'Irak *« doit être considéré comme un complice des crimes des gouvernants de Bagdad »*, a-t-il encore dit, en soulignant que l'URSS s'emploie en vain à sauver le régime du président Saddam Hussein, *« qui finira par tomber »*. – *(AFP, Reuter.)*

Diplomatie

L'avenir de l'Afghanistan

Reprise des négociations « indirectes » de Genève

GENÈVE
de notre envoyé spécial

Après deux jours d'interruption, les négociations sur l'Afghanistan ont repris, *le lundi 7 mars à Genève*, sans que le pakistan ait dévoilé ses intentions concernant la signature d'un accord sur un retrait militaire soviétique. Il semble, néanmoins, qu'Islamabad souhaite un accord sur ce point, tout en préférant ne pas signer formellement de document avant d'avoir obtenu satisfaction sur la formation d'un gouvernement intérimaire à Kaboul.

Comme prévu, le délégué pakistanais, M. Zain Noorani, avait regagné, dimanche soir, Genève après quarante-huit heures de consultations dans son pays, où il a notamment participé à une conférence des principaux partis politiques à Rawalpindi. *Mme Benazir Bhutto*, principale figure de l'opposition, y a assisté ainsi que le premier ministre, M. Junejo. Mme Bhutto en a profité pour rappeler que, concernant le conflit afghan, la « priorité » était le départ des Soviétiques.

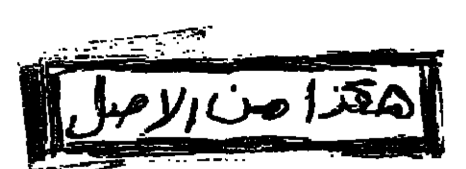
Au cours de leur nouvelle session de conversations « indirectes » avec les représentants de Kaboul – M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU, faisant la navette entre les deux délégations, – les Pakistanais vont tenter d'obtenir que des « progrès » soient réalisés sur la question d'un gouvernement provisoire afghan. Mais ils sont soumis à de telles pressions, y compris de la part des Américains, pour accepter un accord que ce dernier pourrait intervenir d'ici au *15* mars, ainsi que le souhaite M. Gorbatchev.

Une autre question demeure, cependant, en suspens : les Américains ont affirmé, vendredi, qu'ils n'avaient pas l'intention de cesser leur aide militaire à la résistance tant que les Soviétiques n'en feraient pas autant à l'égard de leurs protégés actuellement au pouvoir à Kaboul. L'accord, qui se négocie à Genève, prévoit l'arrêt de toute assistance étrangère à la résistance dès le début d'un retrait militaire soviétique.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● **Paris dément la disparition de deux Français annoncée par Kaboul.** – *L'agence officielle de* Kaboul, Bakhtar, a affirmé dimanche 6 mars que deux ressortissants français avaient été tués au cours d'affrontements entre groupes de résistants *« extrémistes »*. Le Quai d'Orsay a, pour sa part, indiqué qu'aucune disparition de ressortissant français ne lui avait été signalée par les organisations humanitaires qui travaillent en Afghanistan.

● **Visite de M. Robert Pandraud en Tunisie.** – M. Robert Pandraud, ministre délégué auprès du *ministre de l'intérieur, chargé de la* sécurité, est arrivé le dimanche 6 mars à Tunis, pour vingt-quatre heures, afin de poursuivre les conversations que M. Charles Pasqua avait eues fin janvier (*le Monde* du 29 janvier). Il s'agit de la conclusion d'un accord de coopération pour une meilleure coordination des échanges d'informations en matière de lutte contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants, la criminalité et la délinquance. Un second accord est également prévu en ce qui concerne la situation des quelque treize mille cinq cents membres de la colonie française en Tunisie. – *(Corresp.)*



Europe

URSS : après les affrontements ethniques au Caucase

Des signes d'agitation persistent dans plusieurs villes

Beaucoup d'incertitude, subsistent sur la situation dans les régions du Caucase affectées par les troubles de la fin du mois de février. Plusieurs sources contestent comme inférieur à la réalité le chiffre de trente et un morts avancé, vendredi soir 4 mars, par l'agence Tass pour le bilan des incidents survenus dans la ville de Soumgait (Azerbaïdjan). A Stépanakert, ville du Nagorny-Karabakh, région autonome de l'Azerbaïdjan revendiquée par les Arméniens, la situation était décrite, samedi, par un responsable hospitalier comme *« calme, mais tendue »*. A Bakou, selon un représentant de la télévision locale cité par l'AFP, le calme règne *« depuis deux, trois jours »*.

Aucune indication nouvelle n'a par ailleurs, pu être recueillie sur les affrontements qui se sont produits le 20 février dans la banlieue de Moscou entre Russes et ouvriers originaires d'Asie centrale. Si la réalité des incidents ne fait aucun doute, le nombre des victimes – une dizaine de tués, selon certaines sources (*le Monde* daté 6-7 mars) – n'a pu être confirmé.

Plusieurs milliers de Tatars, qui réclament le droit de retourner vivre en Crimée, ont, par ailleurs, manifesté, dimanche 6 mars, à Krasnodar. Ils ont été dispersés au bout de deux heures par les forces de l'ordre sans qu'il soit procédé à des arrestations. Une quinzaine de Tatars qui manifestaient sur le même thème, samedi, à Moscou ont en revanche été interpellés par la police.

A Moscou également, une manifestation a eu lieu, dimanche, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la mort de Staline, pour réclamer la création d'un mémorial aux victimes du stalinisme.

L'unijambiste et les armoires à glace

MOSCOU
de notre correspondant

Quand les miliciens l'ont empoigné, que ses béquilles ont volé en l'air et qu'il est tombé au sol, incapable de se relever sur son unique jambe, un petit jeune homme a pâli et, dans un souffle, comme étonné de sa propre audace, a lancé à l'officier : *« Mais est-ce que vous n'avez pas honte ? »*

Et comme les miliciens, gradés en tête, avaient visiblement honte, ils ont rendu ses béquilles à l'unijambiste qui, sans perdre une seconde de liberté de parole, a repris sa harangue, dos tourné à la monumentale entrée de la station de métro Octobre et face à l'immense statue d'un Lénine entraînant dans sa marche un farouche détachement prolétaire et paysan.

A Moscou, Lénine est un peu partout, mais ce n'est pas sans raison que le Club Perestroïka 88 avait choisi, le dimanche 6 mars, cette place d'Octobre pour marquer, avec un jour de retard, le trente-cinquième anniversaire de la mort de Staline. Il s'agissait de se placer ainsi sous la protection morale du père de la Révolution en se définissant bien comme tenant du socialisme.

Appuyé sur ses béquilles, le frêle orateur ne cesse d'ailleurs d'invoquer M. Gorbatchev pour expliquer que, en ce jour mémorable, il faut se souvenir des victimes de la terreur stalinienne afin que soient tirées les leçons de l'histoire, que chacun sache et que l'horreur ne puisse jamais renaître.

« Circulez ! Ne bouchez pas l'entrée du métro ! Circulez ! », crient les porte-voix des miliciens aux chapkas bleutées. Cela intimide, mais l'attroupement grossit pourtant – indéfinissable mélange d'authentiques passants arrêtés par cette accélération volontariste de la démocratisation, de manifestants qui attendent, silencieux, de prendre la relève à l'interpellation de leurs camarades et de flics de toutes les espèces imaginables.

Il y en a en grands manteaux gris, civils reconnaissables entre mille, qui observent et rendent compte, visage impassible, avec des talkies-walkies grésillants. Il y a des auxiliaires au brassard rouge, les *Droujinniki*, qui font masse, tendus mais hésitants sur leur rôle exact. Il y a les miliciens, bien sûr, jeunes, solidement tenus en main par un encadrement au professionnalisme chirurgical mais pas à l'aise face à ces manifestants, enfants indésirés de la « glasnost ».

Il y a des photographes et des caméramen qu'on croyait de loin appartenir à la presse étrangère mais qui travaillent pour d'autres organes. Il y a aussi des ouvriers de la voirie qui n'en finissent pas, moteurs vrombissants, d'éparpiller tout le monde en fonçant au volant de chasse-neige sur des trottoirs pourtant parfaitement nets.

Il y a des physionomistes qui photographient sans appareil et s'exercent à la filature. Et puis il y a surtout des armoires à glace, trente ans pour les plus vieux, qui sont les méchants de l'affaire, ceux qui happent sans parole les tribuns et les projettent en un tour de main dans des petits cars bleus et brinquebalants qui pilent à intervalle régulier comme d'innocentes navettes.

On pourrait encore mentionner cette « foultitude » de cadets enfantins aux trop longues capotes bleues, envoyés se courber devant Lénine pour empêcher qu'on ne l'approche, ou bien cette dame pauvrement vêtue, petit cabas au bras, qui invective les manifestants : *« Parasites ! Vous feriez mieux d'aller travailler ! N'avez-vous pas honte ? »*.

Projet de mémorial

Mais la vieille dame et les cadets, ce ne sont pas la police : ce ne sont que quelques-uns des obstacles dressés sur la route des nouvelles forces d'opposition. Le chemin est si long, la partie si difficile, que Perestroïka 88 s'est trouvé à peu près seul au milieu des jeunes clubs indépendants pour appeler à célébrer cet anniversaire d'une délivrance qui reste à achever trente-cinq ans après.

L'unijambiste continue de s'époumonner. Il appelle à contribuer à la collecte récemment lancée par un groupe d'intellectuels pour ériger un mémorial à toutes les victimes du stalinisme.

Autant qu'on puisse voir, aucun portefeuille ne s'ouvre. L'étau des armoires à glace se resserre. Les miliciens leur dégagent la zone d'opération. L'orateur sait qu'il n'a plus que quelques instants, crie que *la Gazette littéraire* a parlé de ce projet de mémorial, que le secrétaire général veut qu'enfin les bouches s'ouvrent, que ce sont les bureaucrates responsables de la stagnation qui ont peur et ne veulent pas laisser briser le silence. On discerne encore : *« Gorbatchev ! Gorbatchev ! »*, mais déjà l'unijambiste a disparu, coincé entre un ventre, un dos et deux épaules – entre quatre des armoires à glace qui le soulèvent de terre par simple pression et galopent en rythme jusqu'à la navette qui redémarre sans même attendre d'autres clients. Il y aura, selon les organisateurs, une quarantaine d'arrestations, et la manifestation, commencée à midi, est terminée trois quarts d'heure plus tard.

Combien de manifestants ? Quelques dizaines, une toute petite centaine peut-être. Peu en tout cas, même s'il est vrai qu'une hirondelle fait parfois le printemps.

BERNARD GUETTA.

Ali, Azerbaïdjanais : « Chez nous, c'est déjà la guerre »

Moscou (AFP). – *« Jamais ils n'oseront nous prendre Karabakh. Sinon, ce sera la guerre, et ils le savent. Nous serons soutenus par les Turcs et nos frères d'Iran. »* La guerre ne semble pas faire peur à Ali, jeune Azerbaïdjanais rencontré dans une « maison de thé », à Moscou.

D'ailleurs, ajoute-t-il, *« maintenant chez nous c'est déjà la guerre »*. Entre Arméniens et Azerbaïdjanais, veut-il dire. *« Partout où il y a des Arméniens, les Azerbaïdjanais sont sortis pour les attaquer »*, dit-il en égrenant des noms de villes, parmi lesquelles Kirovabad, Bakou et Soumgaït.

« Mais ce sont les Arméniens qui ont commencé », affirme Ali. Il ne précise pas où, ni quand, mais fait état de *« maisons d'Azerbaïdjanais incendiées, d'enfants tués »* et de familles azerbaïdjanaises contraintes de quitter l'Arménie pour se réfugier en Azerbaïdjan.

Les Arméniens, selon lui, ont été à l'origine des troubles en véhiculant des rumeurs sur soixante des leurs qui auraient été tués dans la région de Nagorny-Karabakh, rattachée à l'Azerbaïdjan, bien que peuplée par une majorité d'Arméniens. Ces rumeurs ont été officiellement démenties.

« Nagorny Karabakh est une région qui nous appartient : nos ancêtres y sont enterrés, affirme le jeune Azerbaïdjanais. *Si les Arméniens ne veulent pas y vivre en frères avec nous, ils peuvent partir, mais nous ne rendrons jamais notre terre. »*

TCHÉCOSLOVAQUIE : la « force tranquille » des catholiques

Plus de cinq mille personnes ont assisté à Prague à une cérémonie en faveur des libertés religieuses

Prague *(AFP)*. – En dépit des importantes mesures prises par les autorités tchécoslovaques pour les en dissuader, plus de cinq mille personnes se sont pressées dans la cathédrale de Prague dimanche 6 mars pour une messe en l'honneur d'Agnès de Bohême, conçue comme une cérémonie en faveur des libertés religieuses. Une vingtaine de militants catholiques et de membres de la Charte 77 – dont les trois porte-parole de ce mouvement, Stanislav Devaty, Milos Hajek et Bohumir Hanat, ainsi que l'écrivain Vaclav Havel – ont été interpellés et certains d'entre eux gardés quarante-huit heures en détention.

Un important dispositif policier avait été déployé pour contrôler l'accès à la cathédrale de Prague. La station de métro la plus proche était fermée « pour raisons techniques » et la ligne de tramway y menant était également bloquée par des travaux de réfection, curieusement menés avec zèle un dimanche matin. Les personnes arrivant de province ont fait état de fréquents contrôles routiers, visibles aussi à de nombreux endroits dans la capitale. A l'issue de la cérémonie, plusieurs centaines de fidèles – dont de nombreux jeunes – ont traversé les dépendances de la présidence de la République et se sont réunis sous les fenêtres de l'archevêché tout proche, chantant des cantiques et criant : *« Nous voulons la liberté religieuse ! », « Vive le cardinal ! »*.

L'archevêque de Prague, le cardinal Frantisek Tomasek (quatre-vingt-huit ans), chef incontesté de l'Eglise catholique en Tchécoslovaquie, est apparu à plusieurs reprises à son balcon pour saluer ceux qui l'acclamaient, mais sans dire un mot. La foule s'est dispersée sans incident après plus d'une heure.

Dans les milieux catholiques de Prague, on se disait très satisfait à l'issue de ce « pèlerinage à Agnès de Bohême », qualifié de *« démonstration de force tranquille »* par un proche du cardinal Tomasek. *« Quatre cent mille signatures en deux mois pour le texte en faveur de la liberté religieuse : aucun pouvoir politique, fût-il communiste, ne peut se permettre d'ignorer un tel phénomène »*, estime ce même conseiller, faisant référence à une pétition qui circule depuis le début de l'année.

● **Protestation du Foreign Office.** – Le Foreign Office a élevé une vigoureuse protestation auprès du gouvernement tchèque après l'arrestation, vendredi soir, des dissidents qui avaient été conviés à un dîner au domicile d'un membre de l'ambassade britannique à Prague. Dans un communiqué, le Foreign Office précise que certains dissidents – dont des signataires de la Charte 77 et des militants catholiques – *« ont été interpellés à leur domicile juste avant de pouvoir se rendre au dîner, tandis que d'autres étaient physiquement empêchés par les policiers en uniforme de pénétrer dans la maison »* du conseiller de l'ambassade, M. John MacGregor. Ils devaient y rencontrer un haut responsable du Foreign Office, M. David Radford, actuellement en mission à Prague. – *(AFP.)*

RDA

Une centaine de personnes ont été interpellées dans les milieux de l'opposition démocratique

BONN
de notre correspondant

La police est-allemande a procédé, dimanche 6 mars, à une centaine d'interpellations visant les milieux de l'opposition démocratique et des personnes ayant déposé des demandes d'émigration vers la RFA. L'action la plus spectaculaire s'est déroulée à Berlin-Est, où la police avait établi des barrages tout autour de l'église Sainte-Sophie, empêchant tous ceux qui n'habitaient pas le quartier d'accéder au service religieux.

Selon des sources proches de l'église protestante est-allemande, soixante-dix à quatre-vingts personnes auraient été arrêtées lors de cette opération, dont les écrivains contestataires Lutz Rathenow et Uwe Kolbe. Des opérations du même type ont eu lieu dans d'autres villes de RDA, Leipzig, Dresde et Halle.

Il s'agit, pour les autorités de Berlin-Est, d'intimider les candidats à l'émigration qui, en attendant, souvent depuis plusieurs années, l'autorisation de quitter le pays, se rassemblent chaque dimanche dans les églises, le seul endroit où ils peuvent recevoir un certain réconfort moral et mener un minimum d'action collective. Les estimations sur le nombre des citoyens est-allemands ayant déposé une demande de visa d'émigration varient entre cinquante mille et trois cent mille (pour une population de seize millions d'habitants), mais il semble que les candidatures se soient multipliées ces derniers mois.

La situation de ces candidats au départ avait été, jeudi dernier, au centre des discussions entre le chef de l'Etat et du parti, M. Erich Honecker, et le président de l'Union des Eglises protestantes de RDA, l'évêque Werner Leich. Cette entrevue avait eu lieu à l'occasion du dixième anniversaire du sommet de 1978 entre l'Eglise et l'Etat, au cours duquel avaient été redéfinis les rapports entre les deux institutions. M. Werner Leich a demandé à M. Honecker qu'un *« dialogue social »* soit établi avec les personnes désireuses de quitter le pays.

L.R.

ESPAGNE : dirigée par M. Javier Ruperez

La nouvelle Démocratie chrétienne veut être le « parti des pauvres »

MADRID
de notre correspondant

Un nouveau parti, la Démocratie chrétienne (DC), a fait son apparition, le dimanche 6 février, sur la scène politique espagnole. Il ne s'agit pas d'une formation créée de toutes pièces puisqu'elle se substitue en fait à l'ancien Parti démocrate populaire (PDP), qui compte une vingtaine de députés et onze sénateurs. Ancienne composante de la Coalition populaire (CP), groupe conservateur dominé par l'Alliance populaire (AP), dirigée initialement par M. Manuel Fraga et, depuis un an, par M. Antonio Hernandez Mancha, le PDP avait décidé, en juillet 1986, de faire cavalier seul, d'abandonner la Coalition populaire et de se fondre dans le « groupe mixte » du Parlement. Cette solution peu satisfaisante idéologiquement a conduit l'actuel leader du PDP, M. Javier Ruperez, quarante-sept ans grisonnants, à reprendre ses billes et à proposer aux quelque vingt-cinq mille militants du PDP une définition plus nette des options du parti. Le changement d'appellation, a-t-il répété tout au long de la convention démocrate-chrétienne qui s'est tenue ce week-end à Madrid, ne répond pas à une simple modification de label et d'image de marque : J. Ruperez veut que le parti rebaptisé démocrate-chrétien soit authentiquement « démocrate » et « chrétien ». La précision pourrait n'être qu'une redondance politicienne avec des arrières-pensées électorales ou populistes, mais, à en juger par ses discours, le patron de la CD entend faire de cette formation « le parti des pauvres ». Il a fièrement déclaré : *« Je serai président du gouvernement ! »*

L'un des parrains de la DC espagnole régénérée a été M. Flaminio Piccoli, le président de l'Internationale européenne démocrate-chrétienne, qui a longuement insisté, dimanche, devant la convention sur la dimension chrétienne et catholique que devait avoir la section espagnole de la DC européenne. Le député européen français Jacques Mallet (CDS) et l'allemand Thomas Jansen (CDU), secrétaire général du Parti populaire européen (PPE), étaient également venus apporter leur soutien à leurs collègues espagnols.

Les élections européennes de 1989 constituent la première épreuve du feu pour la DC espagnole qui n'a actuellement aucun député à Strasbourg.

Sérieux, M. Ruperez n'est pas pour autant une personnalité charismatique. Son entreprise se heurte, par ailleurs, au CDS d'Adolfo Suarez et aux conservateurs de l'Alliance populaire. A gauche, les socialistes, conscients de leur relative perte de vitesse depuis cinq ans, ne sont pas disposés à se laisser encore grignoter. Même si leur hégémonie n'est pas menacée, nul doute que l'apparition d'un parti qui d'emblée veut se positionner comme celui des pauvres obligera le PSOE à montrer que lui aussi s'en occupe et *« fait du social »*.

(Intérim.)

PORTUGAL

Le Parti communiste reste imperméable aux idées de démocratisation

LISBONNE
de notre correspondant

« Ceux qui connaissent le Parti communiste portugais savent bien que les changements souhaités par nos ennemis ne se feront pas chez nous ! » C'est en ces termes que le dirigeant du PCP, M. Alvaro Cunhal, a répondu au groupe de personnalités communistes qui ont critiqué ces derniers temps la direction du Parti et réclamé des réformes *« profondes »*, notamment l'adoption du vote secret pour l'élection des membres du comité central lors du prochain congrès national.

En présence de vingt mille militants en liesse, le PCP a célébré le samedi 5 mars, dans les arènes du Campo Paqueno à Lisbonne, le soixante-septième anniversaire de sa fondation.

M. Cunhal a saisi cette occasion pour réaffirmer la puissance d'une organisation qui, publiquement du moins, n'avait jamais présenté de fissures : *« Le fait nouveau dans la campagne actuelle est qu'elle est exploitée par les forces de droite. »*

Le premier symptôme de la crise qui secoue le PCP est apparu en janvier avec la publication d'un document signé par six notables du parti, parmi lesquels M. Vital Moreira, juge du tribunal constitutionnel, et M. Veiga de Oliveira, ancien ministre. Depuis, d'autres informations sur l'existence de fortes divergences à l'intérieur du PCP se sont multipliées.

Dans son édition du 27 février, l'hebdomadaire *Expresso* a annoncé que le comité central avait discuté et envisagé l'expulsion des six contestataires, accusés d'appartenir à un *« groupe organisé, commandé et financé de l'extérieur »*. Cette mesure n'aurait finalement pas été prise en raison des conséquences négatives qu'elle aurait pu entraîner dans l'opinion publique.

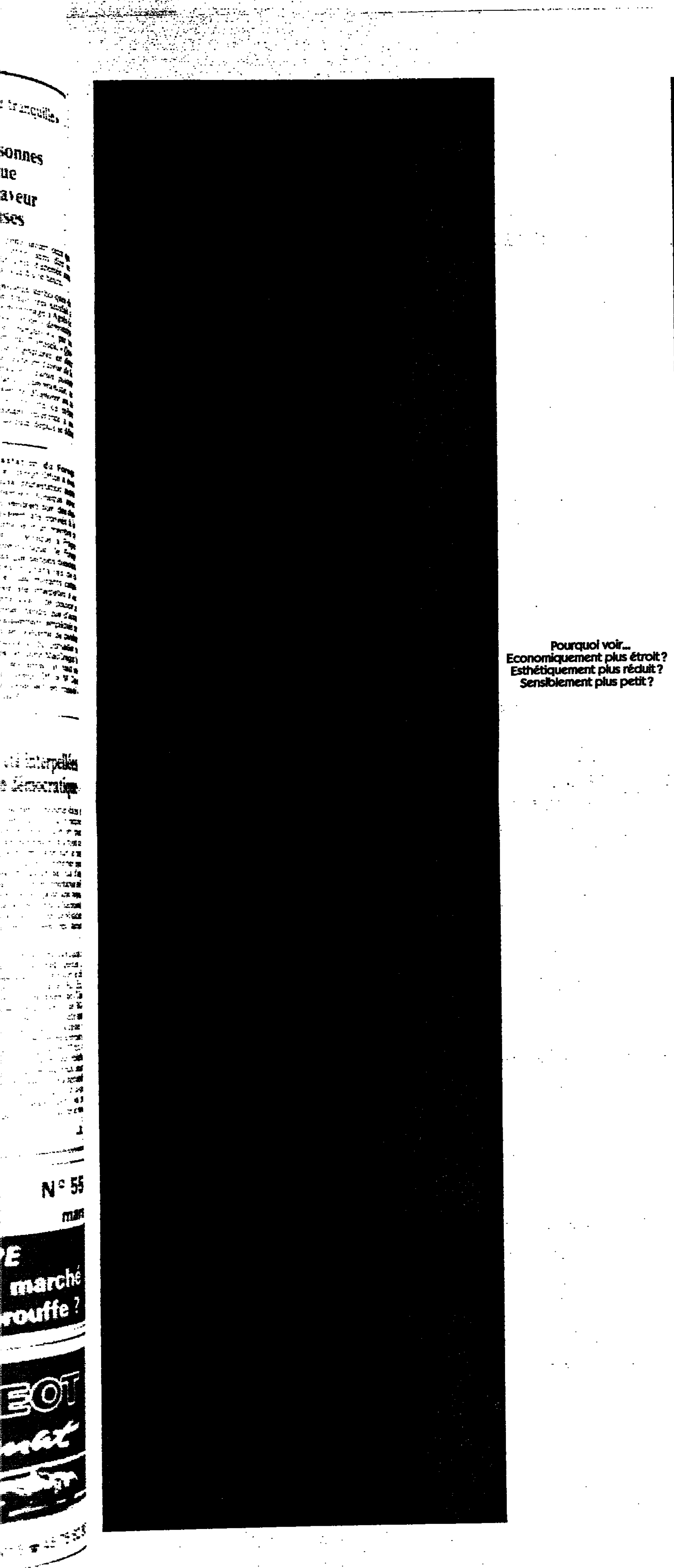
Selon le même hebdomadaire, le comité central du PCP serait fermement décidé à rejeter toute proposition d'ouverture et à combatre les *« mauvaises interprétations »* de l'évolution politique en Union soviétique.

Intervenant à ce sujet dans une réunion de fonctionnaires du parti, M. Cunhal aurait même déclaré que le livre de M. Gorbatchev, *Perestroïka*, *« écrit essentiellement pour un public occidental »*, devrait être suivi d'un second ouvrage du même auteur, *« conçu essentiellement cette fois pour les communistes »*.

Historiquement très étroites, les relations entre les partis portugais et soviétique semblent connaître une période plutôt difficile. Signe évident de ce malaise : une importante délégation du PCUS est venue assister au congrès du Parti socialiste qui s'est tenu à Lisbonne du 19 au 21 février, en dépit des critiques et des protestations du Parti communiste portugais.

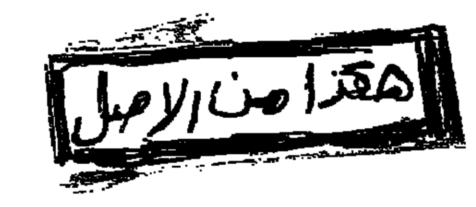
JOSÉ REBELO.





Pourquoi voir...
Economiquement plus étroit ?
Esthétiquement plus réduit ?
Sensiblement plus petit ?

هكذا من الاصل

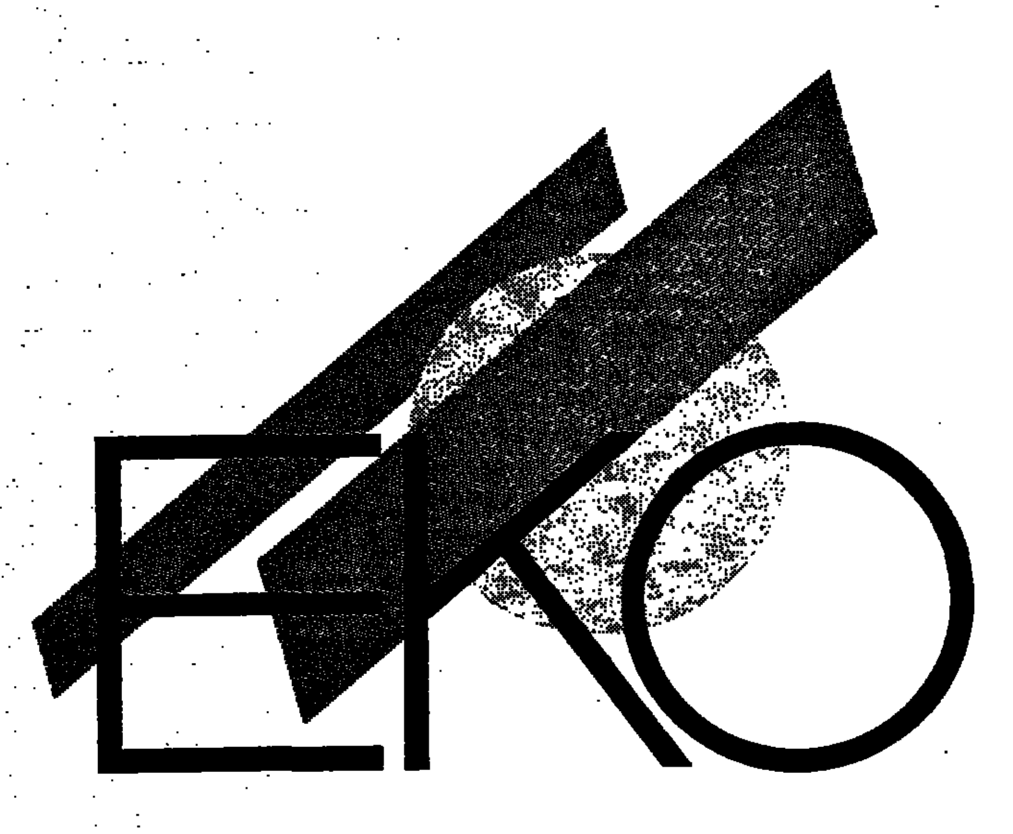


[redacted]

Quand on peut voir

argem

voir largement plus grand ?



le vitrage câlin de SAINT-GOBAIN :

EKO, le vitrage câlin de SAINT-GOBAIN VITRAGE est né de l'amour de l'innovation. Les ouvertures qu'il apporte sont appréciables à plus d'un titre...

Pour vitrer largement plus économique...

Produit du futur, verre de pointe... Le vitrage isolant EKO ouvre en grand les perspectives architecturales de demain : avec une amélioration de 30 % de l'isolation des vitrages, EKO réduit les dépenses d'énergie, recule les frontières de l'impossible... Technologie !

Pour vitrer largement plus esthétique...

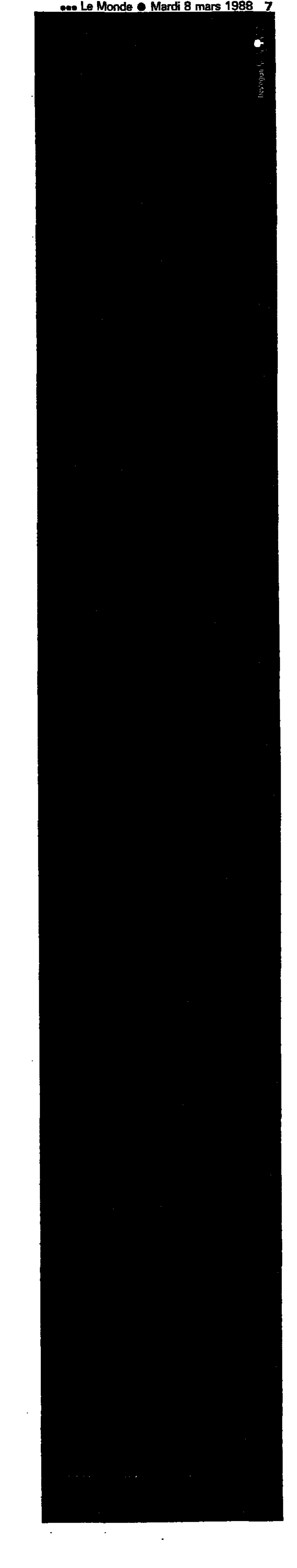
Mais, l'avance de SAINT-GOBAIN VITRAGE va plus loin. EKO offre aussi une vue imprenable sur le beau : de l'extérieur, les trous noirs des fenêtres traditionnelles fondent sous les caresses d'un regard finement bleuté... Charme !

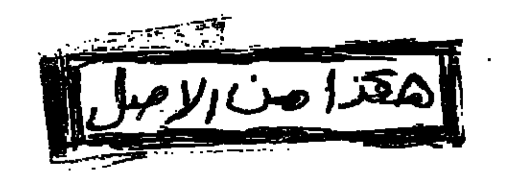
Pour vitrer largement plus câlin...

Douceur... EKO est le verre qui donne sur un nouvel art de vivre l'espace. EKO conserve si bien l'énergie solaire que vous ne ressentez plus l'effet de froid à l'approche des grandes baies vitrées... vous vivez plus largement les volumes... Ampleur !

Technologie, charme, douceur, ampleur... Décidément, avec EKO, le vitrage câlin de SAINT-GOBAIN, il fait bon voir grand... Evasion !







هكذا من الأصل

Asie

CHINE : huit morts lors des émeutes du 5 mars à Lhassa

Nouvelle flambée de nationalisme tibétain

De violentes émeutes anti-chinoises ont secoué Lhassa, le capitale du Tibet, le samedi 5 mars. Selon l'envoyé spécial de l'AFP, les incidents ont fait au moins huit morts : quatre civils, un lama, trois policiers; plusieurs civils auraient été, selon des témoins, tués par balle. Les troubles, qui ont commencé le dernier jour de la fête de la Grande Prière, ont duré une douzaine d'heures et se sont terminés au milieu de la nuit. Ils avaient commencé devant le parvis du monastère du Jokhang quand des milliers de Tibétains, à l'appel de jeunes lamas, ont manifesté contre la Chine. D'autre part, vendredi, avait eu lieu le premier débat sur le Tibet à la commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève, nous indique notre correspondante Isabelle Vichniac.

PÉKIN
de notre correspondant

« C'est très grave. » Ce n'est pas *un observateur étranger qui* le dit, c'est le chef de la police de Lhassa, dimanche après-midi, dans une intervention à la télévision locale, reprise le lundi 7 par *le Quotidien du peuple.* Il a appelé les *apparatchiks* (chinois), la population et les lamas tibétains à faire bloc contre les « *séparatistes* ».

Déjà, jeudi 3 mars, on avait frôlé l'incident, selon le témoignage de l'envoyé spécial de l'AFP, un des rares journalistes autorisés par Pékin à se rendre à Lhassa durant la *Grande Prière annuelle du Monlam* Chemno. Un moine arrêté, une foule se rassemblant devant le monastère du Jokhang, l'un des lieux saints du Tibet. Deux mille policiers intervenant prestement pour la disperser... avec des dizaines de milliers de fidèles dans les rues depuis le 24 février, tous les ingrédients pouvant conduire à une nouvelle flambée de violence étaient réunis.

Les récits officiels mettent en lumière le caractère anti-chinois des émeutes. Les activistes s'en sont pris *notamment* aux bureaux, situés à l'intérieur du monastère, qui servaient de PC à l'Association bouddhiste de Chine (expression officielle de l'autorité chinoise sur le clergé). *Le Quotidien du peuple* publie la photo d'un dispensaire privé saccagé : les propriétaires en étaient un couple de médecins chinois. Ailleurs, on parle de nombreux commerces privés – généralement tenus par des Chinois – pillés ou incendiés.

A en croire la presse, le calme est revenu dimanche dans la capitale tibétaine. *« Les pèlerins sont de retour au Jokhang. Certaines boutiques ont rouvert. La population nettoie les rues... »* Tant le chef de la police de Lhassa que la presse concluent leurs récits sur des menaces sans équivoque : la population de la ville et le clergé tibétain *« sont de l'avis que le gouvernement populaire* [local] *a fait preuve de trop de retenue et montré assez de patience et de tolérance envers ces gens* [les séparatistes] ».

Un bilan politique désastreux

Le bilan politique est désastreux pour Pékin. L'image d'un Tibet assagi, après les soubresauts de septembre-octobre, est en miettes. Les efforts de conciliation entrepris ces dernières semaines sont sérieusement compromis. Plus grave encore, ces émeutes se sont produites alors même que le ministre des affaires étrangères chinois, M. Wu Xueqian, entame une visite officielle aux Etats-Unis.

Cela étant, les bribes d'informations publiées çà et là par Pékin présentent quelques innovations dans la « transparence », qui montrent que les leçons des émeutes de l'automne n'ont peut-être pas été totalement oubliées. Nulle part le dalaï-lama – qui, traditionnellement dans le passé, présidait au Festival du Monlam Chemno – n'est pour l'instant mis en cause dans les agissements des séparatistes. Sans être nécessairement crédibles dans leur totalité, les comptes rendus se veulent nettement plus détaillés que jadis, à l'exception de ceux, lénifiants, destinés aux étrangers.

Les émeutes de l'automne 1987 n'avaient eu que peu d'influence sur le déroulement du congrès du Parti communiste, six semaines plus tard. Ce nouvel incident peut-il en avoir sur la prochaine échéance politique, la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, convoquée pour le 25 mars, qui doit nommer un nouveau gouvernement et faire avancer les réformes économiques ? Il y a là à tout le moins une coïncidence étonnante.

FRANCIS DERON.

● **SRI LANKA : vingt-six personnes tuées par l'explosion d'une mine.** – Un camion a sauté sur une mine, le samedi 5 mars, dans l'est du pays, faisant vingt-six morts et une vingtaine de blessés. L'engin aurait été déposé sur la route par des séparatistes tamouls. Ce sanglant incident s'est produit quelques heures après l'avertissement lancé par le président Jayewardene, annonçant qu'il allait renforcer la présence militaire dans l'est de l'île. Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier depuis le début de l'année. Le 2 mars, les séparatistes tamouls avaient tué quatorze Cinghalais et un Tamoul dans le village de Morawewa. – *(AFP, Reuter.)*

BANGLADESH : les élections législatives du 3 mars

Le parti du président Ershad a remporté les trois quarts des sièges

Les résultats des élections parlementaires du 3 mars sont sans surprise. Le parti du président Ershad, le Jatiya, a remporté plus des trois quarts des sièges au cours d'un scrutin marqué par de nombreuses irrégularités. Les consignes de boycottage lancées par l'opposition ont été bien suivies. Dacca devrait annoncer prochainement un taux de participation proche de 50 %, mais celui-ci n'a qu'un lointain rapport avec la réalité.

Les jeux étaient faits...

TEKNAF (frontière birmane)
de notre envoyé spécial

Sur l'étendue verte, presque fluorescente à la tombée du jour, des rizières, des silhouettes se détachent *ployant vers le sol. Des femmes et* des enfants pour la plupart. Lorsque le riz est ramassé, l'herbe rase est laissée aux buffles nonchalants. A l'horizon, dominent les montagnes de Birmanie. Sur la rivière Naf, qui sert de frontière entre les deux pays, de lourds bateaux de bois aux voiles romaines font un va-et-vient incessant. Ils transportent du riz de contrebande, des vêtements. La pêche occupe une partie de la population de Teknaf mais elle ne la nourrit guère. La traversée des villages poussiéreux, sur la méchante route qui mène à Cox's Bazar, la capitale du district, permet d'apprécier les ravages que provoque une autre activité des gens du Sud : les coupes de bois anarchiques.

Le riz, la pêche et la forêt : les gens de Teknaf vivent à un rythme lent, et l'on est loin de l'agitation politique de Dacca qui apparaît ici si stérile. Teknaf, 39 000 habitants dont 89 % d'illettrés, une population hybride composée d'une minorité de lointains immigrants birmans, a pour seul signe distinctif la plus longue plage du monde (près de 75 kilomètres).

La famille de M. Maungthalu est venue s'installer au Bangladesh en 1822... Birman d'origine barakan, il est le descendant de ces milliers d'immigrés chassés de leurs pays à partir de 1797. Dans cette région, les relations entre les deux pays sont harmonieuses. La contrebande est presque licite, et l'héroïne, apparemment, ne franchit pas le fleuve.

Le reste, la politique, est à l'avenant : les convictions sont modelées par les habitudes d'une vie immuable. Dans le tribunal en miniature de Teknaf, une sorte de conférence de presse impromptue fut organisée avec les représentants locaux des trois principaux partis de l'opposition : la ligue Awami, le Parti national du Bangladesh (BNP) et le Jamaat e Islami, le parti islamique. Tous disent que le jour des élections, Teknaf est restée paisible, presque indifférente. Tout le monde savait que les jeux étaient faits.

Querelle autour de l'islam

En annonçant que le Jatiya, le parti du président Ershad, avait *« enlevé »* 238 des 279 sièges à pourvoir, soit 85,30 % des suffrages, les autorités de Dacca n'ont surpris personne. Lundi matin 7 mars, curieusement, le taux de participation électorale n'était toujours pas *connu...* A Teknaf, chacun sait pourquoi : rares ont été les électeurs à se rendre aux urnes.

La parenthèse des élections est aujourd'hui refermée, et la guerre d'usure entre le régime du président Ershad et l'opposition reprend son cours normal. Contrairement aux déclarations fracassantes des chefs de partis qui, à Dacca, annoncent depuis quatre mois la chute prochaine du chef de l'Etat, les militants politiques de Teknaf font preuve de réalisme. M. Mohammad Ali, le représentant local de la ligue Awami, sait bien, lui, que *« cela prendra beaucoup de temps pour se débarrasser »* du président, au moins *« jusqu'à ce que les Américains et l'armée cessent de le soutenir ».* Avec franchise, il reconnaît qu'il est *« très difficile »* de mobiliser une population de paysans et de pêcheurs. *« Les gens veulent la paix, pas l'agitation »*, ajoute-t-il.

Le seul sujet qui semble éveiller quelque passion est le projet du chef de l'Etat de faire de l'islam la religion d'Etat. A Dacca, l'amir (chef) du Jamaat e Islami, M. Abbas Ali Khan, s'est mis en colère lorsque nous lui avons demandé son sentiment : *« L'islam ne peut pas être institutionnalisé dans ce pays par un tel menteur et un tel imposteur. L'islam du président Ershad serait une trahison. »* Vendredi, en remerciant les électeurs d'avoir *« sauvé la nation du terrorisme et de l'indiscipline »*, le président Ershad a rappelé que le nouveau Parlement devra prendre une décision à ce sujet parce que seuls les *« enseignements du prophète Mohammed »* peuvent assurer l'*« émancipation du peuple »* et le *« progrès »* du pays. En faisant l'amalgame entre les *« adversaires de l'islam »* et l'opposition, le chef de l'Etat essaie un autre registre pour tenter de déconsidérer ses opposants.

LAURENT ZECCHINI.

Océanie

AUSTRALIE : scandales, déboires électoraux

M. Hawke doit faire face à une grave crise de confiance

Il y a huit mois, M. Bob Hawke entrait dans l'histoire comme le premier chef de gouvernement travailliste à avoir remporté trois élections d'affilée. Aujourd'hui, il affronte une très sérieuse crise politique. Son autorité sur l'opinion publique et *sur son propre parti* a souffert de la démission forcée à la suite de scandales de trois ministres en deux mois et d'un spectaculaire revers électoral, qui risque d'en annoncer d'autres. En même temps, l'opposition libérale, convaincue d'avoir le vent en poupe pour la première fois depuis sa défaite en 1983, accentue sa pression.

CANBERRA
de notre envoyé spécial

M. Hawke a perdu coup sur coup trois de ses ministres, dont M. Mick Young, président et l'un des stratèges du Parti travailliste, et a failli, fin février, devoir se séparer d'un quatrième, le ministre de la santé, accusé par l'opposition de violation du secret médical. A chaque fois, il s'est agi de faux pas ou de gaffes dont l'opposition s'est emparée avec succès. Février a également vu le Labor perdre un siège « sûr » en Australie du Sud lors d'une élection partielle, non pas sur un débat de haute politique mais parce que l'électorat avait mal réagi à un projet de taxation des communications téléphoniques. Alors que jusqu'à présent tout semblait lui réussir, M. Hawke voit tout à coup s'accumuler les problèmes, et son parti risque *de perdre les élections en* Nouvelle-Galles-du-Sud le 19 mars prochain.

Or celles-ci revêtent une importance particulière : le Labor y est au pouvoir depuis 1976 ; de plus, cet Etat – le plus peuplé et le plus développé – est la base du pouvoir de l'aile droite du Parti travailliste qui soutient M. Hawke. La défaite de celle-ci serait donc aussi celle du premier ministre, même si les difficultés du parti y sont essentiellement dues au manque de personnalité du chef du gouvernement local et à la corruption qui s'est installée ces dernières années dans l'Etat. Une telle défaite renforcerait l'aile gauche travailliste, qui n'a jamais accepté la politique « réaliste » de M. Hawke, et conforterait la position du chef du Parti libéral, M. John Howard, dont la direction est contestée et dont la personnalité froide ne séduit guère les électeurs.

Usure du pouvoir

Le Labor semble résigné à la perte – inéluctable selon les sondages – de la Nouvelle-Galles-du-Sud, mais il veut espérer que ce revers, le premier depuis 1983, ne s'étendra pas aux autres Etats gouvernés par les travaillistes. Toujours est-il que le gouvernement a perdu sa réputation de stabilité et se trouve sur la défensive. L'opinion publique est désormais sensible aux critiques qui s'élèvent contre sa politique, même si M. Hawke demeure sans conteste l'homme d'Etat australien le plus populaire.

Il faut dire que la politique menée par M. Hawke est très éloignée du *traditionnel* travaillisme à la britannique auquel demeure attachée la gauche de son parti. Face aux graves difficultés économiques de l'Australie, durement frappée par la crise mondiale et dont la dette atteint 30 % du PIB, il a imposé, avec l'aide de son ministre des finances, M. Paul Keating, une potion amère. Il a, jusqu'à présent, bénéficié du soutien du patronat et des syndicats, dont il est l'ancien président.

Mais la rigueur, la déréglementation et la restructuration de l'économie, les privatisations, incitent plus à la morosité qu'à l'enthousiasme des électeurs qui affrontent le chômage, la stagnation ou la baisse des salaires. D'autant que M. Hawke est connu pour ses relations privilégiées avec la nouvelle génération d'hommes d'affaires à succès comme Sir Peter Abeles ou M. Alan Bond, un brasseur qui a financé le bateau australien qui remporta la Coupe de l'America.

C'est la raison pour laquelle l'opposition de droite n'a pas fait de l'économie son cheval de bataille, laissant le Labor payer seul le prix de l'impopularité de mesures inéluctables. Elle concentre ses attaques sur les faiblesses de l'équipe Hawke, qui commence à souffrir de l'usure du pouvoir tandis que les vieux caciques du Labour prennent les uns après les autres leur retraite, affaiblissant la position du premier ministre. Une série d'échecs électoraux renforcerait les pressions de la gauche en faveur de mesures démagogiques, comme l'annulation du contrat de vente d'uranium à la France. Dans ces conditions, M. Hawke pourrait, en dépit de ses démentis, être tenté de démissionner avant la fin de son mandat en 1990 au profit de M. Keating, afin de terminer invaincu sa carrière.

PATRICE DE BEER.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

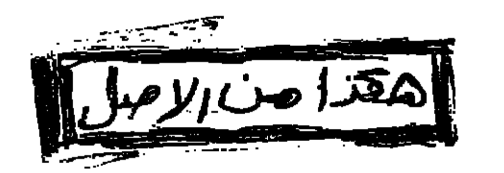
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE*



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 – Tapez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an. 24 heures sur 24



Amériques

HAITI : dans un entretien à Paris

Le ministre des affaires étrangères estime que « la normalisation est en marche »

Ministre haïtien des affaires étrangères depuis quelques semaines, M. Gérard Latortue a, lors d'une brève escale parisienne, tenu une conférence de presse informelle, le samedi 5 mars, au cours de laquelle il a tracé les grandes lignes de l'action qu'il entendait mener au sein du gouvernement présidé par M. Leslie Manigat. Malgré une élection *« entachée d'irrégularité »*, M. Gérard Latortue estime que l'équipe d'hommes qui se trouve aujourd'hui au pouvoir à Port-au-Prince est avant tout décidée à *« bâtir en Haïti une vraie démocratie »*. *« Mais*, a-t-il poursuivi, *nous ne sommes pas naïfs, cela ne se fera pas du jour au lendemain. »*

Cet ancien fonctionnaire international exilé depuis plusieurs années a quitté Vienne, où il vivait, pour retourner définitivement dans son pays. Il estime qu'il faut, en priorité, *« mobiliser toutes les énergies »* et ne souhaite pas que le gouvernement engage des procès sur les années passées de la dictature des Duvalier père et fils. *« Le pays doit se tourner avant tout vers l'avenir. Il nous faut cependant donner des signes clairs de désapprobation de cette époque et ne pas en oublier les nombreuses victimes. S'il y a des bavures, le gouvernement ne s'en fera plus complice et nous respecterons les droits de l'homme. »*

Pour M. Gérard Latortue, les rapports entre le gouvernement civil et les autorités militaires s'organisent aujourd'hui plus clairement. Le général Williams Regala, membre de l'ancien conseil national de gouvernement présidé par le général Henri Namphy, est ministre de la défense. Mais son homologue des affaires étrangères tient à préciser : qu'*« il n'arrive qu'en onzième position dans l'ordre protocolaire du gouvernement. » « L'armée*, poursuit M. Latortue, *est ainsi associée au gouvernement et a désigné son représentant, mais chacun aujourd'hui fait son travail à sa place. »*

Le ministre, qui détient aussi le portefeuille de la coopération internationale et des cultes, a d'autre part annoncé qu'il allait recevoir cette semaine à Port-au-Prince une délégation canadienne pour envisager les modalités d'une nouvelle coopération entre Haïti et Ottawa. Une rencontre identique est prévue à Washington à la fin du mois, et le ministre envisage de mobiliser la diaspora *« pour la sensibiliser aux besoins du pays et la faire participer à la reconstruction »*. Insistant sur la *« nécessité d'une opération de sauvetage du pays »*, M. Latortue a cependant précisé qu'*« aujourd'hui le pays n'est plus à vendre »*.

« La normalisation en marche », selon le ministre, devra aussi s'exprimer à travers les élections. Dans deux ans, les Haïtiens doivent procéder au renouvellement du tiers du Sénat et cela se déroulera dans des conditions régulières, a-t-il affirmé, en précisant que la création du conseil électoral permanent – inscrit dans la Constitution – figurait dans le prochain projet. *« Nous avons été choqués de ce qui s'est passé dans ce pays non seulement ces trente dernières années, mais aussi ces derniers mois*, a-t-il conclu, *et nous prenons l'engagement que cela ne se reproduira plus. »*

D. H.-G.

ÉTATS-UNIS

Le gospel électoral de Jesse Jackson

(Suite de la première page.)

Après tout, l'humiliation, la peur, la ségrégation – c'était hier : il y a cinq ans encore, les Noirs du Mississippi n'osaient toujours pas voter, et non sans raison. Aujourd'hui, un Noir grand teint s'apprête à faire un tabac dans le Sud, et dans le lointain Vermont, tout là-bas, au Nord, il a obtenu près d'un tiers des voix *« blanches »*...

Cette bataille-là a été gagnée, répète inlassablement le candidat, mais à présent il faut livrer la suivante, contre l'« injustice économique », et aussi contre la drogue, la prison, la démoralisation. Les formules succèdent aux formules : *« Les anciens ennemis qui deviennent de nouveaux alliés, c'est la gloire et le défi du nouveau Sud »*. Ce qui nous menace, *« ce n'est plus la corde, c'est la drogue » (not the rope, but the dope)*.

« Tout le monde est quelqu'un »

Chez lui, le rythme et la rime sont partie intégrante du discours, de la litanie : *« Everybody is somebody »* (Tout le monde est quelqu'un), *« Stop drugs, save jobs »* (Arrêtez la drogue, sauvez les emplois). Et le candidat n'en finit pas de multiplier des distiques, les assonances, d'opposer la crèche et la prison (*« Daycare againtst jail-car »*), bien sûr, tout cela sonne parfois un peu trop bien, bien sûr, expliquer l'Amérique d'aujourd'hui en termes de *« menu fretin contre les barracudas »*, c'est simpliste, et bien sûr ce qu'il appelle le *« nouveau populisme »* n'est pas très loin de la démagogie.

Mais il y a autre chose, qui explique peut-être pourquoi, seul sans doute de tous les candidats, Jackson peut se vanter d'avoir un véritable message (*« la campagne la plus pauvre, le message le plus riche »*, comme il le dit lui-même). Il ne se contente pas de revendiquer, d'exiger, de promettre – de meilleurs salaires, des emplois plus sûrs, et plus de justice.

Il répète aussi que *« sans effort »* rien n'est possible et que *« personne n'a le droit de faire moins que le mieux qu'il peut »*. Dans une école de l'Oklahoma, il lance aux adolescents, Blancs et Noirs : *« Peu importe que votre professeur soit plus ou moins diplômé, si vous n'avez pas la volonté d'apprendre »*. Et il ne veut pas d'un monde *« où les bébés font des bébés »*, il demande de ne pas penser qu'*« au court plaisir »*, mais à la suite. Jesse Jackson a beau passer pour le plus *« à gauche »*, et de loin, de tous les candidats, – les plus conservateurs, y compris parmi les républicains, peuvent souscrire à cette partie du message.

Mais lui a l'avantage de parler en connaissance de cause. Quand il emmène sa petite troupe de journalistes rendre visite à une jeune femme qui essaie d'élever deux jeunes enfants en travaillant, dans un quartier miteux de Fieldcrest Village (Caroline du Sud), il choisit pour cela la petite maison où lui-même a passé une partie de son enfance.



Et quand il parle à des écoliers de l'importance de la famille, il rappelle, avec un mélange de fierté et de pudeur, que lui-même est un enfant naturel (il a découvert à l'âge de onze ans que le voisin était son père), et naturellement, il termine par une formule qui frappe : *« Je suis né près de la remise (outhouse) mais ça ne m'empêchera pas d'aller jusqu'à la Maison Blanche (Withe House). »*

Avec lui, en fait, tous les genres se mêlent : le prêche et le bagout du politicien, le message de fraternité, l'exaltation des bons sentiments et la promesse d'un monde meilleur. Dans une église baptiste du Mississippi, quand son discours est ponctué des *« Yeah ! »* et *« All right ! »*, venus de l'assistance, dans la tradition des offices noirs, le révérend baigne dans son élément naturel.

Quand il reprend la même incantation à l'université d'Etat de Little-Rock (Arkansas), l'enthousiasme, en apparence, est presque aussi grand – mais on sent quand même une pointe de scepticisme, d'étonnement un peu ironique, parmi une fraction des étudiants blancs qui sont venus l'écouter : on peut, de toutes ses forces, ne pas vouloir être raciste, mais se sentir tout de même un peu étranger à ce style incantatoire, à cette manière de traiter ses auditeurs comme des enfants, à leur faire répéter en chœur des slogans...

Les limites de la séduction

Les limites du candidat sont aussi évidentes que sa *séduction* et que ses dons. L'homme, d'abord, n'est pas tout à fait un petit saint. Beaucoup, y compris parmi les militants noirs de sa génération (il a quarante-six ans), n'ont pas oublié comment il a pris en marche le train de la lutte pour les droits civiques ni comment il a *su gérer à son* propre profit *l'*héritage de Martin Luther King, sans hésiter à revêtir, pour soigner son image, une chemise prétendument tachée du sang du héros assassiné.

Ensuite, s'il parle bien et d'abondance, et s'il peut, à juste titre, se vanter d'avoir participé à bien des luttes, des marches, des manifestations de solidarité, le pasteur n'a jamais exercé la moindre fonction administrative ou élective.

Enfin, son programme est tout empreint de générosité et de bonnes intentions, mais cela ne suffit pas à le rendre tout à fait crédible : augmenter le salaire minimum, créer des emplois, construire des maisons pour tous ceux qui n'en ont pas, multiplier les crèches et le nombre des garde-côtes pour faire barrage aux passeurs de drogue, c'est fort bien. Mais suffirait-il vraiment, pour couvrir toutes ces dépenses, de sacrifier quelques programmes de missiles et quelques porte-avions et de réduire le nombre des soldats américains en Europe ?

Comme si la couleur de sa peau n'était pas un handicap suffisant, Jesse Jackson, même s'il s'applique à paraître plus modéré que lors de sa campagne de 1984, se situe encore très à gauche de l'opinion moyenne américaine. Ce n'est sûrement pas par hasard que les animateurs (Blancs) de sa campagne sont des « progressistes », dont les héros précédents ont, en leur temps, mordu la poussière.

Alors qu'espère-t-il, que cherche-t-il ? Tout le monde sait bien qu'il ne sera pas président à la fin de l'année, que les démocrates iraient au massacre s'ils en faisaient leur candidat pour l'élection.

Tout le monde ou presque lui tire son chapeau, tout le monde trouve *« remarquable »* le combat qu'il mène, inlassablement, contre la drogue. Mais plus d'un responsable démocrate tremble à l'idée qu'il pourrait exiger le poste de vice-président, ou bien une fonction éminente dans une future administration.

Que veut-il ? *« Il ne le sait pas encore lui-même*, explique l'un de ses proches, *il est comme tous les politiciens, il avance, aussi loin qu'il peut. »* Il vole même sur un petit nuage, débordant d'un bonheur qui efface la fatigue, grisé par les acclamations qu'il déchaîne avec une aisance d'artiste. Dans l'immédiat, il espère gagner dans plusieurs Etats du *« Sud profond »*, obtenir, partout ailleurs, le maximum de délégués, et récolter autant de voix « blanches » que possible : 10 %, 15 %, ce serait un résultat *« historique »*, à faire se retourner dans leurs tombes tous les vieux démocrates conservateurs de *« Dixie »*.

Ensuite, si tout va bien, il espère créer un choc psychologique, susciter une prise de conscience dans l'opinion américaine comme au sein du parti démocrate, « rassembler » les Blancs et les Noirs, mais aussi les Indiens et les Latinos, en une nouvelle alliance pour un nouveau défi : *« rendre l'Amérique meilleure »*.

Un vaste programme, paroles ronflantes et douce illusion ? Peut-être. Mais il faut avoir vu Jesse Jackson faire partager ce rêve à toutes ces foules noires piquetées de blanc, faire passer un baume bienfaisant sur de vieilles blessures. On est bien forcé de mettre ses doutes dans sa poche, de se dire que cette candidature-là, au moins, n'est pas inutile, et que les images d'Epinal ne sont pas les moins belles : un grand gaillard rieur, fleur à la boutonnière et cravate éclatante, qui roule des yeux gourmands et crie, pour la dixième fois, dans son micro *« pour qui allez-vous voter mardi ? »*... sur chaque bras, il porte un bébé : un Noir et un Blanc évidemment.

JAN KRAUSE.

M. Bush l'emporte en Caroline du Sud

Washington. – Tout va bien pour le vice-président Bush, qui a facilement remporté, le samedi 5 mars, avec 48 % des voix, la primaire républicaine de Caroline du Sud.

Tout va mal, en revanche, pour ses trois adversaires républicains encore en course : assez mal pour le sénateur Robert Dole, deuxième avec seulement 21 % – ce qui est de bien mauvais augure à la veille de la grande série de primaires du *« supermardi »*, le 8 mars. Et très mal pour le businessman prédicateur Pat Robertson, qui prétendait il y a peu remporter cette primaire, et se retrouve troisième avec 19 %. Pour Jack Kemp, le représentant de New-York, autre héraut du conservatisme radical, c'est pis encore : quatrième et dernier, il sait désormais que la fin est proche. – *(Corresp.)*

Afrique

SÉNÉGAL : les suites des élections du 28 février

Me Wade, le chef de l'opposition, serait traduit devant la Cour de sûreté de l'Etat

DAKAR
de notre envoyé spécial

Les autobus publics, une des cibles des manifestants au lendemain des élections du 28 février, ont été remis en service le lundi 7 mars. C'est là une des premières mesures d'assouplissement de l'état d'urgence, qui devrait cependant être reconduit cette semaine par l'ancienne Assemblée avant l'installation des nouveaux élus.

Toujours soumise au couvre-feu, Dakar respire un peu. Le pire a été évité, il n'y a pas eu de morts. Le président Diouf a promis, lors de sa conférence de presse du 4 mars, que le multipartisme ne serait pas remis en question. Privé de son chef, Me Wade, le Parti démocratique sénégalais (PDS) a toujours pignon sur rue, et il s'est donné un secrétaire général par intérim. Etrangère ou nationale, la presse n'a pas été censurée pendant la crise.

Le sort du chef de l'opposition est évidemment au centre de toutes les conversations. Selon des sources proches du pouvoir, Me Wade sera très prochainement traduit devant la Cour de sûreté de l'Etat, mais, élément important, il ne sera pas accusé d'intelligence avec la Libye.

Le pouvoir reproche à Me Wade d'avoir projeté de faire occuper les préfectures et le ministère de l'intérieur par ses militants sous prétexte d'empêcher la falsification des procès-verbaux des bureaux de vote. Pourquoi les autorités n'ont-elles pas proclamé l'état d'urgence plus tôt, puisqu'elles connaissaient les intentions de leur adversaire principal ? Parce que, disent-elles, le président de la Cour suprême le déconseillait et parce que cela aurait fait perdre toute crédibilité aux élections.

Me Wade sera accusé d'atteinte à la sûreté de l'Etat, mais, laisse-t-on entendre, les faits retenus contre lui ne sont pas passibles d'une peine supérieure à cinq ans de prison. L'espoir de M. Diouf paraît être de prouver que son adversaire avait des intentions cadrant mal avec l'image de libéral qu'il veut donner de lui, mais en évitant d'en faire un martyr.

Me Wade a sans doute cru de bonne foi que les résultats électoraux seraient aussi largement trafiqués qu'en 1983. Mais, cette fois, il s'est trompé. Il y a eu des cas de fraude et d'irrégularités relevés par la presse nationale et sanctionnés par la Cour suprême chargée de la régularité du scrutin et de son dépouillement. Mais, globalement, les chiffres publiés semblent refléter le rapport des forces. Telle est en tout cas la conclusion de l'ambassade des Etats-Unis, dont les membres ont parcouru le pays le 28 février. Ils ont déposé un « procès-verbal » de leurs conclusions favorables auprès de la Cour suprême sénégalaise. Les Français ne se sont pas associés à ces initiatives, mais partagent l'opinion positive des Américains.

M. Diouf a obtenu 73 % des suffrages à l'élection présidentielle et *Me Wade plus de 25 %. Avec 17 élus* sur 120 sièges, le PSD sera le seul parti d'opposition au Parlement. Les deux autres candidats à la magistrature suprême sont laminés.

Une étonnante maturité

En s'élevant au-dessus des coteries régionalistes et tribales, les Sénégalais ont fait preuve d'une étonnante maturité. Les opposants ont voté utile, négligeant les candidats de second plan pour se rallier à Me Wade, même si le personnage et ses méthodes ne font pas l'unanimité. Le chef du PDS enregistre un score de 47% en Casamance, et à Dakar les résultats sont serrés : 54% pour le président sortant et 43% pour son challenger.

Le chef de l'opposition avait lancé un slogan simple : *« Sopi »* (le changement, en wolof). Ce fut le cri de ralliement des jeunes qui ont manifesté le 29 février. Les lycéens, en grève depuis plusieurs jours, pour protester contre leurs conditions de travail, ont emboîté le pas aux milices du PDS. Retranchés dans l'université, des étudiants ont confectionné des cocktails Molotov dans le laboratoire de la faculté des sciences. Des casseurs et des pilleurs ont évidemment profité de l'aubaine. Mais il y eut aussi, la semaine dernière, un mouvement spontané de la jeunesse et des chômeurs. Dans cinq ans, ces jeunes, auxquels le marché actuel du travail offre bien peu de perspectives d'emploi, constitueront la moitié du corps électoral. Un changement de majorité aux prochaines élections n'est plus une hypothèse d'école, et les autorités en sont conscientes.

Les élections ont permis au président de prendre la température réelle du pays. Le malaise sénégalais, dû au chômage et à l'absence de perspectives de développement, est en fait celui de toute l'Afrique. Les autres dirigeants du continent devraient s'en aviser au lieu d'évoquer l'aventurisme de cette expérience démocratique.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

ANGOLA

Pretoria propose à Moscou une « sortie » à l'afghane

JOHANNESBURG
de notre correspondant

L'Afrique du Sud est prête à retirer ses troupes d'Angola si les Soviétiques renoncent à soutenir le gouvernement marxiste de Luanda et à condition que le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) et l'UNITA trouvent un terrain d'entente. Telle est la teneur du communiqué diffusé au cours du week-end par le général Magnus Malan, *ministre sud-africain de la* défense.

Prenant en considération l'attitude de Moscou dans le conflit afghan, le général propose en fait que M. Gorbatchev fasse le même geste en Angola, c'est-à-dire qu'il retire son soutien au régime du président José-Eduardo Dos Santos, pour favoriser un règlement amiable. *« Le gouvernement sud-africain ne s'efforce pas d'installer à Luanda un régime qui lui serait favorable*, fait remarquer le ministre, *mais nous avons réalisé que ce futur gouvernement doit certainement être non aligné et neutre... Cela pour le salut du peuple d'Angola. »*

Le général Malan considère qu'il faut *« un règlement interne qui va de pair avec un retrait des troupes étrangères »*, et ajoute : *« le MPLA et l'UNITA doivent parvenir à un accord sur une base de réconciliation »*. *« L'affaiblissement ou la destruction de l'UNITA aurait un effet dramatique sur les développements politiques dans le sous-continent »*, fait remarquer le général Malan, qui ajoute que *« cela ouvrirait la voie aux visées militaires de l'URSS et de ses satellites sur toute l'Afrique australe »*.

Il en déduit que *« l'ANC* (Congrès national africain) *et la SWAPO* (Organisation du peuple du sud-ouest africain) *auraient une plus grande liberté de mouvement »*, affirmant que l'Angola est *« la base principale »* de ces organisations de libération. C'est donc pour cette raison que l'Afrique du Sud a *« un intérêt direct dans ce qui se passe en Angola »*.

Il est désormais clair que le mouvement rebelle armé de Jonas Savimbi est un bouclier contre les menées communistes et les attaques de l'ANC et de la SWAPO, un rempart qu'il faut maintenir jusqu'à ce qu'un gouvernement de coalition soit formé à Luanda. Pas question donc de retirer les troupes de Pretoria, d'autant, note le général Malan, qu'il faut protéger les avantages acquis, *« des avantages qui sont dans l'intérêt de l'Afrique du Sud et de l'Afrique australe et qui ne peuvent être offerts sur un plateau ; autrement, les succès remportés pour neutraliser la déstabilisation russe et cubaine l'auraient été en vain »*.

Plus que jamais, Pretoria affirme son rôle de gendarme de l'Afrique australe et de défenseur du monde libre contre l'assaut révolutionnaire. Le général Malan ne fait pas mention de l'indépendance de la Namibie, ni de la résolution 435 des Nations unies, dont la mise en application était jusqu'à présent conditionnée par le retrait des troupes cubaines d'Angola. Ce préalable est aujourd'hui assorti d'une autre condition : l'installation au pouvoir de l'UNITA aux côtés du MPLA, sans laquelle il n'est pas de paix possible. Jonas Savimbi est devenu pour Pretoria le garant de la stabilité dans le sud de l'Afrique et, par voie de conséquence, la clé de l'indépendance de la Namibie.

MICHEL BOLE-RICHARD.



La préparation de l'élection présidentielle

La campagne de M. Jacques Chirac prend un tour plus vif

Dans l'*Ave Maria* de Schubert — chanté par Jessye Norman — qu'il avait choisi pour terminer son émission « Questions à domicile » du dimanche 6 mars, sur TF 1, M. Chirac a été sensible au sentiment de *« sérénité et d'espérance »* qui s'en dégage. C'est aussi cette double impression qu'il a voulu laisser de lui-même aux téléspectateurs depuis son bureau de l'hôtel Matignon.

La sérénité, le calme et le sourire sont donc les caractères de l'image nouvelle que M. Chirac cherche à donner de lui au cours de cette campagne, à l'occasion de ses interventions déjà très nombreuses, mais que la plupart des téléspectateurs ignoraient et qui, assure-t-il, correspond à sa nature. Tous les témoins interrogés pour la confection du « portrait » fort sympathique qui illustrait l'émission ne l'ont d'ailleurs pas démenti sur ce point. Il s'est montré ainsi plus spontané et beaucoup moins crispé que d'habitude, plus alerte parfois, mais par moments aussi plus percutant. De même, il a su conserver son sang-froid face aux questions les plus embarrassantes des deux journalistes qui l'interrogeaient.

L'espérance, quant à elle, se manifeste chez le candidat par une confiance et un optimisme tels qu'elle se transforme en une certitude qui le pousse à annoncer, d'ores et déjà, comme un *« scoop »* que l'élection présidentielle sera gagnée par un candidat de la majorité, sous-entendant qu'il ne pourra s'agir que de lui-même. Interpellé par l'invité-surprise de l'émission, M. Lionel Jospin, qui lui a reproché de pratiquer une politique socialement *« injuste, d'inquiéter »* et de ne pas être assez *« sérieux »* pour un futur président, M. Chirac a retrouvé le ton du « battant » en campagne pour accuser le premier secrétaire du Parti socialiste d'être *« particulièrement incompétent »*, et d'avoir un *« pseudo-candidat »* qui ne présente aucun projet.

« Il n'est pas question de cohabitation » pour l'avenir

assure le premier ministre

M. Chirac a exposé sa conception de la fonction présidentielle. *« Georges Pompidou,* a-t-il dit, *a commencé à un peu présidentialiser le régime, en raison de la volonté, qui était la sienne, de construire une France industriellement moderne, ce qui l'a amené à prendre des décisions se substituant un peu au gouvernement. Ensuite, avec M. Giscard d'Estaing et avec M. Mitterrand, cela s'est amplifié sensiblement. »* Pour M. Chirac, *« il faut revenir un peu à l'esprit même, je ne dis pas de notre Constitution — car elle a plusieurs lectures, comme tous les textes juridiques, — mais à la façon dont le général de Gaulle l'appliquait, c'est-à-dire un président qui assume la responsabilité de l'impulsion générale, l'essentiel, c'est-à-dire les affaires étrangères et la défense, mais qui laisse son gouvernement gouverner, dans le cadre de cette instruction générale qu'il donne et qu'il incarne ».*

« Cela doit être un président d'ouverture et un président de conviction qui [...] ne se substitue pas au gouvernement pour assumer la gestion des affaires, a souligné le premier ministre. Il a récusé, pour l'avenir, la conception *« arbitrale »* de la fonction, correspondant à une situation — la cohabitation — que M. François Mitterrand a *« subie ».*

« Le président n'est pas, dans nos institutions, simplement un arbitre, a déclaré M. Chirac, *il est l'homme qui incarne la France, qui assume les responsabilités les plus anciennes et qui indique la voie et la direction qui doivent être suivies, parce que c'est lui qui a été élu et que c'est sur son projet que les électeurs se sont prononcés. »*

M. Chirac a expliqué qu'il n'est *« pas question de cohabitation »* pour l'avenir, dans l'*« hypothèse d'école »* où M. Mitterrand, candidat, serait réélu à la présidence de la République. *« Il appartiendra, à ce moment-là, à M. Mitterrand de faire une politique socialiste. Ça ne peut pas être fait par la majorité. Vous ne voyez pas une majorité qui se désavouerait en faisant une autre politique que la sienne ?,* a observé le premier ministre. *Donc, si nous sommes battus — je veux dire Raymond Barre et moi-même, — cela voudra dire que la majorité est battue. Cela voudra dire que le peuple nous dit : « Messieurs, vous avez mal dirigé nos affaires, nous n'avons pas confiance dans ce que vous nous proposez, rentrez chez vous, vous et toute votre majorité. » Eh ! bien, nous rentrerons chez nous, parce que nous sommes des démocrates. »*

Interrogé sur les promesses électorales qui lui sont reprochées, le candidat du RPR s'est élevé contre le *« mythe »* que ses *« adversaires politiques »* veulent *« bâtir ». « Les socialistes,* a-t-il dit, *me reprochent de dire que je vais améliorer un système que j'ai créé pour les mères de famille et que je me battrai pour que la France ait la Coupe du monde de football [...], eux qui sont les experts dans ce domaine et champions toutes catégories des promesses faites abondamment, à flot et non tenues, de surcroît. »*

« Tout à fait extraordinaire ! »

M. Chirac estime que l'augmentation des prélèvements obligatoires enregistrée par l'INSEE *« est une apparence »* et *« n'est pas une réalité ».*

« Ce que nous avons fait et dont nous sommes fiers [...], c'est que, nous, nous avons à la fois libéré les prix et nous avons, alors, vraiment réduit l'inflation, c'est-à-dire nous avons réduit l'écart de hausse des prix entre nous et les autres, et notamment, nous et les Allemands. En un an, nous l'avons réduit de moitié. Cela, c'est quelque chose de tout à fait extraordinaire, et c'est sans précédent depuis au moins quinze ans en France [...]. Cela n'a rien à voir avec les socialistes, qui ont simplement constaté une évolution qui se faisait dans tous les pays du monde. »

Le premier ministre a déclaré au sujet du consensus : *« Si c'est, comme le général de Gaulle l'avait provoquée dans certains domaines comme les institutions ou la défense, l'adhésion du peuple à quelques grandes idées ou à quelques grandes exigences, alors je dis bravo ! Je m'efforce, pour ma part, d'affirmer des choses qui peuvent recueillir l'adhésion du peuple. Si c'est une combine entre chefs de Parti : Passe-moi la rhubarbe, je te passe le séné, alors, ça, il ne faut pas attendre quoi que ce soit de moi dans ce domaine. Le consensus du type IVe République ou IIIe République, non ! »*

M. Chirac a rejeté l'idée d'*« Etat-parti »* en déclarant : *« L'idée que je me fais de la majorité, c'est, précisément, le contraire de l'idée d'un Etat-parti [...]. Je ne veux pas rééquilibrer, parce que je dis : « Je ne dissoudrai pas. Il y aura des candidats uniques automatiquement pour tous les sortants... Il n'y aura pas de rééquilibrage sur le plan des élections municipales ou départementales », c'est parce que je ne veux pas, dans l'hypothèse où je serais élu président, rééquilibrer, comme l'on dit, la majorité. Ce que je veux, c'est lutter contre l'opposition, je veux lutter contre les socialistes et, pour cela, je souhaite une majorité aussi large que possible et pas de problèmes au sein de la majorité. »*

Les « affaires »

M. Chirac a, en outre, évoqué en ces termes les « affaires » : *« Ce n'est pas moi [...] qui fais rédiger des fiches sur les opinions politiques des magistrats et des juges ; ce n'est pas moi qui prends, à la télévision, la défense d'un inculpé ; ce n'est pas moi qui conteste les décisions de justice. »*

Interrogé par M. Lionel Jospin, sur le Front national, M. Chirac a indiqué : *« Je ne négocierai avec personne, ni avec le Front national ni avec qui que ce soit d'autre, pour une raison simple, c'est qu'une élection présidentielle, telle que je la conçois, ce n'est pas une élection qui se négocie avec des responsables de partis politiques, c'est une élection qui crée un lien, qui suppose des engagements entre des électeurs et un homme.*

[...] *Quant aux voix du Front national, qui seront importantes en nombre, eh ! bien, il leur appartiendra de se déterminer pour savoir s'il vaut mieux, au deuxième tour, compte tenu des préoccupations qui sont les leurs, avoir à la tête de l'Etat M. Mitterrand ou M. Chirac.*

Et, comme le disait, d'ailleurs, M. Mitterrand en 1965, lorsque le même problème s'était posé à lui, lorsque l'extrême droite avait appelé à voter pour lui : « Qu'on ne me demande pas de trier les voix ! » « Alors je n'ai aucun engagement à prendre, dans la mesure où je n'ai aucune intention de négocier avec quiconque. »

Dérapages

M. Jacques Chirac a, de nouveau, dérapé sur quelques chiffres.

● **Sécurité sociale :** « Pyramidal » ou non, le déficit 1986 du régime général avait été officiellement sous-estimé par les socialistes. Mais il faisait suite à trois années d'excédents :

1983 (11,17 milliards), 1984 (16,64 milliards), 1985 (13,38 milliards). Et les réserves de trésorerie (le solde significatif) de plus de 29 milliards de francs au 1er janvier 1986 ont permis d'« avaler » le déficit de l'exercice suivant (20 milliards).

● **Allocation parentale d'éducation :** la création remonte à janvier 1985. Le gouvernement Chirac l'a bien *« généralisée » :* il suffit de deux années d'activité au cours des dix années précédentes pour y prétendre. Le premier ministre n'a pas été très clair à Reims, le 17 février : il avait évoqué un revenu égal au SMIC pour les mères (ou les pères) de trois enfants, ce qui coûterait quelque 50 milliards de francs ; mais il avait aussi parlé d'un élargissement de l'APE : son coût, de 5 milliards de francs a été ramené à 3,5 milliards de francs par M. Juppé, parce qu'il ne s'agissait plus que du SMIC « net » (cotisations sociales déduites).

● **Prélèvements obligatoires :** la hausse a été chiffrée par l'INSEE à 0,3 point l'an dernier, le taux passant de 44,4 % en 1986 à 44,7 % en 1987.

● **Emploi :** les effectifs salariés et non salariés augmentent ou se maintiennent depuis trois ans, si l'on y inclut les TUC et les stagiaires SIVP (stages d'initation à la vie professionnelle). En 1985, l'emploi total a connu une hausse de 0,5 %. En 1986, elle était de 0,1 %, et les premiers chiffres, pour 1987, oscillent entre 0 % et 0,1 %.

Déjouer le « piège » du rassemblement

M. CHIRAC s'est gardé d'accompagner la foi qu'il nourrit en sa propre victoire de paroles trop ouvertement blessantes ou d'un ton trop agressif envers M. Barre, pratiquement ignoré et tout au plus crédité — d'une façon un peu dubitative et condescendante — d'une nouvelle majorité parlementaire, si, élu, il prononçait la dissolution de l'Assemblée. En revanche, le premier ministre a réservé toutes ses flèches à M. Mitterrand.

Tout au long de l'émission, il a voulu délivrer un avertissement appuyé et solennel : une réélection de M. Mitterrand serait une sanction contre la majorité actuelle et surtout un retour en force du socialisme du modèle 1981. Un peu comme s'il voulait déjouer par avance le piège que tendrait un candidat socialiste qui ne ferait pas vraiment campagne. Il a donc souligné qu'entre le chef de l'Etat et lui il n'y a *« absolument aucun point commun »* hormis le respect des institutions et les principes de la défense du pays fondés par de Gaulle et *« auxquels M. Mitterrand a adhéré ».*

M. Chirac s'est efforcé de démontrer — citations à l'appui — que M. Mitterrand, qui avait dû *« subir »* la cohabitation, était toujours, et resterait *« forcément »,* socialiste. Ce thème, déjà utilisé par le premier ministre dans chacun de ses discours, tend à détourner de l'actuel président la faveur qui se porte sur son nom et qui est plus large que l'audience du seul Parti socialiste. Il est en cela en totale contradiction avec ce que M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, affirmait quelques instants auparavant devant « Le grand jury RTL-*le Monde* » en disant que les socialistes ne recommenceraient pas en 1988 ce qu'ils avaient fait en 1981.

M. Chirac a éliminé totalement mais un peu vite l'éventualité d'une nouvelle cohabitation en affirmant que, si la majorité actuelle est condamnée par les électeurs, *« elle se retire ».* Il est vrai que cela ressort de l'*« hypothèse d'école »* qu'il repousse, mais à laquelle il n'a cependant pas apporté de réponse très élaborée. Pour lui, et il souhaite que la cause soit entendue, la cohabitation ne survivra donc pas au 8 mai.

Pour se défendre d'avoir créé *« l'Etat-RPR »,* alors que l'opinion juge *« justifiée »* cette accusation (47 %, dans le sondage SOFRES-TF 1 RTL-*le Monde*), il a décrit ce qu'avait été, selon lui, *« l'Etat-PS »,* feignant de mettre M. Barre de son côté dans la condamnation de *« l'Etat-parti »* prononcé par le député du Rhône.

L'utilisation des « affaires »

A M. Mitterrand, il a reproché de s'intéresser aux opinions politiques des magistrats, d'avoir pris à la télévision la défense d'un inculpé, en l'occurrence le préfet Prouteau, bref d'*« atteindre des sommets en matière d'hypocrisie »* et d'être mêlé aux *« affaires ».*

L'apparition de M. Jospin en invité surprise n'a pas détourné *M. Chirac de sa réfutation du socialisme* mais elle lui a permis d'affirmer qu'*« entre les deux tours, il ne négocierait avec personne, ni avec le Front national ni avec d'autres ».*

Enfin, le candidat a pu préciser sa conception du rôle du président de la République, qui doit être un *« président d'ouverture et de conviction »* plus proche de la pratique réalisée par le général de Gaulle *que de celle de ses successeurs.* En refusant de dissoudre l'Assemblée pour obtenir un rééquilibrage de la majorité parlementaire (il est vrai déséquilibrée à son avantage), en justifiant la cohabitation de 1986 comme une *« nécessité »,* en affirmant que le président doit être *« en permanence légitime »,* M. Chirac repousse toute *« présidentialisation »* du régime et distingue nettement le pouvoir du chef de l'Etat, *« qui incarne la France »* et donne *« l'impulsion générale »,* de celui du gouvernement, chargé de la gestion des affaires dans un système parlementaire.

Le candidat reconnaît cependant que ces deux niveaux d'action impliquent, pour être cohérents, une *« véritable volonté convergente »* qui existera après sa propre élection, alors que ses concurrents devront encore la compléter par des élections législatives. Cette émission, à laquelle M. Chirac et ses collaborateurs attachaient une grande importance, a été, considérée par eux comme une épreuve réussie.

ANDRÉ PASSERON.

En Seine-Saint-Denis, le candidat du RPR s'empare à nouveau du thème de l'immigration

Le premier ministre l'a dit, le samedi 5 mars à La Courneuve : *« Chat échaudé craint l'eau froide ».* Il parlait de la France, l'eau froide étant le socialisme. M. Jacques Chirac célébrait le début de sa huitième semaine de campagne par un déplacement de quatre heures en Seine-Saint-Denis, qui faisait l'objet d'un dossier de presse de quinze pages. L'ardeur, le courage et comme, déjà, la routine...

La première étape au programme de ce samedi était l'école arménienne Tebrotzassere du Raincy, mais M. Chirac ne viendra pas. Un samedi après-midi, à 17 h 45, M. Chirac est *« retenu à Matignon par des devoirs d'Etat »,* selon l'explication de M. Robert Pandraud, l'homme fort du département. Mme Bernadette Chirac est là, de toute façon, pour écouter les enfants chanter en arménien, et M. Alain Juppé pour promettre une augmentation de la subvention allouée à l'école.

La Renault Espace de la presse n'a pas fait le plein. M. Chirac a déjà tenu meeting la veille et doit intervenir le lendemain, sur TF1. Plutôt que de laisser se développer une rumeur de libération des otages, le service de presse ne cache pas que le premier ministre est surtout retenu, avant de passer à la télévision, par ses révisions. Les fidèles, qui se souviennent avoir eu plus de *raisons d'être essoufflés,* trouvent la forme des meetings de M. Chirac un peu statique. Le premier ministre explique lui-même au début du meeting qu'une *« autre technique de communication »,* d'une nature *« un peu particulière »,* lui ordonne d'aller maintenant s'asseoir. Mais les organisateurs annoncent que M. Chirac descendra bientôt le Vieux-Port et au pas de charge.

M. Chirac, hérésie, est assis. Il brigue la présidence de la République dans un fauteuil de cuir blanc, comme on répond à « l'Heure de vérité ». Son temps de parole est attaqué par un animateur et quatre *« porte-parole »* de la salle. Il n'a droit, pendant le meeting, qu'à deux plans sur sa haute silhouette, pour introduire et conclure le *« dialogue ».*

Assis puisqu'il le faut, sans rien promettre puisqu'on ne peut même plus, M. Chirac répond à ses *« grands témoins »,* quelques fourmis dans les jambes. Le débat porte sur l'immigration, la nouvelle pauvreté et le logement. Témoignent un chef d'entreprise, une hôtesse de l'air, un jeune informaticien et un osthéopathe. Ils sont assis, sur le même fauteuil blanc et exercent parfois leur droit de relance. Le candidat *« écoute »,* comme ses affiches l'ont promis.

« La Seine-Saint-Denis est le symbole du mal vivre. Peut-on construire autrement ? » « De plus en plus de Français sont défavorisés. Que peut-on pour eux ? » Dans ce département, qui n'est pas encore *« libéré »,* comme a dit M. Pandraud, du socialo-communisme, M. Chirac ne manque pas de signaler *« qu'il ne faut évidemment pas prendre son modèle sur la construction moscovite »* et de dater le retour des soupes populaires à *« l'expérience »* socialiste, ce qui provoque une honnête agitation parmi les porteurs de drapeaux tricolores. Il prend soin d'ajouter qu'il *« faut trouver des solutions,* qu'il y a *« des éléments pour le faire »* et que son gouvernement en a *« trouvées quelques-unes ».* Le maire de Paris est désolé qu'on ait fait si peu de cas de sa proposition de SMIC maternel, déjà partiellement en vigueur dans la capitale. Le candidat pourtant, sur ce point, *« s'engage ».*

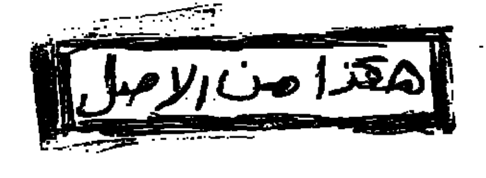
« La France ne peut plus les recevoir dignement »

L'assistance a bien mérité quelques sensations de campagne. Sur l'insécurité par exemple. M. Chirac n'est pas du tout satisfait, assène-t-il soudain, du niveau de l'insécurité. Il le juge même *« inacceptable »,* bien que la police ait retrouvé la *« considération »* qui lui manquait pour arrêter les terroristes. On frissonne : pourrait-on donc faire mieux ? M. Chirac vient le dire en Seine-Saint-Denis : il veut *« que nos filles puissent rentrer à 2 heures du matin sans inquiétude »* et que les Français puissent *« prendre des vacances »* sans risquer le cambriolage. Mais *« c'est dix ans d'effort qu'il nous faudra »,* n'assène-t-il pas moins.

De l'insécurité, on glisse dans la même phrase à l'immigration, par la voix du jeune informaticien qui rappelle que le département compte 23 % d'immigrés, ce qui est, murmure-t-il, *« beaucoup ».* Le premier ministre est d'accord : la Seine-Saint-Denis a atteint, dit-il, *« le seuil de sécurité ».* Les socialistes ayant commis l'erreur de régulariser les clandestins au début du septennat, ils se trouve encore des milliers d'immigrés en situation irrégulière (sic) *« dans nos rues »,* Le premier ministre n'en veut pas aux travailleurs. Mais *l'élimination de l'immigration clandestine »* est aussi, insiste-t-il, *« un travail de longue haleine ». « La France ne peut plus les recevoir dignement, ni leur assurer des conditions de vie normales. »*

Quelles promesses ? M. Chirac a *« essayé de réfléchir »* à celles qu'il avait pu faire et n'en ayant trouvées que deux, a conclu qu'il s'agissait d'un *« mythe ».* Il n'a jamais envisagé d'ouvrir la location à Paris pour la Coupe du monde de football 1998. Dans ce département de banlieue nord, M. Chirac dit seulement que *« dans sept ans, on aura une situation qui aura très sensiblement évolué au regard de l'insécurité ».* Il pense que *« dans les vingt ans qui viennent »,* il n'y aura *« plus de communistes »* en Seine-Saint-Denis. Echaudé, le candidat du RPR promet, mais il s'engage surtout pour après-demain.

CORINE LESNES.



Politique

La préparation de l'élection présidentielle

Gauche-droite

La campagne électorale prend forme. Pour être, dans son camp, le meilleur au premier tour, M. Raymond Barre persiste à développer un discours d'ouverture qui conviendrait mieux au second. Sans doute n'a-t-il pas voulu changer brusquement une stratégie fondée, depuis plusieurs mois, sur l'avantage que lui accordaient les sondages, mais dont il ne dispose plus *aujourd'hui*.

M. Jacques Chirac a fait le choix inverse. Il se présente comme un rassembleur — exercice imposé à tout concurrent sérieux — mais il s'adresse d'abord au noyau dur de son électorat. Pour être le meilleur au premier tour, il imprime à son discours un caractère manichéen, une tonalité violente contre l'adversaire socialiste du second tour.

Quant à M. François Mitterrand, dont l'idée de la candidature s'est imposée peu à peu depuis le début du mois de janvier, il n'attend plus que l'heure de se déclarer. Il n'y a pas urgence puisque le doute n'est plus permis et qu'aucun des deux challengers de la majorité n'a *encore fait le trou par rapport à* l'autre. Les intentions de vote dont le créditent les sondages n'ont guère souffert, jusqu'à présent, de la certitude d'une candidature qui, lorsqu'elle sera annoncée, paraîtra naturelle.

Le week-end politique a été révélateur, pour M. Chirac, de la stratégie choisie et, pour M. Mitterrand, de la levée des derniers *doutes*.

Le premier ministre-candidat s'adresse très directement au noyau dur de son électorat et au vote populiste et protestataire tenté par M. Le Pen. Il laisse M. Pasqua regretter publiquement l'abolition de la peine de mort, alors que lui-même est profondément hostile à la peine capitale. Il monte personnellement au front pour pratiquer l'amalgame entre la sécurité des citoyens français et l'immigration. Il affirme, en enrobant son propos de considérations humanitaires, que la France ne doit plus *« accepter d'immigrés »*.

M. Chirac se place donc délibérément sur le terrain de la droite et parfois de l'extrême droite, même s'il le fait avec toutes les précautions nécessaires. Il refuse de surcroît d'indiquer s'il interdira l'entrée du gouvernement à des personnalités du Front national. Il est vrai que, *du strict point de vue de la tactique*, on ne saurait le lui reprocher, puisque M. Mitterrand s'était bien gardé, avant son élection, en 1981, de répondre aux questions sur l'entrée de ministres communistes au gouvernement.

M. Chirac déborde ce discours étroitement ciblé, afin de mobiliser tout ce que la France peut compter d'allergies aux socialistes. Il dramatise à la manière de M. Giscard d'Estaing à Verdun-sur-le-Doubs, lors de la campagne législative de 1978. L'ancien président avait alors affirmé *que le programme commun de la gauche serait appliqué* si les communistes et les socialiste l'emportaient. Il avait joué, avec succès, sur un sentiment de répulsion.

M. Chirac en fait autant lorqu'il assure que M. Mitterrand — *« président-partisan »* avant mars 1986 et *« président-opposant »* depuis — mettra en œuvre une politique socialiste. 1988 serait, selon lui, un « remake » de 1981, de la victoire du « peuple de gauche », du congrès socialiste de Valence et de son cortège de *« coupeurs de têtes »*.

Le premier ministre déverse à la louche les bouillons de culture propres à faire fuir les esprits sains : *« chasse aux sorcières »*, agression contre l'*« école libre »*, montée du chômage, *« incompétence »* pour tout dire. Il ne veut pas croire un mot des analyses — destinées à déminer le terrain — *développées par M. Jospin* selon lesquelles il est évident que les socialistes ne gouverneront pas en 1988 comme en 1981, qu'ils ont *« changé »*, qu'ils ont *« mûri »*. Selon M. Chirac, les socialistes sont *« par nature »* voués à une éternelle immobilité dans le sectarisme et l'idéologie.

L'affrontement, dans son esprit, doit donc se réduire à un duel gauche-droite, Mitterrand-Chirac.

Agaceries

Pour l'instant, M. Mitterrand se contente d'agacer ses concurrents. M. Chirac, surnommé *« Jackpot »*, lui fait de la peine tant il se fatigue à mener campagne le soir, en heures supplémentaires, après une dure journée de labeur à Matignon. M. Barre l'inquiète tant sa rondeur bonhomme s'accommode mal de crises politiques inscrites dans son refus de la cohabitation.

M. Mitterrand mêle un discours apaisant, quelques grandes perspectives à l'horizon du vingt *et unième siècle (Europe, formation, désarmement)* et de ci de là des rappels à la justice sociale de nature à maintenir son électorat de gauche sur le pied de guerre.

« Socialiste sur la ligne de départ, je le serai sur la ligne d'arrivée », assurait-il en 1981, confirmant ainsi le pronostic avancé aujourd'hui par M. Chirac. Il est probable que le chef de l'Etat se soumettra, même brièvement, aux figures imposées de la campagne du premier tour, c'est-à-dire qu'il consacrera une part de son effort *à la mobilisation de la gauche*. Il devrait commencer sa campagne de meetings tardivement, à la fin du mois. Palais des sports et stades de football sont réservés depuis le mois d'octobre 1987 à Montpellier, Marseille, Lyon, Paris et, entre les deux tours, Toulouse.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Education et formation : Les propositions de M. Barre

L'éducation et la formation ont fait leur entrée dans la campagne présidentielle. Le 5 mars à Port-Marly, M. Raymond Barre a présenté, dans un vaste discours-programme, ses conceptions et ses projets en matière d'éducation. Dimanche 6 mars, c'était au tour des militants et sympathisants du RPR de se pencher, une journée durant, sur un thème en forme d'impératif : « Investir dans l'éducation et la formation ». Leurs réflexions devraient trouver un sérieux écho dès cette semaine, puisque le gouvernement a l'intention de présenter au conseil des ministres du 9 mars son projet de loi de programmation pour l'éducation.

A chacun sa pyramide. Vendredi dernier, M. François Mitterrand inaugurait celle qui marque la nouvelle entrée du musée du Louvre. Le lendemain samedi 5 mars, c'est depuis les « Pyramides » de Port-Marly que M. Raymond Barre avait choisi de présenter les grandes lignes de sa politique en *matière* d'éducation.

L'ancien premier ministre a tout d'abord dressé un tableau très sombre de la situation et souligné *« les problèmes redoutables que l'éducation — et plus précisément l'organisation — du système d'éducation pose à la société française »*. Reprenant bien des analyses du récent rapport de M. Jacques Lesourne sur l'éducation et la société, il a estimé que ce système éducatif complexe, bureaucratique et hiérarchisé, est *« mal piloté »*. Les pédagogies, *« trop uniformes »*, sont mal adaptées à la diversité des population scolaires et les formations ne correspondent pas aux compétences requises par les entreprises modernes. Du coup les échecs scolaires se sont multipliés. *« Le recul des humanités »* et de la culture générale est inquiétant. Enfin la condition des enseignants s'est dévalorisée. Ce constat alarmant se vérifie à tous les niveaux. A l'école primaire, dont la réussite est pourtant *« la priorité des priorités »*. Dans le secondaire, qui constitue *« le nœud critique »* de notre système d'éducation. A l'université, enfin, qui souffre d'une crise grave à laquelle il est *« urgent de porter remède »*.

Comment sortir d'un tel marasme ? Fidèle à son image, Raymond Barre s'est refusé à sortir de son chapeau toute *« solution miracle »*, toute *« loi providentielle »*. Il a préféré s'en tenir à une *« stratégie de changement »* qui s'appuie sur trois mots-clefs : diversité, autonomie, décentralisation. Trois ferments de dynamisme que l'ancien premier ministre introduit dans tous les domaines. Ainsi est-ce, à ses yeux, l'autonomie pédagogique qui devrait permettre de *« personnaliser davantage les parcours scolaires, d'offrir à tout moment de la scolarité une seconde chance à ceux qui sont en difficulté »*. Et par conséquent de réduire les échecs scolaires et d'élever le niveau des formations. De même, c'est la diversification des filières qui devrait faciliter la formation d'un nombre croissant de bacheliers.

Accélérer la décentralisation

M. Barre fonde de grands espoirs sur l'extension et la valorisation de l'enseignement professionnel. Il propose une *« véritable mutation »* qui passerait par une *« régionalisation accrue »* de la responsabilité de l'apprentissage et de l'enseignement professionnel et par l'institution d'une *« véritable cogestion du système de formation technique par l'Etat, les entreprises et les organisations professionnelles »*. Pour bien marquer l'importance de l'enjeu, il suggère la création d'un *« ministère plein »* qui serait chargé de s'en occuper et aurait compétence pour l'apprentissage, les lycées professionnels, la formation permanente et l'enseignement technique supérieur.

Pour accélérer la décentralisation, le député de Lyon propose que les régions *« se voient confier — les rectorats étant à leur disposition — la gestion de la carte scolaire des formations initiales »*. Les régions devraient prendre aussi davantage de responsabilités en matière d'orientation, de pédagogie, d'organisation des rythmes scolaires et bénéficier de l'aide des fonctionnaires de l'Etat, qui agiraient pour elles *« comme conseillers techniques »*.

L'autonomie permettrait de répondre à la crise de l'Université. Rappelant à plusieurs reprises sa qualité d'univer sitaire, Raymond Barre a déploré que les universités soient trop souvent *« un lieu de rencontres moroses entre des enseignants déçus et des étudiants résignés »*, ou *« les otages d'une bureaucratie mesquine et jalouse »*. Il faudrait donc que *« les administrations renoncent à tout régenter et que les universités assument franchement leurs responsabilités au lieu de les revendiquer bruyamment dans l'intention évidente de ne les assumer sous aucun prétexte »*. Cette véritable autonomie universitaire suppose la suppression des contrôles *a priori* de l'administration centrale et l'établissement entre les universités et l'Etat de *« conventions d'une durée au moins quinquennale »*. Elle suppose également que les établissements disposent d'une réelle marge de manœuvre en matière pédagogique, pour le recrutement de leurs professeurs et pour l'admission et l'orientation de leurs étudiants.

Reste le problème-clef des moyens indispensables à ce redressement. S'il est sans ambiguïté sur le constat, M. Barre reste évasif sur les solutions concrètes qu'il envisage d'adopter. Ainsi, admet-il, reprenant les prévisions établis par le ministre de l'éducation nationale, M. René Monory, qu'il faudra recruter 290 000 enseignants d'ici à l'an 2000. Il reconnaît également que *« nous n'arriverons pas, en l'état actuel des choses, à atteindre cet objectif »*. Comment faire par conséquent ? *« Il faut à la fois une revalorisation financière et un rehaussement moral de la fonction enseignante. Le premier objectif est affaire de volonté politique ; le second ne se décrète pas. »*

De même, à propos du financement global de la rénovation du système éducatif, M. Barre entend dire les choses clairement : *« L'éducation est une priorité. Elle aura besoin de davantage de moyens. »* Où les trouvera-t-elle ? La réponse est sans appel : *« Le budget de l'Etat devra les fournir. »* A quel rythme ? A quelle hauteur ? Dans quelles conditions ? Le candidat en appelle à la confiance : *« La stratégie du changement doit être mise en œuvre grâce à une politique financière pluriannuelle. Il ne s'agit pas*, martèle-t-il *de promesses démagogiques, mais d'un engagement à long terme. »*

Et pour couper court à toute incertitude, il rajoute à son texte initial une de ces petites digressions assassines dont il a le secret : *« Il ne saurait s'agir de promesses de circonstances. Ou de l'attribution par simple opportunisme électoral de crédits jusque-là refusés et brusquement disponibles pour un saupoudrage contraire à toute idée d'ensemble. »*

GÉRARD COURTOIS.

Les réflexions du RPR

Les sympathisants de M. Chirac se sont réunis à Paris, le 6 mars, pour souligner la nécessité d'investir dans l'éducation et la formation. Mais cette volonté n'a pas, pour l'instant du moins, mobilisé toutes les énergies. Certes, M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que Mmes Alliot-Marie et Catala, secrétaires d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, étaient bien là et ont présenté, chacun dans son domaine, le bilan et les perspectives de leur action, avant d'insister sur la priorité que constitue la rénovation du système éducatif.

Mais Jacques Chirac avait fait savoir qu'il ne pourrait, comme prévu, conclure cette journée de réflexion. (Il n'a d'ailleurs pas eu un mot sur la formation, lors de son intervention de dimanche soir à la télévision, dans l'émission « Questions à domicile ». Et Philippe Séguin, qui devait le remplacer, s'est finalement décommandé et a, au pied levé semble-t-il, été suppléé par Jacques Toubon.

M. Lionel Jospin au « Grand Jury RTL-*le Monde* »

« Les propositions des socialistes rassemblent »

Invité, le dimanche 6 mars, du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a notamment affirmé : *« Je constate (...) que les socialistes, sans candidat déclaré, face à deux candidats de droite aussi importants, aussi notoires, que M. Chirac et M. Barre, par leur seule force, par leur enracinement dans le pays, par leur capacité à faire des propositions, contrebalancent tout à fait la campagne des candidats déclarés. C'est très frappant (...). Je le dis avec le sourire : qu'est-ce que ce sera quand on aura un candidat ! »*

A propos du futur candidat socialiste, M. Jospin a remarqué : *« Notre candidat rassemblera plus largement que le PS (...). Les propositions que font les socialistes rassemblent. Elles ont un intérêt pour le plus grand nombre des Françaises et des Français, elles ne les discriminent pas, elles ne les séparent pas, elles ne les divisent pas. C'est un élément de rassemblement formidable.*

» Notre candidat, le moment venu, et davantage encore naturellement (...) si c'est François Mitterrand, se trouvera au-dessus [du] *score* [du PS]. *Des électeurs communistes qui, dès le premier tour, se reconnaîtront en lui, des hommes et des femmes de gauche, de progrès, des Françaises et des Français qui ne veulent pas d'une politique injuste faite seulement pour les priviligiés ou qui simplement reconnaissent sa stature internationale ou nationale d'homme d'Etat, ces hommes et ces femmes vont à mon avis le porter à un niveau élevé dès le premier tour. Il sera autre que le Parti socialiste, mais il n'aura pas besoin d'affirmer une distance avec le Parti socialiste, parce que le Parti socialiste lui-même dans ses propositions rassemble et a changé en raison de l'expérience du pouvoir. »*

« On ne reviendra ni à 1981 ni à 1986 »

M. Jospin a évoqué l'après-88, en cas de victoire de la gauche, pour déclarer : *« Il est clair que les socialistes ne gouverneront pas en 1988 comme ils ont gouverné en 1981, et, dans ce sens, après mai 1988, on ne reviendra ni à mars 1986, ni à la cohabitation telle qu'elle a fonctionné, ni, je crois, à un gouvernement de droite, ni à 1981 de la façon dont les socialistes ont abordé cette époque. Nous avons en effet, je crois, beaucoup appris au pouvoir (...). Nous trouverons des formes, tout en restant fidèles à nos valeurs et à nos conceptions, sans compromission politique, sans alliance avec les partis de droite, pour montrer que nous voulons élargir effectivement, avec la présence de personnalités diverses significatives de cet élargissement, mais un élargissement peut-être à la société plus qu'à telle ou telle formation. »*

A propos d'une éventuelle dissolution de l'Assemblée nationale, dans la même hypothèse, le premier secrétaire du PS a observé : *« L'élection présidentielle va avoir un impact (...), cet impact aura deux conséquences, et c'est pourquoi j'ai dit (...) qu'il n'y aura pas de retour à 1986. Car, ou bien il y aura dissolution par le président de la République, et alors la majorité actuelle ne sera pas renouvelée, nous aurons une autre majorité et nous savons bien qu'elle sera différente (...), ou bien même, à la limite, il n'y aura pas de dissolution par le président de la République et la majorité actuelle se cassera. »*

M. Jospin, enfin, s'est vivement élevé contre les déclarations de M. Jean-Marie Le Pen, qui avait affirmé à Montpellier (*le Monde* daté 6-7 mars) : *« Si l'immigration se poursuit, pourquoi avoir perdu 1,5 million d'hommes en 1914-1918 et six cent mille en 1939-1945 pour arrêter l'immigration allemande (...). Et n'avons-nous pas arrêté à Poitiers les arrière-arrière-grands-pères de Boumediènee ? »* Le premier secrétaire du PS a affirmé à ce propos : *« En 1914-1918 et en 1939-1945, parmi les centaines de milliers d'hommes effectivement qui sont morts sur les champs de bataille pour défendre la France, il y avait des Français d'origine maghrébine, il y avait des Français d'origine africaine, et (...) c'est scandaleux ce que dit M. Le Pen !*

On parle des hauts faits de Monte-Cassino. A Monte-Cassino, la grande majorité — 80 % — des hommes qui ont été tués, parce que presque tous sont morts dans la montée qui a précédé la prise de cette position, étaient, là encore, des tabors marocains ou des Maghrébins en général. Et je pense que ce que vient de faire M. Le Pen est une insulte à ces Français-là et une insulte à notre Histoire. »

Le PCF mobilise ses femmes

Halte à la « tontonmania ! »

« L'égalité n'est pas gagnée, contre la droite et les patrons, c'est Lajoinie qu'il faut voter. » Huit mille personnes environ (douze mille selon les organisateurs) ont scandé ce slogan en faveur du candidat du PCF à l'élection présidentielle à l'occasion d'« une marche pour l'égalité des femmes » organisée à Paris, le dimanche 6 mars. Partis de la Bastille, les manifestants — en, majorité des femmes — venus de la région parisienne essentiellement et de quelques départements de province (Nord, Somme, Allier) se sont rassemblés sous un chapiteau qui ne pouvait accueillir tout le monde, planté sur un terrain à bâtir, rue Daumesnil.

Joyeusement célébrée avec deux jours d'avance par le PCF, la Journée internationale des femmes s'est achevée par une triple allocution des dirigeants communistes. Mme Gisèle Moreau, responsable des femmes au parti, a engagé les *« deux cent vingt mille femmes communistes »* à se lancer, personnellement, dans la *bataille présidentielle*. Avant M. André Lajoinie, le secrétaire général, M. Georges Marchais, a insisté sur l'utilité du vote communiste *« au premier tour »* en soulignant l'inopportunité du vote socialiste. *« Voter François Mitterrand au premier tour, le 24 avril, ce sera se compter parmi les adeptes de la « tontonmania ». Ce sera dire comme eux : « Tonton, on t'aime ! Ce que tu as fait — tes promesses au panier, la flexibilité, les TUC, les 500 milliards pour les bombes et tout le reste, — c'est génial ! Continue comme ça »*, a dit M. Marchais. Le dirigeant communiste a affirmé que MM. Mitterrand, Barre et Chirac se préparent *« à gouverner au centre, comme on dit, c'est-à-dire avec la droite »*, tout en rappelant que pour le PCF n'est *« pas indifférent de savoir lequel sera élu »*.

Chaleureusement ovationné, M. Lajoinie a dénoncé M. Chirac, qui *« cherche une nouvelle fois à vous abuser »*, ainsi que *« son frère ennemi »*, M. Barre, *« champion de l'austérité »*, avant de faire une énumération détaillée des attentes de 1981 déçues par M. Mitterrand et de s'en prendre, avec vigueur, aux mesures (suppression du SMIC, interdiction de l'IVG...) préconisées par M. Le Pen.

M. Lajoinie a indiqué que son programme propose, outre le SMIC à 6 000 francs, *« 700 francs d'allocations familiales dès le premier enfant »* et *« une allocation mensuelle de 3 000 francs versée à ceux qui sont sans ressources »*.

O.B.

● **Rectificatif** : contrairement à ce que nous avons écrit dans *le Monde* du 18 février, M. Jacques Chirac a tenu sa promesse de prendre en compte l'amibiase dans le calcul des pensions des anciens combattants. La *modification législative* indispensable a été effectuée dans la loi de finances pour 1988.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Barrot
Ouverture

Interrogé le vendredi 4 mars par Sud Radio, M. Jacques Barrot a *affirmé* que le CDS dans l'hypothèse d'une réélection de M. François Mitterrand s'opposerait à *« une espèce de retour à des coalitions de type IVe République »*. Ne sous-estimant pas le fait que *« ces coalitions momentanées se feraient avec des individus qui pourraient en effet se laisser prendre »*, le secrétaire général du CDS a affirmé que l'ouverture souhaitée par son parti *« passe par Raymond Barre »* et que dès lors le CDS *« mettra tout en œuvre et avec une énergie extrême pour son succès »*.

M. Fabius
Un mois

Invité le dimanche 6 mars du Forum RMC-FR 3, l'ancien premier ministre socialiste, Laurent Fabius, a déclaré : *« Il y a une campagne électorale qui est prévue par les textes, qui commence début avril. Si les textes ont prévu cela, c'est parce que, après mûre réflexion, on a considéré qu'en trois semaines ou un mois de campagne, l'essentiel des arguments pouvait être donné. C'est à cette règle législative que le président est resté fidèle. »* En cas de réélection de M. Mitterrand, *« des élections législatives sont probables*, a réaffirmé M. Fabius, *car nous avons eu une période de cohabitation, beaucoup de gens souhaitent maintenant la cohérence »*.

M. Mermaz
Profil

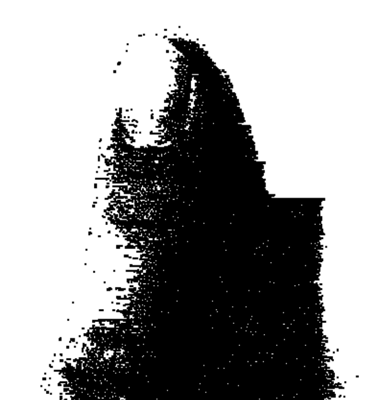
M. Michel Rocard a *« très certainement »* un bon profil de premier ministre. Telle est l'appréciation formulée le dimanche 6 mars au cours du « Grand Oral » de Pacific-FM par M. Louis Mermaz, ancien président socialiste de l'Assemblée nationale. *« M. Michel Rocard*, a expliqué M. Mermaz, *a toujours mis l'accent sur le rôle de la société civile alors que nous insistions sur ce que l'on appelle le pouvoir d'Etat, les institutions, la majorité, le gouvernement. Aujourd'hui, sûrement parce que nous avons été cinq ans aux responsabilités, nous avons parfaitement compris qu'il y avait une interaction très importante entre cette société civile, les phénomènes sociaux, les pesanteurs de la société et les décisions que prend le gouvernement, les lois que vote l'Assemblée nationale »*.

M. Pasqua
Regret

« Lorsque je vois les médias s'apitoyer sur les terroristes qui font une soi-disant grève de la faim au lieu de s'apitoyer sur les victimes, a déclaré le samedi 5 mars à Nantes, M. Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, *lorsque je vois les meurtriers des personnes âgées et des assassins d'enfants, je regrette que la peine de mort ait été abolie. »*

M. Raimond
Président bis

Selon M. Jean-Bernard Raimond, ministre des affaires étrangères, qui s'exprimait le 4 mars à Chaumont (Cher) *le premier ministre s'est, en* matière de politique étrangère, *« dès le début comporté comme une sorte de président de la République* bis ». *« Une politique étrangère dans le cadre de la cohabitation*, a ajouté M. Raimond, *ne veut pas dire le plus petit dénominateur commun. »*



Politique

Trois élections cantonales

Mme Jeannine Delfosse, la candidate du CDS a de sérieuses chances de succéder, le dimanche 13 mars, à son mari, au poste de conseiller général du canton de Lille-Ouest. Arrivée largement en tête au premier tour du dimanche 6 mars, Mme Delfosse a devancé de près de 4 000 voix le secrétaire d'Etat au tourisme qui bénéficiait, lui, de l'investiture officielle de l'UDF, le giscardien, M. Jean-Jacques Descamps, dépassé de surcroît par le candidat socialiste.

Cet échec d'un membre du gouvernement risque d'avoir quelques répercussions au sein de la majorité et notamment à l'UDF où la querelle entre le Parti républicain et le CDS est encore loin d'être vidée. *« Il est évident,* a relevé le porte-parole du PR, M. Philippe Vasseur, *que la personne la plus satisfaite par la défaite d'un membre du gouvernement ne peut être que M. Mitterrand. Nous espérons que certains n'avaient pas d'arrière-pensées en se livrant à ce galop d'essai de la désunion et que de telles fautes ne se reproduiront pas. »*

Constatant *« avec plaisir un renforcement de la majorité »,* M. Pierre Méhaignerie ne veut qu'appréhender le contexte local. *« Ces résultats,* relève-t-il, *montrent à quel point il est important dans une élection locale de tenir compte de l'avis des habitants sur le terrain. Dans ce type d'élection locale, il n'est pas souhaitable de vouloir toujours tout décider de Paris. »*

Interrogé à « Questions à domicile » sur cette affaire, M. Jacques Chirac a pour sa part préféré ne point se mêler des problèmes de l'UDF. *« La seule chose qui m'intéresse,* a-t-il déclaré, *c'est de constater qu'une fois encore les socialistes ont perdu des points, sensiblement, les communistes aussi et que le total socialistes plus communistes a baissé (...) Je dois dire que c'est pour moi le plus important. »*

Reste qu'à une cinquantaine de kilomètres de Lille, dans le canton de Valenciennes-Est, le PCF et le PS enregistrent de nettes progressions : ainsi le total de leurs voix passe de 40,65 % en 1985 à 51,95 %. Quant au candidat RPR, il gagne certes moins de deux points, mais son prédécesseur, il y a trois ans, avait creusé dès le premier tour un écart de plus de 1 000 voix sur le communiste alors que cette fois à peine plus de 500 suffrages séparent le RPR du PCF.

Lille-Ouest : l'échec de M. Descamps

LILLE
de notre correspondant

M. Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, n'a pas réussi l'OPA qu'il avait lancée sur le canton de Lille-Ouest à la suite du décès, le 25 janvier dernier, de Georges Delfosse, député maire de Lambersart et conseiller général CDS.

Au soir du premier tour de cette élection, devenue un enjeu national, il n'a pu que constater son échec. Echec sévère puisque Mme Jeannine Delfosse, veuve du député, qui bénéficiait du soutien du CDS, arrive largement en tête avec 9 011 voix (37,17 % des suffrages), devançant le secrétaire d'Etat de près de 4 000 voix. M. Descamps n'arrive qu'en troisième position puisque le candidat socialiste, M. Claude Reynaert, lui ravit la deuxième place à quelque 100 voix près.

« Cela remet les choses à leur vraie place », commentait dans la soirée Mme Jeannine Delfosse. Tout au long de la journée, parcourant les bureaux de vote des cinq communes du canton, elle avait répondu à ceux qui l'interpellaient, journalistes ou simples électeurs : *« Pour les élections cantonales, cantonnez-vous dans le canton. »* Le soir, elle pouvait ajouter : *« Les électeurs ont prouvé aujourd'hui que c'était là la seule façon de voir les choses. »*

Pour n'avoir pas entendu les avertissements qui pouvaient lui être lancés en ce sens, M. Descamps s'est vu désavoué par les électeurs. Fort de son titre de secrétaire d'Etat, fort de ses appuis politiques parisiens et de son investiture obtenue malgré le désaccord persistant et affirmé du CDS, M. Descamps a cru qu'il pouvait passer en force. Il s'est trompé.

Il a sous-estimé l'attachement de la population de ce secteur – qu'il ne connaissait pas bien – à une tradition sociale et chrétienne. Il a cru que le CDS pouvait accepter sans réagir de perdre deux mandats sur les trois que détenait Georges Delfosse, car il est évident que, au-delà du canton de Lille-Ouest c'est la circonscription que visait M. Descamps. D'une élection à caractère purement local, il a fait, avec ses amis du Parti républicain, une affaire nationale.

Il a ainsi suscité une réaction de rejet chez un électorat dont les frontières ne se limitent pas à celles, traditionnelles, de la droite. Un certain nombre d'électeurs socialistes ont voté manifestement pour la candidate du CDS. Comment expliquer autrement la perte qu'enregistre le candidat du PS, qui voit son score passer de 27,63 % en 1982 à 21,33 %, alors qu'en 1986 la liste emmenée par M. Pierre Mauroy pour les législatives obtenait 28,7 % dans le canton ? On en aura vraisemblablement la confirmation au second tour du scrutin, le dimanche 13 mars. C'est en tout cas ce que pense M. Reynaert, le candidat socialiste, quand il déclare : *« On se retrouvera dimanche prochain. »*

En attendant les municipales

Ce même phénomène a joué évidemment à Lambersart, dont Georges Delfosse était maire. Mais paradoxalement, dans cette commune qui totalise la moitié des inscrits du canton, M. Descamps réalise son meilleur score (22,78 % des suffrages) en dehors des trois bureaux situés sur le territoire de la ville de Lille. Mais la candidate du CDS dépasse, elle, la barre des 42 %.

Sur l'ensemble du canton, les candidats communiste et écologiste enregistrent une légère perte par rapport au scrutin de 1982 ; en revanche, le PC augmente son score (+ 2 points) par rapport aux législatives de 1986. Le Front national n'était pas présent en 1982, mais il régresse par rapport à 1986.

M. Descamps a accueilli ces résultats avec moins d'amertume peut-être que certains de ses amis. *« Les électrices et électeurs du canton ont choisi en priorité de manifester leur fidélité à la mémoire de Georges Delfosse,* déclarait-il dimanche soir. *Je respecte leur attitude et adresse mes cordiales félicitations à la candidate qui arrive en tête en faveur de laquelle je me désiste. »*

« Toutefois, a-t-il ajouté, *un des partis appartenant à l'UDF a refusé de jouer le jeu de l'union. Cette attitude est un coup marqué contre la majorité au moment où les échéances nationales imposent plus que jamais le respect de l'union. »*

M. Pierre Mauroy, le maire de Lille, qui vote dans ce canton, ne verra sans doute pas d'un mauvais œil la défaite de celui qui se présente comme son challenger pour les municipales de 1989 et qui cherchait dans ce canton une base électorale. Même s'il n'a pas obtenu cet ancrage sur le terrain, M. Descamps ne renonce pas : *« Je continuerai à me battre,* précisait-il dimanche, *contre le socialisme pour faire évoluer notre région, notre département et l'ensemble des communes de l'agglomération lilloise. Le score très élevé (43 %) que j'ai obtenu auprès des électeurs et des Lillois est pour moi un encouragement décisif à préparer dès maintenant les élections municipales de mars 1989 ».*

Mais, avant cela, il y aura les élections cantonales générales d'ici six mois. On votera de nouveau dans le canton de Lille-Ouest, et Mme Delfosse a déjà indiqué qu'elle se représenterait.

JEAN-RENÉ LORE.

[LES RÉSULTATS DU PREMIER TOUR. – Inscr., 41 841 ; vot., 24 715 ; suffr. expr., 24 240 ; Mme Jeannine Delfosse, CDS, 9 011 voix ; MM. Claude Reynaert, PS, 5 172 ; Jean-Jacques Descamps, secrétaire d'Etat au tourisme, UDF-PR sout. RPR et CNI, 5 056 ; Yves le Meur, PCF, 1 956 ; Mme Danielle Rémy, FN, 1 819 ; M. Christian Lapère, Verts, 1 226. *Il y a ballottage.*

LES RÉSULTATS DE 1982. – Inscr., 39 878 ; vot., 27 096 ; suffr. expr., 26 442 ; Georges Delfosse, CDS, 15 257 voix, RÉÉLU ; MM. Christian Burie, PS, 7 305 ; Yves Le Meur, PCF, 2 301 ; Christian Lapère, écol., 1 579.]

Valenciennes-Est : la gauche en progrès

Nord : canton de Valenciennes-Est (1er tour).

Inscr., 34 625 ; vot., 20 387 ; suffr. exp., 19 828. MM. Jean-Claude Prud'homme, RPR, 6 589 voix ; Fabien Thiémé, PCF, 6 057 ; Joël Jaspard, PS, 4 245 ; Dominique Flabolewski, FN, 1 851 ; Charlie Rizzo, Verts, 1 086. *Il y a ballottage.*

Cette élection cantonale partielle fait suite à la démission en janvier dernier de M. Olivier Marlière (RPR) de son siège de conseiller général, démission motivée par la loi sur le cumul des mandats. M. Marlière, élu député en 1986, avait accédé le 11 janvier 1988 au poste de maire de Valenciennes, en remplacement de M. Pierre Carous, sénateur RPR, démissionnaire.

Le scrutin de 1985, dans ce canton traditionnellement détenu par le Parti communiste, avait marqué un renversement de tendance. M. Marlière (RPR), alors adjoint au maire, avait ravi ce siège au conseiller sortant M. Gaston Poulain (PC) au second tour avec 12 494 voix, soit 55,22 % des 22 623 suffrages exprimés.

Il n'est pas évident, au soir du premier tour, que le candidat unique de la majorité gouvernementale, M. Jean-Claude Prud'homme (RPR), puisse conserver le siège. Même s'il améliore en pourcentage le score de M. Marlière lors du premier tour de mars 1985 (33,23 % au lieu de 31,47 %), il ne fait pas le plein des voix de son prédécesseur, bien qu'il se trouve le seul candidat à droite, en dehors de celui du Front national.

A gauche, le Parti socialiste avait nourri quelque espoir de sortir vainqueur de la primaire qui l'opposait au Parti communiste. Il n'en est rien. M. Fabien Thiémé, le candidat du PC, réalise un très bon score, faisant plus que le plein des voix de son prédécesseur en recueillant 30,54 % des voix au lieu de 26,61 % il y a trois ans. Il devance largement M. Jaspard (PS) bien que celui-ci opère une très forte remontée de plus de 1 000 voix, passant de 14,04 % à 21,40 % des suffrages. Les candidats du Front national et des Verts maintiennent à peu de chose près leur score en pourcentage, enregistrant toutefois une légère érosion.

Au premier tour des cantonales de mars 1985, les résultats étaient les suivants : inscr., 34 287 ; vot., 22 554 ; suffr. expr., 21 841 ; MM. Marlière, 6 875 ; Gaston Poulain, PCF, 5 813 ; Bernard Cambier, PS, 3 067 ; Alain Philippart, FN, 2 140 ; Jacques Dassonville, écol., 1 333 ; Gérard Gallez, CNI, 1 057 ; Philippe Duée, div. d., 813 ; Maurice Leclercq, div. d., 743. Au second tour, M. Marlière l'avait emporté avec 12 494 voix contre 10 129 à M. Poulain sur 22 623 suffrages exprimés, 23 916 votants et 34 286 inscrits.]

Montsalvy : succès de la majorité

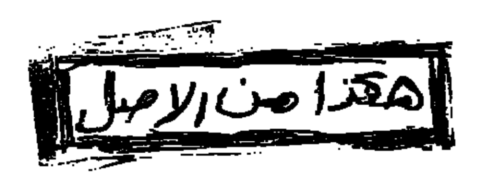
CANTAL : canton de Montsalvy (2e tour)

Inscr., 4 272 ; vot., 2 893 ; suffr. expr., 2 796. MM. Vincent Descœur, div. d., 1 953 voix, ÉLU ; Georges Delpuech, PS, 843.

[Bien qu'élu, M. Descœur ne retrouve pas l'ensemble des suffrages qui, au premier tour, s'étaient portés sur l'un ou l'autre des trois candidats se réclamant de la majorité. Le nouvel élu, âgé de vingt-cinq ans, professeur agrégé de sciences naturelles, fils du conseiller général décédé, qui enregistre un manque à gagner de 421 voix, obtient 69,84 % des suffrages exprimés alors que, le 28 février, la droite totalisait 78,5 %.

De son côté, le représentant du PS progresse tant en voix (+ 193) qu'en pourcentage (30,15 % au lieu de 21,49 %) par rapport au score de la gauche au premier tour, et ce malgré une moindre participation au scrutin. Il y a eu 32,27 % d'abstentionnistes au second tour contre 28,64 % au premier.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 280 ; vot., 3 054 ; suffr. expr., 3 024 ; MM. Descœur, 1 151 voix ; Raymond Feigines, div. d. sout. RPR, 825 ; Delpuech, 474 ; André Vaurs, div. d., 398 ; Jean Aubert, PCF, 176.]



Société

JUSTICE

Les suites de l'affaire des écoutes du CSM

Deux anciens gendarmes inculpés et écroués à propos d'un trafic de drogue

Anciens gendarmes, MM. Fabien Caldironi et Robert Montoya, deux des trois « plombiers » de l'affaire du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), ont été inculpés, puis écroués, dans la nuit du samedi 5 au dimanche 6 mars, par Mme Claude-Françoise Aubanel, juge d'instruction à Bastia. Ces inculpations concernent une affaire de trafic de drogue, sur laquelle ils avaient enquêté en 1985 (*le Monde* daté 6-7 mars). M. Caldironi est inculpé d'infraction à la législation sur les stupéfiants et de subornation de témoins, M. Montoya d'infraction à la législation sur les stupéfiants et de vol. Dès dimanche, les deux hommes ont été transférés en région parisienne et seraient détenus à la prison de Bois-d'Arcy (Yvelines).

Voici donc une affaire gigogne, complexe à souhait. Il y eut d'abord celle des « fuites » au Conseil supérieur de la magistrature (CSM), dont un huissier, M. Yves Lutbert, était soupçonné, par l'Elysée, d'être l'auteur. Puis s'y est greffée, grâce au zèle intempestif de M. Christian Prouteau, préfet et conseiller technique à la présidence de la République, l'affaire des « écoutes », avec l'arrestation, dans l'immeuble de M. Lutbert, de trois « plombiers » qui semblaient s'apprêter à poser une « bretelle sauvage ». S'y ajoute *maintenant une ténébreuse affaire* de drogue, remontant à 1985, dans laquelle deux des « plombiers », alors gendarmes en fonctions à Bastia, *auraient allégrement* bafoué le code de procédure pénale.

Dédales de faits, acteurs à foison, coups tordus en tout genre, le néophyte a de quoi s'y perdre. *Même la* morale de l'histoire semble à tiroirs, tant les thèmes et les rubriques se mêlent et se chevauchent : corporatisme, avec la guerre, de plus en plus ouverte, que se livrent gendarmes et policiers en matière de police judiciaire ; politique, avec le souci du ministère de l'intérieur – et, manifestement, depuis « Questions à domicile » du 6 mars, de M. Jacques Chirac lui-même – de retourner ce mauvais feuilleton contre un président sortant *« qui prend la défense d'un inculpé »*, en l'occurrence M. Prouteau dont M. Mitterrand fit un éloge appuyé après son inculpation dans l'affaire des Irlandais de Vincennes ; moral avec la réflexion sur l'ambiguïté des relations nouées par policiers et gendarmes avec leurs « indicateurs », « balances » et autres mouchards ».

Offres de services

Faute d'une impossible lecture univoque et transparente, on ne peut donc que tenter de dissocier les faits de leur mise en scène, la réalité de son exploitation. Qu'a établi l'enquête préliminaire, menée de bout en bout par l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) ? Quel fut son déroulement ? Où semble-t-elle se diriger ?

● **Trois faits différents.** – MM. Caldironi et Montoya étaient *déjà inculpés de « tentative* d'atteinte à l'intimité de la vie privée » dans le cadre de l'affaire des écoutes, instruite à Paris par le juge *Gilles Boulouque. Ils le sont* aujourd'hui pour les mystérieux à côtés d'une enquête qu'ils ont menée, sur commission rogatoire du juge d'instruction Frédéric N'Guyen, alors qu'ils étaient respectivement chef et chef adjoint de la brigade de recherche de la gendarmerie de Bastia.

Le point de départ de cette enquête, lancée dans de multiples directions, fut l'arrestation, en décembre 1984, d'un trafiquant, Emile Tabet, qui ne fut pas déféré au parquet. Il proposa en effet à MM. Caldironi et Montoya de leur servir d'informateur, véritable Petit Poucet au sein d'un réseau libanais mêlant apparemment drogue et terrorisme. Organisée depuis une villa de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), l'enquête avait pour objectif d'infiltrer le réseau, d'appâter ses membres par des propositions d'achat de stupéfiants, de remonter *jusqu'à ses contacts dans les milieux* chiites au Liban.

Les nouveaux chefs d'inculpation recouvrent trois faits liés à cette histoire. *D'abord* la disparition d'un scellé de 200 grammes d'héroïne, saisie dans la chambre d'hôtel de Tabet. Selon M. Caldironi, cette *prise aurait en fait servi à fournir* Tabet, lui-même toxicomane, durant sa « collaboration ». Mais deux femmes, connues pour être des revendeuses de drogue à *Bastia*, Paule P. et Isabelle M., accusent aujourd'hui Caldironi de leur avoir vendu de l'héroïne à 700 F le gramme. Ce que *l'intéressé nie, mais* ce qui lui vaut, avec M. Montoya, l'inculpation d'« infraction à la législation sur les stupéfiants ».

Depuis la mi-février, l'IGPN avait recueilli ces témoignages en Corse. M. Caldironi l'apprit. Il s'inquiéta et demanda à l'un de ses anciens collègues, toujours en poste à Bastia, le maréchal des logis Molinier, de signer un procès-verbal antidaté de destruction de scellé. M. Molinier s'en est confié au procureur de la République de Bastia, M. Yves Bot, provoquant ainsi l'arrestation de M. Caldironi, le 1er mars, et son inculpation de « subornation de témoin » après quatre jours de garde à vue.

Enfin, le frère d'un indicateur de la brigade des stupéfiants et du proxénétisme (BSP) de la PJ parisienne., détenu à Melun pour une livraison de 40 kilos de hashisch, accuse Montoya de lui avoir vendu 16 kilos de cette drogue. 20 kilos de cannabis avaient été en effet recueillis sur les *côtes* du cap Corse, en août 1985, après avoir été jetés à l'eau depuis un bateau repéré par les douaniers. M. Montoya assure que *la drogue n'était plus consommable* et qu'elle a été détruite. Il est néanmoins inculpé de « vol ».

« Guet-apens judiciaire »

● **Une enquête exceptionnelle.** – *« Une procédure à la légalité approximative qui s'est traduite par un guet-apens judiciaire organisé par les policiers militants de l'IGPN » :* c'est en ces termes sévères que Me Francis Szpiner, défenseur de M. Montoya, a commenté les inculpations. S'étant rendu sur place durant le week-end, avec Me Christine Courrégé, avocate de Caldironi, il critique, pêle-mêle, le choix du juge d'instruction – qui, en effet, n'était pas celui de permanence, – les contacts « permanents » du procureur de la République avec la chancellerie, et le transfert précipité des inculpés en région parisienne qui lui semble avoir été décidé à l'avance, en préjugeant de la décision d'incarcération. Surtout, les avocats s'étonnent que l'enquête ait été confiée à l'IGPN, service d'inspection interne à la *police nationale qui n'est d'ordinaire* saisi que d'affaires judiciaires impliquant des policiers. Ce choix exceptionnel, alors qu'il existe une inspection *interne à la gendarmerie*, est selon eux « politique », le chef de ce service, M. Marcel Leclerc, ne cachant pas ses sympathies pour la majorité.

● **La cellule élyséenne visée.** – L'enquête de l'IGPN semble s'orienter vers les activités parallèles de la cellule élyséenne, en 1984 et 1985, en matière de terrorisme, en Corse et au Liban. MM. Caldironi et Montoya y ont été associés. Leur incarcération semble avoir pour objectif de les inciter à les raconter par le menu. Une invite qui pourrait être à double tranchant : en poste en Corse avant 1981, M. Caldironi serait aussi très au fait des activités du réseau terroriste anti-*indépendantiste* « Francia »...

EDWY PLENEL.

Le scandale financier de l'ASSEDIC du Rhône

Un réseau très structuré pour « encaisser » 15 millions de francs de malversations

L'ancien directeur de l'ASSEDIC du Rhône, M. Daniel Dumontier, quarante-cinq ans, est, depuis le 5 novembre 1987, écroué à la prison Saint-Paul de Lyon sous plusieurs inculpations dont celles de « faux et usage de faux » et de « complicité d'escroquerie » (*le Monde* du 11 novembre 1987). Quatre mois après l'ouverture d'une information judiciaire, la série de malversations financières attribuées à un réseau très *structuré – treize personnes sont, à ce jour,* inculpées dont huit sont toujours en détention – apparaît dans toute son ampleur. Fausses factures, trafic d'influence, abus de confiance et de biens sociaux... Un ensemble de détournements pour des sommes *dépassant*, sans doute, 15 millions de francs.

LYON
de notre bureau régional

Dès le printemps 1987, le conseil d'*administration* de l'ASSEDIC du Rhône constitué paritairement par des représentants de syndicats patronaux et de salariés et présidé par M. Marcel Basset, représentant de Force Ouvrière, s'était inquiété de l'augmentation brutale des sommes engagées pour des actions de formation groupées et de la concentration de celles-ci vers quelques organismes privés visiblement priviligiés, sans consultation de la commission *ad hoc*.

Le 25 juin, par huit voix contre deux (celles de représentants de la CGC et de la CFTC), ce même conseil votait la « défiance » à l'encontre de M. Dumontier, salarié en poste depuis 1975 et décrit jusque-là comme un *« meneur d'hommes dynamique, compétent et entreprenant »*.

L'été dernier un audit commandé par le conseil et un rapport confidentiel réalisé par l'UNEDIC (organisme national fédérant les ASSEDIC) mettaient en lumière, de *« graves irrégularités de gestion »*. Une enquête préliminaire menée par la section financière du SRPJ de Lyon allait plus loin et révélait le fonctionnement douteux de la Société interrégionale de formation (SIF) avec laquelle l'ASSEDIC passait des contrats très importants (jusqu'à 700000 F de prestations par mois).

Son directeur, M. René Gallion, quarante-quatre ans, ancien carrossier recyclé dans la fabrication d'*engrais* puis dans la formation – précédemment inculpé de détournement, de faux et d'abus de biens sociaux dans une affaire distincte instruite à Villefranche-sur-Saône, – avait resserré là d'anciens liens d'amitié avec M. Dumontier, au point d'obtenir de lui, tout à fait illégalement, au nom de l'ASSEDIC, une caution de 4 millions de francs au bénéfice de la SIF. Cette société dont les actions de formation s'étaient avérées plus que fantaisistes, bénéficiait d'un hébergement gracieux dans les locaux d'une antenne locale de l'ASSEDIC, parmi d'autres faveurs.

Inculpé d'escroquerie et d'abus de biens sociaux et écroué depuis novembre, M. Gallion fut le premier à être interpellé par les enquêteurs, le plus voyant aussi, *« flambeur, m'as-tu-vu, arrogant »*, selon ceux qui l'approchaient, et se présentant, indûment, comme *« conseiller pédagogique »*. En fait, le maillon faible d'une chaîne.

Des logiciels fictifs

M. Philippe Courroye, juge d'instruction à Lyon, chargé du dossier, s'intéressait vite à d'autres activités délictueuses concernant, cette fois, les services informatiques régionaux de l'association : Groupement inter-ASSEDIC (GIA), installé à Feyzin (Rhône). Fin novembre et courant décembre, il put ainsi procéder à une série d'inculpations à l'encontre de M. Vincent Aceti, directeur du GIA, de deux de ses proches collaborateurs et de plusieurs responsables de sociétés-écrans.

Chargés de passer des contrats d'achat ou de location de matériel *informatique* pour l'ensemble des ASSEDIC rhônealpines, les dirigeants du GIA avaient l'habitude de choisir les formules les plus onéreuses et de multiplier les ruptures de contrats lourdement pénalisées financièrement. Plus grave : du matériel largement surévalué, et parfois inutilisable, et des logiciels fictifs avaient été payés sur la base de fausses factures ou par l'intermédiaire de sociétés de leasing ou de refinancement gérées par des amis du directeur.

Les enquêteurs découvrirent que M. Gallion avait fourni, pour *2,8 millions de francs, un logiciel* fantôme à la société financière (SOCOFI) – créée par M. Thierry Pinazza, pivot de plusieurs trafics et *transfuge de la société* Wang-Finances, premier fournisseur du GIA – qui avait pu l'intégrer dans un contrat de location s'élevant à 13 *millions* de francs (les *marges* des leasers atteignaient parfois 500 %). Ils saisirent un bon de réception signé du directeur du GIA en date du 26 juin 1987 pour un ordinateur de 266 000 F commandé le... 14 août de la même année mais ne parvinrent pas, en revanche, à retrouver trace de plusieurs « études » largement facturées. Ils relevèrent la légèreté d'un cadre du Crédit général industriel qui avait favorisé une opération de refinancement. *Ils* s'intéressèrent à *la* société civile immobilière conjointement constituée en octobre 1987 par MM. Aceti et Pinazza, qui leur permit *d'acquérir, en déboursant* chacun la modique somme de 5 000 F, tout l'étage d'un immeuble d'affaires de Lyon vendu deux millions de francs. La location de ces bureaux à la... SOCOFI couvrait largement les mensualités des emprunts contractés.

Enfin, les enquêteurs devaient retrouver parmi les principaux porteurs de parts du Centre informatique système (CIS) – constitué en *mai* 1987 *pour* louer des services d'ingénieurs au GIA – les épouses de MM. Dumontier, Aceti et de plusieurs de leurs relations d'affaires, *qui y apparaissaient sous leurs noms* de jeune fille.

3 millions de francs sous du purin

Restaient à établir les motivations des auteurs de ces détournements répétés. Avec un salaire mensuel de plus de 40 000 F et une voiture de fonction, M. Dumontier jouissait d'un train de vie plus que confortable qui le mettait, théoriquement, à l'abri des tentations. Un récent rebondissement de l'enquête judiciaire *donne, pourtant*, une idée de la destination, très personnelle, des sommes détournées.

Fait rarissime dans une affaire financière, le magistrat instructeur et les policiers du SRPJ ont pu, le vendredi 19 février, saisir et mettre sous scellés des preuves « palpables » des jeux d'écritures frauduleux : 3,25 millions de francs, en bons de caisse anonymes, ont été découverts dans une cache en béton, elle-même dissimulée au fond d'un abreuvoir rempli de purin, dans la propriété que possède M. Gallion à Lozanne (Rhône).

L'étroite surveillance des comptes bancaires de la SIF avait révélé qu'un retrait de 4 millions de francs en espèces (provenant de la vente d'un logiciel fictif) correspondait, le même jour, à l'achat d'effets financiers qui demeuraient pourtant introuvables.

Mme Juliette Gallion et sa fille, Sandrine, vingt et un ans, cette dernière chargée de la comptabilité de la SIF, se cantonnant dans le même mutisme que leur mari et père incarcéré, deux perquisitions restèrent vaines. Mais une tentative avortée de revente d'une partie des bons de caisse contraignit Sandrine Gallion à passer aux aveux et à guider les enquêteurs jusqu'à la cache du trésor. Sur les conseils de son mari, Mme Gallion avait, auparavant, pu négocier 450 000 francs de bons « mis au frais » dans son congélateur et dissimuler les espèces obtenues près de la niche de son chien, un solide doberman.

Inculpées de « recel d'escroquerie », les deux femmes ont été écrouées le 19 février.

ROBERT BELLERET.

● **M. Toubon témoin chez un juge d'instruction.** – M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, a été entendu comme témoin, samedi 5 mars, par *M. Claude Grellier*, juge d'instruction à Paris. Sur plainte des Verts de Paris-Ecologie, celui-ci instruit une affaire d'infraction au code *électoral remontant à la campagne* pour les législatives de 1986 (*le Monde* du 7 janvier). Pour cette affaire, M. Robert Galley, trésorier du RPR, *pourrait être convoqué prochainement*, indique-t-on de source judiciaire.

FAITS DIVERS

Incidents et attentat à Ajaccio après une manifestation nationaliste

Des incidents, ont eu lieu dans la soirée du samedi 5 mars à Ajaccio dans le cadre d'une manifestation nationaliste corse qui a réuni un millier de personnes réclamant le statut politique *« pour les patriotes corses emprisonnés »*.

A l'appel d'A Riposta (le secours), l'association d'aide *« aux patriotes politiques emprisonnés »*, et de la Consulta Unita Nazionalista, le cortège avait défilé dans le calme au cours de l'après-midi en criant les slogans *« statut politique »* et *« liberté »*. Arrivés à une trentaine de mètres de la préfecture, bloqués par des barrières métalliques, les manifestants se sont regroupés en criant *« FLN, FLN »*, *« Etat français assassin »*.

Les incidents ont éclaté vers 18 h 30 après l'ordre de dispersion et ont duré jusqu'à 20 h 30. Un groupe d'une cinquantaine de jeunes gens a, tout d'abord, lancé des pétards en direction des forces de l'ordre. Celles-ci ont riposté en tirant des grenades lacrymogènes.

Après quelques minutes de face-à-face, un cordon de CRS est intervenu pour faire reculer la foule. Dans leur retraite, des *manifestants* ont fait exploser une voiture de la direction départementale de l'équipement garée devant les bureaux de cette administration, *puis ont* incendié une Simca 1100 sur le cours Napoléon. Au passage, les vitres d'un abribus, d'une agence du Crédit agricole et d'un hangar désaffecté ont été brisées, une borne à incendie et quelques poubelles détruites, et des détritus brûlés sur la chaussée.

Cinq personnes ont été interpellées puis relâchées dans la nuit de samedi à dimanche après vérification d'identité.

MÉDECINE

Les suites de l'affaire Milhaud

Un texte sur les comas dépassés est à l'étude

Dans son éditorial du dernier *Bulletin de l'ordre des médecins*, le docteur Louis René, président du conseil national de l'ordre des médecins, réclame d'urgence un texte de loi définissant les conditions dans lesquelles peuvent être effectués chez l'homme des essais thérapeutiques.

« La nécessité scientifique des essais thérapeutiques sur l'homme, écrit-il, *se double d'une obligation morale : il serait aujourd'hui immoral de proposer l'utilisation d'un nouveau médicament sans avoir déterminé s'il est utile ou nocif sur l'homme, alors que nous disposons d'une méthode permettant de le savoir. »*

Le docteur René souligne notamment le paradoxe qui voit, d'un côté, des essais thérapeutiques menés chez l'homme sans que ceux-ci lui soit bénéfiques et, d'un autre côté, le code pénal qui *« incrimine et sanctionne les atteintes volontaires à l'intégrité corporelle ». « Les problèmes moraux sont difficiles à résoudre lorsqu'il s'agit d'essais avec bénéfices thérapeutiques. Fussent-ils potentiels,* ajoute le docteur René, *ils deviennent redoutables lorsqu'il s'agit d'essais sur un sujet dont on sait qu'il ne pourra pas en retirer de bénéfice thérapeutique. Un texte de loi est devenu indispensable. Le Conseil de l'ordre a donné son avis, l'Académie de médecine et le Comité national consultatif d'éthique également. C'est aujourd'hui au législateur de remplir son rôle. »*

Parce qu'elle coïncide avec la controverse autour de l'« expérimentation d'Amiens », cette prise de position ne manquera pas d'être commentée.

L'expérience effectuée par le professeur Alain Milhaud sur un jeune homme en état de coma dépassé semble aujourd'hui avoir de nombreuses conséquences pratiques. *« Nous sommes très inquiets*, confie-t-on au conseil national de l'ordre des médecins. *En quelques jours nous avons eu connaissance de plusieurs cas de coma dépassé indiscutables pour lesquels les familles ont refusé d'autoriser le droit de débrancher aux anesthésistes-réanimateurs par crainte que ces derniers ne se livrent à leur insu à des expériences. »*

Il semble, d'autre part, qu'une démarche commune associant le conseil national de l'ordre de médecins, l'Académie nationale de médecine et le Comité national consultatif d'éthique sera entreprise prochainement afin de préciser de manière solennelle dans quel cadre une recherche clinique pourrait être menée sur ces organismes juridiquement morts que sont les comas dépassés. Parmi les principes essentiels retenus on devrait trouver : la constatation officielle de la mort par deux médecins indépendants de l'établissement concerné, l'avis positif d'un comité d'éthique indépendant, le respect de la sensibilité de la famille et la crédibilité scientifique du protocole expérimental retenu.

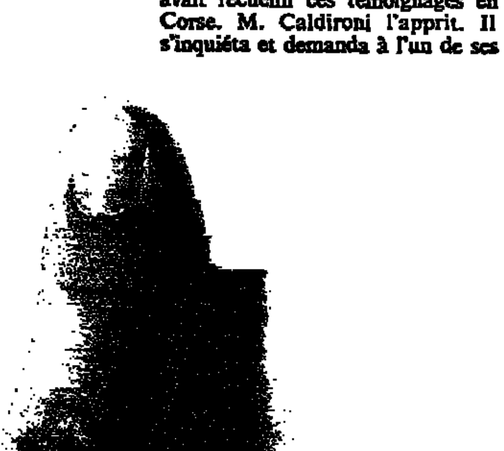
JEAN-YVES NAU.

A Nice

Manifestation de soutien au docteur Lagarde

Près d'un millier de malades venus de plusieurs régions de France et d'Italie ont défilé, le samedi 5 mars, à Nice, devant la prison où est incarcéré depuis vingt et un jours le docteur Philippe Lagarde (*le Monde* du 17 février). *« Certains d'entre nous vont mourir parce que nos traitements ont été interrompus »*, ont dit au micro certains cancéreux gravement atteints.

L'Association de défense des docteurs Lagarde et Roquette – inculpés, le 15 février dernier, d'escroquerie et d'exercice illégal de la pharmacie et de la biologie – a invité les patients des deux médecins à s'adresser individuellement par lettre au procureur de la République de Nice afin de hâter la libération du docteur Lagarde. Les malades rassemblés ont demandé *« à pouvoir bénéficier des méthodes de soins du docteur Lagarde même si elles sont contestées par la médecine officielle »*.



Société

JUSTICE

Un procès en responsabilité civile

La solitude d'une étudiante en médecine

Gravement brûlé aux mains en 1982 par un appareil de radiothérapie manipulé par une étudiante en médecine, le PDG d'une entreprise cinématographique, M. Daniel Cauchy, a obtenu, lundi 29 février, devant la première chambre du tribunal civil de Paris, une provision de 767 000 F de dommages et intérêts, qui devront être payés par la compagnie d'assurances La Médicale de France.

Atteint d'un psoriasis des ongles, M. Cauchy devait subir, en octobre 1982, une dizaine de séances de radiothérapie à l'hôpital Saint-Louis. Mais, avant la quatrième séance, son médecin traitant, le docteur Bernard Lepinay, était hospitalisé pour une maladie cardiaque, qui devait l'emporter. Aussi, un responsable du service de radiothérapie, le docteur Jean-Pierre Desprez-Curely, désignait Mlle Annie-Catherine Pataillot, une étudiante ayant accompli le deuxième cycle des études médicales, pour remplacer le docteur Lepinay.

Dès le lendemain, l'ensemble des doigts de M. Cauchy présentaient des brûlures internes très importantes, et un expert expliquait cette radiodermite par une *« mauvaise utilisation »* du matériel, et notamment par une erreur dans le choix du filtre.

Affligé d'une incapacité permanente partielle évaluée à 40 % par les expertises, M. Cauchy et son entreprise, la société CITECA, conseillés par Mes Pierre Jacquet et Patrice Carteron, engageaient des poursuites civiles contre les héritiers du docteur Lepinay, Mlle Pataillot et son assurance, La Médicale de France, ainsi que contre le docteur Desprez-Curely et son assurance, Le Sou médical.

Après cinq ans de procédure, le tribunal, présidé par M. Jean Guigue, constate que si Mlle Pataillot était habilitée à effectuer des remplacements en médecine générale, elle n'était pas titulaire d'une licence de remplacement des spécialistes, délivrée par le conseil départemental de l'ordre des médecins, qui lui aurait été nécessaire pour se substituer au docteur Lepinay. En observant que *« le praticien qui se fait remplacer par un confrère non qualifié, et,* a fortiori, *par un étudiant ne possédant pas les titres requis, engage sa responsabilité vis-à-vis des malades »*, les juges soulignent, toutefois, que le docteur Lepinay *« s'est trouvé dans un cas de force majeure, l'empêchant de procéder lui-même au choix de son remplaçant »* et déboute M. Cauchy de son action contre les héritiers du médecin.

Pour ce qui concerne le docteur Desprez-Curely, les magistrats déclarent que, en qualité de praticien de l'Assistance publique, sa responsabilité ne peut être mise en cause que devant le tribunal administratif.

Dès lors, Mlle Pataillot restait la seule responsable du préjudice subi par M. Cauchy, même si les juges citent le rapport d'un expert qui concluait : *« Si l'on considère qu'elle était une manipulatrice compétente, elle n'opérait pas sous le contrôle d'un médecin spécialisé en radiothérapie et n'avait aucune habitude de cet appareil. »*

Accident et chiffre d'affaires

La compagnie d'assurances La Médicale de France estimait qu'elle ne pouvait garantir l'étudiante, invoquant la nullité du contrat pour *« fausse déclaration »*, car Mlle Pataillot aurait *« trompé son assureur »* en indiquant seulement qu'elle effectuait des remplacements en médecine générale. Mais le tribunal déclare : *« Il appartient à l'assureur, qui revendique la nullité du contrat, de faire la preuve que l'omission ou la déclaration inexacte a été intentionnelle. (...) Mlle Pataillot, sollicitée d'urgence, a contacté La Médicale de France, sans qu'il soit prouvé qu'en remplissant le formulaire qui lui était soumis elle ait cherché à tromper la compagnie d'assurances sur la nature de ses activités. »*

La société CITECA demandait 900 000 F de dommages et intérêts pour compenser une baisse du chiffre d'affaires imputé à l'accident dont son PDG avait été victime. Le tribunal n'a pas jugé nécessaire d'accéder immédiatement à cette demande, mais désigne un expert qui a pour mission de vérifier si l'état de M. Cauchy a eu des incidences sur l'activité de la société et d'en mesurer l'importance. D'autres experts devront examiner à nouveau M. Cauchy, afin de déterminer, si possible, l'ensemble de son préjudice. Mais, d'ores et déjà, le tribunal, *« compte tenu de l'ancienneté de ce litige et de la gravité des blessures dont souffre le demandeur »*, a ordonné que le tiers des dommages et intérêts prononcés soit versé, même en cas d'appel.

MAURICE PEYROT.

DÉFENSE

Les femmes manquent de goût pour l'uniforme

Les femmes demeureraient-elles en marge de l'institution militaire et de la réflexion sur la défense ? Peut-être. En France, en tout cas, elles restent sceptiques, réservées et comme en retrait ou en attente face à un monde qui, jusqu'à présent, leur a, à peine et tout récemment, entrebâillé la porte d'entrée. Cette distance des Françaises par rapport aux questions de défense a été mise en évidence lors d'un colloque organisé, le jeudi 3 mars à Paris, par le Service d'information et de relations publiques des armées (SIRPA) sur une idée, à l'origine, de la commission armées-jeunesse, depuis longtemps préoccupée par ce problème.

Avec leurs 1 200 officiers féminins, leurs 14 000 sous-officiers féminins et leurs 5 000 volontaires féminines du service national, les trois armées et la gendarmerie restent, en 1988, un univers séculairement réservé aux hommes puisque la féminisation, commencée du temps où M. Charles Hernu était au ministère de la défense, ne concerne que 5 % du corps des officiers et 7 % de l'ensemble des sous-officiers.

Un test de citoyenneté

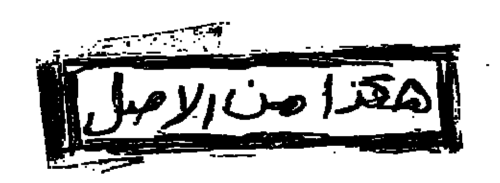
Pourquoi les femmes françaises ne se sentent-elles pas davantage impliquées, en temps de paix, par la sécurité de leur pays, quand on constate qu'elles représentent 52 % de la population, 53 % du corps électoral et 43 % des actifs ? En période de conflit, en revanche, les femmes ont su montrer leur esprit de défense, dans la Résistance par exemple, comme ouvrières de l'armement, infirmières ou encore comme ces volontaires féminines qui s'enrôlèrent dans les unités de la France libre à Londres.

Plus que les hommes, enfin, les femmes doutent de l'efficacité de l'armée, de la compétence des cadres militaires ou de l'adaptation des armées à l'évolution de la société française. Le service militaire ne leur paraît pas la panacée, et l'armée de métier les séduit davantage.

Le lieutenant-colonel Le Bourg, qui a rapporté ces sondages, croit pouvoir avancer l'idée que l'armée est rejetée par les femmes parce qu'elle symbolise la force et la violence, même si l'une et l'autre sont mises au service de la collectivité. Les femmes n'apprécient pas le risque de perdre des vies humaines : majoritairement (84 %), les hommes ont approuvé, par exemple, le raid français sur Ouadi-Doum, au Tchad, en 1986, quand seulement 35 % de femmes l'ont fait et, d'une façon générale, elles disent préférer céder à un éventuel chantage terroriste sur la vie des otages.

Ce manque d'intérêt des Françaises à l'égard de la défense trouve sans doute son origine dans leur manque d'intérêt global à tout ce qui touche la politique. *« Les femmes,* a observé le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Boyon, *occupent dans la vie publique une place qui n'est pas encore à la mesure du rôle qu'elles jouent, désormais, dans la vie économique et sociale. Et, du reste, la représentation politique des femmes est notoirement faible : 6 % à l'Assemblée nationale, 3 % au Sénat, 14 % dans les conseils municipaux et 21 % au Parlement européen. »*

Or l'accès à une fonction crée l'intérêt pour les responsabilités attachées à cette fonction, et il est possible, a ajouté en substance M. Boyon, que les questions de défense ne soient pas assez proches des centres d'intérêt des femmes. Leur attitude à venir à l'égard des problèmes de défense, sera *« un test de leur pleine accession à la citoyenneté politique »*, a estimé, de son côté, Mme Hélène Gisserot, la déléguée nationale à la condition féminine.



هكذا من الأصل

Sports

AUTOMOBILISME : le rallye du Portugal

La domination « Intégrale » de Lancia

L'Italien Massimo Biasion (Lancia Delta Intégrale) a remporté, le samedi 5 mars, le Rallye du Portugal, troisième manche du championnat du monde. Pour le baptême en compétition de la dernière version de la Delta, le pilote vénitien a effectué un véritable cavalier seul, en prenant la tête, dès la première épreuve spéciale, et en devançant à l'arrivée deux pilotes du Jolly Club (écurie semi-officielle Lancia), au volant de la Delta 4 WD : l'Italien Alessandro Fiorio à... 8 min. 46 sec et le Français Yves Loubet à 9 min. 22 sec. La firme italienne, déjà victorieuse au Monte-Carlo et en Suède, conforte sa première place au championnat du monde des marques. Mais, au classement des pilotes, c'est Alessandro Fioro qui précède le Finlandais Markku Alen

Les Lancia sont-elles devenues imbattables en championnat du monde des rallyes ? Avant l'apparition triomphale au Portugal de sa nouvelle Delta Intégrale, la firme italienne restait déjà sur neuf victoires consécutives avec sa Delta 4 WD. Autant dire que les titres mondiaux des marques et des pilotes lui étaient assurés en 1988, comme l'an dernier.

Pourquoi alors avoir décidé de concevoir – et donc de produire à cinq mille exemplaires au minimum par an pour l'homologation en compétition – une version encore plus performante de la Delta ? *« Nous avions constaté, l'an dernier, que la Delta 4 WD n'était pas suffisamment véloce sur asphalte,* répond Claudio Lombardi, le directeur technique de l'écurie. *Ce handicap se ressentait non seulement dans les deux épreuves mondiales disputées sur goudron (Tour de Corse et Rallye de San-Remo), mais aussi dans le cadre de divers championnats nationaux sur route dominés par des deux roues motrices, comme la Ford Sierra Cosworth. »*

Pour améliorer le comportement routier des Delta, les ingénieurs Lancia ont principalement orienté leurs efforts dans quatre directions : la puissance du moteur, le choix de pneus plus larges, la recherche d'une meilleure aérodynamique et d'une meilleure ventilation des radiateurs et de la transmission et le gain de poids.

Le règlement technique, qui impose, en 1988, l'utilisation d'un échangeur thermique de série pour le turbocompresseur, avait fait perdre, au Monte-Carlo comme en Suède, *une vingtaine de chevaux* à la 4 WD par rapport à l'an dernier. Le montage en série sur l'Intégrale, commercialisée depuis novembre, d'un turbocompresseur plus volumineux, a permis de revenir à la puissance de 1987 (250 à 260 chevaux). Une nouvelle transmission, avec une boîte de vitesse à six rapports, dès le prochain Safary Rally (1er au 4 avril), devrait encore permettre à l'Intégrale de tirer un meilleur parti de cette puissance.

Sur asphalte, la 4 WD était surtout *handicapée par une usure* excessive des pneus. L'adoption de jantes de seize pouces (au lieu de quinze auparavant) a permis d'augmenter sensiblement les dimensions des pneus et donc de gagner en motricité et en adhérence dans les virages. Pour abriter ces pneus, les ailes ont dû être élargies, ce qui modifie la silhouette de la Delta. Les autres modifications extérieures portent sur la présence de nouvelles ouïes d'aération sur le capot moteur et le pare-chocs avant pour assurer *un meilleur refroidissement du* moteur et de la transmission. Afin de gagner du poids, le système de suspensions a été simplifié au niveau des bras et des triangles. Les moyeus ne sont plus en fonte mais en acier. Le gain total de poids atteint 48 kilos et ramène l'Intégrale à 890 kilos.

L'écrasante domination de Massimo Biasion au Portugal n'a pas permis de situer les possibilités réelles de l'Intégrale. Le Vénitien n'a même pas eu à en découdre avec ses deux coéquipiers. Le Suédois Mikaël Ericsson a dû abandonner sur bris de différentiel avant dans la *deuxième étape, après avoir connu* des problèmes de transmission dans la première. Le Finlandais Markku Alen, vainqueur le mois dernier en Suède et l'an dernier à Lisbonne, a perdu toutes ses chances de convoiter un sixième succès au Portugal, pour sa centième épreuve du championnat du monde, en perdant 12 min. 40 sec. sur Biasion, pour une boîte de vitesse bloquée dans la super-spéciale d'Estoril, disputée en prologue du Rallye.

Une seconde par kilomètre

Dans l'optique du prochain Tour de Corse (3 au 6 mai), la seule manche *européenne du championnat* du monde qui avait échappé à Lancia en 1987, le comportement de l'Intégrale a surtout été épié lors des premières épreuves spéciales disputées sur route. *Aux dires de Claudio* Lombardi, l'amélioration des performances de l'Intégrale par rapport à la 4WD, serait de l'ordre de 1 seconde par kilomètre sur asphalte. Une estimation qui s'est vérifiée, si on compare les temps de Massimo Biasion (Intégrale) et d'Yves Loubet (4WD), deux des meilleurs pilotes sur ce type de revêtement. Mais ce gain sera-t-il suffisant pour permettre à Lancia d'étendre sa domination à la Corse ?

En l'absence de BMW, qui avait triomphé l'an dernier avec Bernard Béguin, la principale opposition pour la firme italienne viendra des Ford Sierra Cosworth, dont les nouveaux modèles devaient débuter au Portugal. Une grève des usines en Grande-Bretagne a contraint le Suédois Stig Blomqvist, le Français Didier Auriol et l'Espagnol Carlos Sainz à utiliser leur voiture de l'an dernier. Or, malgré ce handicap, Didier Auriol a remporté trois des *neuf premières spéciales et a fait jeu* égal avec Massimo Biasion sur l'ensemble des secteurs routiers de la première étape, avant de devoir abandonner dans la deuxième, sur bris de suspension avant.

Dès lors, l'incertitude reste de mise pour le Tour de Corse. Didier Auriol, champion de France des rallyes *sur route ces deux dernières* années, devrait enfin y disposer de la nouvelle Sierra Cosworth, allégée de près de 100 kilos. Mais il devra faire face à une redoutable coalition des virtuoses de l'asphalte, puisque Lancia a décidé de confier ses trois Intégrale à Massimo Biasion, Bruno Saby, le vainqueur du Monte-Carlo, *et au* Corse Yves Loubet.

GÉRARD ALBOUY.

RUGBY : Tournoi des cinq nations

Triple couronne galloise

En battant les Irlandais (12-9), samedi 5 mars à Lansdowne-Road, les Gallois ont emporté la triple couronne – victoire sur les trois autres équipes britanniques engagées dans le Tournoi des cinq nations – pour la dix-septième fois de leur histoire et pour la première fois depuis 1979. S'ils sont victorieux des Français le 19 mars prochain à l'Arms Park de Cardiff les Diables rouges réaliseront leur premier grand chelem depuis 1978.

Le Quinze de France qui doit être composé, le mercredi 9 mars, dans les locaux de notre confrère *l'Equipe* empêchera-t-il les Gallois de réussir le 19 mars prochain la quatrième levée du grand chelem rugbystique dans l'édition 1988 du Tournoi des cinq nations ?

On a beau dire que *« les grandes équipes ne meurent jamais »,* la *question aurait été incongrue il* y a seulement douze mois, tant le Quize au poireau semblait avoir son avenir derrière lui. La grande époque des Barry John, Phil Bennett et Garreth Edwards paraissait à jamais révolue. D'ailleurs, depuis le début des années 80, les cœurs gallois, qui naguère hérissaient de frousse l'échine de leurs adversaires à l'Arms Park, ne faisaient plus peur à personne.

Le déclin du Quinze au poireau, qui avait dominé le rugby européen depuis la dernière guerre mondiale en remportant notamment cinq grands chelems, était généralement imputé à une circonstance socio-économique : la fermeture des mines galloises.

Contrairement aux rugbys anglais et écossais qui ont toujours recruté à la porte des universités, l'ovale galloise trouvait ses forces vives au fond des puits de la Rhondda Valley. Le ballon pointu et la chope de bière étaient en effet les deux seuls exutoires au mortel ennui des villages de briques noircies par la poussière des corons. *Mineurs ou fils de* mineurs, les joueurs de la principauté méritèrent mille fois leur surnom de Diables rouges qui leur fut donné en raison de la couleur triom*phante de leur maillot. La crise* du charbon a précédé de peu la crise du rugby gallois, un tunnel obscur de dix ans.

La première lueur de renouveau est apparue au cœur de l'hiver austral, en juillet dernier, lorsque l'équipe de Ray Williams a arraché la troisième place de la première Coupe du monde de rugby aux Australiens. Un coup de chance dû à la démobilisation des Wallabies après leur défaite en demi-finale contre la France ? On a pu le penser jusqu'à ce que débute le Tournoi des cinq nations 1988.

Les trois victoires sur les autres nations britanniques ont montré que le travail entrepris depuis deux saisons par le nouvel entraîneur, Tony Gray, commence à porter ses fruits. Préparés physiquement par un ancien champion olympique (1964) de saut en longueur, Lynn Davies, Gallois bon teint, le « squad » a désormais assez de muscles et de souffle pour rester en mouvement quatre-vingt minutes.

Cela ne veut pas dire pour autant que l'équipe 1988 a beaucoup de points communs avec celle de 1978. Certes elle domine physiquement comme son aînée mais avec une certaine fébrilité. On l'a vu samedi sur la pelouse de Landsdowne Road *quand les « rouges » se laissèrent* entraînés par les « verts » dans une méchante bagarre générale. Un tel manque de « self-control » aurait valu à l'équipe de France une lourde réprobation.

Jonathan Davies décevant

Mais le comportement le plus décevant a sans doute été celui du demi-d'ouverture Jonathan Davies,pourtant présenté comme une pure merveille à l'égal de ses grands prédécesseurs à ce poste, Barry John et Phil Bennett. Excepté un drop très proprement ajusté à la quatrième minute, l'ouvreur se sin*gularisa surtout en ratant cinq* autres autres tentatives dans des circonstances qui ne justifiaient pas forcément le jeu au pied.

A sa décharge, il faut reconnaître que l'absence d'un véritable centre dans son dos ne lui facilita pas la tâche. En tout cas la seule expérience de jeu déployé – en début de seconde période – avorta lamentablement en dépit du surnombre gallois. Bref, le ballon dépassa rarement les mains du demi de mêlée Robert Jones qui s'obstina à taper tête la première dans le mur irlandais alors que après l'essai en force de Moriarty (44e min.), cela ne passerait manifestement plus. Cet entêtement faillit coûter cher aux Gallois *qui encaissèrent un essai en* contre du talonneur Kingston à la 20e minute.

Comme à Roturora contre les Australiens, les Gallois ont arraché la victoire grâce à la botte de l'arrière Paul Thorburn qui a réussi une pénalité pendant les arrêts de jeu.

Cette description ne devrait cependant pas laisser croire aux Français que le match de l'Arms Park sera une partie de plaisir. Bien au contraire. En dépit de la blessure du deuxième ligne Noster, qui priva le pays de Galles de nombreux ballons en touche, les avants du poireau ont été impressionnants dans la synchronisation en mêlées – ouvertes et fermées, – *et dans la vivacité des* enchaînements. Les deux flankers (troisièmes lignes aile) Philips et Collins ont ainsi couvert un terrain considérable.

Plus que la manière c'était donc le résultat qu'il fallait retenir : les Gallois voulaient gagner et ils ont gagné. C'est un paramètre nouveau *dans le rugby de la fin des* années 80 ; les sélectionneurs français ne pourront pas le négliger.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME : les championnats d'Europe en salle



Le bond victorieux – à 2,39 mètres – du Suédois Sjoeberg.

Echec tricolore

Privée de la plupart de ses vedettes, l'équipe de France d'athlétisme est rentrée bredouille des XIXes championnats d'Europe en salle, *qui ont eu lieu à Budapest le samedi 5 et le dimanche 6 mars. Comme* en 1979 à Vienne (Autriche), les athlètes français n'ont obtenu aucune médaille et totalisé seulement six places de finaliste.

Après les six médailles, dont trois titres européens, glanées à Liévin l'an dernier, l'échec est retentissant. Alain Piron, le directeur technique national, tentait cependant de le relativiser : *« De même que les succès de l'an dernier ne voulaient pas dire que nous étions au sommet, l'échec de Budapest ne signifie pas que nous sommes au creux de la vague. »* Il confirme en tout cas le constat sans cesse rappelé par Robert Bobin, le président de la Fédération française d'athlétisme : *« Notre élite n'est pas assez dense. »*

En l'absence des meilleurs – blessés, à court de forme ou en cours de préparation pour les championnats du monde de cross-country, – les chances françaises reposaient essentiellement sur Lau*rence Elloy (5e du 60 mètres haies) et* Philippe Collet *(5e à la perche).* Ces deux athlètes ont déçu. Les autres n'ont pas créé la surprise. Cela explique l'ampleur du revers tricolore au terme d'une épreuve marquée par quelques performances de niveau mondial : Patrick Sjoeberg (2,39 m en hauteur masculine), Stefka Kostadinova (2,04 m en hau*teur féminine), Heike Drechsler (7,30 m en longueur féminine) et* Nelly Cooman (7 s 04 au 60 mètres féminin).

SPORTS ÉQUESTRES : le Jumping de Paris

« Jappeloup » perd d'un sabot

Le Britannique John Whitaker sur *Next Milton* a remporté, le dimanche 6 mars, au Palais omnisport de Bercy, le grand prix du Jumping international de Paris devant Pierre Durand sur son cheval vedette *Jappeloup de Luze*. La veille, Eric Navet, sur *Naïka de Baussy*, avait franchi un mur de 2,30 m, se classant ainsi premier de l'épreuve de puissance en distançant ses concurrents.

Sur la piste de Bercy, la lutte a été serrée entre les deux montures. Deux manches n'ont pas suffi à départager *le petit cheval* noir de son fier compagnon gris. Deux manches au cours desquelles le prestigieux *Jappeloup* et le non moins brillant *Milton* ont avalé les obstacles avec une sorte de jubilation interne.

Oreilles dressées en avant, signe de concentration intense selon son cavalier, *Jappeloup* survole barres et rivière de fortune. Le grand *Milton*, lui, semble plus faire confiance à sa puissante détente pour s'élever majestueusement au-dessus de tous *ces décors de fleurs qui encombrent* la piste.

Deux chevaux dissemblables et pourtant rivaux dans la beauté de leurs sauts. Deux bêtes capables de tenir en haleine des spectateurs éblouis par tant d'agilité.

Trente et un concurrents ont déjà heurté ces terribles pièges qui se dressent *devant les chevaux. À côté* des vedettes françaises et anglaises, seul un cavalier suisse, Markus Fuchs, sur *Moët et Chandon Shandor II*, est parvenu au terme des deux manches sans encombre. Maintenant il faut passer aux choses sérieuses. Cela nécessite un nouveau parcours et, surtout, le jugement du chronomètre pour départager les finalistes.

John Whitaker, le cavalier qui sourit rarement, est le premier à s'élancer. Il est le premier à pousser son grand cheval d'un saut à l'autre. Il est surtout le premier à faire virer sa monture très rapidement après les réceptions. Les dix mille personnes garnissant les gradins de Bercy admirent l'exploit qui permet de gagner de précieuses secondes, quitte à affronter les obstacles suivants par le travers.

Les longues foulées de *Milton* s'enchaînent sans défaillance. Le couple anglais réussit à boucler le trajet en 32 sec. 75 100. Un temps que Pierre Durand se fixe comme objectif à battre. Le cavalier bordelais choisit de prendre les mêmes options que son rival. Lui aussi fait tourner son cheval juste au pied des obstacles. *Lui aussi réussit* à enchaîner les mouvements à grande vitesse, grignotant même quelques centièmes de seconde au passage.

« Le petit métronome » *Jappeloup* ainsi que le nomme son cavalier obéit calmement avec des gestes parfaits. Jusqu'à ce dernier obstacle où, dans le bruit de la barre qui tombe, s'envole *la victoire. Une* barre, soit 4 points, a coûté la première place au couple français. Avec le cavalier suisse qui préfère abandonner, ils doivent s'incliner devant *Milton*.

« J'ai peut-être anticipé le faux pas du cheval en me jetant en avant lors du dernier obstacle », explique Pierre Durand. L'homme s'accuse pour mieux mettre en avant les qualités de sa monture. Il évoque le très bon temps réalisé par *Jappeloup* (27 100 de moins que *Milton*). Il avoue sa surprise à constater combien son compagnon est compétitif après une longue interruption.

Depuis les épreuves de Londres, à la *mi-décembre, le petit cheval noir* n'a pas connu l'ambiance des concours. Mais son maître semble bien avoir géré les temps morts. L'athlète à quatre pattes a trouvé le repos au château de Néac, en Gironde. Le temps humide et les prairies inondées ne l'ont pas empêché de parfaite sa condition physique grâce *« à des séances de musculation et des promenades »*.

Quelques semaines sans saut n'ont pas perturbé la vedette. Au contraire, au dire de son maître, *cette quiétude a été* favorable au moral. *« Face à une saison très longue, il faut savoir ménager nos athlètes »,* assure, avec un sourire, Pierre Durand. A douze ans, *Jappeloup* paraît apprécier ces moments de repos qui ne l'empêchent pas de revenir *« calme et serein »* pour affronter les obstacles et le bruit de fourchettes des spectateurs-convives qui festoient.

A défaut de victoire à Paris, Pierre Durand a, au moins, la satisfaction de constater que les interruptions ne nuisent pas à son cheval. *« C'est un enseignement dans la perspective des prochains Jeux olympiques, car il va y avoir un mois sans concours avant les épreuves de Séoul. »*

En attendant ce rendez-vous, *Jappeloup* va poursuivre ses duels avec *Milton*. Car ces deux chevaux, *« exceptionnels »*, selon John Whitaker, vont encore se mesurer lors de la finale de la Coupe du monde, le 10 avril à Göteborg, en Suède. Le couple anglais, malgré ses victoires sur le circuit américain, était à la recherche de points lors d'épreuves européennes. A Paris, *Milton* est venu empocher ceux qui manquaient à son maître pour assurer sa *qualification*.

Le petit cheval bordelais, lui, va maintenant se préparer pour la revanche en pensant à la dernière barre, celle qui peut décider de tout.

SERGE BOLLOCH.

Une équipe française de dressage à Séoul

Une équipe de France va participer au concours de dressage des prochains Jeux olympiques de Séoul a annoncé le président de la Fédération française d'équitation, Jean-François Chary, lors du Jumping de Paris. L'arrivée d'un nouveau parrain, les P et T, *qui ont récemment acheté le cheval allemand Ramon Navarro*, spécialiste de cette discipline, a hâté cette décision. Découvert par Margit Otto Crépin, championne d'Europe en titre, et choisi par Christian Carde, l'entraîneur national, *Ramon Navarro*, rebaptisé *le Poste* (il a été acheté 1,2 million de francs, soit 4 F par postier), sera monté par Dominique Flamand, écuyer civil du Cadre noir de Saumur.

● **SKI ALPIN : *l'équipe féminine suisse décimée.*** – La descente dames, disputée vendredi 4 mars à Aspen (Colorado), a dû être interrompue pour mauvaise visibilité. Cette décision a fait suite aux nombreuses chutes dont ont été victimes les premières concurrentes. Pour l'équipe suisse, il s'agit même d'une hécatombe, puisque Béatrice Gafner, Vreni Schneider et Maria Walliser se sont blessées en tombant toutes, presque au même endroit. Pour les trois skieuses, la saison est maintenant terminée. Comme pour sauver l'honneur de son équipe, Brigitte Oertli a remporté la descente qui s'est finalement courue samedi. Le lendemain, l'Autrichienne Roswitha Steiner a signé sa retraite sportive en gagnant le dernier slalom de la saison.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingt-sixième journée)

Limoges b. *Saint-Étienne	102-88
*Mulhouse b. Cholet	78-68
*Antibes b. Avignon	105-77
Monaco b. *Caen	87-79
*Nantes b. Tours	79-75
*Vichy b. Villeurbanne	85-80
*RCF Paris b. Lorient	101-93
*Reims b. Orthez	104-97

Classement. – 1. Limoges, 70 pts ; 2. Cholet, 66 pts ; 3. Monaco, 65 Pts ; 4. Nantes, 61 pts ; 5. RCF Paris, 60 pts, 6. Orthez, Villeurbanne, 59 pts.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Première division
Vingt-septième journée

*Toulouse b. Lille	2-1
*Montpellier b. Laval	2-1
*Paris-SG b. Toulon	1-0
*Le Havre et Matra Racing	1-1
*Niort et Bordeaux	0-0
*Lens b. Saint-Étienne	1-0
*Monaco b. Cannes	4-1
*Marseille b. Nantes	3-0
*Auxerre b. Nice	2-0
*Metz et Brest	1-1

● **Classement.** – 1. Monaco, 39 pts ; 2. Matra Racing, 35 ; 3. Bordeaux, 34 ; 4. Marseille, 31 ; 5. Auxerre, Saint-Etienne, 30 ; 7. Cannes, 29 ; 8. Metz, 28 ; 9. Toulon, Montpellier, 27 ; 11. Laval, Toulouse, 26 13. Nantes, Lens, 25 ; 15. Lille, Niort, 24 ; 17. Nice, Paris-SG, 22 ; 19. Brest, 20 ; 20. Le Havre, 16.

Deuxième division
Vingt-cinquième journée
Groupe A

Sète b. *Montceau	1-0
*Alès b. Cuiseaux-Loire	2-0
*Le Puy b. Dijon	2-0
Gueugnon b. *Lyon	2-0
Sochaux b. *Tours	4-1
*Istres et Châtellerault	0-0
*Bastia b. Nîmes	2-1
*Ajaccio et Martigues	0-0
*Grenoble b. Orléans	3-2

● **Classement.** – 1. Sochaux, 45 ; 2. Montceau, 33 ; 3. Lyon, 32 ; 4. Nîmes, Alès, 29 ; 6. Cuiseaux-Loire, 28.

Groupe B

*Reims et Nancy	1-1
*Beauvais b. La Roche	1-0
*Quimper b. Saint-Dizier	2-1
*Angers b. Lorient	2-1
*Abbeville et Guingamp	0-0
*Rennes b. Entente MF 77	1-0
Strasbourg b. *Dunkerque	1-0
*Caen b. Rouen	1-0
*Mulhouse b. Valencienne	1-0

● **Classement.** – 1. Strasbourg, 39 ; 2. Caen, 36 ; 3. Rouen, Mulhouse, 30 ; 5. Nancy, 27 ; 6. Reims, Dunkerque, 26.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Onzième journée
Groupe A
Poule 1

*Grenoble b. Béziers	18-3
*Tarbes b. Lourdes	27-12
Toulon b. Saint-Jean-de-Luz	14-9
*Agen b. Pau	47-6

● **Classement.** – 1. Toulon, 31 ; 2. Agen, 27 ; 3. Grenoble, 25.

Poule 2

*Dax b. Auch	34-12
Graulhet b. *Valence	10-3
*Bègles-Bord b. Tulle	60-21
*Aurillac b. Perpignan R	18-13

● **Classement.** – 1. Dax, 28 ; 2. Bègles-Bord, 27 ; 3. Graulhet, 25.

Poule 3

*Montferrand b. Toulouse	18-4
*Racing CF b. Bourgoin-J	24-15
*Bayonne b. Romans	15-3
Biarritz b. *Monchanin	9-7

● **Classement.** – 1. Toulouse, Racing-CF, 27 ; 3. Montferrand, Bourgoin-J, 25.

Poule 4

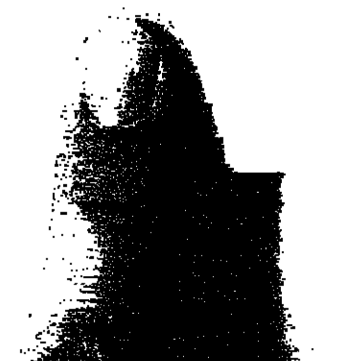
*Narbonne b. Mont-de-Marsan	26-12
Marmande b. *Hyères	15-9
*Nice b. Tyrosse	10-9
*Brive b. Bagnères	25-15

● **Classement.** – 1. Brive, Narbonne, 27 ; 3. Mont-de-Marsan, 25.

Ski de fond

VASALOPPET

La Vasaloppet disputée entre les villes suédoises de Sadlen et Mora a été gagnée par les frères Anders et Oerjan Blomqvist, classés ex-aequo pour la première fois dans l'histoire de l'épreuve.

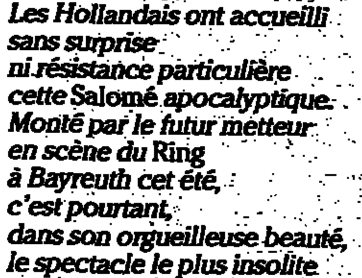


Culture

MUSIQUES

« Salomé » mise en scène par Harry Kupfer à Amsterdam

Les damnés



Les Hollandais ont accueilli sans surprise ni résistance particulière cette Salomé *apocalyptique. Monté par le futur metteur en scène du* Ring *à Bayreuth cet été, c'est pourtant, dans son orgueilleuse beauté, le spectacle le plus insolite et le plus provocant que l'on puisse imaginer.*

Oui, le plus étonnant, dans cette très déconcertante soirée, c'est qu'elle se *termine en pétard* mouillé. Deux ou trois tours d'applaudissements, un enthousiasme mesuré. Et les spectateurs de l'Opéra néerlandais s'en retournent chez eux, nullement choqués.

On s'attendait à des vivats, à des huées, à des duels : rarement les droits du metteur en scène ont été aussi hautement revendiqués. Sujet biblique, esthétique fin de siècle de la musique et du livret, Harry Kupfer arrache l'œuvre, racines comprises, à ce terreau d'origine. Il n'en veut qu'à la graine : la violence. Il s'aide d'équivalences modernes pour expliquer pourquoi la pièce d'Oscar Wilde fit scandale et l'opéra de Richard Strauss fut presque unanimement rejeté. Perversion égale de la sainteté et de la chasteté, fétichisme, frigidité : il montre comment tout cela — le sujet de *Salomé* — peut aujourd'hui être montré : avec, de bout en bout, escalade dans l'excès.

Nous voici donc parachutés en pays inconnu, dans quelque camp de desperados vêtus comme Al Capone, meublés 1930, armés de fusils-mitrailleurs, servis par des soubrettes aux cheveux violets, colonie de damnés dont il semble qu'on soit en train de partager la dernière nuit. Un prophète aux faux airs de Che Guevara hurle de sa prison que la lune va se changer en sang. Le monde s'écroule, tout est permis.

Cathédrale de verre

Cuir, acier, néons, tubulures, la princesse de Judée va chanter dans un décor de rock dur : *No future...* Pieds nus ou perchés sur des talons aiguilles, elle s'enroule comme un chat autour des jambes de Jochanaan, le flatte de la tête, rampe à ses pieds, s'offre à lui cuisses ouvertes, et cette scène de séduction ressemble à un clip télévisé à peine un peu poussé. « *Danse pour moi, Salomé* » Hérode, qui semble ici avoir tâté aux drogues dures plutôt qu'aux vins de Judée, tantôt hystérique, tantôt tétanisé, prononce la phrase-clé qui accule la « vierge chaste » dans sa fonction d'objet.

Dès lors, la tension va monter. La danse des sept voiles est une séance de strip-tease, voyeurisme et défoulement primitif mêlés, pour laquelle Salomé apparaît dans un accoutrement invraisemblable : manteau de *strass, tunique zippée*, perruque de grand sorcier. Puis le bourreau aux yeux bandés arrive nu pour le sacrifice. L'héroïne a revêtu la tunique



JAAP PIETERS

Eva-Maria Bundschuh, dans le rôle de Salomé

blanche des hôpitaux psychiatriques. Et la tête tranchée du sacrifié va y laisser, après qu'elle l'eut serrée entre ses cuisses, une grande tache ensanglantée.

L'art d'Harry Kupfer est moins dans la froide maîtrise de ces débordements érotico-psychanalytiques que dans sa façon de retenir certains éléments du livret pour les transporter ailleurs, démesurément amplifiés. Ainsi le thème central du regard — regard d'Hérode que Salomé refuse, regard de Jochanaan qu'elle n'a pas su retenir, pouvoirs supposés de Jochanaan « qui a vu Dieu » — est-il décliné par la totalité du décor de Wilfried Wertz. Le palais du tétrarque est en effet transformé en cathédrale de verre, entièrement transparente ; la tombe dans laquelle Jochanaan est retenu prisonnier s'ouvre, bouche d'ombre, sous un immense escalier de plexiglace, coulée brillante et translucide, toile d'araignée démesurée sur laquelle les personnages viennent se fixer comme des mouches affolées.

Le successeur de Felsenstein au Komische Oper de Berlin-Est sait, enfin, mieux que personne déplacer l'*attention de la scène à la fosse* : c'est, semble-t-il nous dire, la musique de Strauss qui mène cette ronde infernale, c'est elle qui, d'un brusque éclair instrumental, réveille les personnages de leur torpeur ; c'est dans certains traits de clarinette, certain râclement de violoncelle, certains hurlements de cuivres emmêlées, que triomphe l'impudeur. Et il arrive que Kupfer fasse ramper Salomé jusqu'à ce cratère, la tête relevée tout près du vide, comme si la lave orchestrale allait la brûler.

Hartmut Haenchen, très jeune responsable de la musique à l'Opéra néerlandais, ne fait, hélas, pas partie des chefs d'orchestre volcaniques. La partition, néanmoins, est en place, ce qui est déjà beaucoup. Mais les motifs sont insuffisamment hiérarchisés et les fulgurances instrumentales curieusement gommées dans cette fosse immense, trop grande pour que l'Orchestre philharmonique de Rotterdam garde, pour l'acoustique, son unité.

Eva-Maria Bundschuh, également berlinoise de l'Est, a commencé sa carrière comme mezzo. Elle incarne une Salomé un peu âgée pour le rôle et — ce qui est plus grave — au timbre trop lourd pour émerger des tutti d'orchestre. Voix d'une grande musicalité, néanmoins, comme celle de la grande Helga Dernesch (Hérodiade), de Günter Neumann (Hérode), de John Bröcheler (Jochanaan) et de la jeune Deborah Stuart-Roberts, petit page en tenue punk.

ANNE REY.

★ Prochaines représentations : les 7, 10 et 13 mars, à 20 heures.

Un second souffle pour l'Opéra néerlandais

Ouvert en septembre 1986, le nouvel opéra d'Amsterdam n'a pas désempli depuis. Les programmes de la saison 89-90 sont en passe d'être bouclés. Le niveau international souhaité par la ville et la municipalité a d'emblée été atteint avec un *Falstaff* très bien chanté (*le Monde* du 2 octobre 1986). Ces ambitions ont été confirmées depuis par des productions comme la *Chauve-souris* (direction Harnoncourt) ou un *Boris Godounov* déjà mis en scène par Harry Kupfer.

Pourtant, l'intendant auquel ont doit une si brillante lancée devait démissionner à Noël dernier. Non qu'il soit reproché à M. Van Vlijmen d'avoir dilapidé ses deniers : le déficit actuel de 7 millions de florins (21 millions de francs environ) était prévisible dès la fin de la première saison et, sur un budget total de 30 millions *de florins, n'apparaît pas si considérable* en période de lancement : les normes de rentabilité comme le coût des productions dans cette nouvelle salle, sur cette scène à l'ouverture immense, avaient été, dès l'origine, sous-évalués.

Si le ministre de la culture néerlandais n'a pas soutenu son intendant après l'avoir lui-même nommé, c'est, semble-t-il, que ce dernier — compositeur de métier — n'avait pas toutes les qualités diplomatiques requises dans une structure administrative compliquée : sur la scène du nouvel établissement doivent en effet se succéder, en vertu d'un planning *diabolique*, les spectacles de deux unités de productions (l'opéra, le ballet, doté chacun d'une direction artistique autonome) et, au sein d'une section distincte, des spectacles invités.

Un rapport a été demandé au bureau Thomas Harris, qui vient de rendre ses conclusions. Le *remplaçant* de M. Van Vlijmen — probablement un chef d'orchestre — devrait être nommé sans tarder et ses responsabilités limitées au secteur artistique. Mme Truze Lodder, qui assure actuellement l'intérim à la direction générale de l'Opéra sera officiellement confirmée dans ses fonctions.

Pour résorber peu à peu le déficit, le ministre Brückman a déjà demandé que le nombre annuel de représentations d'opéras soit porté de 70 à 100 et la décentralisation assurée à La Haye et à Rotterdam. Certains postes, essentiellement techniques, ne seront pas renouvelés.

Il semble pourtant qu'avant *toute chose une ambiguïté originelle* doive être levée : la vocation de ce nouvel opéra est-elle bien, en priorité, la création lyrique et chorégraphique ? Et si c'est le cas, n'est-ce pas aux « créatifs » de mener la barque ? C'était la solution préconisée par Gérard Mortier, patron de la Monnaie de Bruxelles, au moment du départ de Van Vijlem. Elle n'a pas été retenue.

A. R.

DISQUES

Leonard Cohen au laser

En 1967, un disque (*The Songs of Leonard Cohen*) introduit la poésie classique dans le monde du rock encore sous le coup des chansons flamboyantes de Bob Dylan et des Beatles. Le ton intimiste qu'apporte Cohen, le timbre de sa voix, cette manière de chanter tout en murmures des mélodies mélancoliques ou pathétiques comme *Suzanne, The Stranger Song, So Long Marianne, Bird on a Wire, The Partisan*, font de lui une rock-star en dépit des apparences. Huit autres albums suivront, imaginés sans se presser, mûris avant de surgir comme des confidences d'un homme *discret*, secret.

Vingt et un ans après ses débuts dans la chanson, Leonard Cohen, imperturbablement nonchalant et toujours plongé dans ce qu'il nomme ironiquement « *la non-certitude* » publie un nouvel album (*I'm your Man*), parfaitement dans l'air du temps, qu'il s'agisse de la technique, du son ou de la cohabitation des genres (*rock, jazz, country et valse*).

Parallèlement, la firme CBS édite en compact tout le catalogue du chanteur. Notamment *Songs from a Room*, qui ferma les années 60 avant les premières tournées européennes ; *New Skin for the Old Ceremony* enregistré en *1974*, où l'on trouve quelques-unes des plus belles mélodies, et *Recent Songs* où Cohen s'entoura d'aussi magnifiques musiciens que John Bilezikjian à l'oud et Raffi Hakopian au violon pour interpréter *Ballad of the Absent Mare*.

En avril prochain, Leonard Cohen entreprend une nouvelle *tournée* européenne de deux mois. Il sera au Grand Rex le 27 mai.

C. F.

★ CBS.

J. F. Jenny Clark : « Unison »

Un disque sans fioriture, sans faiblesse ni reniement. J. F. Jenny Clark, qui est sans conteste un des quatre meilleurs bassistes actuels au monde (ne cherchez pas les autres ; comme dirait Bernard Frank, ce n'est qu'une formule rhétorique, mais en ce qui concerne Jenny Clark elle est vraie), signe enfin son premier *disque. Il est à sa mesure* : saisissant, émouvant, tout du long, porté par un son exact et parfois, pour des raisons longues à exposer, troublant.

★ 1 CD CMP.

Kirk, Mingus et autres inédits de l'INA

L'INA lance une deuxième vague de cinq compacts d'archives. A partir de concerts enregistrés en France par Radio-France, est en train de se constituer un catalogue exceptionnel, largement composé d'inédits et présenté d'excellente façon. A retenir, de cette livraison, le *Bill Evans live in Paris* (1972), Freddy King à Antibes, Wes Montgomery en 1965 avec un superbe Johnny Griffin, Roland Kirk en 1970 dans une surprenante interprétation de « Petite fleur », et Mingus dans l'un de ses meilleurs concerts jamais enregistrés : c'était *le 18* avril *1964, salle* Wagram, quelques semaines avant la mort d'Eric Dolphy.

F. M.

★ FCD, 109 à 111.

Les « Brandebourgeois » par le Musica antiqua de Cologne

Rien n'arrête les « baroqueux ». En tout cas, Reinhardt Goebel et ses musiciens sont les premiers à avoir osé enregistrer les *Concertos brandebourgeois*, de Bach, à une vitesse aussi vertigineuse, rythmes fiévreux mais bondissants, exemplairement.

Le temps est le seul adversaire, semblent nous dire les interprètes allemands, la mort n'est jamais très loin lorsque la lenteur investit le décor baroque, et la perfor*mance technique n'est jamais*, avec eux, une fin en soi. Si les instruments d'époque sonnent juste, c'est bien ici. Admirable de cohésion, de délié et de finesse, le Musica antiqua entend donner tout autre chose qu'une leçon de virtuosité. Alors, quoi ? Arracher ce Bach rabâché à nos habitudes d'écoute, plus sûrement encore que Harnoncourt, Leonhardt ou Koopman ne l'ont fait.

Bach ne sort certes pas toujours intact de ces tempos presque oppressants, il faut avoir le pied marin pour ne pas être balayé par cette ivresse. Mais voilà bien une interprétation radicale (en complément, et joué dans le même esprit : le *Triple concerto*, BWV 1044).

R. T.

★ 2 CD Archiv.

COULISSES

Messiaen honoré par l'Académie Charles-Cros

Le quarante et unième Grand Prix « in honorem » de l'Académie du disque Charles-Cros ira, le mercredi 9 mars, à Olivier Messiaen, dont le *Saint François d'Assise* est sorti cette année chez Cybelia, la *Turangalîla-Symphonie* chez EMI et le *Livre du Saint-Sacrement* chez Unicorn, ainsi qu'à Vlado Perlemuter pour les *Etudes* de Chopin, chez Nimbus.

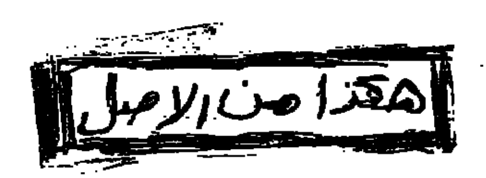
Les prix 1988 récompensent, d'autre part, les enregistrements classiques suivants : œuvres orchestrales de Benjamin (Nimbus), Concerto pour violoncelle d'Halffter (Erato), Concertos pour piano de Hummel (Chandos), Symphonies 9 et 10 de Mahler, direction Inbal (*Denon*), *Sonate opus 111 et* Variations Diabelli de Beethoven par Georges Pludermacher (Lyrinx), intégrale de l'œuvre pour clavecin de Domenico Scarlatti par Scott Ross (Erato), Bartok/Kodaly par Gérard Poulet et Christoph Henkel (Harmonic Records), Fauré par Shlomo Mintz et Yefim Bronfman (DG), *Messie* de Haendel et Messe de Taverner par The Sixteen (Hyperion/Harmonia Mundi), Carl Philipp Emanuel Bach par la Petite Bande (Deutsche Harmonia Mundi/EMI), *Guercœur* de Magnard (EMI), *The Mask of Time* de Tippet (EMI).

Des félicitations particulières saluent enfin les rééditions historiques des disques Montaigne, collection « Grandes Heures du Théâtre des Champs-Elysées ».

Horowitz et les Grammy Awards

Les trentièmes Grammy Awards, plus hautes récompenses discographiques décernées aux Etats-Unis, ont été remises le 3 mars. Côté classique, le grand gagnant est le pianiste Wladimir Horowitz, dont l'album « Horowitz à Moscou » (DG) a reçu le prix du meilleur album et celui du meilleur soliste. Autres enregistrements classiques à l'honneur : deux concertos de Mozart par le violoniste Itzhak Perlman avec la Philharmonie de Vienne ; la *Neuvième* de Beethoven dirigée par Solti, *Ariane à Naxos* par James Levine, le Deuxième concerto pour violoncelle de Penderecki.

La soprano noire Kathleen Battle a été sacrée meilleure chanteuse classique de l'année.



Culture

MUSIQUES

Janacek et Martinu par la Philharmonie tchèque

Le tragique transfiguré

Le cycle de concerts organisé par Jean-Louis Martinoty autour des opéras de Janacek remporte un grand succès, et la Philharmonie tchèque a joué devant deux salles combles, au palais Garnier, des œuvres, qui, jadis n'auraient pas fait recette à Paris.

On y entendait le jeudi 3 mars la suite de *la Petite Renarde rusée*, tirée du premier acte de cet opéra, qui évoque la vie de la forêt par une chaude journée d'été et les dégâts que peut faire une petite renarde captive dans un poulailler. Une musique de conte, irisée de mille couleurs vives, pour suggérer ces images ravissantes : le blaireau qui fume sa pipe, les danses des moucherons et des libellules, les discours révolutionnaires de la renarde devant le chien, le coq, les volailles, et le carnage qui s'ensuit...

Après le miniaturiste et son rêve panthéiste, le peintre à fresque, le visionnaire dans *Tarass Boulba*, Janacek retrace en trois tableaux violents la vie du héros cosaque de Gogol, qui assassine son premier fils, traître à la patrie pour l'amour d'une Polonaise, assiste, impuissant, à la mort sous la torture de son second fils, et meurt lui-même brûlé vif par ses ennemis après avoir sauvé ses troupes de l'anéantissement... Pourtant, cette horrible tragédie devient dans la musique une épopée, nourrie de sève populaire, transcendée par l'ardeur prophétique du compositeur que soulevait, en 1915, l'espoir d'une libération prochaine de son peuple.

Entre ces deux œuvres rayonnait la sublime *Sixième Symphonie* de Bohuslav Martinu, la dernière, que l'on entend trop rarement. Dédiée à Charles Munch pour le soixante-quinzième anniversaire de l'Orchestre de Boston, elle fut achevée en France en 1953. Très dense et intérieure, prodigieusement orchestrée, d'un ton farouche, elle semble hantée par des impressions terribles, démons intimes ou souvenirs de guerre, on ne sait, que viennent apaiser, adoucir par moments, d'admirables phrases hymniques. Comme chez Janacek, la beauté de la vie transfigure le tragique. Un jour, on jouera cette symphonie aussi souvent que celles de Beethoven et de Mahler.

Comment résister, il est vrai, à la Philharmonie tchèque, à cet éclat et à cette transparence instrumentale qui faisaient déjà de Prague, au dix-huitième siècle, « le Conservatoire de l'Europe », sous la direction du grand Vaclav Neumann, dont les bras font lever, avec des gestes natifs, si simples et vigoureux, toutes ces merveilles qui remplissent les cœurs, les mains et le souffle de ses musiciens ?

Parmi les prochains concerts de cette série, il ne faudra pas manquer celui du 11 mars, salle Favart, comprenant, à côté des pièces pour piano jouées par Josef Palenicek, l'extraordinaire *Journal d'un disparu*, transposition de la grande aventure amoureuse de Janacek avec une jeune femme de quarante ans plus jeune que lui, la vraie « petite renarde », le modèle de Katia Kabanova ; ce cycle de mélodies sera chanté par Nicolaï Gedda. Aux entractes du palais Garnier, on ira voir dans les sous-sols la belle exposition Janacek qui offre en particulier quantité de photos très touchantes.

JACQUES LONCHAMPT.

★ On trouvera en disques compacts, chez Supraphon, par les mêmes interprètes, un magistral enregistrement des *Troisième* et *Sixième Symphonies* de Martinu (C37-7760), ainsi que *Tarass Boulba*, couplé avec la *Sinfonietta*, de Janacek (C37-7056).

CALENDRIER

Michaël Levinas à Gaveau. – Plus connu naguère comme compositeur et tête pensante du groupe *l'Itinéraire*, *Michaël Levinas revient* résolument à ses anciennes amours, le piano, et se construit une réputation – méritée – de beethovénien inspiré et plein d'imagination. Ce récital comprend aussi des pages de Scriabine et de Schumann.

★ Mardi 8, 20 h 30. Tél. : 45-63-20-30.

Instruments anciens à l'Auditorium des Halles. – Récital de piano forte à quatre mains par Aline Zylberach et Martin Gester (mardi) ; *l'Offrande musicale* et des sonates en trio de Bach par les Kuijken et Robert Kohnen, clavecin (jeudi) ; Frescobaldi, Couperin, Bach, Beethoven et Fauré : soit quatre siècles de musique par les violoncelles et les claviers (clavecin, pianoforte, piano) qui leur sont appropriés, par Claire et Mirella Giardelli (vendredi).

★ Les 8, 10 et 11, 20 h 30. Tél. : 45-61-06-30.

Mars musical au Café de la danse. – Une création de théâtre *musical mis en scène par Michaël* Lonsdale, *Indiscrétion* pour voix, accordéon, contrebasse et bande magnétique. A 22 heures, *Rendez-vous*, avec Anne Pekoslawska, chanteuse et saxophoniste.

★ Du 8 au 13, 20 heures et 22 heures. Tél. : 48-05-57-22.

Les Talich et Luisada à Orsay. – Un quatuor tchèque prestigieux et un jeune pianiste français, Jean-Marc Luisada, dans un programme Brahms (1er quatuor), Janacek (quatuor n° 2, *Lettres intimes*) et Dvorak (2e quintette avec piano).

★ Jeudi 10, auditorium, 20 h 30. Tél. : 45-49-48-14, poste 43-84.

***Le Journal d'un disparu* à l'Opéra-Comique.** – Encore Janacek : Josef Palenicek, excellent pianiste pragois, joue la sonate et le premier cahier du cycle « *Sur un sentier broussailleux* » ; le ténor Nicolaï Gedda prête sa magnifique voix au *Journal d'un disparu*.

★ Vendredi 11, 20 h. Tél. : 42-66-50-22.

***Digest* tétralogique à Bercy.** – Avant de diriger la *Tétralogie* à Bayreuth cet été, Daniel Barenboïm en donne des extraits avec l'Orchestre de Paris et l'un des chanteurs de l'intégrale allemande : Gunter von Kannen (Alberich). Le ténor est-allemand Reiner Goldberg sera remplacé par l'Autrichien Spas Wenkoff. Deuxième acte du *Crépuscule*, mort de Siegfried, immolation de Brunnehilde.

★ Le 11, 20 h 30. Tél. : 43-46-12-21.

***Le Freischütz* au Châtelet.** – L'opéra champêtre et fantastique de Weber est mis en scène par Achim Freyer, dirigé par Marek Janowski, joué par le Nouvel Orchestre philharmonique et chanté par Cheryl Studer et Tina Kiberg (dans le rôle d'Agathe, en alternance), Paul Frey (Max), Harmit Welker (Gaspard), Wolfgang Harnish (Samiel).

★ Les 12, 15, 18, 23 et 25, 20 h ; le 27 à 15 h. Tél. : 42-33-00-00.

Créations à Pompidou. – Œuvres à découvrir de Frédéric Durieux et Magnus Lindberg, par le *groupe de l'Itinéraire*; *créations* d'Alejandro Vinao et Nigel Osborne, par le London Sinfonietta.

★ Les mercredi 9 (Itinéraire) et samedi 12 (London Sinfonietta), 20 h 30. Tél. : 42-60-94-27.

Les Artis au Théâtre de la Ville. – Ces quatre Viennois jouent le *Troisième Quatuor* de Bartok, *le Capriccio* de Mendelssohn et *les Dissonances* de Mozart.

★ Vendredi 11, 18 h 30. Tél. : 48-87-54-42.

Gulf String au New Morning. – Pierre Blanchard est un des jeunes violonistes parrainé par Stéphane Grappelli. Il vient de réunir un nonet composé d'un quatuor à cordes, d'une rythmique jazz et d'un saxophoniste d'exception, Alain Hatot.

★ *Mercredi 9, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.*

CINÉMA

De Beaubourg au Centre culturel suisse

Le documentaire dans tous ses états

Explosion du film documentaire, ce mois de mars, à Beaubourg, à Chaillot, au Centre suisse. Plus un livre, Cinéma du réel.

Pour sa dixième édition, le Festival du réel a légèrement modifié sa formule : d'un côté une compétition avec trente-deux films longs ou courts de vingt et un pays, mais pas de section informative. De l'autre un large hommage aux quatre pays celtes, Bretagne, Ecosse, Irlande, pays de Galles. Plus une rétrospective consacrée au réalisateur belge *Henri Storck, en sa présence, quinze* films au total.

De la sélection officielle qu'auront à juger des personnalités comme le cinéaste militant Peter Watkins, Idressa Ouedraogo du Burkina-Faso, Nurith Aviv, camerawoman d'Israël, on peut déjà détacher quelques œuvres différentes. D'abord *Beirut : the Last Home Movie*, de Jennifer Fox, tout auréolé de son double grand prix, le mois dernier, au Festival des Etats-Unis. « *Un rêve de cinéaste* », a déclaré Richard Leacock, membre du jury. Pourquoi ? A l'évidence par la liberté du ton, à la fois à contre-courant de tous les clichés sur la capitale du Liban en guerre, et développant par une observation attentive et affectueuse la plus libre des *fictions. Certains seront choqués*, d'autres émus par un témoignage comme on aimerait en trouver davantage aujourd'hui sur ce « temps perdu » cher à Proust.

Dani, Michi, Renato et Max, de Richard Dindo, lauréat du Prix de la critique internationale au dernier Festival de Berlin, est lui, en revanche, le film engagé par excellence. Que reste-t-il de la violence contestataire, à Zurich, en 1980-1981 ? Comment la police helvétique s'est-elle vengée de ceux qui avaient rêvé d'un autre monde ? A son habitude, Dindo passe au peigne fin gens et faits, échafaude une thèse troublante pour établir la responsabilité du pouvoir. Le cinéaste est par ailleurs honoré au Centre culturel suisse d'une rétrospective en dix films, dont il convient de ne manquer sous aucun prétexte le plus convaincant *l'Exécution du traître à la patrie* (1975).

On dit beaucoup de bien de *L'armée de l'empereur s'avance* (Japon), de Kazuo Hara, ancien assistant d'Imamura. *Muet comme une carpe*, de Boris Lehman (Belgique), est un savoureux pastiche du rituel culinaire juif. On croit humer le fumet de cette cuisine incomparable. Encore en compétition, le désormais classique *Est-il facile d'être jeune ?* de Juri Podniek (Lettonie), *le film-test du « glasnost » soviétique*.

Une plaquette accompagne le dixième anniversaire du documentaire à Beaubourg. Ça s'appelle, tout simplement, *Cinéma du réel*, rédigé conjointement par Claire Devarrieux, romancière, ancienne journaliste, et Marie-Christine de Navacelle, qui fut l'initiatrice de la manifestation. Regard apaisé et amical sur un genre décrié et pourtant essentiel, car le plus conforme à la vocation première du cinématographe : documenter la vie. Si Raymond Depardon, l'auteur de *Faits divers* et *Urgences*, s'abandonne volontiers à ses émotions, Jean Rouch, Louis Malle, Helga Reidemesiter (Berlin), parlent fort, très fort. Le documentaire devient pour eux une *confrontation d'abord* physique et puis morale avec leur vécu, parfois aussi avec leurs inhibitions les plus secrètes. Johan van der Keuken (Hollande) et Pierre Perrault (Québec) disent l'engagement de toute une existence au service d'une cause. A lire avec passion.

LOUIS MARCORELLES.

★ Cinéma du réel, Beaubourg, jusqu'au 13 mars.

★ Bilan du film ethnographique, Musée de l'homme, du 12 au 18 mars (avec un hommage à Claude Jutra).

★ Richard Dindo, cinéaste, Centre culturel suisse, jusqu'au 19 mars. Rencontre avec Dindo, le mardi 15 mars.

★ *Cinéma du réel*, 127 pages, 18 photos. Editions Autrement, 69 F.

PHOTO

L'univers insolite de Patrick Bailly-Maitre-Grand

Patrick Bailly-Maitre-Grand poursuit sa quête des origines augurée par ses recherches sur les daguerréotypes contemporains. Il s'est tout naturellement intéressé aux fossiles d'animaux du musée zoologique de Strasbourg, dont il est originaire.

Conservés dans des bocaux de formol, ces spécimens hallucinants ne sont en rien l'objet d'une quelconque archéologie. L'objectif décrypte des traces d'êtres. Distordues, tassées, étirées, les tentacules de pieuvre et peau d'iguanes procurent un vertige étale. Opérant à 360 degrés, la « périphotographie », permet par l'écrasement du volume, de dépecer ensemble, en un seul plan, l'envers et d'endroit d'un même sujet. Ces cadavres, disséqués sous toutes leurs coutures, génèrent des formes impossibles dans la réalité. Cette transcription en continu du mouvement, aboutit par l'usage de pose longue, à une façon originale de décomposer le temps.

Le caméléon en prière, la chauve-souris momifiée et le poisson fantôme, superbement virés, sur pellicule spéciale, sous grain, incitent, à une fantastique plongée dans un univers insolite.

P. R.

* Patrick Bailly-Maître-Grand, « Formol's Band », périphotographie 1986-1987, galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg, 75003 *Paris, jusqu'au* 26 mars.



Communication

M. Georges Koskotas vient de lancer « 24 heures » à Athènes

Le Hersant grec

Un nouveau quotidien du soir *24 heures*, a paru, le lundi 29 février, à Athènes, où... dix-neuf journaux, de diffusion nationale, sont déjà présents dans les kiosques. *Les atouts du dernier né sont*, pour le moment, essentiellement techniques : le papier, l'impression et les illustrations sont d'excellente qualité. Format, mise en pages et logo rappellent irrésistiblement le quotidien américain *USA-Today* avec une étroite collaboration aurait été établie. Politiquement, le flou règne.

Qu'importe, les chiffres parlent : le premier numéro de *24 heures* a été vendu à 170 000 exemplaires dans la capitale et la direction affirme en avoir diffusé autant en province. Succès de taille quand on sait que la diffusion nationale des *trois plus grands quotidiens grecs* oscille autour de 150 000 exemplaires. Ce lancement réussi a incité les patrons de presse « établis » à déclencher une contre-attaque. Ils favorisent maintenant les reportages et les enquêtes, augmentent la pagination et les espaces publicitaires. Leur inquiétude est fondée.

Le propriétaire du nouveau journal, M. Georges Koskotas, a déjà fait ses preuves dans les affaires et notamment dans le monde de la presse. Connu en Grèce depuis peu, cet homme de trente-cinq ans est déjà à la tête d'un groupe d'entreprises hétérogène mais puissant. Sa société de presse, Grammi, contrôle six magazines et deux quotidiens : *24 heures* et *Kathimerini*. Ce dernier est l'un des plus anciens et des plus respectés de la presse grecque du matin. Il fut cédé à M. Koskotas par la fille de son fondateur, Mme Hélène Vlachos. Durant toute la période de la « dictature des colonels », *elle avait décidé de suspendre* la parution du quotidien, ce qui lui vaut une estime générale en Grèce.

« Grammi » emploie un millier de personnes et a maintenant des rédactions dans cinq villes de province. Ses installations de Pallini, au nord d'Athènes, sont les plus modernes et probablement les plus coûteuses du pays. Ses magazines, de la bonne qualité technique, s'adressent à des lectorats « ciblés » : femmes, enfants, intellectuels *ou* téléspectateurs. Mais le groupe ne va pas s'arrêter là. Il pourrait racheter un autre quotidien et un hebdomadaire. Grammi va sans doute prendre pied dans la presse « magazine » économique et politique...

Banque et club de football

La première acquisition d'envergure de M. Koskotas fut, il y a cinq ans, la Banque de Crète. De taille modeste, l'établissement est en pleine expansion. A l'automne 1986, *il était sur le point d'acheter la* Banque (privée) de la Grèce centrale en butte à des difficultés politico-financières. Mais les réactions des groupes concurrents puissants et... de la presse l'en empêchèrent.

Les OPA de M. Koskotas ont néanmoins continué et sont devenues un thème de plaisanterie courant dans les journaux satiriques, aux terrasses *des cafés et pour les* chansonniers grecs. Le patron de Grammi a ainsi pris le contrôle d'un hôtel d'Athènes, le King George, où il compte, dit-on, installer l'état-*major de ses entreprises ainsi* qu'une équipe de football. Pas n'importe quel club : l'Olympiakos ! Cette dernière affaire lui aurait coûté entre 60 et 65 millions de francs – plus que ce qu'il avait offert pour s'emparer de la Banque de la Grèce centrale !

Mais d'où vient tout cet argent ? Certains journaux n'hésitent pas à poser la question sur l'aspect le plus énigmatique de la carrière fulgurante de celui qu'on appelle maintenant le *« Hersant grec »*. M. Koskotas a vécu de nombreuses années aux Etats-Unis. Peintre en bâtiment, il y a suivi des études, avant de travailler, dit-il, comme courtier à la Bourse de New-York où il a gagné beaucoup d'argent. Mais ce passé reste assez vague, d'autant plus que le personnage est discret, peu bavard et guère mondain. Ses adversaires ne le ménagent pas. Leur agressivité à son égard a abouti à des procès en diffamation retentissants.

M. Georges Koskotas a été accusé notamment « d'être de mèche » avec le groupe financier américain Merril Lynch, mis en cause dans une sombre affaire de recyclage de fonds de la Mafia. Le journal *Ethnos*, à l'origine de ces « révélations », fut condamné pour *« insulte »*, mais le nouveau magnat de la presse fut soupçonné, au cours du procès, d'avoir falsifié son « doctorat ès-sciences économiques » et d'avoir fréquenté les complices d'un hold-up spectaculaire voici quelques années à New-York...

Pour ce qui est de son *« diplôme »*, M. Koskotas a fait amende honorable et invoqué une *« erreur de jeunesse »*. Aux autres accusations et insinuations, il répond par des déclarations d'innocence ou affiche son mépris. Businessman talentueux ? Homme de paille couvrant des intérêts financiers n'autorisant pas la transparence ? Ces questions préoccupent d'autant plus l'opinion grecque que l'on parle d'autres dossiers...

THÉODORE MARENGOS.

« La Nuit du coucou » primé aux Rencontres européennes de Reims

Les Rencontres européennes de télévision de Reims, qui avaient choisi pour thème de leur première édition la fiction policière, se sont achevées dimanche 6 mars par l'attribution de leur prix à *la Nuit du coucou*, de Michel Favart (TF1). Le jury, présidé par la comédienne Macha Méril, a décerné les prix d'interprétation masculine et féminine respectivement à Florent Pagny et Marie Rivière, interprètes de *la Nuit du coucou*. Un prix spécial a été attribué à *El Caso del cadaver descuartizado*, de Ricardo Franco (Espagne).

Adapté d'un roman de G.J. Arnaud, *la Nuit du coucou* a été diffusé sur TF1 le 16 octobre 1987 (« Les Contes immoraux de Michel Favart, *le Monde radio-télévision* daté 11-12 octobre).

EN BREF

● **M. Michel Trelluyer, directeur général adjoint de FR 3.** – Le directeur technique de FR 3, M. Michel Trelluyer, vient d'être nommé directeur général adjoint. Il sera chargé, selon un communiqué de la chaîne, de « *mettre en place le plan d'entreprise adopté pour la télévision régionale, la modernisation de son outil de production et l'adaptation de ses structures administratives* ». Agé de cinquante-quatre ans, M. Trelluyer a fait ses débuts à l'ORTF, *avant de participer à la création* de FR 3, où il a, depuis, exercé plusieurs postes à responsabilité.

● ***Le Républicain Lorrain* augmente ses parts dans le capital du *Bien public*.** – *Le Républicain lorrain*, déjà actionnaire du quotidien dijonnais *le Bien public*, va progressivement augmenter ses parts en reprenant une partie des actions actuellement détenues par Bayard d'Antin, une filiale de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), maison mère de RTL. Au terme de cette opération *qui s'échelonnera* sur trois ans, *le Républicain lorrain* détiendra 37,18 % du *Bien public*, la CLT n'en conservant que 10 %. Cette transaction n'entraîne, *précise* un communiqué, *« aucune modification de la répartition de la majorité* [du capital], *qui reste dans les mains de la famille Thénard. »*

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

ANDROMAQUE. Champigny-sur-Marne. Th. des Boucles de la Marne (48-80-90-90), 21 h.

Les salles à Paris

ARCANE (43-38-19-70). ◊ Conte d'hiver : 20 h 30.

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Les Racines de la haine l'enfance d'Hitler : 20 h 30.

ATALANTE (46-06-11-90). ◊ Le Hibou : 20 h 30.

BATACLAN (47-00-30-12). ◊ Match d'improvisation : 21 h.

BERRY (EX-ZÈBRE) (43-57-51-55). Le Nécrophile : 21 h 30.

CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). Ce soir; rapt à la société des loisirs (Préface nº6) : 15 h et 20 h.

CARRÉ SILVIA MONFORT (45-31-28-34). ◊ Iphigénie : 19 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ Le Véritable Saint-Genest, comédien et martyr : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◊ Scarron Dom Japhet d'Arménie : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous-on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Proust : J'avais toujours quatre ans pour elle : 21 h 30.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Nous, Théo et Vincent Van Gogh : 21 h 15. Théâtre rouge. Le Petit Prince : 20 h. Veuve martiniquaise cherche catholique chauve : 20 h 15. La Ronde : 21 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). En famille, on s'arrange toujours : 20 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Monsieur Vénus ou le Rêve fou de Louis II de Bavière : 20 h 30.

PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h. Petite salle. Show Chiche : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◊ Femmes, si je vous le disais (Rencontres du Palais royal) : 20 h 30.

RANELAGH (42-88-64-44). ◊ Le Misanthrope (en alternance) : 21 h.

THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-36-37). ◊ Orphée et Eurydice : 20 h 30.

THÉATRE DES CINQUANTE (43-55-33-99). Comment est le printemps là-bas ? : 20 h 30.

THÉATRE NATIONAL DE LA COLLINE (43-66-43-60). Petite salle. Une visite inopportune : 21 h.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Le Rebelle : 21 h.

ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28). Zingaro : 20 h 15.

Music Hall

LA CIGALE (42-23-38-00). Gipsy Kings, jusqu'au 7 mars, 20 h, Flamenco.

DEJAZET-TLP (42-74-20-50). Jacques Serizier, 20 h 30. Avec R. Le Sourd (p.), A. Le Lez (basse) et N. Solence (voix) ; Ricardo Moyano et le trio T. Gubitsch, O. Calo.

LUCERNAIRE (45-44-57-34). Philippe Revel, 18 h 30, « Piaf toujours ».

PALAIS DES CONGRÈS (48-05-10-10). Joan Baez, 21 h.

PRIVILÈGE (42-46-10-87) Clémentine Celarié, 24 h, Chansons.

TOURTOUR (48-87-82-48). De chics types, 20 h 30, lun. Cinq garçons : un saxophoniste, un ingénieur du son cinéma, un auteur-compositeur, un comédien-acteur et un compositeur classique.

Classique

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). 20 h 30, Alicia Nafé. Accompagnée par J. Lemaire (p.). Œuvres de Scarlatti, Pergolese, Cherubini, Mozart, Fauré, Debussy et de Falla.

AUDITORIUM DES HALLES. (43-96-48-48), 20 h 30, lun. Les Arts florissants. Dir. par W. Christie, avec A. Mellon, M. Zanetti, J.-P. Fouchecourt et J.-F. Gardeil. Œuvres de Montéclair, Campra et Clérambault (VIIe Festival des instruments anciens.

SALLE GAVEAU (45-63-20-30). 20 h 30, Léonid Brumberg. Récital de piano. Œuvres de Brahms, Liszt et Saint-Saëns. 150 F à 80 F.

SALLE PLEYEL (45-63-88-73). 20 h 30, lun. Chœur et orchestre des solistes. Dir. par H. Reiner, avec P. Roger (soliste), Œuvres de Beethoven.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)

Nuits d'alerte (1945), de Léon Mathot, 15 h ; les Hommes en blanc (1954), de Ralph Habib, 17 h 15 ; Marche sans but (1930, v.o.s.t.f.), d'Alexander Hackenschmied, le Château de Prague. (1932, v.o.s.t.f.), d'Alexander Hackenschmied, Du Cité du Soleil (1933, v.o.), de Vladislav Vancural, 19 h 15.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Cinéma du Réel : Baka (v.o.), de Phil Agland, 14 h 30 ; Sadam ndus (v.o.s.t.f.), de Mark Soosaar, Muet comme une carpe, de Boris Lehman, Elka, d'Uri Korenbendler, 17 h 30 ; Hommage à Henri Storck, 20 h 30 ; Petite Salle : El Temple, Tras as Historias, 13 h ; For Gaesterne Kommer (v.o.s.t.f.), de Jon Bang Carlsen, Marias da Castanha (v.o.s.t.f.), de Simone Raskin et Edna Castro, Steelchest (v.o.), de David Hammond, 15 h ; Melanie, Jean-Jacques, 17 h ; la Part maudite, Elie Andemard : Locqueur, 19 h ; Foster Child (v.o.), de Gil Cardinal, So many miracles (v.o.), de Katherine Smalley et Vic Sarin, 21 h ; Salle Jean Renoir : The Journey (v.o.), de Peter Watkins, 14 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

A NOTRE REGRETTABLE ÉPOUX (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

L'AMI DE MON AMIE (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

L'ANE QUI A BU LA LUNE (Fr.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ANGEL HEART (*) (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

L'ARBRE DU DÉSIR (Sov., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

AUX QUATRE COIN-COIN DU CANARD (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

L'AVENTURE INTÉRIEURE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Images, 18e (45-22-47-94).

BABY BOOM (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

BARFLY (A., v.f.) : Club, 9e ().

BENJI LA MALICE (A., v.f.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BERNADETTE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ;

Lundi 7 mars

Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

COBRA VERDE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LA COLOMBE SAUVAGE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

CROCODILE DUNDEE (Austr., v.f.) : Pathé Français, 9e (47-70-33-88).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

EL SUR (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

EN TOUTE INNOCENCE (Fr.) : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

ENGRENAGES (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46).

HAMBURGER HILL (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

HOME OF THE BRAVE (A., v.o.) : Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88).

HOPE AND GLORY (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

IN EXTREMIS (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Maxevilles, 9e (47-70-72-86) ; Le Galaxie, 13e (45-80-18-03).

IN THIS OUR LIFE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES INCORRUPTIBLES (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LES INNOCENTS (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.) : Saint-Germain Huchette, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LIAISON FATALE (*) (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; UGC Odéon, 6e (43-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.) : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68).

LA MAISON ASSASSINÉE (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA MAISON DE JEANNE (Fr.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

MAURICE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83).

LA MORT D'IVAN ILLITCH (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOCES EN GALILÉE (Fr.-Bel.-palestinien, v.o.) : Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE PACTE (*) (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA PASSERELLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LES POSSÉDÉS (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit., v.o.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25).

LE PROVISEUR (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

QUARTIER CHAUD (*) (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

RETOUR SUR TERRE : STAR TREK IV (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

RIO ZONE (Brés., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

ROBOCOP (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LES SAISONS DU PLAISIR (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

SAXO (Fr.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

SENS UNIQUE (A., v.o.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

SOIGNE TA DROITE (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

SOUS LE SOLEIL DE SATAN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

SUR LA ROUTE DE NAIROBI (Brit., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

SUSPECT (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE TESTAMENT D'UN POÈTE JUIF ASSASSINÉ (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63) ; Images, 18e (45-22-47-94).

TOO MUCH ! (Brit., v.o.) : UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

TROIS HOMMES ET UN BÉBÉ (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN ENFANT DE CALABRE (It.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Le Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

WALL STREET (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Pathé Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

YAM DAABO, LE CHOIX (Burkina-Faso, v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

YEELEN (malien, v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES YEUX NOIRS (It., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LES FILMS NOUVEAUX

BRADDOCK. (*) Film américain de Aaron Norris, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

CINEMAGICA. Film allemand de Werner Nekes, v.o. : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

CINGLÉE. Film américain de Martin Ritt, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Colisée, 8e (43-59-29-46) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

LES ENFANTS DE SALEM. (*) Film américain de Larry Cohen, v.o. : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE. Film américain de Philip Kaufman, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-48-06-06).

JANE B. PAR AGNÈS V. Film français d'Agnès Varda : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

THE LAST OF THE BLUE DEVILS. Film américain de Bruce Ricker, v.o. : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

Les grandes reprises

A L'EST D'EDEN (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

AMARCORD (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

APRÈS LA RÉPÉTITION (Su., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

LES AVENTURES DE BERNARD ET BIANCA (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES BRANCHÉS DU BAHUT (A., v.f.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

LES 101 DALMATIENS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

LES DIABLES (**) (Brit., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

L'EPOUVANTAIL (*) (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

FANTOME A VENDRE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

GLORIA (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES HONNEURS DE LA GUERRE (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; v.f. : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

JOUR DE COLÈRE (Dan., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

JOY AND JOAN (**) (Fr.) : Maxevilles, 9e (47-70-72-86).

MA FEMME EST UNE SORCIÈRE (A., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LE MAITRE DU LOGIS (Dan., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

MOLIÈRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

ORDET (Dan., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

PILOTE D'ESSAI (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

LE PRÊTE-NOM (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

RÉPÉTITION D'ORCHESTRE (It., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LA SCANDALEUSE DE BERLIN (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LE SOUFFLE AU CŒUR (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

TEX AVERY CARTOONS Nº 3 (A., v.f.) : Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

THE FRONT PAGE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

THE LAST PICTURE SHOW (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

THE WOMEN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

U.S. WARRIORS (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

PARIS EN VISITES

MARDI 8 MARS

« Winterhalter », 11 heures, Petit Palais, entrée de l'exposition. (Cercle culturel parisien.)

« Paris au XVIIIe siècle : vues topographiques et décors », 14 h 30, 23, rue de Sévigné. (Musée Carnavalet.)

« Le paysage du XVIIe siècle au XXe siècle », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill.

« Bourdelle : atelier et œuvres », 14 h 30, 16, rue A.-Bourdelle. (Musée Bourdelle.)

« La maison de Victor Hugo », 14 h 30, 6, place des Vosges. (Paris-musées.)

« La Sorbonne », 14 h 30, 47, rue des Ecoles. (Didier Bouchard.)

« Galeries rénovées et passages couverts », 14 h 30, métro Bourse. (Les Flâneries.)

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul. (Résurrection du passé.)

« Winterhalter », 14 h 30, Petit Palais, avenue Winston-Churchill. (Approche de l'art.)

« Un centre chirurgical d'esthétique », 14 h 45, métro Argentine, sortie impair. (Tourisme culturel.)

« Façades et jardins ignorés de Blanche à Trinité, 14 h 45, métro Blanche. (V. de Langlade.)

« Le quartier de la Bastille et le faubourg Saint-Antoine », 15 heures, métro Bastille, sortie près de la Tour d'Argent. (Connaissance d'ici et d'ailleurs.)

« Aux Invalides : la crypte des Gouverneurs », 15 heures, voûte d'entrée, côté esplanade. (Paris et son histoire.)

« Winterhalter », 15 h 15, hall du Petit Palais. (Mathilde Hager.)

Versailles, 7, rue des Réservoirs, 14 h 30 : « Bicentenaire de la mort de Madame Louise. » (Office de tourisme.)

3, rue Rousselet, 14 h 30 et 19 heures : « La Grèce archaïque. » (Arcus.)

Salle des ingénieurs, 9 bis, avenue d'Iéna, 14 h 30 et 18 h 30 : « Damas et Alep. » (Odette Boucher.)

Hôtel Trianon, 1 bis, rue de Vaugirard, 15 heures et 19 h 30 : L'hérédité : une cause planétaire », par Michel Louis. (Institut français d'astrologie.)

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « L'Europe occidentale dans le monde d'aujourd'hui », par Guy de Carmoy. (Maison de l'Europe.)

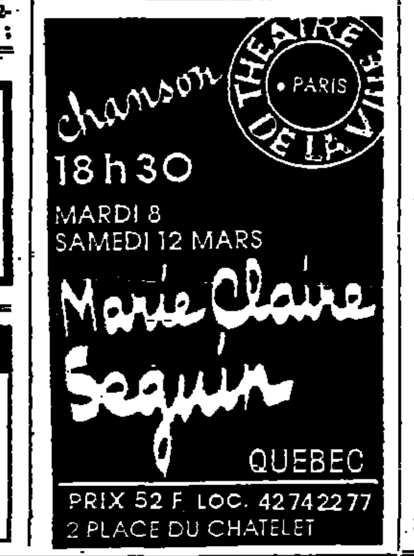
108, rue de Vaugirard, 19 h 30 : « L'apport de Teilhard de Chardin à la religion universelle », par le Père Biondi. (L'Homme et la connaissance.)

27, rue de l'Annonciation, 20 h 30 : « Juifs et catholiques français de la Révolution à la IIe République », par Pierre Pierrard. (Chrétiens et juifs de France.)

CONFÉRENCES

4, rue de Chevreuse, 14 heures : « Afrique du Sud : l'évolution interne des communautés. » (Rencontres du CERI.)





Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 7 mars

TF 1

20.40 Cinéma : la Nuit des juges ■ Film américain de Peter Hyams (1983). Avec Michael Douglas, Hal Holbrook, Yaphet Kotto, Sharon Gless. **22.35 Magazine : Santé sur la Une.** D'Igor Barrère, présenté par Anne Barrère et Robert Namias. Thème : Les risques vasculaires. **0.10 Journal et Bourse. 0.35 Magazine : Minuit sport.** Championnat d'Europe d'athlétisme en salle, à Budapest.

A 2

20.35 Série : Sentiments. Une Australienne à Rome, de Sergio Martino. Avec Massimo Ciavarro, Nicole Kidman, Lorenzo Grabau. *Une belle histoire d'amour. Un vrai mélo.* **22.10 Parlez-moi d'histoire.** Emission présentée par Jean d'Ormesson. Avec Carole Bouquet. George Sand. **23.10 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.25 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

20.30 Cinéma : l'Argent des autres ■■ Film français de Christian de Chalonge (1978). Avec Jean-Louis Trintignant, Claude Brasseur, Michel Serrault, Catherine Deneuve, François Perrot. **22.20 Journal.** ▶ **22.40 Magazine : Océaniques.** Portrait souvenir... Marcel Proust. Réalisé en 1962 par Roger Stéphane. **0.05 Musiques, musique.** Etudes opus 8, n[os] 9 à 12, de Scriabine, par Michael Levinas, piano.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : le Lagon bleu ■ Film américain de Randal Kleiser (1980). Avec Brooke Shields, Christopher Atkins, Léo Mac Kern, William Daniels. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Canal Foot. 22.45 Les KO de Canal Plus. 23.45 Basket professionnel américain.** Les Supersonics de Seattle contre les Bulls de Chicago. **1.15 Cinéma : Charlotte for ever** □ Film français de Serge Gainsbourg (1986). Avec Serge Gainsbourg, Charlotte Gainsbourg, Roland Bertin, Roland Dubillard.

LA 5

20.30 Les accords du diable : Amityville ou la maison du diable □ Film américain de Stuart Rosenberg (1979). Avec James Brolin, Margot Kidder, Rod Steiger. **22.35 Les accords du diable** (suite). Les rubriques du magazine présentées par Sangria. **22.45 Série : Arabesque. 23.35 Série : Mission impossible** (rediff.). **0.30 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.45 Aria de rêve.**

M 6

20.50 Cinéma : le Diable en boîte ■ Film américain de Richard Rush (1980). Avec Peter O'Toole, Barbara Herrshey, Steve Railsback. **22.30 Série : Hawaii police d'Etat.** *23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Magazine : Club 6.* De Pierre Bouteiller. **0.15 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. 13 février 1960 : la France devient une puissance nucléaire. **21.30 Dramatique : Voix,** de Samuel Beckett. **22.40 La nuit sur un plateau.** Cinéma du réel. **0.05 Du jour au lendemain.** Coups de cœurs littéraires du mois. **0.50 Musique : Coda.** Le mail art.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert de musique ancienne (en direct de l'Auditorium des Halles) : œuvres de Lambert, Monteclair, Du Mont, Charpentier par Les arts florissants, dir. et clavecin William Christie ; sol. : Agnès Mellon (soprano), Monique Zanetti (soprano), Jean-Paul Fouchécourt (ténor), Jean-François Gardeil (basse), Gérard Lesne (haute-contre), Myriam Gevers (violon), Sophie Demoures (violon), Stephen Stubbs (théorbe), Élisabeth Matiffa (basse de viole) : à 22.30, feuilleton : De l'opus 1 à l'opus 145 (*Carl Lœwe, un génie méconnu du lied et de la ballade*) ; à 23.07, extraits de La Maga Circe, d'Anfossi. **0.00 Musique de chambre.** Debussy, Dutilleux, Ravel, Dvorak.

Mardi 8 mars

TF 1

14.30 La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. **15.00 Feuilleton : Le rire de Caïn. 16.00 Magazine : L'après-midi aussi.** De Cécile Roger-Mahart. **16.45 Club Dorothée. 17.10 Série : Des agents très spéciaux. 18.05 Série : Agence tous risques. 18.55 Météo. 19.00 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.30 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal et météo. 20.35 Tapis vert. 20.40 Cinéma : les Morfalous** ■ Film franco-tunisien d'Henri Verneuil (1983). Avec Jean-Paul Belmondo, Michel Constantin, Michel Creton, Marie Laforêt, Jacques Villeret. *En 1943, en Tunisie, trois légionnaires et un artilleur, rescapés d'une embuscade allemande, cherchent à s'emparer d'une réserve d'or de la banque française d'El-Ksour. Parodie de film de guerre et de film de hold-up, spécialité d'Henri Verneuil justement. C'est savoureux.* ▶ **22.30 Documentaire : L'ami Brel.** De Simone Vannier. *Les principales étapes de la carrière du chanteur, mort il y aura bientôt dix ans, et quelques-uns de ses grands succès.* **23.35 Journal. 23.45 La Bourse. 23.50 Magazine : Minuit sport.** Soirée boxe.

A 2

14.35 Magazine : Fête comme chez vous. De Frédéric Lepage. **15.00 Flash d'informations. 15.05 Magazine : Fête comme chez vous** (suite). **16.25 Flash d'informations. 16.30 Variétés : Un DB de plus.** De Didier Barbelivien. **16.45 Récré A 2. 17.20 Série : Au fil des jours. 17.50 Flash d'informations. 17.55 Série : Magnum. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot. **19.10 Actualités régionales. 19.35 Série : Maguy. 20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Les dossiers de l'écran : l'Etrangleur de Boston** ■ Film américain de Richard Fleischer (1968). Avec Tony Curtis, Henri Fonda, George Kennedy. *Un assassin maniaque terrorise la ville de Boston. Il étrangle des vieilles femmes. Les mobiles sont inexplicables. L'enquête se révèle difficile. Une première partie remarquable par la description des investigations de la police. Une deuxième partie encombrée d'interrogatoires auxquels on ne s'intéresse guère.* **22.35 Débat : Les monstres criminels sont-ils responsables ?** Avec Denis Szabo, président honoraire de la Société internationale de criminologie; le docteur Michel Coutanceau, psychiatre, psychanalyste et expert près la cour d'appel; le docteur Yves Roumajon, expert psychiatre; le docteur Michel Landry, psychiatre; Dominique Coujard, magistrat; Paul Taiclet, directeur des relations publiques. **23.30 Informations : 24 heures sur la 2.**

FR 3

15.00 Flash d'informations. 15.03 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. **17.00 Flash d'informations. 17.03 Feuilleton : La dynastie des Forsyte. 17.30 Jeu : Ascenseur pour l'aventure. 17.35 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 18.00 Jeu : Génies en herbe. 18.30 Feuilleton : Une mère pas comme les autres. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, actualités régionales. **19.55 Dessin animé : Il était une fois la vie. 20.05 Jeu : La classe.** Présenté par Fabrice. **20.25 INC. 20.30 Cinéma : Tarzan, l'homme singe** ■ Film américain de John Derek (1981). Avec Bo Derek, Richard Harris, Miles O'Keefe, John Philips Law. *Jane Parker recherche son père, un explorateur, en Afrique occidentale. Elle rencontre Tarzan, humanoïde de race blanche, qui la protège et dont elle s'éprend. Nouvelle version, sans magie et sans grâce, d'une histoire mythique bien connue. Ce film était surtout destiné à mettre en valeur Bo Derek.* **22.20 Journal. 22.40 Documentaire : China Odyssée.** Tournage du film de Steven Spielberg, L'empire du soleil, en Chine. **23.30 Magazine : Décibels.** Spécial rock français, avec les Innocents, Ricky Amigos, Dennis Twist et le concours Tremplin pour Tokyo. **0.15 Magazine : Golfimage.** Le magazine du golf.

CANAL PLUS

15.45 Cinéma : la Fureur sauvage ■ *Film américain de* Richard Lang (1980). Avec Charlton Heston, Brian Keith, Victoria Racimo, Stephen Macht. **17.20 Cabou cadin.** Rambo; Lazer tag. **18.10 Flash d'informations. 18.16 Dessins animés. 18.25 Dessin animé : Le piaf. 18.26 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **18.55 Starquizz.** Présenté par Alexandra Kazan. Invités : Jacques Secrétin, Fabrice Luchini, Annie Cordy. **19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas et Les Nuls. Invité : Serge Gainsbourg. **20.30 Cinéma : le Passage** ■ Film français de René Manzor (1986). Avec Alain Delon, Christine Boisson, Alain Musy, Jean-Luc Moreau. **21.50 Flash d'informations. 21.55 Delta force** □ Film américain de Menahem Golan (1985). Avec Chuck Norris, Lee Marvin, Hanna Schygulla, Martin Balsam. **0.00 Spectacle : Cicciolinissima.** Avec la Cicciolina. **1.10 Cinéma : Inavouables pulsions.** Film français classé X de Michel Ricaud (1986). Avec Sabrina K., André Kay, Chantal Valle. **2.25 Documentaire : Galapagos.**

LA 5

14.40 Série : La grande vallée. 15.50 Série : Mission impossible. 16.55 Dessin animé : Vanessa. 17.20 Dessin animé : Flo et les Robinson suisses. 17.45 Dessin animé : Le tour du monde de Lydie. 18.10 Dessin animé : Jeanne et Serge. *18.30 Série : Happy Days. 18.55 Journal images.* **19.02 Jeu : La porte magique.** Présenté par Michel Robbe. **19.30 Boulevard Bouvard.** De Philippe Bouvard. **20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Retour vers l'enfer** ■ Film américain de Ted Kotcheff (1983). Avec Gene Hackman, Robert Stack, Fred Ward, Reb Brown. *Aidé par un financier, un officier américain prépare une opération commando du Laos pour libérer son fils et des prisonniers retenus depuis dix ans. Film d'aventures et d'action sur les séquelles de la guerre du Vietnam, bien supérieur aux exploits tapageurs de Rambo.* **22.10 Série : Spenser.** Le boxeur. **23.05 Série : Mission impossible** (rediff.). **0.00 Série : Kojak** (rediff.). **1.05 Série : La grande vallée** (rediff.). **2.20 Aria de rêve.** Paganini aux enfers, de Komives.

M 6

15.15 Feuilleton : L'homme du *Picardie*. 15.40 Clip combat. 16.55 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Daktari. 18.00 Journal. 18.10 Météo. 18.15 Cinéma : les Branchés à Saint-Tropez □ Film français de Max Pécas (1983). Avec Olivia Dutron, Xavier Lepetit, Yves Thuillier. *Deux jeunes couples partent en vacances à Saint-Tropez. Ils perdent leur argent. On leur prête une villa qui est un repaire de faux-monnayeurs. Une vague intrigue policière sert de prétexte à des scènes pseudo-érotiques. Nul.* **19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Les routes du paradis. 20.50 Cinéma : *Macho Callahan*** □ *Film* américain de Bernard L. Kowalski (1970). Avec Jean Seberg, David Janssen, Lee J. Cobb, James Booth. *Un ancien soldat nordiste a tué, après la guerre, un officier sudiste manchot. La veuve le poursuit de sa haine. Tentative ratée d'une combinaison entre le cinéma d'auteur américain et le western frénétique à l'italienne.* **22.30 Série : Hawaii police d'Etat. 23.20 Six minutes d'informations. 23.30 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.15 Série : Maîtres et valets** (rediff.). **1.05 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. A la recherche des extraterrestres. **21.30 Oradour-sur-Glane, village martyr. 22.40 Nuits magnétiques.** Chroniques policières (1[re] partie). **0.05 Du jour au lendemain.** Avec Roger Grenier. **0.50 Musique : Coda.** Le mail art.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Intégrale des quatuors de Beethoven (5). Quatuor à cordes n° 1 en fa majeur, op. 18 n° 1; Quatuor à cordes n° 11 en fa mineur, op. 95; Quatuor à cordes n° 13 en si bémol majeur, op. 130 (version originale avec Grande Fugue en si bémol majeur, op. 133), de Beethoven, par le Quatuor de Cleveland (Donald Weilerstein, violon) Peter Salaff, violon, James Dunham, alto, Paul Katz, violoncelle). **22.30 L'univers non tempéré.** *Musique traditionnelle du Mali.* ***0.00 Club d'archives.***

Audience TV du 6 mars 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, région parisienne 1 point = 32 000 foyers

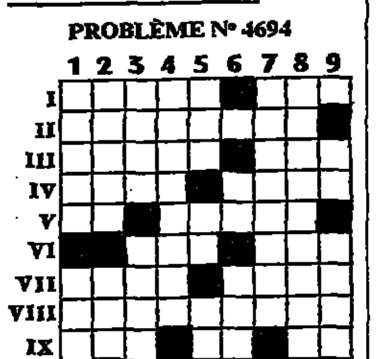
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	51.4	Quest. domicile 18.6	Stade 2 9.3	Casse-cou 9.8	Homme sans... 1.6	Mondo Dingo 8.2	Ile fantastique 3.8
19 h 45	60.1	Quest. domicile 21.9	Maguy 18.0	Casse-cou 8.2	Ça cartoon 2.2	Mondo Dingo 6.0	Ile fantastique 3.8
20 h 16	67.2	Quest. domicile 20.8	Journal 27.3	Benny Hill 10.9	Ça cartoon 6.0	Journal 1.1	Mash 1.6
20 h 55	72.1	Pas moi c'est lui 18.0	5 dern. minutes 24.6	Le Sphinx 2.2	Shining 6.6	Un taxi mauve 10.9	Continent des... 10.4
22 h 08	61.7	Pas moi c'est lui 20.2	Musiques cœur 7.7	Journal 4.4	Shining 6.0	Un taxi mauve 12.6	Continent des... 13.7
22 h 44	42.1	Sport soir 9.8	Musiques cœur 7.7	Disparus de... 8.7	Cinémode 0.5	Moment int. 8.7	Drôles de dames 8.7

Echantillon : plus de 200 foyers en Ile-de-France, dont 183 reçoivent la 5 et 143 reçoivent M 6 dans de bonnes conditions.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4694



HORIZONTALEMENT

I. Peut être gros pour le canon. Mot pour annoncer qu'on va faire *une passe.* – II. La barbe, par exemple. – III. Qui ne trahira donc pas. Au quatrième, il n'y a plus de « poussières ». – IV. Donna des raisons de se plaindre. Donne un petit coup de main. – V. En Espagne. Points sur les « i ». – VI. Au nid, c'est une belle trouvaille. Se mesure en degrés. – VII. Le néant total. Région lointaine. – VIII. Qui n'ont donc pas fait l'objet d'un renvoi. – IX. Un canton dans l'eau. Largeur de crêpe. Pour faire une liaison. – X. Apporte une distraction. – *XI. Ne sont donc pas du tout reconnaissants.*

VERTICALEMENT

1. Parfois au bout d'une descente. On peut parler quand on en connaît un. – 2. Qui peuvent faire rougir. Refroidit les Anglais. – 3. Empoisonnait des flèches. Un petit peu de liquide. – 4. Très utile quand on veut faire de la culture. – 5. Se divise en périodes. Degré. Endroit où il vaut mieux ne pas mettre les pieds. – 6. Est utile pour avoir un bon plan. Une question pour le psychologue. – 7. Siège à la turque. Point de départ. – 8. Pleines de mouches. – 9. Saint. Etaient utilisés à une époque où l'on ne prenait pas de gants.

Solution du problème n° 4693

Horizontalement

I. Mandolinistes. – II. Orion. Nérée. Ire. – III. Tee. Usurier. Las. – IV. Oter. S.O.S. Muets. – V. Ce. Ecran. Inn. – *VI. RSVP. Ob.* Arnica. – VII. Aa. Iles. Uvées. – VIII. Sasse. Ecosse. Dé. – IX. Sieste. En. – X. Ruée. Trousse. – XI. Suture. Teigne. – XII. Alèse. Eues. Tain. – XIII. Nô. Ovin. Pe. Oc. – XIV. Tir. Epelées. Ube. – XV. Enervés. Etiolés.

Verticalement

1. Motocross. Santé. – 2. Arêtes. Air. Loin. – 3. Niée. Vaseuse. Ré. – 4. Do. Repasseuse. – 5. O.N.U. Etête. Ev. – 6. Roi. Ope. – 7. Inusable. Trêves. – 8. *Néron.* Ecureuil. – 9. Iris. Aso. Enée. – 10. Sée. Sauts. Et. – 11. Terminus. Se. Psi. – 12. Université. – 13. Silence. Egâ (Age). – UL – 14. Rat. Aède. Niobé. – 15. Messe. Sentences.

GUY BROUTY.

« Opération Dragon »

Cent quarante jeunes Européens pourront effectuer sous la houlette de Citroën et de Total une traversée en AX de la Chine, du 14 juillet au 11 août prochains. Pour participer à ce voyage, il faut avoir moins de trente ans, se présenter par équipage de deux personnes, posséder évidemment le permis de conduire, avoir la disponibilité d'une AX (non fournie par Citroën), et payer un droit d'inscription de 10 000 F.

Le départ de cette « Opération Dragon » (qui rappelle la fameuse « Croisière jaune » organisée, déjà par Citroën, il y a quelque soixante ans) sera donné à Shenzhen, près de Hongkong (qu'on rejoindra par avion), et l'arrivée aura lieu à Pékin, 4 000 kilomètres plus loin. Quarante places sont réservées à de jeunes Français.

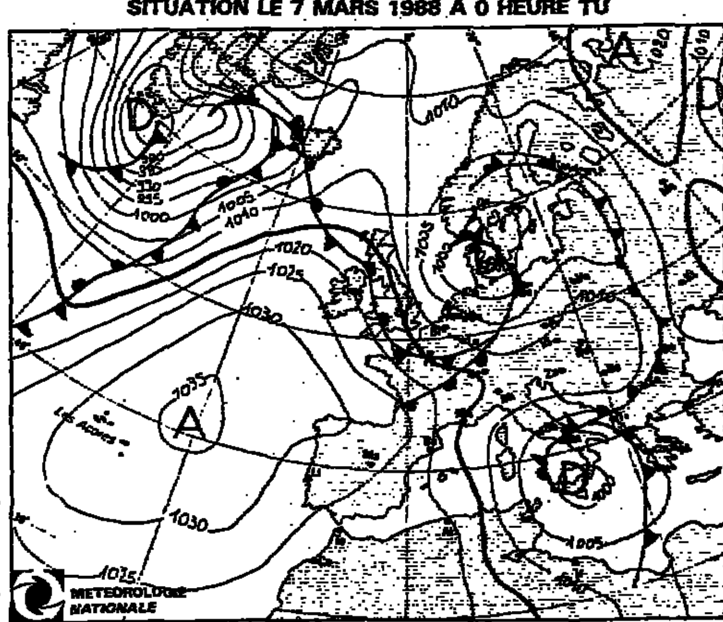
Première étape : écrire à « Opération Dragon », Relations publiques Citroën, 62, boulevard Victor-Hugo, 92208 Neuilly-sur-Seine, qui enverra à chaque candidat un bulletin d'inscription accompagné d'un questionnaire.

● **Les Grandes Conférences de Paris.** – Les Grandes Conférences de Paris inaugurent un nouveau cycle de conférences le lundi 7 mars, de 18 h 30 à 20 h 30, aux Champs-Elysées, sur le thème « La situation au Moyen-Orient », et avec la participation de M. l'ambassadeur Essid, directeur de la Ligue des Etats arabes, et M. Theo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives en France. Ce cycle comportera également une soirée sur les deux Yémens, une sur le Mexique, un débat sur l'élection présidentielle, etc.

★ Pour tous renseignements, envoyer une enveloppe timbrée et libellé aux Grandes Conférences de Paris, boîte postale 146, 93163 Noisy-le-Grand Cedex.

MÉTÉOROLOGIE





Evolution probable du temps en France entre le lundi 7 mars à 0 h TU et le mardi 8 mars à 24 h TU.

Après le passage d'une perturbation dans la journée de lundi, la France retrouvera la protection de l'anticyclone atlantique. Un temps plus sec mais encore nuageux s'établira donc mardi sur l'ensemble du territoire.

Mardi 8 mars : nuages à l'ouest, éclaircies à l'est. Sur la moitié ouest du pays, le ciel restera bien chargé du matin au soir. On peut même s'attendre à de la bruine en matinée sur la Bretagne, le Cotentin, le sud de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées. Il tombera quelques flocons de neige sur le relief pyrénéen.

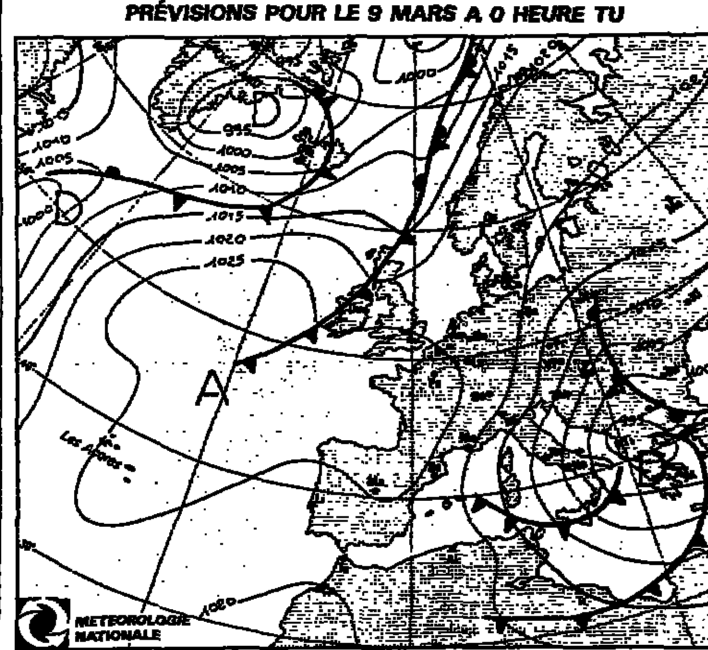
Les régions de la moitié est connaîtront un temps plus agréable. La matinée s'annonce plutôt ensoleillée malgré un risque localisé d'averse. Le reste de la journée se déroulera sous un ciel variable où nuages et éclaircies alterneront. Quelques ondées pourront se produire de temps à autre, en donnant un peu de neige en montagne.

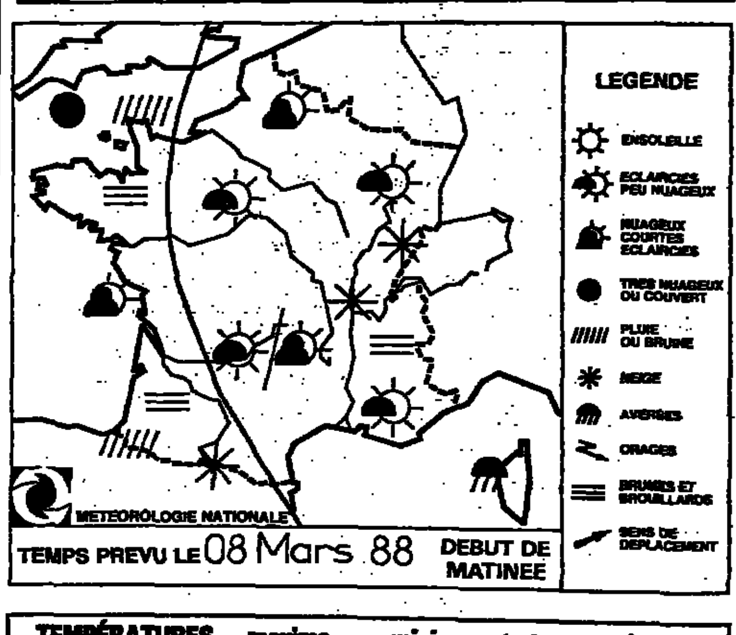
Le vent de nord, généralement faible, soufflera modérément de la Bretagne au Cotentin et en moyenne vallée du Rhône. Mistral et tramontane resteront forts.

Les températures minimales avoisineront 0 à 4 degrés du Sud-Ouest au Nord-Ouest, – 1 à + 2 degrés du Nord au Massif Central et au Languedoc-Roussillon, – 1 à – 3 degrés du Nord-Est à Rhône-Alpes.

Les températures maximales seront comprises entre 5 et 8 degrés sur la majeure partie du pays. Elles atteindront 11 à 13 degrés près de la Méditerranée, mais ne dépasseront guère – 1 à 3 degrés du Nord-Est au Jura.

PRÉVISIONS POUR LE 9 MARS A 0 HEURE TU





TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 6-3-1988 à 6 heures TU et le 7-3-1988 à 6 heures TU — le 7-3-1988

FRANCE

AJACCIO	16	2	D
BIARRITZ	10	8	A
BORDEAUX	10	7	P
BOURGES	8	5	P
BREST	10	9	C
CAEN	11	8	C
CHERBOURG	10	7	P
CLERMONT-FERR.	5	5	P
DIJON	2	2	P
GRENOBLE St-M-H	7	0	*
LILLE	9	4	D
LIMOGES	6	4	P
LYON	3	2	P
MARSEILLE-MAR.	10	6	C
NANCY	2	2	P
NANTES	11	8	N
NICE	15	7	N
PARIS-MONTS.	10	6	D
PAU	7	5	P
PERPIGNAN	10	8	C
RENNES	11	9	C
ST-ÉTIENNE	2	1	P
STRASBOURG	3	2	A
TOURS	9	7	P
TOULOUSE	7	5	P
POINTE-A-PITRE	29	18	D

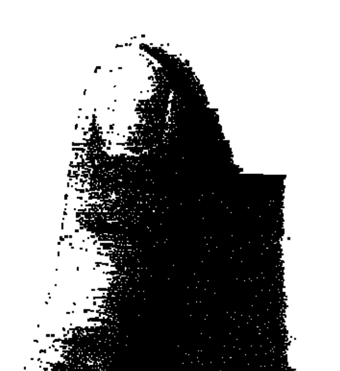
ÉTRANGER

ALGER	11	5	N
AMSTERDAM	6	4	A
ATHÈNES	12	9	C
BANGKOK	35	26	C
BARCELONE	17	3	D
BELGRADE	7	1	C
BERLIN	2	0	*
BRUXELLES	8	3	A
LE CAIRE	18	17	N
COPENHAGUE	5	–1	*
DAKAR	23	16	D
DELHI	31	17	C
DJERBA	17	12	C
GENÈVE	4	1	P
HONGKONG	14	11	P
ISTANBUL	13	6	C
JÉRUSALEM	14	11	C
LISBONNE	15	8	D
LONDRES	10	5	N
LOS ANGELES	16	12	C
LUXEMBOURG	3	1	A
MADRID	12	1	D
MARRAKECH	16	5	D
MEXICO	22	7	B
MILAN	12	2	N
MONTRÉAL	2	–8	C
MOSCOU	1	–4	N
NAIROBI	–	–	–
NEW-YORK	9	–2	D
OSLO	2	–2	D
PALMA-DE-MAL.	14	1	D
PÉKIN	–1	–4	D
RIO-DE-JANEIRO	31	25	N
ROME	13	6	D
SINGAPOUR	31	24	P
STOCKHOLM	2	–4	C
SYDNEY	22	20	C
TOKYO	11	5	N
TUNIS	12	9	A
VARSOVIE	3	–4	N
VENISE	12	1	D
VIENNE	6	2	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



Société

ÉDUCATION

Un cours de décentralisation

Le ministre-instituteur

CHABLIS
de notre envoyé spécial

Le ministre des collectivités locales, M. Yves Galland, s'est transformé en professeur d'instruction civique pendant quelques heures le 3 mars. Le cours a eu lieu dans le foyer municipal de Chablis, petite ville de l'Yonne célèbre pour ses vignobles, devant une quarantaine d'enfants de CM1 et de CM2, visiblement ravis, et pas du tout intimidés, de pouvoir écouter et dialoguer avec un ministre en chair et en os.

Avant de partager avec lui un verre de Coca-Cola et des gâteaux, les garçons et les filles avaient entendu le ministre-instituteur leur expliquer les compétences respectives des maires, des conseillers généraux et régionaux, ou de l'Etat. Mais leur maître d'école habituel, M. Georges Maingonat, qui est aussi le maire (div. mod.) de la commune, les avait déjà bien préparés, et la décentralisation, pour la plupart d'entre eux, n'était pas une science inconnue. Devant des forêts de mains levées pour répondre aux questions, le ministre a dû reconnaître : *« Ils sont incollables. »*

« Combien avez-vous d'employés ? » a demandé l'un d'entre eux. Et le ministre s'est lancé dans une explication sur les cabinets ministériels et les administrations centrales. *« Est-ce que vous travaillez tous les jours ? »* a interrogé un autre élève. Il lui fut répondu que, dans la semaine, il fallait préparer et discuter les lois et, pendant les week-ends, parcourir la France à la rencontre des maires.

Devant un aréopage de personnalités (le préfet en tenue officielle, le colonel de gendarmerie, le conseiller général, le maire et le conseil municipal, des policiers), *M. Galland* a aussi eu l'occasion de rectifier quelques idées fausses : non, le maire de Paris n'est pas M. Mitterrand ; non, le ministre le plus important n'est pas M. Pasqua, mais M. Balladur.

Il a pu aussi apporter une information intéressante pour tout le monde : chaque année, la fonction publique territoriale — c'est-à-dire les 1 100 000 agents des communes, départements et régions — embauche 35 000 jeunes, depuis le secrétaire général de mairie jusqu'au simple commis.

Tout le monde s'est retrouvé à la mairie, pour assister à une séance du conseil municipal, qui a voté, à l'unanimité et à bulletin secret — un garçonnet s'occupant du dépouillement, — sur les principaux investissements à venir dans la commune. Comme il se doit, tout s'est terminé par des chansons et par une séance de dégustation dans la cave d'un viticulteur. Mais les enfants étaient retournés à la maison expliquer la décentralisation à leurs parents.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

L'éducation nationale condamnée

Le Conseil d'Etat vient de confirmer un jugement du tribunal administratif de Lyon, en date du 4 septembre 1984, condamnant le ministre de l'éducation nationale à payer 1 000 F de dommages et intérêts à chacun des six élèves de « sections spécialisées » de collèges de l'agglomération lyonnaise, qui n'avaient pas reçu l'enseignement auquel ils avaient droit. En août 1981, le tribunal administratif de Lyon enregistrait les plaintes de six parents, dont les enfants, légèrement déficients intellectuellement, avaient été inscrits dans des sections spécialisées des collèges Clemenceau à Lyon, Mauvert à Villeurbanne et Lacassagne à Caluire. Les parents demandaient réparation du préjudice subi par leurs enfants, qui, en raison du nombre insuffisant de moyens et de professeurs, n'avaient pas pu bénéficier de la totalité des enseignements prévus dans le programme scolaire.

Le tribunal administratif avait alors considéré que le ministre de l'éducation nationale était dans *« l'obligation légale »* d'assurer l'enseignement de toutes les matières obligatoires inscrites dans les programmes, et que le manquement à cette obligation *« pendant une période appréciable »* était *« constitutif d'une faute de nature à engager la responsabilité de l'Etat »*.

CAMPUS

Renouveau des études juives

LES études juives se développent en France, de façon spectaculaire, depuis quelques années. Il y a vingt ans, la section d'études hébraïques de langues orientales (Institut national des langues et civilisations orientales) ne comptait qu'une quarantaine d'étudiants. Ils sont aujourd'hui 750 à préparer licence, maîtrise ou diplôme d'études approfondies (DEA) d'hébreu moderne, mais aussi de yiddish, de judéo espagnol, de judéo-arabe ou d'araméen.

Cet Institut des jeunes pour la langue et la culture juives a conduit M. René Sirat, directeur de cette section de Langues O et ancien rabbin de France, à créer en 1986 une structure de recherche de haut niveau. Rattachée à Langues O, l'Ecole des hautes études du judaïsme reçoit, sur présentation de leur directeur de recherche, des étudiants français et étrangers au moins titulaires d'une maîtrise, préparant un travail original de recherche. L'école propose aux trente chercheurs actuellement inscrits des séminaires aux études de haut niveau, dans des domaines complémentaires aux études linguistiques assurées par Langues O : pensée juive et histoire des idées, histoire et sociologie du judaïsme, sciences de l'éducation et sciences politiques, enfin éthique juive et médecine.

A noter également la création, en 1984, à l'université de Paris-I, en liaison avec le Centre Rachi et le Fonds social juif unifié, d'un diplôme universitaire d'études sur le judaïsme (DUEJ), de 1er cycle, comportant une initiation à l'hébreu et au yiddish et une approche générale des problèmes du judaïsme.

★ Ecole des hautes études du judaïsme, Centre universitaire de Clichy, 104, quai de Branly, 92110 Clichy. Tél. : 42-70-70-40, poste 247 (Michèle Feldmen).

G. C.

Ethique et management

Les Chrétiens en Grandes Ecoles (CGE) organisent les 19 et 20 mars à Lyon deux journées de réflexion ouvertes aux étudiants de toutes les écoles de commerce de France sur *« Ethique et Management »*.

★ CGE, 18, rue de Varenne, 75007 Paris.

Supraconducteur

Des universitaires et des industriels participeront mercredi 9 mars à la conférence sur les supraconducteurs organisée par l'association des étudiants de l'Institut supérieur d'électronique de Paris.

★ ISEP, 21, rue d'Assas, 75270 Paris, Cedex 06. Tél. : 42-22-45-81.

Décideurs et étudiants

Le premier Panorama de l'économie française (PANECO), organisé par l'Ecole supérieure des dirigeants d'entreprise, aura lieu les 25, 26 et 27 mars à la Cité des sciences et de l'industrie de La Villette. Cette manifestation veut être un lieu d'échanges et de rencontres entre décideurs et étudiants. 15 000 jeunes y sont attendus.

★ ESDE, 21, rue Van-Loo, 75016 Paris. Tél. : 42-88-21-87.

RELIGIONS

Huit mille jeunes catholiques en congrès à Versailles

Les fantassins de la « nouvelle évangélisation »

Le premier congrès de jeunes chrétiens, Apotres pour l'an 2000, a eu lieu le samedi 5 et le dimanche 6 mars à Versailles, au Palais des congrès et sous un chapiteau. La participation — près de huit mille jeunes — a été nettement supérieure à ce qu'espéraient les promoteurs de ce rassemblement, organisé par une cinquantaine d'associations catholiques (*le Monde* du samedi 5 mars).

Le congrès est presque fini, et un dernier *Magnificat* retentit sous le chapiteau chauffé à blanc. L'émotion est à son comble. Daniel Ange, prêtre charismatique, bondit sur l'estrade et, avant que la foule ne se rende à la cathédrale pour la *« messe pontificale »*, il demande à chacun de faire le signe de croix sur le front de son voisin en lui disant : *« Merci d'exister » !*

Grisés de paroles, de cantiques, de témoignages édifiants et de discours exaltants, les huit mille jeunes *s'exécutent. Une grande partie* d'entre eux avaient déjà passé la nuit en adoration. Une longue veillée de prière avait été consacrée à la Vierge.

« Pierre est parmi nous »

Sur l'estrade se dresse la grande croix en bois de l'Année sainte 1985, apportée exprès de Rome. A son pied, pendant les entractes, des jeunes s'agenouillent en prière. Ils sont tous là, les Jeunes pour Jésus, les Serviteurs de Jésus-Marie, les pèlerins de Czestochowa, les Lions de Juda, les Foyers de charité, les Chevaliers de Notre-Dame, ceux de l'ordre de Malte, les Enfants du Mékong, les scouts d'Europe, les Goums qui marchent et prient à travers les déserts... Ce sont les fantassins de la « nouvelle évangélisation » chère au pape. Ils ont pour modèles des martyrs et des saints.

Candia, Orangina, Framatome, Honeywell, etc., les sponsors de cette kermesse spirituelle hors du commun ne sont pas loin de deux cent cinquante. La fédération des planteurs de betterave y est allée elle-même de son chèque. Mais l'assistance apprécie peu ce genre de mécénat. Elle siffle copieusement les publicités qui défilent sur l'écran vidéo, entre les appels à la pénitence et à la confession (assurée par des prêtres au fond du chapiteau).

Elle applaudit à tout rompre, en revanche, l'arrivée du nonce apostolique, représentant le pape à Paris — *« Pierre est parmi nous »*, lance solennellement le meneur de jeu, — et retient son souffle quand Hervé et Martine Catta, au moment de témoigner de leur vie de couple chrétien, réclament l'intercession des anges et des archanges...

Loin de mettre leur foi dans la poche, les apôtres de l'an 2 000, comme ils se nomment eux-mêmes, la portent en étendard. *« Si vous n'êtes pas des témoins sur le terrain, dans la famille, dans vos groupes de détente, dans vos équipes de travail, qui le sera à votre place ? »* ils ont pris au mot Jean-Paul II qui, au stade Gerland à Lyon, en 1986, avait lancé cet appel aux jeunes de France. Ils se sont mis en route et, s'embarrassant peu de concertation avec l'appareil ecclésial et les mouvements reconnus, ont mis au point ce rendez-vous de Versailles.

A la reconquête de l'Europe

Leur programme tiendrait presque en un mot : reconquête, la reconquête morale et chrétienne de la France et de l'Europe, désertées par les valeurs de la foi. Ils parlent plus de la drogue, de la pilule et du SIDA que du chômage. La réflexion compte moins, pour eux, que l'action dans des œuvres humanitaires ou la contemplation. *« La meilleure prophylaxie contre le SIDA, c'est le partenaire unique »*, s'écrie Daniel Ange. *« Le stérilet est un engin de mort dans le tabernacle de la vie »*, ajoute le promoteur de méthodes naturelles de contrôle des naissances, alors que M. Damien, maire CDS de Versailles, se taille un franc succès en racontant sa lutte contre l'avortement dans les hôpitaux de sa ville.

L'un des orateurs les plus applaudis a été Roberto Formigoni, vice-président du Parlement européen de Strasbourg et député italien du Mouvement populaire, branche politique de Communion et libération. Il a défendu la stratégie de son mouvement qui rêve de s'implanter en France. *« Nos écoles, nos familles, nos quartiers, nos usines, ce sont nos nouveaux pays de mission. C'est notre nouvelle Afrique »*, a-t-il dit, s'insurgeant contre ceux qui qualifient son mouvement de conservateur : *« On est conservateur parce qu'on veut obéir au pape ! »*

Il a fallu toute l'habileté de Mgr Jean-Charles Thomas, évêque coadjuteur de Versailles, pour faire baisser la tension née des conditions de préparation, jugées trop unilatérales, de ce congrès. *« Je voudrais que dans notre Eglise chacun puisse avoir la liberté de dire ce qu'il pense, sans être automatiquement catalogué, étiqueté par d'autres*, a-t-il affirmé, ajoutant cependant : *« Il ne doit plus y avoir de frontière dans l'Eglise. Perdons l'habitude des bercails, des miradors, pour qu'il n'y ait plus qu'un seul troupeau et un seul pasteur. »*

Et pour ceux qui n'avaient pas compris, l'abbé Pierre, le visage plus que jamais mangé par la barbe, eut un mot malicieux : *« Evitez le triomphalisme. Vous n'êtes pas le congrès des apôtres. Vous êtes un congrès d'apôtres. »*

HENRI TINCQ.

● **Mort de Mgr Bontems, ancien archevêque de Chambéry.** — Mgr André Bontems, archevêque de Chambéry de 1966 à 1985, est mort le 3 mars, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dans une maison de retraite de Saint-Dié (Vosges). Ce Vosgien avait été nommé évêque de Saint-Jean-de-Maurienne dès 1960, six ans avant la réunion des trois diocèses savoyards (Maurienne, Chambéry et Tarentaise). Les obsèques de Mgr Bontems auront lieu le mardi 8 mars, à 10 heures, à la cathédrale de Chambéry.

ÉDITION

Vingt bougies pour la Foire du livre de Bruxelles

La Foire internationale du livre de Bruxelles, qui a lieu du 5 au 13 mars au Centre Rogier, célèbre son vingtième anniversaire, se félicitant des 4 200 000 visiteurs qu'elle a accueillis depuis 1969 et de la progression de la lecture en Belgique.

Si l'on excepte la Foire de Francfort, la plus célèbre d'Europe — où se concluent des marchés mais qui n'est pas ouverte au grand public — *« la Foire du livre de Bruxelles occupe aujourd'hui la première place parmi les foires européennes »*, estime son président, M. Willy Vandermeulen. *« Les enquêtes effectuées sur la lecture en Belgique démontrent que le pourcentage de Belges qui lisent au moins un livre par an est passé, entre 1969 et 1987, de 47 % à 78 %*, ajoute-t-il. *Nous osons espérer que la Foire du livre, par l'énorme vitrine promotionnelle qu'elle constitue, a apporté sa semence à cette popularisation du livre et de la lecture. »*

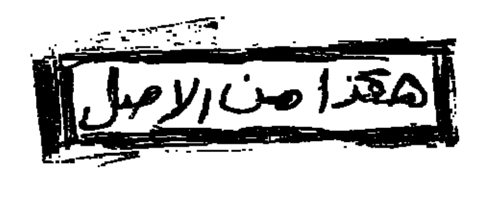
Le nombre de visiteurs semble donner raison au président puisque, de 61 000 en 1969, il a atteint 420 000 en 1987. La surface d'exposition multipliée par quatre dans le même temps est désormais de 15 000 mètres carrés sur lesquels plus de 2 500 éditeurs offrent quelque 200 000 titres.

De nombreux journaux sont aussi présents. *Le Monde* propose, vendredi 11 mars, une rencontre avec plusieurs de ses journalistes et avec Tahar Ben Jelloun, écrivain, Prix Goncourt 1987, et collaborateur du *Monde* depuis 1972 (de 10 h 30 à 16 h, salle Descartes, stand AMP, numéro 1194). *Le Figaro Magazine* a organisé, dimanche 6 mars, à la mezzanine Vinci, une fête du livre réunissant une quarantaine d'écrivains. Au même endroit a lieu, à partir du lundi 7 mars, une exposition retraçant l'histoire de la maison Gallimard.

Pendant la durée de la Foire, les jeunes de seize à vingt ans pourront participer à un concours, et plusieurs prix littéraires seront remis, dont le sixième Prix Point de mire, qui compte notamment parmi ses lauréats JMG Le Clézio, Hector Biancotti et Isabel Allende.

Mais M. Vandermeulen ne veut pas que cette manifestation soit seulement consacrée à la remise de prix et à la célébration d'un anniversaire. *« Dans la perspective du grand marché intérieur de 1992*, précise-t-il, *je souhaite que la Foire soit utilisée comme plate-forme pour lancer une campagne à propos du taux 0 de la TVA. »* Campagne au but étrange si l'on ne sait pas que, dans certains pays de la Communauté européenne, pour favoriser la diffusion des livres on ne les soumet pas à la TVA. Mais la Commission des Communautés européennes envisage de supprimer cette possibilité pour 1992. La Foire de Bruxelles est soucieuse, elle, de défendre « le taux 0 ». Elle l'appliquera pendant toute la journée du mardi 8 mars alors que le taux normal de TVA en Belgique est de 6 %. Ce jour-là, tous les livres coûteront donc 6 % de moins et, pour faire bonne mesure, l'entrée de la Foire sera gratuite.

Jo. S.



Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.




Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une société performante ayant des partenaires de forte notoriété recherche son

Chef service comptable

Cette société en forte croissance, 25% depuis 5 ans, avec actuellement quatre filiales à l'étranger, poursuit son développement France et export.

Rattaché au DAF, il sera chargé:

- d'assurer la centralisation et la consolidation des comptes,
- de jouer un rôle d'animation, d'assistance et de contrôle auprès des antennes comptables des filiales,
- de veiller à ce que l'organisation comptable soit constamment à la mesure des besoins de la société,
- d'assurer les liaisons avec l'informatique et de participer à ses nouvelles applications.

Ces responsabilités qui impliquent dynamisme et rigueur, s'enrichiront progressivement d'une dimension financière dans le cadre de la trésorerie et du contrôle de gestion. Le titulaire du poste devra disposer d'une solide formation de base, DECS ou niveau expert comptable, ainsi que d'une expérience professionnelle de 8 ans environ dans une entreprise où la comptabilité constituerait un véritable outil de gestion.

Résidence envisagée: Blois, Tours ou Orléans.

Rémunération: **300.000 F**

Ecrire sous réf. 9A 942-8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Des ambitions dans la chimie

Nous sommes une grande société chimique (CA supérieur à 20 milliards) présente dans 100 pays et rattachée à l'un des premiers groupes industriels français.

Nous avons de grandes ambitions, les moyens et la volonté de les réaliser.
Pour participer à notre croissance, nous recherchons des Ingénieurs de premier plan. Ils pourront commencer chez nous comme:

• Ingénieur de développement produits lessiviels

PC - ENSCP - Chimie de Bordeaux... (+ doctorat apprécié). Il aura de bonnes connaissances en physico-chimie des surfaces.
Paris réf. 9 A 938 - 8 M

• Ingénieurs de développement polymères

Ingénieurs chimistes ou généralistes grandes écoles (+ de préférence doctorat dans domaine des polymères).
Sud-Ouest réf. 9 A 939 - 8 M

Ces deux postes impliquent un bon niveau scientifique, le sens de l'innovation, d'excellentes capacités de contacts et de la mobilité pour être en relation avec de grands clients dans le monde entier.

• Ingénieurs fabrication

Ingénieurs chimistes, génie chimique ou grandes écoles généralistes.

- Normandie réf. 9 A 940 - 8 M
- Ile-de-France Nord réf. 9 A 941 - 8 M
- Sud-Est ref. 9 A 952 - 8 M

• Ingénieurs procédés

ENSIC, IGC, UTC ou spécialisation génie chimique d'une grande école généraliste.

- Sud-Ouest réf. 9 A 953 - 8 M
- Rhône-Alpes réf. 9 A 954 - 8 M

Ces postes impliquent des compétences techniques polyvalentes, le goût du travail en usine, de l'affirmation et des qualités d'animateur. Tous ces postes intéressent des débutants et des candidats ayant une première expérience dans les domaines considérés. Ils ouvrent de larges possibilités de développement rapide de carrière.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Nos achats - 300 millions

Un manager pour les gérer

Nous sommes un groupe industriel performant leader dans notre branche d'activité. L'efficacité de notre Direction des achats est essentielle dans l'obtention de nos bons résultats.

Nous recherchons un candidat de valeur pour en assumer la responsabilité. Diplômé d'une grande école (d'ingénieur ou de gestion), ayant au moins 5 ans d'expérience comme "patron" d'un service achats industriels si possible dans le domaine textiles, il sera capable

- de définir la politique et intensifier le marketing achats,
- de négocier les contrats importants,
- d'assumer son service et de contribuer au développement de son informatisation.

Sens aigu de la gestion, rigueur dans l'organisation, talent de négociateur lui permettront de réussir dans ce poste de premier plan. Connaissance de l'anglais appréciée.
Poste: ville centre-est

Ecrire sous réf. 9B 804 - 7 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

La Cellulose du Rhône et d'Aquitaine

Un challenge technique et humain pour un papetier de valeur

L'usine de Tarascon, leader en Europe dans sa branche, propose à un ingénieur EFP de valoriser une expérience de 3 ans au moins, acquise sur des machines à papier modernes, dans un environnement où s'allient management participatif et haute technologie.

Responsable opérationnel des performances de la ligne de production (750 t de pâte/jour), il se mesurera à des objectifs exigeants d'efficacité des installations et d'amélioration de la qualité en contact direct avec la clientèle.

La réussite dans ce challenge passe par de solides connaissances papetières, un sens marqué du travail en équipe et de l'animation, des qualités de disponibilité, d'engagement personnel, de rigueur dans l'organisation et ouvre des évolutions de carrière intéressantes.

Ecrire sous réf. 9A 949-8 à Mme Annie SANTAMARIA
11, rue Calvé - 33000 Bordeaux
Discrétion absolue

Membre de Syntec



PUBLIPANEL

Chef de service informatique

Une société industrielle (1600 personnes) performante et leader, recherche son chef de service informatique, qui aura la mission de procéder à la refonte de l'ensemble des systèmes d'information, rendue nécessaire par la forte croissance de l'entreprise. (Le service informatique actuel est équipé d'un IBM 38, avec plus de 50 terminaux et plusieurs sites reliés par transpac.)

Ce poste, particulièrement intéressant, conviendrait à un candidat de formation grandes écoles, MIAGE... ayant environ 10 ans d'expérience professionnelle incluant la direction d'un service ou le pilotage *de projets importants.*

Outre de solides compétences techniques, il aura de réelles qualités d'animateur et il saura développer un dialogue fructueux avec les utilisateurs.

Poste: région Champagne.

Ecrire sous réf. 9 A 944-8 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec — etap — 71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Juriste de haut niveau

pour guider la forte ascension d'un grand réseau original de PME

Ce groupe poursuit depuis 10 ans son développement sur des marchés porteurs liés à l'amélioration de l'habitat. Il représente aujourd'hui un réseau de 80 sociétés-filiales sur la France et a la volonté de s'ouvrir aux pays européens. Pour réaliser ses nombreux projets, notamment dans la perspective de l'Europe de 92, le PDG veut intégrer dans le groupe le Conseil Juridique, au milieu de son équipe dirigeante basée en Rhône-Alpes.

Les principaux objectifs confiés sont de proposer et construire de nouveaux montages juridiques dans un esprit d'innovation et d'opportunisme et d'assurer auprès des responsables des départements et des *filiales* un *conseil actif et préventif.*

Ce poste requiert le niveau Maîtrise Droit des Affaires, une riche expérience de conseil auprès des PME, des qualifications en droit social - participation - contrats - brevet - assurances - droit international ..., et une dimension de stratège influent.

Fiche du poste sur demande

Contacter en totale discrétion Marie-Noëlle FALCY



BP 588
74054 ANNECY cedex
sous référence 290

MEDIA PA

LA FÉDÉRATION CONTINENTALE
GROUPE GENERALI

Filiale du Groupe GENERALI, nous sommes une compagnie d'assurances sur la vie dynamique. Notre part de marché nous place dans le peloton de tête du secteur en FRANCE et nous voulons encore progresser, en offrant des services et des produits performants, toujours mieux adaptés aux besoins de nos assurés.

C'est pourquoi nous créons aujourd'hui le poste de

Responsable développement-produits nouveaux

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience professionnelle acquise dans la finance (Banque, Assurance) dans un service études, marketing... La trentaine dynamique, vous souhaitez aujourd'hui élargir le champ de vos responsabilités et devenir l'interlocuteur privilégié des opérationnels sur le terrain, à qui vous apporterez votre assistance pour le lancement des nouveaux produits que vous aurez préalablement mis au point avec la Direction Générale.

Si cette mission « TECHNICO-HUMAINE » vous intéresse, si vous avez envie d'une nouvelle étape, vous préparant un jour aux responsabilités de Direction Commerciale, prenez contact avec notre Conseil Denis SESBOÜÉ, à qui nous avons confié cette recherche en lui faisant parvenir votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. S/FRD/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MEDIA PA

UNION NATIONALE PROFESSIONNELLE
Quartier Etoile
recherche son

Secrétaire Général

pour superviser, coordonner et animer tous les domaines d'activité de l'Union : technique, commercial, gestion, administration, formation et communication.

A 35/45 ans, vous avez une formation supérieure de **technicien en couverture plomberie** ou équivalent et une expérience de plusieurs années dans ce secteur d'activité.

Organisateur efficace et dynamique, votre ouverture d'esprit, votre grande disponibilité et votre capacité à assurer toutes les tâches inhérentes à **l'action** font de vous un candidat de valeur.

Rémunération motivante. Poste à pourvoir très rapidement.

Adresser dossier de candididature (lettre manuscrite, CV et prétentions) **avant le 20 Mars 1988** s/réf. **196 à C.K., 107, rue Lauriston 75116 Paris.**

LÉVI-TOURNAY/ASKON



Chantal Kenvyn



Présents dans 75 pays, forts de l'expérience de 26800 collaborateurs, de la compétitivité internationale de nos produits, nous développons sur tous les marchés des solutions évolutives intégrant matériels, applications et services, pour donner à nos utilisateurs plus de liberté pour mieux entreprendre.

Le challenge du réseau commercial France : gagner des parts de marché sur tous les créneaux de l'informatique, des petits aux très grands systèmes en passant par la bureautique et les télécommunications.

DIRECTEUR D'AGENCE BANCAIRE INVESTISSEZ SUR L'INFORMATIQUE QUI GAGNE !

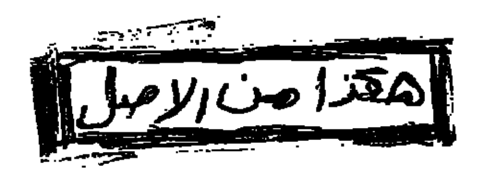
BULL est aujourd'hui — et entend l'affirmer — leader sur le marché de l'informatique bancaire et a le souci permanent de mettre en place des solutions adaptées aux exigences de ses clients et partenaires banquiers.

Parce que vous êtes un homme du terrain, connaissant parfaitement les problèmes et attentes de vos clients, l'Equipe Solution Banque vous attend pour affiner sa stratégie et faire gagner notre réseau commercial sur la France et l'International.

Pour ce poste de haut niveau, nous ne considérerons que les candidatures faisant état d'une formation de base minimale Bac + 4.

Merci d'adressez votre dossier de candidature, sous réf. 243 LM à Marie-Anne ARMAND - BULL RECRUTEMENT - Immeuble Cèdre - 3, avenue du Val-de-Fontenay - 94133 Fontenay-Sous-Bois Cedex.







Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GRANDE BANQUE PRIVÉE

RESPONSABLE DU MARCHÉ DES COLLECTIVITÉS LOCALES

Notre banque, l'une des plus importantes et des plus novatrices en France, souhaite regrouper l'ensemble de ses relations avec les Collectivités locales sous l'autorité d'un Responsable rattaché à la Direction Financière.

Votre formation supérieure et votre solide expérience bancaire vous permettent de maîtriser parfaitement les techniques de crédit et les nouveaux instruments financiers. Vous avez déjà travaillé en relation avec les décideurs publics régionaux et locaux.

À 35 ans au moins, vous avez les qualités professionnelles et personnelles nécessaires pour définir et préparer les décisions stratégiques dans ce domaine et assurer leur mise en œuvre en vous appuyant sur notre important réseau régional.

Pour prendre contact avec nous et envisager ensemble votre intégration et vos perspectives au sein de notre banque, merci d'adresser un dossier détaillé de candidature (discrétion absolue garantie), sous la référence 5311/M. à

AD'COM 32, rue Pierret – 92200 Neuilly/Seine

AD'COM.

VENTE DE LOGICIELS? UN DIRECTEUR COMMERCIAL QUI FAIT SON CHEMIN...

Notre Société-mère, créée en 1979, conçoit des logiciels, outils applicatifs sous UNIX, MS-DOS, OS/2. (Nous venons de recevoir le trophée international de la qualité aux USA.)

Notre nouvelle filiale commerciale prendra en charge la totalité de la distribution sur le territoire français et en Europe.

Nous recherchons le réel talent qui va promouvoir nos ventes auprès des utilisateurs (grands comptes, SSCI...).

A 30-35 ans, vous avez déjà réussi dans la vente de logiciels, sur mini, super-micro, micro (SGBD...). Nous attendons de ce professionnel de l'informatique, non seulement une réelle dynamique commerciale, mais également des qualités d'organisateur et de gestionnaire – pour être le patron de notre filiale.

Si ce challenge vous intéresse, adressez-nous vite un dossier de candidature avec photo + env. à v/adresse, s/réf. FI/LM1. à

michel jouhannaud conseils
182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS
PARIS - LILLE

MEDIA PA

CHEF DE PRODUIT INNOVEZ ET DEVENEZ DIRECTEUR DU MARKETING

Notre groupe international agro-alimentaire renforce sa **Division Produits Frais - 700 MF C.A.**

De formation supérieure commerciale ESCP, HEC ou équivalent, vous avez 5 ans d'expérience dans le marketing de produits frais en Grande Distribution.

Vous y avez démontré votre créativité et votre capacité d'analyse. Votre tempérament d'entrepreneur et d'organisateur ont permis d'accroître sensiblement l'efficacité commerciale.

Un nouveau challenge vous attend au sein de notre Division Produits Frais sur un marché en forte croissance sur lequel il faut innover :
- définir avec la Direction de la Division à laquelle vous reportez directement la stratégie marketing de cette activité.
- proposer pour nos différentes marques les actions merchandising, promotion, publicité, qui vont *accroître très sensiblement* l'efficacité de notre réseau commercial.
- participer à l'élaboration de la politique de prix pour nos différentes marques en fonction de la segmentation choisie.
- et à l'amélioration de notre rentabilité.

Votre potentiel professionnel vous fera évoluer vers une activité de dimension internationale.
Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., prétentions) sous référence 4082 à :
RSCG CARRIERES - 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS, qui le transmettra à notre Conseil.



INGENIEUR DIPLOME
Adjoint au directeur de département

THERMIQUE
CLIMATISATION
PLOMBERIE
PROTECTION-INCENDIE

Dans le cadre de l'extention de ses activités "clés en main" le Groupe DUMEZ recherche pour sa filiale d'études d'ingénierie le GIE SEMED un Adjoint au Directeur du Département Thermique-climatisation - Plomberie - Protection incendie.
Expérience d'au moins 5 années en B.E.T. entreprise spécialisée. Formation complémentaire au COSTIC ou aux USA très appréciée.
Le candidat retenu intégrera l'équipe pluridisciplinaire en place au bureau d'études de Nanterre, chargée de tous les plus grands projets d'ingénierie "clés en main" que le Groupe réalise dans le monde.
La connaissance de la langue anglaise est indispensable, ainsi qu'une ouverture et du goût pour l'utilisation de l'informatique scientifique.

dumez

Envoyer CV, photo et prétentions à GIE SEMED s/réf. 020/LM.
345 av. Georges-Clemenceau, 92022 Nanterre Cedex.

MEDIA-SYSTEM

Directeur des Ventes

Vous conduirez et gérerez l'action sur le terrain d'une équipe commerciale chargée d'implanter les nouveautés et de promouvoir le fonds d'éditeurs de littérature générale auprès des grandes librairies.

Vous remplirez auprès de ces éditeurs le rôle indispensable de conseiller commercial, notamment dans la stratégie et les moyens promotionnels, dans l'analyse des résultats et des informations du marché.

De formation ESC ou universitaire, à 30 ans environ, vous avez fait vos preuves dans la négociation et l'animation des ventes. Votre connaissance du marché du livre et votre culture sont des atouts essentiels pour réussir dans un groupe qui évolue vite.

Merci d'écrire sous la référence 88015 au GROUPE LIVRE HACHETTE, Recrutement Cadres, 24 boulevard Saint-Michel, 75006 PARIS.



HACHETTE

L'enthousiasme, ça se communique.

Un tremplin d'avenir pour un formateur de haut potentiel

Un des premiers cabinets conseils français recherche, pour développer sa branche formation, un candidat susceptible de mener des missions complètes : contacts clients, élaboration et animation des stages.

Il pourra évoluer vers la direction de la branche, gérée en centre de profits.

Diplômé d'une grande école (psychologue, HEC, ESSEC, SC PO...) il aura environ 8 ans d'expérience dans l'animation de stages de formation (destinés à des cadres de haut niveau) essentiellement dans le domaine de la gestion des ressources humaines et de la communication.

Une expérience acquise dans un cabinet de forte notoriété serait un atout.

La réussite à ce poste implique des qualités d'entrepreneur, d'implication personnelle et l'intégration dans une équipe connue pour son professionnalisme.

Poste à Paris.

Ecrire sous référence 6645 à YJ Sélection - 1, rue Falguière 75015 PARIS qui transmettra.
Discrétion absolue

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

Promotion Immobilière
Paris

Une société de Promotion Immobilière nationale (chiffre d'affaires: 1,2 milliard de francs), et qui développe différentes gammes de "produits", recherche un RESPONSABLE DE PROGRAMMES. Rattaché à un Directeur de Programmes, il sera chargé du montage d'opérations immobilières dans leur ensemble, mise au point et obtention des permis de construire, lancement des appels d'offres, choix des entreprises, suivi des plannings, des chantiers et des livraisons. Il prendra en charge la gestion financière des opérations. Il entretiendra des relations avec tous les intervenants (architectes, entreprises, notaires, etc.). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'environ 25 ans, de formation supérieure ESC ou École d'Ingénieurs (ESTP), possédant 2 ans d'une expérience professionnelle analogue. Il sera prêt à s'investir au sein d'une équipe jeune et motivée. Ce poste, basé à Paris, implique des déplacements en Province de courte durée.

Écrire sous référence 1006 M à :

GRH Conseils

3, avenue de Ségur – 75007 PARIS – Discrétion assurée.

SOCIETE INDUSTRIELLE DE DIMENSION EUROPEENNE EN FORT DEVELOPPEMENT
- C.A. DOUBLE ET RESULTATS QUADRUPLES EN 3 ANS -
FILIALE D'UN GRAND GROUPE FRANÇAIS MULTINATIONAL

recherche

DIRECTEUR ETABLISSEMENT INDUSTRIEL

Après différentes missions de haut niveau, il prendra la direction de l'un des 3 établissements industriels de la société (2 dans l'Est parisien et 1 en Italie du Nord) qui ont chacun 200 personnes environ et dont l'activité est de transformer un matériau de base en produits finis dont plusieurs de haute technologie destinés aux professionnels et aux industriels.

Les candidats, cadres à haut potentiel, de formation ingénieur (MINES, CENTRALE...) ou commerciale (HEC, ESSEC, ESCP...) auront une expérience réussie suffisamment longue (5 à 10 ans) pour avoir acquis la maîtrise des techniques de fabrication, de la gestion et du management des hommes.

Une bonne maîtrise des langues vivantes (anglais, italien voire allemand) ainsi qu'une ouverture internationale seraient vivement appréciées.

TRES BELLES PERSPECTIVES DANS LA SOCIETE OU LE GROUPE

comes

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite, photo récente et prétentions au Département Recrutement du COMES, 19, rue de la Paix, 75002 PARIS sous la Réf. 2730

DISCRÉTION ET REPONSE ASSURÉES

Le Monde

L'augmentation des ventes et des recettes publicitaires, la création de suppléments –Campus, Radio, Télévision, Le Monde des Affaires...–, la diversification vers d'autres médias, la construction d'une imprimerie ultra-moderne, un C.A. consolidé d'un milliard de F et des bénéfices démontrent la réussite de nos idées et de nos équipes. Dans ce contexte de modernisation, pour aider au mieux la Direction Générale dans la politique sociale de l'entreprise, le service du personnel se renforce et recherche le

GESTIONNAIRE DES INDICATEURS SOCIAUX SPECIALISTE DE MICRO-INFORMATIQUE

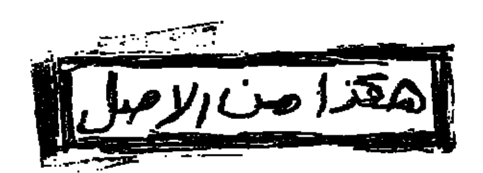
Au sein d'une équipe professionnelle et en liaison étroite avec le chef du service, vous participerez à la mise en œuvre et au contrôle des règles de paie (ZADIG) et à l'exploitation des données de gestion. Vous assurerez les prévisions, l'analyse et le suivi, le contrôle a priori et a posteriori de la masse salariale ainsi que l'établissement des tableaux de bord et le chiffrage des coûts sociaux. Dans ce rôle de contrôleur et de correspondant informatique, vous animerez les liaisons avec la Direction des Systèmes d'Information et de l'Organisation et surtout avec les utilisateurs que vous assisterez sur le plan informatique. Nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur en gestion possédant une expérience d'au moins 5 années en gestion et contrôle budgétaire de personnel. Connaissance et expérience de la micro-informatique, (D BASE III LOTUS) et du langage Système Expert s'imposent autant que sens de l'organisation et rigueur dans la gestion, ainsi que capacité à communiquer et à former.
Merci d'adresser votre lettre de motivation + CV + photo + prétentions à PAUL EMILE TAILLANDIER CONSEIL, 10 rue du Colisée, 75008 PARIS, sous la référence 3862/M.

PAUL-EMILE TAILLANDIER CONSEIL



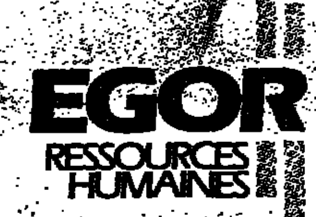
Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



L'Europe du recrutement

En 1987, EGOR, conseil international en ressources humaines, a :

- maintenu un taux de développement important : chiffre d'affaires en croissance de 46 %,
- créé, à Paris, des départements Assurances et Communication qui prennent en charge la recherche des dirigeants et des cadres de ces secteurs,
- développé ses activités dans toutes les régions françaises : Aquitaine, Midi-Pyrénées, Ouest-Atlantique, Région Est, Rhône-Alpes,
- ouvert de nouveaux bureaux à l'étranger : Barcelone, Côme, Hambourg, Liège, [illegible] Turin,
- renforcé considérablement sa position en Grande-Bretagne,
- participé activement à la vie culturelle et sociale en aidant différentes associations et en apportant son concours à des sportifs de haut niveau.

En 1988, EGOR, conseil international en ressources humaines, souhaite :

- développer ses départements [illegible] et Services, Biomédical et Distribution en y associant de nouveaux consultants,
- créer une structure Gestion-Finance,
- compléter son implantation nationale en ouvrant de nouvelles délégations régionales (Nord, Sud-Est...),
- renforcer son réseau international en s'implantant dans d'autres pays européens : Hollande, Scandinavie, [illegible]...,
- conduire une politique [illegible] de diversification dans le domaine des ressources humaines en [illegible] AXIS et CARRIERE CONSEIL, d'autres structures spécialisées,
- mettre en place de nouveaux outils de communication en direction de tous ses interlocuteurs privilégiés,
- intégrer d'excellents profession[illegible]

Si notre projet d'entreprise - devenir le premier groupe européen dans notre [illegible] - vous attire, Christian [illegible], Président du Groupe, vous remercie de lui adresser, sous la référence MEG/[illegible] dossier complet de candidature. Nous vous garantissons la plus totale discrétion.

EGOR S.A.
[illegible] rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

PARIS OUEST

PARIS-OUEST IMMOBILIER

Notre activité promotion immobilière se développe. Bienvenue chez nous à un jeune architecte

Je m'appelle Xavier BOUTHILLON. Je dirige PARIS-OUEST, un groupe constructeur qui a réussi le pari de regrouper sous un centre de décision unique, une variété de compétences qui couvre tout le domaine de la construction.

J'attache actuellement une attention particulière au développement de nos activités de promotion et je propose à un jeune architecte de venir rejoindre notre Cabinet intégré d'ingéniérie et de maîtrise d'œuvre.

A partir d'un site, il s'agit pour nous -pour vous aussi donc- d'imaginer et de monter une affaire. De mener recherches et études, de proposer des croquis, de trouver des solutions conformes aux textes et à la réglementation mais surtout de sortir un dossier d'avant-projet et ensuite des plans qui emportent notre enthousiasme... et celui du client.

C'est un métier que vous avez appris et pratiqué en Cabinet, à Paris et dont vous connaissez touts les facettes. Vous savez dessiner, écrire, compter, vous connaissez tout notre environnement professionnel. Vous êtes, dans l'âme, comme nous, un "constructeur".

J'ai demandé à notre Conseil de préparer notre rencontre. Merci de lui adresser votre dossier sous réf. AR 323 M. Nous avons beaucoup de bonnes choses à réaliser ensemble.

SEFOP
11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

La ville de Laval
(Mayenne)

RECRUTE

UN ATTACHÉ OU UN RÉDACTEUR

particulièrement qualifié
pour son service état civil et cimetières.

FONCTION :
- encadrement du service ;
- suivi juridique et contentieux.

MISSION :
- faire évoluer, en 2 ou 3 ans, le fonctionnement, l'accueil et les méthodes de travail du service.

ÉVOLUTION ULTÉRIEURE DU POSTE :
- à convenir le moment venu.

PROFIL SOUHAITÉ :
- connaissances juridiques ;
- sens de l'organisation et de l'encadrement ;
- sens du service public ;
- intérêt pour la modernisation des méthodes et pour l'automatisation des tâches.

Candidatures et curriculum vitae à adresser à Monsieur le Député Maire de LAVAL, Service du Personnel, 53017 LAVAL CEDEX, au plus tard le 28 MARS 1988.

RESPONSABLE DEVELOPPEMENT TECHNIQUE DES PRODUITS SALES (FOODS)

SOCIETE INTERNATIONALE PRODUITS AROMATIQUES recherche **Responsable développement technique des produits salés (foods)** basé sur la région parisienne.

Formation :
Ingénieur Industrie Alimentaire ou Agricole.

Expérience :
3 à 5 ans d'activité dans une industrie similaire ou dans un service de développement d'une industrie utilisatrice (conserves, viandes, snacks, plats cuisinés, fromagerie, surgelés).

Une bonne connaissance des épices serait appréciée.

Anglais courant indispensable pour contacts avec filiales.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions sous réf. 11970 à PIERRE LICHAU - 10, rue de [illegible] 75002 PARIS qui transmettra.

Un des premiers cabinets Conseils Français étoffe son équipe pour poursuivre son développement et offre un poste de

Consultant en recrutement

Diplômé d'une grande école (psychologue, HEC, ESSEC, SC. PO...), il aura environ 3 ans d'expérience de recrutement de cadres de préférence en entreprise.

L'intégration dans une équipe de "grands" professionnels lui permettra de devenir également un consultant de haut niveau et d'assumer des missions complètes de conseil : contacts clients, analyse des besoins, montage et réalisation des opérations de recrutement.

Ouverture d'esprit, discernement, dynamisme et esprit d'équipe seront des atouts importants. Connaissance de l'anglais appréciée.

Poste à Paris.

Ecrire sous **référence 6.646 à YJ SÉLECTION**, 1, rue Falguière, 75015 Paris, qui transmettra.
Discrétion absolue

BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS

recherche pour son
DEPARTEMENT TITRES

GRADE IV H/F

BACK OFFICE - BOURSE ETRANGERE

A 25/30 ans environ, le candidat devra justifier de plusieurs années d'expérience, de capacités en contrôle comptable et d'organisation et d'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Au sein d'une petite équipe spécialisée, il devra assurer :
- la passation des ordres,
- le suivi des comptes Brokers.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prét.
au Service du Personnel, BICM,
15 rue des Pyramides, 75001 PARIS.

CONTESSE

JEUNE CHEF DE PERSONNEL

EN CHAMPAGNE

Filiale d'un groupe industriel de réputation internationale, nous sommes une affaire de service et négoce implantée sur l'ensemble du territoire français grâce à une trentaine d'agences.

Collaborateur direct de notre Directeur, vous prenez en charge l'ensemble de la fonction, «du recrutement au départ à la retraite» pour l'ensemble de notre personnel (plus de 250 personnes). Basé au siège, vous êtes en relations avec vos homologues de notre maison-mère qui vous apporte aide et assistance en fonction de vos besoins.

Agé d'au moins 28 ans, titulaire par exemple d'un DUT de Gestion du Personnel, vous avez une première expérience de la fonction (tout ou partie) sans doute comme adjoint et vous sentez l'envie de prendre en charge l'ensemble des responsabilités du poste. Vos qualités humaines de solidité, de sérieux, de pragmatisme et de sens du dialogue vous y autorisent.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 600 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.



DESSEIN

Nouvelles Galeries

Solidement implantés sur toute la France, nous sommes la première chaîne de Grands Magasins.

Juriste d'entreprise dynamique, disponible

Titulaire d'une **maîtrise de droit privé**, vous avez acquis, au sein d'un service juridique et contentieux, une expérience de 4 à 5 ans, notamment en droit du travail et en droit commercial.

Intégré à notre Direction du Contentieux, vous serez en contact permanent avec nos directions fonctionnelles et nos établissements de province. Grâce à votre esprit critique mais constructif, vous saurez résoudre des problèmes nombreux et variés.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. M8/03, Nouvelles Galeries Monsieur Sicot 66, rue des Archives 75003 Paris.

la volonté de réussir. Passionnément.

Responsable marketing

Agence publique (400 personnes), nous avons un rôle de recherche, de conseil, d'information et de prestations auprès des entreprises et du grand public. Nous travaillons en étroite liaison avec les industriels et les sociétés de service dans le domaine de l'utilisation de l'énergie.

Pour affiner notre stratégie de développement et mieux l'adapter aux besoins des utilisateurs, nous souhaitons être rejoints par un professionnel du marketing, rompu aux techniques quantitatives et qualitatives.

Animateur d'une équipe de dix personnes, il aura pour mission d'élaborer une politique de produits (existants et à créer), étayée par des études et soutenue par des actions d'information et de communication. Il jouera un rôle moteur dans notre développement et l'élaboration de nos méthodes d'action.

Concepteur, pragmatique, convaincant, à l'écoute de l'expérience des équipes en place, il sera capable, pour cette création de poste, d'insuffler un esprit marketing au sein de l'entreprise.

Environ trente cinq ans, une formation école de commerce, une expérience acquise dans le tertiaire, éventuellement une connaissance du secteur public ou para-public, telles sont les données qui favoriseront la réussite dans cette fonction.

Nous vous remercions d'adresser un dossier complet de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) sous la réf. FAE/1, à notre conseil

INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

Spécialiste recrutement

PA Conseil en Recrutement est une division de PA Ressources Humaines, filiale française du groupe PA (2.500 personnes dans le monde, 80 bureaux dans 22 pays). Numéro un incontesté du recrutement en Europe, PA connaît en France un développement de tout premier plan, notamment en ce qui concerne son bureau de Paris (+ 35% en 1987). Dans le cadre de cette très forte expansion, ce bureau renforce ses structures et recherche aujourd'hui un consultant supplémentaire. Agé de 30 ans minimum, le candidat retenu sera diplômé de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle connaissance des techniques modernes de recrutement, acquise de préférence au sein de la direction des ressources humaines d'un groupe industriel ou d'une société de services. Motivé par une spécialisation dans le métier de conseil en recherche de cadres, il utilisera, après formation, les techniques d'approche les plus diverses (recherche directe, annonces...) et sera progressivement responsable d'un portefeuille-clients qu'il gèrera puis développera de façon autonome. La rémunération sera fonction de l'expérience présentée. Ecrire à JP ROUGIER, directeur du bureau de Paris, en précisant la référence A/062RM. (PA Minitel 36.14 code PA)

MEMBRE DE SYNTEC



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Biens d'équipements

RESPONSABLE DE PRODUCTION

Pays de Loire

Cette entreprise performante de 230 personnes (Chiffre d'affaires de 150 millions de Francs), leader dans son créneau, et filiale d'un important groupe international, est spécialisée dans la conception et la commercialisation d'équipements industriels utilisant des techniques avancées en mécanique, pneumatique et électronique. Renforçant ses structures, elle recherche aujourd'hui, le responsable de son unité de production.

Rattaché au Directeur Technique, il sera chargé, à la tête d'un effectif d'une centaine de personnes (ateliers d'usinage, de fabrications électriques et électroniques, de montage, de peinture et de réparations, services méthodes, entretien, ordonnancement-lancement) de la réalisation des programmes de fabrication, en quantité, qualité et délais et ce, dans un contexte très informatisé (GPAO, FAO, etc...). Responsable de ses budgets et de ses objectifs, il veillera par ailleurs à l'optimisation permanente des moyens et des coûts de production.

Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, mécanicien ou électrotechnicien, âgé de 27 ans au moins, homme de terrain et personnalité affirmée, pouvant justifier d'une première expérience industrielle, de trois années au moins, acquise dans un domaine similaire. La pratique correcte de l'anglais est vivement souhaitée. De bonnes notions en automatisme constitueraient un atout supplémentaire.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 1/2470 C à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Ingénieurs agro, chimistes ! Votre « Matière Première » ?..

Des produits semi-finis...

Filiale de l'un des tout premiers Groupes Industriels Français, notre Société, LEADER MONDIAL pour un produit naturel, recherche, pour son usine d'Angoulême (250 M de F, 250 p.) un Ingénieur Agro ou Chimiste, véritable PATRON d'un ensemble d'activités centrées sur

Echantillonnage - production - qualité

A partir de produits semi-finis délivrés par la Production de l'Unité, vous devrez, en liaison étroite avec nos Services Commerciaux, concevoir, faire réaliser, conditionner et diffuser nos produits finis, à destination d'industries variées telles : l'Agro-Alimentaire, la Pharmacie, la Photographie,.. « Détenteur » de notre savoir-faire en la matière, votre action « d'aval » aura un effet « rétro-actif » sur l'ensemble de notre activité, ce qui vous prédestine au rôle de responsable de notre Qualité.
Un rôle de « metteur au point », de réalisateur et de « contrôleur ». Un véritable PATRON donc, pour le présent... et l'avenir ! A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence N/EPO/LM.

MEDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

AMENAGEUR privé
filiale d'un groupe important
recherche pour son développement en Ile de France

NEGOCIATEUR FONCIER

Chargé des acquisitions foncières et évictions commerciales dans le cadre d'opérations d'urbanisme (ZAC notamment).

Formation juridique indispensable (bonnes connaissances du droit de l'expropriation et du droit commun des contrats).

Adresser CV, photo et prétentions sous n° 1043 à
PARFRANCE ANNONCES *4 rue Robert Estienne 75008 PARIS*
qui transmettra.

membre du SNPAC

Notre société -320 MF, 400 personnes- appartient à une multinationale américano-suédoise de bonne notoriété. Nous grandissons fortement notamment par rachats d'entreprises. Valorisez votre expérience en devenant notre

crédit manager trésorier

PARIS 18e

Votre acquis professionnel vous permettra de prendre en charge rapidement le suivi, l'optimisation et l'encaissement de notre encours clients. Vous gèrerez notre trésorerie et mènerez les négociations bancaires. Vous utiliserez régulièrement notre progiciel de trésorerie.

Le reporting à la maison-mère vous conduira à utiliser la langue anglaise dont la bonne connaissance est indispensable.

Poste passionnant pour un homme ou une femme, la trentaine, maitrisant la fonction de crédit manager et désirant travailler dans un contexte fortement mobilisateur.

Merci d'écrire à notre conseil sous la référence M/229 en indiquant votre rémunération actuelle

ornicar 3, avenue Bertie Albrecht
75008 Paris

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

SICLI

SYSTÈMES SÉCURITÉ
Pour SECTEUR ILE-DE-FRANCE
RECHERCHE

DÉLÉGUÉ TECHNICO-COMMERCIAL

Vous avez :
- une bonne expérience commerciale ;
- 30 ans minimum ;
- une bonne base technique, électricité courants faibles.

Nous vous offrons :
- une rémunération motivante ;
- une situation évolutive dans un secteur en pleine expansion.

Envoyer C.V., photo, lettre manuscrite précisant prétentions à :
SICLI - M. Tora, 2, rue Blaise-Pascal, 93157 LE BLANC-MESNIL CEDEX.

LA MUTUALITE FRANÇAISE

recherche pour le DEPARTEMENT ETUDES
de sa DIRECTION PREVOYANCE
aux fins d'assister son responsable :

JURISTE H/F

SON PROFIL : *titulaire d'une formation juridique de haut* niveau en Droit privé (diplôme de 3ème cycle) avec une spécialisation appréciée en assurances (DESS ou Institut des Assurances).

Expérience de plusieurs années au sein d'une entreprise d'assurances ou d'un organisme de prévoyance qui lui a fait "toucher" tous les aspects de la fonction juridique (conception et rédaction de contrats type, fonctionnement et contrôle de l'entreprise, relations avec l'autorité de tutelle,...).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à MUTUALITE FRANÇAISE, Division des Relations Sociales, 255, rue de Vaugirard, 75719 Paris Cedex 15.



CONTESSE

JURISTE D'ENTREPRISE

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience dans le domaine de la promotion immobilière ou notariale.

Vous serez chargé de la mise en place et du suivi des baux commerciaux.

Vous assisterez notre "Service Expansion" aux négociations d'achat de terrains.

Vous rédigerez les promesses de vente, les baux de construction et les compromis de vente.

Le poste est basé en **région parisienne (ouest).**
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo, sous la réf. 27076, à Média System, 6-8 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

MEDIA-SYSTEM

Aquitaine

"pro" des R.H.

"Pro" vous l'êtes par votre expérience dans un contexte où la fonction est structurée... et structurante.

"Pro" vous l'êtes parce que vous avez voulu approfondir les procédures et les systèmes de la fonction personnel.

Un "pro", c'est ce qu'il faut pour nous aider à continuer la fonction. Travail intense et pratique assurés (+ de 1000 pers.).

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV, sous réf. 1014-02, à notre Conseil

ONOMA 26 rue de Berri - 75008 Paris.

CCII
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
INTERDEPARTEMENTALE
VAL D'OISE YVELINES

Recherche un

DIRECTEUR

Pour son Centre de Formation Technologique
par Alternance d'Osny (95)

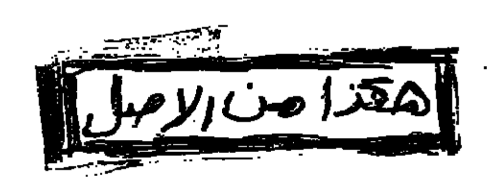
Il aura a responsabilité de l'Etablissement Consulaire d'Enseignement Professionnel accueillant 1700 jeunes dans les secteurs : industrie hôtellerie, commerce et artisanat, préparant des formations premières : CAP, BEP, BAC, BTS.

Il assurera : ● l'animation pédagogique de l'Etablissement. ● la gestion administrative, financière et comptable de l'établissement. ● le développement des formations proposées etc. Formation supérieure indispensable BAC + 4 minimum.

Le candidat retenu sera motivé par la formation des jeunes et devra faire preuve de dynamisme et de rigueur. Une experience en entreprise et en formation (jeunes ou adultes) est souhaitee.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions a
C.C.I.I. - Service du Personnel - 21, avenue de Paris
78021 VERSAILLES CEDEX.

Organisation et Publicité



هكذا من الاصل

Importante Unité d'Electronique Professionnelle située en proche banlieue Sud

recherche

2 CADRES DE GESTION

Mission :
Vous constituerez des devis pour permettre d'établir des propositions commerciales pour des matériels ou systèmes complexes, dans le domaine de l'aéronautique.
Vous assurerez l'interface avec l'ensemble des services de l'entreprise pour l'établissement des devis, et la cohérence des prix entre les différentes lignes de produits.

Profil :
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (grande école, université) et possédez 3 à 5 ans d'expérience.
Passionné de gestion, rigoureux et accrocheur, vous progresserez dans une entreprise de dimension internationale.

Merci d'envoyer curriculum vitae et prétentions sous réf. 92352/LM à

HCA - 1, place du Palais Royal - 75001 PARIS
qui transmettra.

---

camif

Notre métier : La Vente Par Correspondance. Nos moyens : des Catalogues et des Magasins. Notre dimension : 1 440 salariés pour un C.A. de 3,6 milliards. Nos partenaires : plus de 900 000 clients-Sociétaires et 5 500 fournisseurs. Notre projet, nos politiques privilégient l'innovation technologique, la qualité totale et les femmes et les hommes, acteurs de notre réussite.
Le défi coopératif dans la distribution d'aujourd'hui.
Direction des Etudes Mercatiques et de Communication recherche

CHARGE D'ETUDES EN STATISTIQUES *HF*

Au sein d'une petite équipe, il participera à la définition et à la conception des études préalables, à l'envoi de nos publications (plans d'échantillonage, sélection ou conception de modèles statistiques, simulation d'envois...).

Il assurera le suivi statistique des résultats et collaborera à l'actualisation et au développement des fichiers, bases de données, procédures informatiques et logiciels statistiques.
La fonction est offerte à candidat débutant possédant une formation ENSAE, ISUP, DEA, mathématiques appliquées ou économétrie + formation en analyse de données.

Ce poste est à pourvoir à NIORT, ville où les secteurs tertiaires et informatiques sont en expansion.

Adresser lettre de candidature (C.V., photo et prétentions)
à la Direction du Personnel - Trévins de Chauray
79045 NIORT Cedex.

Pierre Lichau

Biens d'équipements

JEUNE INGENIEUR DEVELOPPEMENT

Pays de Loire - Cette entreprise performante de 230 personnes (Chiffre d'affaires de 150 millions de Francs), leader dans son créneau, et filiale d'un important groupe international, est spécialisée dans la conception et la commercialisation d'équipements industriels utilisant des techniques avancées en mécanique, pneumatique et électronique. Renforçant ses structures, elle recherche aujourd'hui, pour son service études, un jeune ingénieur Recherche et Développement.
Rattaché au Directeur Technique, et assisté de plusieurs projeteurs et dessinateurs, il sera plus spécialement chargé, en relation avec le service électronique, les organismes extérieurs et les sous-traitants, du pilotage de la partie mécanique et électro-mécanique d'un projet de niveau élevé, faisant appel à des applications de commandes numériques et de micro-processeurs, depuis la conception jusqu'aux essais et homologations.
Ce poste, évolutif, doit motiver un jeune ingénieur, débutant ou justifiant d'une première expérience professionnelle, acquise en bureau d'études ou en plate-forme d'essai. La pratique de l'anglais est souhaitée. Des connaissances en automatisme et/ou en pneumatique seraient appréciées. La réussite dans la fonction exige un esprit créatif, méthodique et rigoureux, et autorise, à moyen terme, de réelles perspectives d'évolution.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 17/2470 D à :

EGOR OUEST ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 NANTES

EGOR
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

Nous sommes un groupe de plusieurs sociétés en plein développement. Nous exploitons des chantiers en France et à l'étranger et employons plus de 500 personnes dont 400 expatriés. Nous recherchons aujourd'hui un

CADRE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Placé sous l'autorité directe du Directeur du Personnel du groupe, vous serez chargé, outre les différents aspects administratifs et juridiques de la fonction :
- d'adapter et d'améliorer les systèmes existants (paie, gestion masse salariale...),
- d'harmoniser les statuts et les avantages sociaux (rémunération, régimes complémentaires, assurances...),
- de veiller au respect de la législation sociale,
- de réaliser des études ponctuelles en fonction des besoins.

De formation supérieure, vous maîtrisez également la langue anglaise.

Par ailleurs, vous justifiez de 2 ans minimum d'expérience en gestion/administration du personnel dans une entreprise de taille moyenne et d'une bonne connaissance des systèmes informatisés. Ce poste est basé à Paris.

Pour que nous puissions vous rencontrer rapidement, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence PER/1, à **CICOFRANCE** - 21, avenue Victor-Hugo 75116 PARIS.

MEDIA BA

UMT
MUTUALITÉ TARNAISE

directeur des ressources humaines

Notre organisme mutualiste à Albi compte 500 salariés. Le directeur actuel évolue vers une Direction opérationelle et libère le poste proposé.

A 32 ans, diplômé (Sup. de Co, sciences sociales, droit...), homme de dialogue et de conviction, vous vous sentez capable de devenir nº 1 de la fonction. Venez nous apporter votre expérience du développement social et du management participatif acquise même dans une activité différente de la nôtre.

Merci d'écrire à notre consultant J. PICARD (réf. 3107 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
97, RUE RIQUET - 31000 TOULOUSE
PARIS - LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE IMMOBILIER NANTERRE - DÉFENSE
(RER Nanterre Préfecture)

recrute

ADJOINT AU DIRECTEUR COMPTABLE

DECS ou équivalent et expérience de 5 ans dans une fonction similaire.
Il assistera le Directeur dans l'intégralité des tâches comptables et encadrera 6 personnes.
L'expérience du secteur immobilier et la bonne connaissance de l'informatique seraient des atouts appréciés.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous nº 8455 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7ᵉ.

Société nationale

recherche

UN JEUNE CADRE

pour étoffer l'équipe d'administration et de maintenance de son système d'information et de gestion.

NATURE DES ACTIVITÉS CONFIÉES :

- sous la responsabilité d'un cadre confirmé, ce jeune cadre sera plus particulièrement chargé de réaliser :
  les études permettant d'établir le cahier des charges (spécifications fonctionnelles détaillées) en vue de modifier les applications informatiques existantes ou d'en créer de nouvelles.
  Ce cahier des charges sera le document technique à partir duquel les analystes-programmeurs réaliseront les programmes informatiques *nouveaux ou modifiés*.
  Les tests des programmes avant leur mise en exploitation.
  Les consignes de mise en exploitation des programmes modifiés ou nouveaux.
  Les études d'organisation consécutives aux modifications qu'implique le traitement informatisé de l'information.
  L'assistance des utilisateurs et plus particulièrement la formation.
  Il se verra également confier des tâches relatives à l'administration des données contenues dans le système d'information et de gestion.

NIVEAU DE FORMATION SOUHAITÉ :

- maîtrise d'informatique d'administration et de gestion (MIAGE) ou formation équivalente.
  Une connaissance de la méthode MERISE (méthodologie de conception et de réalisation d'un système d'information) serait apprécié.

LIEU DE TRAVAIL : La Plaine-Saint-Denis.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. détaillé sous nº 8447,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy,
75007 PARIS.

INGENIEURS COMMERCIAUX

QUELLE EST LA BONNE STRATEGIE QUAND ON EST LE MEILLEUR ?...
... C'EST D'ENTRER CHEZ LE PREMIER !

Situons ORACLE : créée en avril 1986, la filiale française du Nº 1 mondial des SGBDR a réalisé en 1987 un C.A. de 64 MF soit une progression de 128 %. Elle est désormais présente dans tous les secteurs d'activité avec les références les plus prestigieuses.

Notre croissance se poursuivra au rythme annuel de 100 % dans les 2 prochaines années.

Téléphonez-moi au 42.25.52.15 de 9 h à 11 h mardi matin. Nous parlerons de l'enrichissement que peut vous apporter ORACLE ou bien adressez-moi votre carte de visite.

Pour que l'échange soit équitable nous vous demandons d'apporter 3 ans de succès dans la vente informatique "grands comptes", et une formation BAC + 5.

Postes disponibles à **Toulouse, Lyon, Paris.**

ORACLE, Thierry BERRIER.
16, rue Henri REGNAULT LA DEFENSE 6
92400 COURBEVOIE CEDEX.

ORACLE
Nº1 Mondial des SGBDR

CURRICULUM

BOSSARD CONSULTANTS
CABINET DE CONSEIL EN MANAGEMENT LEADER SUR SON MARCHÉ

RECHERCHE

dans le cadre du développement de ses activités.

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX (H. ou F.)

Agés d'environ 30 ans, les candidats, de formation supérieure, auront acquis au cours de leur expérience antérieure de commercialisation de services (conseil, informatique,...) une réelle autonomie professionnelle.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, photo et C.V. à :
E. ROUDIL
BOSSARD CONSULTANTS
12 bis, rue Jean-Jaurès
92807 PUTEAUX Cedex

AGEFOS-P.M.E.
Fonds d'Assurance Formation des salariés des P.M.E.

recrute un(e)

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL(E)

Poste à pourvoir à Clermont-Ferrand.

- Sa fonction consiste, sous la responsabilité d'un conseil d'administration, à animer une équipe dont le rôle est de conseiller les entreprises et de leur apporter une aide à la gestion de leur budget formation professionnelle.
- Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) ayant une expérience dans le domaine de la formation professionnelle et de la gestion.

Les candidatures sont à adresser à :
AGEFOS-P.M.E.
12, rue Gabriel-Péri, 63000 CLERMONT-FERRAND.
Confidentialité assurée.

ECOFISE
83, RUE DU FG ST-HONORÉ
75008 PARIS

SOCIÉTÉ DE CONSEIL AUX COLLECTIVITÉS LOCALES EN MATIÈRE D'INGÉNIERIE FINANCIÈRE

RECHERCHE **CONSULTANT DE HAUT NIVEAU**

- FINANCEMENTS, RESTRUCTURATION DE DETTES
- SÉLECTION, MISE EN PLACE D'OUTILS FINANCIERS (SWAPS, OPTIONS...)
- BUDGETS, CONTROLE DE GESTION, PLANIFICATION
- AUDIT (ORGANISATION, IMMOBILIER...)
- TOUS DOMAINES DE L'INGÉNIERIE FINANCIÈRE

MERCI D'ADRESSER VOTRE C.V. + PHOTO à M. ANDRÉ TUBIANA

SOCIÉTÉ DE CONSEIL D'ENTREPRISES ET DE FORMATION PERMANENTE

recherche

CONSULTANT-FORMATEUR en MANAGEMENT/STRATÉGIQUE :

Projet d'entreprise, plans à moyen terme, objectifs, tableaux de bord, qualité totale, pour interventions INTRA dans grandes entreprises.
Etudes supérieures et 5 ans minimum d'expérience de la formation et du conseil.
Poste de haut niveau exigeant de grandes qualités humaines et professionnelles.
Disponibilité rapide.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous nº 8 452 M
LE MONDE PUBLICITÉ – 5, *rue de Monttessuy* – Paris 7ᵉ.

PARFRANCE ANNONCES

Nous sommes spécialisés dans la publicité de recrutement et recherchons (H/F) :
pour contrat à durée déterminée de 6 mois.

REDACTEUR CONSEIL

pour assister et conseiller les directions du personnel des entreprises, pour la réception, le conseil, l'élaboration, la rédaction, la mise en forme et le suivi des annonces. Il est nécessaire de posséder une très bonne culture générale, des connaissances graphiques, une facilité de rédaction et le goût des contacts humains. Une expérience dans la profession est indispensable.
La possibilité d'un mi-temps peut être envisagée.

Téléphoner au 43.59.01.72 ou adresser CV, photo, prétentions à



La Direction du Personnel
PARFRANCE ANNONCES
4 rue Robert Estienne 75008 PARIS

Le Monde
CADRES

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

Rédacteur

BANQUE DE DEPOTS PARIS 8e

Possédant une bonne expérience dans le domaine du financement, de l'acquisition ou de la modernisation de fonds de commerce.
Intégré dans une équipe chargée du développement de ce type de crédits et gérant déjà un encours supérieur à 300 MF, il devra être capable d'effectuer le montage de dossiers de crédits à long et moyen terme, en assurant notamment les liaisons nécessaires avec les emprunteurs.
Il sera placé sous l'autorité directe du responsable de ce secteur.
Rémunération en fonction de l'expérience acquise.
Adresser lettre manuscrite, CV, prétentions et photo sous réf. 1244/M à L.T.A. Antenne St Lazare 39, rue de l'Arcade 75008 Paris - qui transmettra.

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

Un groupe très important du secteur tertiaire (3000 personnes dont 600 cadres) recherche pour renforcer l'encadrement de sa direction du personnel

2 COLLABORATEURS

CHARGES DE RECRUTEMENT

Rattachés au responsable du Service Emploi, ils auront à prendre en charge les recrutements de cadres et d'employés des différentes sociétés du groupe.
De formation supérieure, ils devront avoir une première expérience réussie d'au moins 2 ans en recrutement, et en connaitre à fond les techniques.

Postes basés dans le quartier de la gare St Lazare

Avantages sociaux importants

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf.506398 à COFAP, 20 Av. de l'Opéra 75001 PARIS qui transmettra.

cofap

C.C.E. AIR FRANCE

recherche
pour village vacances

ASSISTANT(E) DE DIRECTION

C.D.D. 5 mois A/C 01.06.88.

EXIGÉES :
- études supérieures gestion hôtelière et/ou tourisme ;
- plusieurs années expérience animation et restauration.

Ecrire avec C.V. : C.C.E. AIR FRANCE
ORLY SUD 216,
94542 ORLY AÉROGARE CEDEX.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**



CAP GEMINI SOGETI

L'Expertise Informatique

Auditeur interne groupe

Paris

PROFIL
Ce poste intéresse un candidat correspondant aux critères suivants :
- Formation supérieure HEC-ESSEC-ESCP niveau Expertise Comptable ou équivalent.
- Expérience d'environ 5 ans dans un Cabinet d'audit anglo-saxon.
- Anglais courant indispensable.
- Audit informatique souhaité.

MISSION
- Les interventions de l'audit interne portent sur la fiabilité des résultats des filiales, le contrôle des procédures dans les agences et le fonctionnement des systèmes informatiques de notre Groupe.
- Basé à Paris, il dépend de la Direction financière et il est amené à effectuer des déplacements de courte durée en Europe et aux USA.

Adresser CV + photo + prétentions à CAP GEMINI SOGETI SA, *Audit interne, 11 rue de Tilsitt - 75017 Paris, sous référence HMA 3*

MEDIA-SYSTEM

Une opportunité de carrière dans un grand groupe industriel pour un

JEUNE RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Cette société industrielle (620 MF, 700 personnes), filiale d'un puissant groupe français, est performante dans son domaine d'activité et largement bénéficiaire. *Elle recherche son nouveau Responsable Administratif et Financier,* le titulaire du poste actuel étant promu à l'intérieur du groupe.

Rattaché au Directeur Général, il supervise et anime une équipe de 11 personnes dont deux cadres assurant les comptabilités, le Service Financier, la Trésorerie, le contrôle de gestion, le plan, le secrétariat du Conseil et les affaires juridiques. A l'issue de cette première mission, il évoluera dans le groupe dans la filière financière.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une école de gestion (HEC, ESSEC, Sup de Co, IEP, Maîtrise de Gestion), ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans dans une fonction similaire si possible dans l'industrie.
Le poste est basé en Province (Région Est). Les conditions offertes sont de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 11/1535 C à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

SECTEUR PÉTROLIER

Filiale de l'un des plus grands Groupes Internationaux, nous sommes, en France, leaders incontestés de notre marché. 600 personnes et 3 milliards de FF de CA nous valent une place prépondérante dans la distribution de produits pétroliers. Dans le cadre d'une recente autonomie de moyens, nous créons le poste de :

CHEF COMPTABLE 280.000 +

Patron de l'équipe comptable (une quinzaine de compétences vous y attendent), vous prendrez la responsabilité globale de la comptabilité. Vous assurerez un reporting trimestriel détaillé et commenté, et vous gérerez la trésorerie (en accord avec les règles du groupe). Vous serez aussi à l'origine de la methodologie comptable en vigueur dans les régions. De plus, notre Informatique est performante, mais nous changeons de système... A vous de jouer...
Pour ce poste très évolutif (la 1re étape d'une carrière dans le groupe), la trentaine, diplômé d'Études Supérieures et DECS en poche, vous avez une expérience significative en cabinet et/ou entreprise. En plus de votre goût pour l'Informatique, vous parlez anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous référence 21.915 M à H. CARON qui traitera ce dossier en toute confidentialité.

C&L **Coopers & Lybrand associés**
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHIEU - 75008 PARIS

alliance RH

Importante société de services (CA consolidé : 2 milliards de francs), opérant dans le monde entier et située en banlieue Sud de Paris, recherche un

CONTROLEUR DE GESTION

Au sein de notre Division TRAITEMENT INFORMATIQUE, vous serez responsable de la comptabilité de gestion, du contrôle budgétaire et des études financières. Outre un rôle d'assistance et de conseil auprès du Directeur de la Division, vous interviendrez à titre de contrôleur et de coordinateur auprès des centres informatiques situés à l'étranger.
A 25-30 ans, de formation Ecole Supérieure de Commerce (option finance, comptabilité), vous avez une première expérience, si possible dans le même domaine d'activité.
Une excellente pratique de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions s/réf. 5266/[illegible] à

MEDIA PA
53, av. Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

La filiale française d'un important groupe américain dont l'activité est la fabrication et la commercialisation de composants électroniques, C.A. France de l'ordre de 600 MF, effectif 650 personnes, recherche un jeune

CHEF DE LA COMPTABILITE GENERALE

Agé de 28-32 ans, de formation E.S.C. + D.E.C.S. + 1 ou 2 Certificats Supérieurs de l'Expertise Comptable, le ou la candidat(e) aura acquis une expérience de 3 à 6 ans en entreprise. Un passage en Cabinet d'Audit serait un plus.
L'anglais courant est indispensable.
Le poste est à pourvoir en Banlieue Nord-Ouest de PARIS.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle, sref. C082 à notre Conseil

Patrick Bruneteau
PB *International Management*
75, rue de Miromesnil 75008 PARIS

SOCIETE
AYANT UNE
POLITIQUE ACTIVE
D'INFORMATION
EN FRANCE ET A L'ETRANGER
recherche son

Responsable des relations

AVEC LES ACTIONNAIRES
ET LES MILIEUX FINANCIERS

Il dépendra de la Direction Générale.
Le candidat recherché possèdera une expérience de quelques années dans le domaine de l'analyse financière et une parfaite connaissance de l'anglais.
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 36380, à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Notre groupe international agro-alimentaire renforce sa Division Produits Frais

JACQUET

PAIN SUR LA PLANCHE POUR UN CONTROLEUR DE GESTION

Directement rattaché au Directeur de la Division Produits Frais - 700 MF C.A. - vous coordonnerez l'élaboration de son budget annuel : Production, Ventes, Investissements, Trésorerie, Fonctionnement.
A partir de vos différentes analyses, vous proposerez les actions appropriées pour améliorer la rentabilité de nos produits dans le cadre d'une activité en croissance constante.
Vous développerez vos propres procédures de contrôle en accord avec la Direction du Contrôle de Gestion de notre Groupe.
Diplômé de l'enseignement supérieur ESCP, HEC, ou équivalent, vous avez 3 à 4 ans d'expérience de contrôle budgétaire dans une société de la Grande Distribution.
Votre compétence technique vous permet de développer votre crédibilité professionnelle. Vous avez les qualités personnelles pour faire adopter les méthodes modernes du contrôle de gestion.
Vous êtes tenace mais attentif à comprendre la culture dans laquelle vous vous êtes intégré.
Vous avez la volonté et la capacité de développer votre activité sur une plus grande échelle.
Poste basé à PARIS.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) sous référence 4081 à :
RSCG CARRIERES - 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS, qui le transmettra à notre Conseil.



Société française, 1.300 personnes, 2 usines, filiale d'un groupe industriel de renom du secteur metallurgique, presence dans des secteurs d'activités variés, leader et référence sur certains marchés, nous créons, pour le principal site industriel (900 personnes) les postes :

RESPONSABLE LOGISTIQUE Réf. RL28

Notre position et notre redeploiement nous conduisent a accentuer nos efforts dans l'organisation. *Notre directeur d'usine auquel vous serez directement rattaché, attend un professionnel* POUR PRENDRE EN MAIN L'OPTIMISATION des approvisionnements, de la production et des stocks. Savoir anticiper, s'organiser et trouver des solutions : voilà ce que nous attendons ! Diplômé d'études supérieures, familier de l'outil informatique, vous bénéficiez d'une experience réussie en logistique, si possible dans un secteur d'activite de petites, moyennes series, (connaissance MRP appréciee). Notre taille et l'interêt que nous portons à cette fonction vous donneront les moyens d'action et vous permettront d'evoluer.

CONTROLEUR DE GESTION Réf. CG 27

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE ANALYTIQUE

Aux côtés du directeur d'usine, vous supervisez les comptabilités clients et fournisseurs (tenues par 4 personnes). Mais surtout, vous recherchez, étudiez, reportez, en matiere de coûts, de gestion, de fonctionnement, de prix de revient. Vous participez donc activement à la vie générale de cette unité de production. Vous mettrez en place et développerez les moyens techniques appropriés au renouveau du service (développement d'outils informatiques en liaison avec les services concernes). Outre les qualités inhérentes a ces fonctions (esprit rigoureux et novateur) vous avez un goût prononcé pour l'analyse et êtes a l'aise dans les contacts. Diplomé d'études superieures (ESC, DECS, etc.), vous avez quelques années d'expérience dans un poste similaire.

Postes région Nord, rémunération ouverte.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) avec la réference choisie à Contesse Publicité - 16, Place du Général-de-Gaulle - 59800 LILLE qui transmettra.

CONTESSE



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



ÉTABLISSEMENT FINANCIER PARIS (Groupe Suez)

recrute

UN ANALYSTE DE CRÉDIT JUNIOR

Numéro un sur notre marché, service financier aux PME, notre établissement vous propose de rejoindre *son équipe chargée de participer à la décision et à la surveillance* de nos risques.

Outre un aspect axé sur l'évolution économique et financière des entreprises du ou des secteurs dont vous aurez la charge, vous devrez développer les indispensables contacts nécessaires à la réussite de votre mission (établissements financiers, organisations professionnelles, institutions publiques...).

Un poste est actuellement à pourvoir pour lequel nous recherchons un jeune cadre de formation supérieure du type Ecole supérieure de commerce ou université avec une spécialisation financière.

Le candidat retenu assumera *les responsabilités générales décrites ci-dessus, appliquées* à la gestion d'un portefeuille d'entreprise d'un secteur économique spécifique.

Une première expérience de 1 à 2 ans serait un atout.

Ce poste basé à Paris nécessite quelques déplacements de courte durée.

La rémunération sera fonction de la formation et de l'expérience.

Envoyer C.V., photo et *prétentions* au *MONDE PUBLICITÉ* s/n° 8453 M, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

FIAT

UN RESEAU DE CONCESSIONNAIRES DYNAMIQUES,
UNE GESTION RIGOUREUSE :
C'EST INDISPENSABLE POUR UNE MARQUE QUI GAGNE !

Aujourd'hui, notre réussite commerciale nous conduit à recruter deux :

Contrôleurs de gestion

*Basés au siège de LEVALLOIS, vous serez res*ponsables de la consolidation et de l'analyse des résultats de gestion, vous participerez à l'élaboration du budget par secteurs d'activités, centres de profit, ou de coûts et analyserez les écarts sur budgets pour en rechercher les causes, avec les responsables d'activités. Vous élaborerez les nouvelles prévisions, participerez aux comptes-rendus à la maison-mère et interviendrez ponctuellement pour améliorer la rentabilité des frais de fonctionnement, frais fixes, etc...

Agés de 28 ans minimum, de formation supérieure (Maîtrise de Gestion, Sup de Co Gestion ou équivalent), vous justifiez d'une expérience du contrôle de gestion d'au moins 3 ans en entreprise ou en Cabinet d'Audit. Une expérience similaire dans le secteur automobile serait un atout supplémentaire.

Rigoureux, organisés, vous aimez le travail en équipe, avez le goût du contact et de la négociation, votre efficacité et vos résultats vous permettront, à terme, d'évoluer dans l'administration ou le commercial au sein de la société et du groupe.

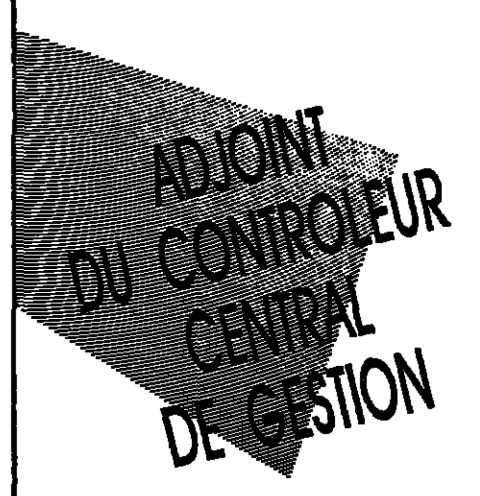
Merci d'adresser rapidement votre CV avec photo et prétentions sous référence GG/M à Emmanuèle GUEX.

Les candidats retenus devront pouvoir se libérer rapidement.

CABINET BOTH
Département Sélection Recrutement
3 bis, rue des Ecoles
78400 CHATOU

MEDIA-SYSTEM

VOLVO



Notre chiffre d'affaires se développe d'année en année : 4 milliards de F environ en 87.
Dans le cadre de cette croissance, nous vous invitons à rejoindre une équipe dynamique, chargée de suivre les différentes activités de la Société : Automobiles, Poids Lourds, Bus et Cars, Moteurs marins, Pièces de rechange.

Siège, succursales et filiales représentent vingt centres de profit dont vous aurez à contrôler, analyser et diffuser les résultats au travers d'un reporting élaboré de type anglo-saxon, en grande partie établi à l'aide d'un outil micro-informatique qu'il vous appartiendra de perfectionner encore.

Pour mener à bien cette mission, vous entretiendrez des relations régulières avec les unités opérationnelles avec lesquelles vous suivrez les plans d'action mis en place.

Ce poste vous est destiné si vous avez complété votre formation d'Ecole Supérieure de Commerce par une expérience de 3 à 5 ans, et si vous pouvez justifier de sérieuses connaissances financières et comptables.

La pratique de l'anglais est absolument indispensable. *Poste basé à Paris-Etoile.*

Adressez votre candidature avec lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions s/réf. 301/AGC à notre Conseil R. GERARD, 134 boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

AXIAL

Price Waterhouse 

Juridique et Fiscal

... L'un des plus importants cabinets de Conseil Juridique et Fiscal à l'échelon international. Nos équipes sont composées de professionnels d'excellent niveau, dont la diversité et la complémentarité ont fait le renom de notre firme et nous permettent de connaître un fort développement de nos activités.

Pour y faire face nous recherchons immédiatement des

Fiscalistes

que nous recruterons en fonction de leurs compétences et de leur potentiel. Diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous parlez anglais, vous avez acquis une expérience de 5 ans au moins de la Fiscalité. Vous souhaitez intégrer un Cabinet qui vous permet de prendre votre envol, d'avoir la responsabilité de vos propres dossiers et de bénéficier des possibilités d'évolution rapide au sein du cabinet.

Merci d'adresser à Pierre BOURON - 11 rue de Laborde 75008 Paris - sous la référence M 73303, votre dossier de candidature qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.



DESSIN

CENCEP



C.E.2 - CENTRE D'EXPLOITATION DES CAISSES D'EPARGNE

Notre organisme, chargé de la gestion des titres et des cartes bancaires du réseau des Caisses d'Epargne souhaite intégrer pour faire face à un fort développement son

Responsable de l'exploitation titres

Professionnel du back office titres, vous possédez une expérience réelle acquise au sein d'un organisme financier ou d'une charge d'agent de change.

Vous animerez une équipe jeune d'une trentaine de personnes avec laquelle vous optimiserez l'efficacité des procédures d'exploitation.

Une grande aptitude au management ainsi que de bonnes qualités relationnelles seraient déterminantes pour ce poste basé à Paris.

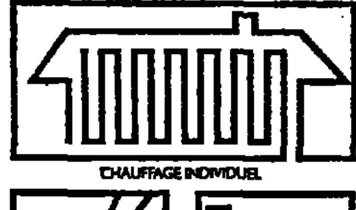
Merci de nous adresser votre dossier sous référence R 1858 ou transmettez-le à CV CADRE en composant le 36.15 code JCM sur votre minitel.

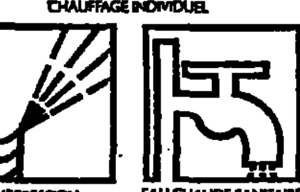


Jean-Claude Maurice Conseil
12, rue de Ponthieu
75008 PARIS

PARIS - LYON - BARCELONE.

Pompes Salmson





- 650 personnes
- CA 87 : 430 millions
- CA export : 40 %
- Usine à Laval
- 1 250 000 prod/an

CONTROLEUR DE GESTION

La croissance se maîtrise. Et c'est aussi l'affaire de notre Contrôleur de Gestion, vous sûrement.
Diplômé d'une grande Ecole de Commerce ou de Gestion, vous avez acquis une expérience confirmée du contrôle budgétaire et de la comptabilité analytique dans une unité de production. Vous voulez aujourd'hui élargir votre champ d'action à l'établissement du plan à moyen terme, à l'élaboration des budgets annuels, à la mise en place de procédures de contrôle et de communication entre services... en bref, vous souhaitez devenir une force de proposition en matière de gestion, de compétitivité, de créativité - votre place est ici, à Rueil-Malmaison, aux côtés du Directeur Financier, et, lors de courts déplacements, à Laval, auprès du Contrôleur de Gestion de l'usine dont vous superviserez l'activité.

ORION vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 8803LM



35, rue du Rocher 75008 Paris

CONTESSE

Adjoint au Directeur Financier

Poste à créer au sein d'un Etablissement Financier en forte croissance

Notre Groupe de sociétés de financement immobilier et de promotion, animé par une Direction innovatrice, dynamique, exigeante, poursuit un important développement en C.A., rentabilité, notoriété sur ses marchés.

Vous assisterez le Directeur Financier sur : l'animation des différents services (comptabilité, trésorerie, contrôle de gestion), l'ingénierie financière (adossements, transformation, couverture des risques, recherche de financements, ...).

De formation HEC, ESSEC, ESCP ou similaire, vous avez idéalement 5 à 7 ans d'expérience financière, acquise en Etablissement Financier ou/et en entreprise, avec si possible la supervision de services comptables.

Votre personnalité, votre habitude des relations de négociation, votre capacité à vous intégrer dans le monde de la finance bancaire seront parmi les critères déterminants du choix.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 18 8315 M à notre Conseil, qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

ORGANISME SEMI-PUBLIC D'AMENAGEMENT ET DE GESTION IMMOBILIERE (PARIS)

recherche



Placé sous l'autorité directe du Directeur Général, il sera chargé :

- *d'améliorer les méthodes de travail et les outils de gestion,*
- *de piloter les développements informatiques*
- *de fournir les états et les analyses de gestion nécessaires à la Direction Générale.*

Ce poste convient à un candidat de 30 ans environ, de formation HEC, ESSEC ou équivalent ayant une première expérience du contrôle de gestion.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo en précisant la rémunération actuelle à notre conseil :
Monsieur EVANGELISTA, FIDORGA, 2 Bis rue de Villiers, 92309 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

CONTESSE

Nous sommes une société de Conseil en information

Nous délivrons, immédiatement, l'information utile à la prise de décision de nos 12000 clients : chefs d'entreprise, consultants...

Nous recherchons

1 fiscaliste

- Vous êtes spécialiste en fiscalité des entreprises;
- Vous êtes titulaire d'un DESS et possédez une expérience de plusieurs années ou vous sortez de l'École des Impôts et avez une pratique de quelques années;

venez rejoindre notre équipe.

Adressez votre candidature détaillée à
Marc SOUBAIGNE,
Directeur des Relations Humaines
SVP, 54, rue de Monceau
75381 Paris Cedex 08



Une importante entreprise internationale de services (CA 1,2 Md de F) recherche, pour sa direction financière, un jeune

Auditeur

Paris-Nord (RER) **200/230 KF**

Rattaché au Directeur financier, il aura pour tâche de réaliser des audits de révision d'établissements et filiales du Groupe, et d'assister la direction financière pour différents travaux (budgets, comptabilité...).

Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS ou équivalent, doté d'une première expérience en cabinet, et ayant une bonne pratique de l'anglais. Il sera appelé à se déplacer pendant le tiers de son temps.

Contacter Christophe Aubry au (1)40.70.00.36 ou adresser CV + *n° tél* + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. CA 1157 MO.

ADICOM.

MP

Michael Page Finance

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Spécialiste en recrutement Financier

Le siège européen d'une importante Société Américaine, leader dans son domaine, recherche

Business Planning Manager

Paris **280 KF+**

Rattaché hiérarchiquement au Financial Director, Afrique et Middle East, il sera responsable :

- *du suivi et du contrôle des budgets des filiales,*
- du suivi de la mise en place du plan à long terme,
- de l'analyse des résultats de chaque filiale,
- de l'étude et de l'analyse de l'évolution des parts de marché dans chaque pays.

Le candidat retenu aura un rôle d'interface entre les filiales et le siège aux Etats-Unis. Il aura une formation supérieure de type Ecole de Commerce complétée par 5 ou 6 ans d'expérience dans un environnement international ou au sein d'une société anglo-saxonne.

Merci d'adresser CV + n tél + rémunération actuelle à Ivan Pacaud, Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. IP 970 MO.

ADICOM.

MP

Michael Page Finance

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Spécialiste en recrutement Financier

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE,
membre d'un réseau international (CA 30 MF et 10 associés), implanté à Paris, recherche pour la région parisienne un :

Manager

Paris **280 KF + intéressement**

Responsable d'un portefeuille de clients en assistance comptable, il aura *également pour mission de développer les activités de conseil, d'expertise* et d'audit. De réelles opportunités d'association existent dans ce poste pour un candidat expert comptable diplômé, à cours ou moyen terme.
De formation supérieure, il aura 3 à 5 ans d'expérience en cabinet français ou anglo-saxon.
Il est souhaitable qu'il parle l'anglais.

Contacter Gilles de Mentque au (1) 40.70.00.36 ou adresser CV + n tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. GM 1159 MO.

ADICOM.

MP

Michael Page Finance

Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Spécialiste en recrutement Financier

Une nouvelle équipe pour une holding financière en développement

Ce groupe financier, créé en 1980 détient des participations dans des secteurs variés : les nouvelles technologies, le service, l'industrie... Afin d'être en mesure de *susciter et de suivre un plus grand nombre d'affaires, son* état major a décidé de renforcer son équipe par des professionnels confirmés, hommes ou femmes, diplômés d'études supérieures : Grandes Ecoles d'ingénieurs, de Commerce, DESS de Droit, Finance, Fiscalité..., ayant une crédibilité personnelle certaine.

Un CHARGE D'AFFAIRES qui a l'habitude des contacts ; il prospectera des secteurs bien définis, avec le souci d'accroître les prises de participation de la société. Une expérience d'ingénieur-conseil dans la banque précédée de quelques années dans l'industrie constituerait une bonne préparation pour ce poste.

Un RESPONSABLE JURIDIQUE ET FISCAL qui participera à la négociation des acquisitions et au suivi des filiales. Juriste de formation, il a une expérience polyvalente d'au moins quatre années en cabinet ou dans un grand groupe.

Un ANALYSTE ET GESTIONNAIRE FINANCIER qui par sa formation et sa pratique professionnelle sait définir la valeur d'une société cotée ou non. Il a donc une parfaite compréhension des comptes et est en mesure d'assurer certaines tâches de gestion.

Si vous avez envie de pratiquer le venture capital dans une petite équipe, prenez contact rapidement avec les consultants du cabinet CLEAS, sous réf. 8810/LM, ils vous présenteront ces opportunités.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC



Jeunes auditeurs financiers

FRAMATOME, grand groupe industriel diversifié à vocation internationale -13 Mds de CA-vous propose de vous intégrer à son équipe d'audit interne.

Vous participerez à des missions de contrôle interne comptable.
Vous rédigerez les rapports consécutifs aux missions et établirez les recommandations nécessaires à l'amélioration des procédures et de l'organisation

Vous êtes diplômé de l'Enseignement Supérieur (Ecole Supérieure de Commerce ou maîtrise de gestion, + DECS).
Vous avez 2 années d'expérience professionnelle acquise dans un cabinet d'audit ou dans une grande entreprise industrielle.
En outre, une connaissance approfondie des techniques d'audit anglo-saxonnes serait appréciée.
Autonome et rigoureux, vous êtes doué d'un sens aigü de la synthèse.
De réelles perspectives d'évolution pourront vous être offertes.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite et CV), à Valentine TRABUT, FRAMATOME, Département Gestion Prévisionnelle *Cedex 16 - 92084 PARIS LA DEFENSE.*

MEDIA-SYSTEM



INVENTER ET GERER POUR GAGNER

FUTUR RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SUR.

Le GROUPE DE PARIS, c'est un C.A. de 12 200 millions de francs, 22 sociétés privées d'assurances *françaises et étrangères.*

Gérer efficacement est une des priorités essentielles de notre Groupe. Pour contrôler, affiner nos méthodes et procédures, nous développons notre service Audit interne.

Nous vous confierons immédiatement la responsabilité de différentes missions au sein de nos sociétés françaises. Vous participerez activement à la révision des opérations et des systèmes. De plus, vous contribuerez à vérifier la rigueur de la gestion et la réalité des performances. Vous démontrerez ainsi vos capacités à prendre, dans les 2 ans qui viennent, la direction de notre service Audit interne.

Vous êtes diplômé d'une grande école de commerce (HEC, ESSEC, ESCP ou IEP écofi). Depuis 3 à 5 ans, vous êtes un élément efficace d'un département Audit d'une grande entreprise, d'un important cabinet ou du corps de l'Inspection d'un grand réseau bancaire.

Nous tiendrons compte de vos compétences et de votre potentiel pour vous proposer une rémunération motivante.

Vous avez une conception dynamique de l'Audit : Adressez rapidement, sous la référence 1988/AC, lettre manuscrite, C.V. et prétentions à notre Service Recrutement Cadres - **GROUPE DE PARIS** - 21, rue de Châteaudun - 75447 PARIS Cedex 09.



MEDIA BA

CRÉDIT AGRICOLE

D'ILE DE FRANCE

recherche pour son département

PROMOTION IMMOBILIERE

JEUNES DIPLOMES

Bac + 4

ayant une attirance pour l'immobilier.

Vous serez chargé, dans un premier temps, au sein d'une équipe de gérer les financements accordés. A terme, si vous affirmez vos qualités de négociateur et d'analyste, il pourra vous êtes confié un portefeuille de clients promoteurs.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) au Service du Recrutement 26, Quai de la Rapée 75012 PARIS.

Important Groupe Industriel
situé en Région Parisienne recherche son

Adjoint du directeur financier (H/F)

pour prendre en charge les

opérations de compensation



De formation commerciale supérieure, vous êtes un praticien expérimenté des opérations de compensation et/ou du Trading. Vous avez une trentaine d'années et possédez une pratique courante de l'anglais et si possible de l'allemand.

Merci d'envoyer votre C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous référence 69960 à DEB'S 103, rue Jouffroy 75017 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

Rhône-Alpes

Banque régionale liée à un grand réseau

renforce ses structures et recherche

Directeur d'agence

Classe VI

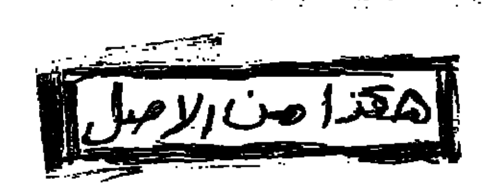
Responsable d'une agence importante avec plusieurs bureaux rattachés.
Agé de + de 30 ans, professionnel confirmé, vous avez déjà dirigé une agence, vous connaissez bien l'immobilier et la clientèle de particuliers aisés.
Vous êtes dynamique et ambitieux, vous voulez donner un nouvel élan à votre carrière.
Merci de nous écrire (Réf. 2043M).

DB S.A. Les 4M, Chemin du Petit Bois, BP 18, 69131 ECULLY Cédex.
91, rue du Fg St-Honoré, 75008 PARIS

DB

DOMINIQUE BARRÉ S.A.
CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES

MEDIA-SYSTEM



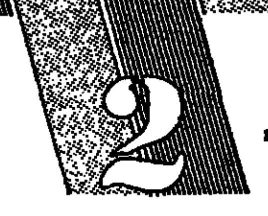


UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**

GRANDE BANQUE

recherche pour renforcer son équipe Marchés



TRADERS OBLIGATAIRES

OPERATEURS EN OBLIGATIONS

Ils interviennent à la table des négociations sur les marchés obligataire, MATIF, Emprunts du secteur public...

Pour ces postes nous souhaitons rencontrer de jeunes traders (1 à 2 ans d'expérience) de formation économique ou mathématique (3ème cycle) possédant le sens de l'opportunité financière et un dynamisme incontestable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature s/réf. 36373 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Contrôleur de Gestion

Le Diocèse de Paris souhaite mettre en œuvre un contrôle budgétaire comprenant des prévisions et un suivi mensuel régulier.

Vous serez chargé de créer un outil de mesure disponible permettant d'instaurer une bonne communication entre les différents niveaux de décision.

De formation commerciale supérieure avec si possible un DECS, vous avez une expérience de 3 à 5 ans acquise dans le contrôle de gestion. Vos capacités d'adaptation et vos qualités humaines vous permettront de réussir et d'évoluer dans cette fonction. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'écrire sous la référence 722/M à A.L. CONSEIL, 35, rue de Naples, 75008 PARIS.

CURRICULUM

A.L conseil

Chez le N° 1 européen de la communication d'entreprise

JEUNE RESPONSABLE DE PERSONNEL *HF*

TELIC ALCATEL

Filiale de la CGE, le groupe TELIC ALCATEL emploie 14000 personnes et a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de l'ordre de 11 milliards de Frs. L'entreprise renforce sa Direction des Ressources Humaines et souhaite accueillir un jeune responsable de personnel.

Rattaché au Responsable du Personnel de l'établissement de STRASBOURG (1850 personnes), au sein d'une équipe de 5 cadres, le candidat assure la gestion dynamique d'une population de 400 techniciens, employés, jeunes ingénieurs et cadres : recrutement, rémunérations, détection et valorisation des potentiels... De plus, il a la charge de l'élaboration, de la mise en place et du suivi du plan de formation de l'ensemble de l'établissement : pour ce faire, il est assisté de deux collaboratrices.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste un candidat âgé d'au moins 28 ans, diplômé d'études supérieures (économiques, sociales ou DESS gestion du personnel...). Une expérience de 3 à 5 ans en gestion de ressources humaines, acquise de préférence en milieu industriel, est indispensable. Les qualités humaines privilégiées seront le sens de la communication, de l'équipe et l'aptitude à évoluer dans un contexte très opérationnel.

Le poste est basé à STRASBOURG. Dans un environnement dynamique de technologies de pointe et de politique de management participatif, dans un cadre de travail agréable, l'entreprise propose un poste valorisant et évolutif.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 30/1192 H à :

EGOR REGION EST
18, rue Auguste Lamey - 67000 STRASBOURG

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

CHEF COMPTABLE

AUCHAN recherche pour un de ses hypermarchés de la région parisienne un CHEF COMPTABLE.

De formation universitaire avec DECS, débutant ou ayant une première expérience en cabinet, vous serez responsable, après une mission dans un de nos magasins complétée par une solide formation à nos méthodes comptables, de l'établissement et de l'analyse des comptes d'exploitation, des bilans économiques et fiscaux de l'hypermarché.

Pour vous assister dans votre fonction, vous aurez à animer une équipe d'une dizaine de personnes.

Vos compétences techniques ainsi que votre capacité à manager une équipe vous permettront de réussir dans cette fonction et d'évoluer dans le cadre de notre Société.

Merci d'adresser lettre manuscrite + curriculum vitae + photo + prétentions, sous la référence 5274, à MEDIA P.A. - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA



JEUNES CADRES FINANCIERS

PARIS - RENNES - NANTES

Groupe financier de réputation nationale, nous commercialisons une gamme complète de services destinés à financer les investissements des entreprises.

Les cadres que nous recrutons devront sur leurs secteurs, développer le portefeuille de clientèle, analyser les besoins en financement des entreprises, monter les dossiers de crédits, promouvoir nos produits et notre image auprès de nos partenaires (banques, organismes professionnels, administrations, etc ...).

Une mission passionnante mais difficile, que nous souhaitons confier à des jeunes diplômés (Ecole de Commerce ou équivalent) justifiant si possible d'une première expérience financière et attirés par une carrière commerciale.

La mobilité géographique est bien sûr indispensable.

Merci d'adresser candidature motivée en précisant l'affectation de votre choix, Paris (Réf. P), Rennes (Réf. R), Nantes (Réf. N), au CCME - Serge DÉLETRÉ, 128 rue de la Boétie 75008 PARIS.

DEBSEIN

GROUPE CCME

Directeur Administratif et Financier

d'une importante usine en forte expansion

Grande entreprise française leader au plan international dans sa spécialité, nous nous caractérisons par une volonté permanente d'innover et par un souci constant d'adapter notre organisation à l'évolution de nos marchés.

L'une de nos filiales (C.A. : 500 MF) située près d'une ville universitaire Auvergne, recherche son Directeur Administratif et Financier. Secondant le Directeur Général, sa mission essentielle sera de fournir à celui-ci, en permanence, les éléments nécessaires au pilotage de l'entreprise. Il sera responsable du bon fonctionnement des services : comptabilité générale et analytique, trésorerie, contrôle de gestion (effectif : environ 20 personnes).

Nos souhaits : une formation ESC Option Finance - Comptabilité ou équivalent, avec une première expérience dans un cabinet d'audit, *complétée par l'encadrement d'un service où vous aurez fait fonctionner* en usine les comptabilités et la gestion. Un goût marqué pour l'informatique, une bonne maîtrise de l'anglais et d'excellentes qualités pédagogiques sont souhaitées.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser votre candidature sous référence 18 8110 M à notre Conseil.



EQUIPES ET CARRIERES
4, rue de la Bienfaisance 75008 PARIS

AXIAL

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE DU FINISTERE
recherche pour son SERVICE ENTREPRISES

CONSEILLER FINANCIER CONFIRMÉ

Responsable de la gestion d'un portefeuille de grandes entreprises, vous aurez en charge la promotion de notre offre globale de services (investissements, trésorerie, suivi du risque, placements, services bancaires, etc...) et le conseil auprès de cette clientèle.

L'aptitude à négocier avec des chefs d'entreprises et une première expérience de 3 à 4 ans en analyse financière, seront les compléments indispensables d'une bonne formation générale (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise Sciences Economiques, Maîtrise de Gestion).

Les candidatures avec lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sont à adresser au Service du Personnel, C.R.C.A.M. du Finistère, B.P. 401, 29329 QUIMPER CEDEX.

CRÉDIT AGRICOLE

Le bon sens en action

LA CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE

recherche

ACTUAIRE

Au sein de l'actuariat central (15 personnes) il sera plus spécifiquement chargé :
- des études techniques préalables au lancement des nouveaux produits,
- du suivi technique et de la réactualisation de sa gamme de produits existants.

Pour ce poste qui demande autant de qualités de *rigueur que d'ouverture d'esprit* nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (ISUP, ISFA, ENSAE...) ayant une expérience dans l'assurance de 2-3 ans, désireux de donner une nouvelle dimension à sa carrière.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature sous réf. 36310 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01.

CONTESSE

Importante société de transports - Paris - nous recherchons pour notre Division Gestion et Planification un

CONTROLEUR GESTION ET METHODES

VOTRE MISSION : intégré à une équipe jeune et dynamique, vous prendrez en charge le suivi de la productivité et vous participerez à des opérations d'analyse et de contrôle, principalement à l'étranger.

A 28 ans environ, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ECOLE D'INGENIEURS...) vous êtes bilingue anglais et possédez une première expérience professionnelle réussie.

Pour ce poste, vous acceptez les déplacements en France comme à l'étranger.

La pratique d'une autre langue (allemand, italien, espagnol...) serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), s/réf. 5275/LM, à

MEDIA PA
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes une entreprise de travaux publics région PARIS EST. Nous recherchons

RESPONSABLE

FINANCES-COMPTABILITE

Rattaché au Directeur Général et en liaison permanente avec les *unités de production*
Vous aurez en charge la direction de la comptabilité générale, analytique et financière.

Cette mission implique de participer à la mise en place d'une informatique intégrée reprenant les méthodes et procédures afférentes au contrôle budgétaire des chantiers.

La fonction nécessite :
imagination, rigueur, pratique courante de l'anglais.

Nous souhaitons confier ce poste à une personne d'une trentaine d'années, ***H ou F***, ayant une expérience équivalente dans ces domaines, titulaire d'un diplôme d'une école supérieure de commerce (DECS).

Merci de transmettre votre candidature, CV, photo et prétentions à **COPAGEST - 35, Bd de Strasbourg - 75010 PARIS** qui nous garantit une entière discrétion.



UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE HERVET

CHATEAUROUX

EXPLOITANT ENTREPRISE

CLASSE VI

De formation supérieure (Bac + 4), riche d'une expérience réussie d'au moins deux ans dans l'exploitation bancaire, vous souhaitez aujourd'hui évoluer dans une banque performante de taille humaine et orienter votre carrière en mettant à profit votre esprit d'initiative et votre sens des responsabilités.

Au sein de notre succursale de Chateauroux, nous vous confierons la gestion, l'exploitation d'une clientèle variée : PME, PMI. Vous prendrez en charge son développement par une prospection commerciale active.

Un métier passionnant où rapidement, suivant vos résultats, vous évoluerez vers de nouvelles fonctions dans le groupe et des perspectives de carrière vous seront offertes.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque Hervet, Division de la Formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY, sous réf. R4EE

ADICOM.

BANQUE HERVET

Pour notre Agence Centrale de Neuilly.
nous recherchons un

CONSEILLER CLIENTELE PRIVEE

CLASSE VI

Le candidat possédera plusieurs années d'expérience de ces fonctions, le goût de l'animation et une excellente approche commerciale.

Au sein d'une importante agence de la banque Hervet, il prendra en charge le développement de comptes de particuliers, institutionnels, professions libérales. De plus, il pourra faire preuve d'initiative en organisant des actions de promotion auprès de cette clientèle.

Ce poste très évolutif permettra à un candidat de valeur de réussir pleinement au sein de notre groupe.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à Marie-Dominique LE LEVREUR, Banque Hervet, Division de la Formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92210 NEUILLY, sous réf. M12AC.

ADICOM.



Le Groupe **INTERTECHNIQUE**, (2 300 pers. - 1,4 milliards de C.A. en 86) conçoit et fabrique des matériels de techniques avancées.
Notre **Direction Financière** recherche pour l'un des Départements de notre Division Aéronautique un :

Contrôleur de gestion

Reportant au Contrôleur de Gestion de cette Division et avec l'aide de votre petite équipe, vous assisterez ce Département et serez associé à toutes ses actions, en collaboration avec les interlocuteurs des Etudes, du Commercial, de la Production.
Analysant les méthodes et procédures mises en place, vous assurerez la prévision et le suivi budgétaire, le tableau de bord, assisterez les opérationnels dans la prise de mesure corrective, et préparerez la mise en place de nouveaux outils de gestion en liaison avec l'informatique.
De formation supérieure (ESCAE ou équivalent) vous avez acquis une première expérience de deux à quatre ans du contrôle de gestion dans un milieu industriel similaire et possédez des qualités de bon sens, **d'imagination, de synthèse, et de contact à tous niveaux**, nécessaires pour réussir dans cette fonction évolutive.
Vous avez en outre une bonne pratique de la micro-informatique.
Thierry de CARNÉ, notre Conseil, vous remercie d'adresser votre dossier, sous la référence N/CGJ/LM.

MÉDIA PA



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

SOREFI Ile de France
organisme financier du réseau régional des Caisses d'Epargne ECUREUIL,
recherche

CHARGE D'ETUDES FINANCIERES
H/F

Il (elle) s'intégrera à la DIRECTION DES ETUDES FINANCIERES qui a pour mission d'étudier pour le compte des différents organismes les relations financières entre ceux-ci, de veiller aux équilibres financiers et de fournir les informations nécessaires aux prévisions d'activités et à leur suivi.

Ce poste suppose nécessairement :
- La capacité d'établir de très bonnes relations avec tous les interlocuteurs et de s'intégrer dans une petite équipe.
- La prise en charge autonome des dossiers d'études et le désir d'aller au fond des problèmes avec tous les contacts que ceci suppose en amont et en aval.
- A partir d'une démarche intellectuelle scientifique, la possibilité d'imaginer des techniques d'analyse, ceci avec utilisation des moyens micro-informatiques.

Les candidats doivent avoir une FORMATION SUPERIEURE SCIENTIFIQUE (DESS Finances, ENSAE, diplômes mathématiques, etc).
- Une réelle compréhension de la démarche informatique.
- Une expérience des études de type financier de 3 à 5 ans.
- L'ENVIE DE DEVELOPPER leurs compétences dans un cadre dynamique.

Les candidatures, sous référence 3022/LM, (lettre manuscrite avec indication de la rémunération actuelle, C.V., photo) seront traitées en toute discrétion par

a. et j. ourlin — CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

MÉDIA PA

FILIALE D'UN GROUPE BANCAIRE INTERNATIONAL
recherche son futur

RESPONSABLE D'AGENCE
à GRENOBLE

pour les opérations de :
CREDIT - BAIL, CREDIT, LOCATION FINANCIERE
sur des **EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS MOBILIERS.**
Nous vous offrons une large autonomie, une carrière évolutive, au sein d'une structure en expansion.

Vous avez :
- Deux années minimum d'expérience du financement d'équipement professionnel
- le goût de la responsabilité.

Ecrivez (CV + lettre manuscrite + salaire actuel) à notre Conseil ICS 31, rue Grenette 69002 Lyon.

ICS

MEDIA-SYSTEM

Société d'Avocats internationalistes
recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

De formation supérieure en gestion, vous avez une 1ère expérience réussie (3 ans environ) dans ce domaine.
Vis à vis du Conseil d'Administration, vous serez directement responsable du contrôle de gestion, du suivi des frais, des prévisions budgétaires et de la trésorerie.
Vous serez en rapport avec les fournisseurs, les administrations, les assureurs (y compris gestion polices COFACE).
En outre, vous assurerez le recrutement, la gestion et le suivi du personnel.
En raison de nos implantations à l'étranger, la pratique de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser votre candidature sous référence M 107 à JETCOM, 189, rue du Faubourg Saint-Honoré – 75008 PARIS.



Notre PME (150 MF de CA) vit une nouvelle jeunesse. Nous muscions nos services de gestion et proposons à un

jeune contrôleur de gestion

de prendre en main, d'abord nos comptes clients et l'amélioration de la gestion de nos stocks, puis le contrôle budgétaire et l'analyse des résultats avec les opérationnels.

Diplômé d'une école de gestion + DECS, formé en Cabinet, vous commencez à vous ennuyer dans la direction financière d'une entreprise industrielle. Chez nous, vous aurez du pain sur la planche, des responsabilités ; vous parlerez anglais.

Merci d'écrire à notre consultante, Mme C. MARTY (réf. 3866 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
6, RUE BILLEREY - 38000 GRENOBLE
PARIS - LYON - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC



MEDIA-SYSTEM

Nous vous proposons de participer à court terme à tous les aspects de la Fonction Personnel d'une entreprise à vocation internationale appartenant à un grand groupe industriel.
Dans cette optique, vous assisterez le Directeur du Personnel en appréhendant la fonction de façon plus globale et aurez à intervenir notamment sur : le recrutement, la formation, les études juridiques et le contentieux, les relations avec les représentants du personnel.
Si votre action est convaincante, vous aurez des responsabilités plus larges et deviendrez le Responsable de Personnel de notre siège social.
Nous recherchons un jeune cadre, diplômé de l'Enseignement Supérieur (Sciences Po, DES Droit ou Sciences Eco...) qui, à environ 30 ans, possède une expérience réussie de quelques années dans la Fonction Personnel, et souhaite exercer des responsabilités plus larges.
La gestion informatisée du personnel vous est familière.
Une bonne connaissance de la langue anglaise sera un atout.
Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 26854, à Média-System, 6/8 Impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

TRÉSORIER

Un groupe de communication multiservices coté en Bourse depuis 1985, recherche un TRÉSORIER.

Rattaché au directeur financier, il sera chargé du contrôle des flux de trésorerie et des relations avec les banques, de l'établissement de situations journalières et aussi des prévisions.
Il assurera le suivi de la gestion de trésorerie dans son ensemble et suivra le recouvrement des créances en contact avec les services commerciaux. Il bénéficiera de supports informatiques.

Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (ESC – option trésorerie ou équivalent...) ayant une expérience dans une fonction similaire au sein d'un groupe centralisé, d'au moins 18 mois.

Nous demandons au candidat de faire preuve de réalisme, d'initiative et de capacité au dialogue.
La rémunération sera fonction de son expérience et de son potentiel.
Le poste est basé à BOULOGNE (92).

Nous vous remercions d'adresser votre candidature détaillée sous réf. 104 M à: APTITUDES, 77, rue du Château, 92103 BOULOGNE.

APTITUDES

Si vous êtes un

contrôleur de gestion

ayant un goût affirmé pour la communication, rejoignez un très important groupe français de services en forte expansion (50% de son CA à l'étranger).

Adjoint du Contrôleur de Gestion des Opérations d'une division française du Groupe, votre responsabilité s'étendra sur la moitié de la France avec pour rôle essentiel le contrôle des opérations, l'analyse des propositions d'investissements, la formation des responsables opérationnels. Poste localisé à Paris. Vous avez une formation du type Sup de Co. Escae ... et une expérience de 2 à 3 ans du Contrôle de Gestion, si possible, en entreprise.

Vous êtes passionné, rigoureux, très organisé et souhaitez rejoindre une équipe motivée dans un poste tremplin, adressez votre candidature (lettre man.. + CV + prétentions) sous réf. LM 703 à notre Conseil, qui garantit la plus grande discrétion.

Cabinet Panissod-Suhner
109, rue de Turenne 75003 Paris

LEVI TOURNAY ASSCOM



l'événement financier...

ornicar

Analyste au service risques

Toutes les opérations d'administration, de contrôle et de garantie des contrats négociés sur le MATIF sont assurées par la CCIFP (Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris). Après deux ans de fonctionnement, nous sommes déjà plus d'une centaine de personnes.
Le département "contrôle" crée un poste d'Analyste au service risques.
Vous êtes chargé d'assister le responsable de la "centrale des risques" pour ce qui concerne : la gestion des fichiers informatisés, les opérations d'exploitations statistiques, la réalisation d'enquêtes variées et la rédaction de notes de synthèse.
Diplômé de l'enseignement supérieur, *vous souhaitez démarrer votre carrière en participant au fantastique développement des marchés financiers. L'esprit de synthèse, le sens des chiffres, de bonnes qualités rédactionnelles, de la rigueur sont nécessaires pour réussir. Vous avez une bonne maîtrise de l'outil informatique. Une formation vous sera assurée et l'évolution de votre carrière pourra être rapide.*

Faites-nous part de vos motivations en adressant votre dossier de candidature à notre conseil sous référence M/204.

3, avenue Bertie Albrecht 75008 Paris

LEVI-TOURNAY/ASSCOM

UNIVERS DE LA GESTION



Premier groupe industriel français du meuble
(3100 collaborateurs - 1,5 milliard de C.A.)
recherche

CHEF COMPTABLE H/F

Sous l'autorité du responsable de service, assisté d'une dizaine de personnes, vous assurerez la comptabilité d'un ensemble industriel très complexe (une dizaine de sociétés) et interviendrez dans les domaines juridique et fiscal.
De niveau DECS, vous possédez une première expérience des bilans consolidés et de la direction d'un service ainsi qu'une bonne connaissance des moyens modernes de gestion. Vos qualités humaines et votre grande disponibilité intellectuelle sont indispensables pour réussir à ce poste.

COMPTABLE CONFIRME H/F

Sous l'autorité de la Direction Générale, vous assurerez le suivi comptable des sociétés filiales.
De niveau DECS, vous possédez une première expérience en cabinet comptable.
Ce poste nécessite de nombreux déplacements.

Adressez CV et prétentions à **S.A. PARISOT Service du Personnel, Route de Bains - 70800 ST LOUP SUR SEMOUSE**

UNI-TOURNAY/ABACOM

JEUNE DIPLOME

Grande école de gestion

EXXON CHEMICALS

La Société Française EXXON CHEMICAL qui emploie 1250 personnes et réalise un CA de 5,5 milliards de F dont 50 % à l'export fabrique et commercialise des produits chimiques de base et des spécialités pétrochimiques. Elle recherche pour son siège à la Défense un jeune contrôleur de gestion.

Au sein de la Division Chimie de spécialités, il sera chargé de la préparation et de l'analyse des résultats financiers et commerciaux et assurera la liaison dans ce domaine avec EXXON CHEMICAL INTERNATIONAL à Bruxelles. Il effectuera aussi diverses études économiques et statistiques en collaboration avec l'administration des ventes. A terme, il pourra poursuivre une carrière dans le groupe en France ou à l'étranger.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une grande Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESCP, Dauphine) débutant, ayant de solides connaissances en informatique et maîtrisant parfaitement la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet photo et rémunération actuelle sous référence M 11/507 CY à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Berri - 75008 PARIS

EGOR

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA

DES HOMMES QUI COMPTENT

SAE : N°1 DU BATIMENT EN FRANCE

20 milliards de CA en 87, 25 000 personnes, des structures décentralisées en France et à l'étranger - recherche, pour sa filiale **SUD OUEST à BORDEAUX**

JURISTE IMMOBILIER

Mission : rattaché à la Direction Générale du Sud-Ouest, il assure la conception, le montage et le suivi juridique des opérations immobilières initiées par les entreprises de notre secteur. Parallèlement, il conseille et assiste les différentes structures en matière de droit des sociétés, droit des contrats. Il intervient également sur les questions de droit social et de contentieux.

Profil : 30 ans environ, des connaissances solides en droit immobilier, une expérience acquise en promotion immobilière ou en entreprise de bâtiment. Talents de négociateur, imagination et relationnel aisé seront vivement appréciés.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV au service du recrutement

SAE - 32 Avenue de New York - 75116 PARIS

LE GROUPE D'ENTREPRENEURS **SAE**

PARITAIRE ANNONCES

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN

recherche pour sa Division Prêts Immobiliers, un

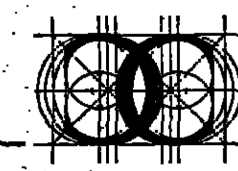
JEUNE ANALYSTE FINANCIER-CREDIT

Au siège :
- Il réalisera des analyses bilantielles détaillées pour l'octroi de prêts, à l'aide de logiciels financiers et d'une importante base de données.
- Il validera les analyses menées par nos implantations régionales.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un candidat de formation Sup. de Co., Sciences Eco., Gestion..., débutant ou première expérience, fortement motivé par une fonction d'étude et possédant un réel sens des chiffres.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous réf. 36352 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE



CRÉDIT CHIMIQUE

Banque du Groupe Péchiney, nous recherchons notre futur

Responsable du service contentieux et juridique

Environ 30/40 ans, vous possédez une solide formation juridique et une expérience de quelques années du Contentieux Bancaire.
Vous aurez en charge la gestion des contentieux, le suivi judiciaire et les relations avec les avocats.
Vous rédigerez les modèles d'actes et les contrats en matière bancaire et assurerez la fonction de conseil auprès des exploitants dans le domaine du droit bancaire.
Dépendant du Directeur des engagements, vous aurez pour mission d'optimiser la gestion du Contentieux des Clientèles Entreprises et Particuliers, et du secteur Immobilier.
Vous participerez également à la définition de la politique de provisions de la Banque.
Si vous êtes intéressé, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Monsieur STAUB - DRSH Crédit Chimique - 20 rue Treilhard - 75008 Paris.

ORGANISME CENTRAL D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE

CADRE COMMERCIAL

Pour accompagner notre fort développement, nous renforçons nos équipes

VOTRE MISSION :
Vous serez chargé de développer l'épargne salariale dans les entreprises : participation, intéressement, plan d'épargne d'entreprise, etc.
Vous proposerez nos prestations de services à une clientèle exigeante et vous serez amené rapidement à assurer des contacts à haut niveau.

VOTRE PROFIL :
Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez une *expérience de cette activité de* 2 ou 3 ans, qui suppose de bonnes connaissances en matière financière.
Vous avez une bonne habitude des contacts commerciaux.
Des perspectives intéressantes d'évolution dans un groupe important seront offertes à un candidat de valeur.
La rémunération proposée sera fonction de l'expérience acquise.
Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la *référence 5279/LM, à*

Communiqué
53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

FORMATION PROFESSIONNELLE

CENTRE D'EDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITE PARIS X

STAGES :

A CERGY : d'avril à juin 88
avec le concours du Conseil général du Val-d'Oise :
CADRE EXPORT (Tél. : 30.30.46.73)

A NANTERRE : année 1988-89

DECISION ET IMPLANTATION INFORMATIQUES	GESTION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
ANALYSTE UNIX	COMMERCE INTERNATIONAL
CONCEPTEUR MEDIATIQUE	GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME
CADRE COMMERCIAL	GESTION DE L'ECONOMIE SOCIALE
GESTION DU PERSONNEL	(Associations, Mutuelles...)

Renseignements : 200, avenue de la République 92001 NANTERRE Cedex - Tél. : 47.25.92.34, poste 7866 ou 47.21.67.79
Informations Minitel : 47.29.00.66 puis 2FOCO

POUR VOUS, JEUNES INGÉNIEURS

2 diplômes de spécialisation :

– GÉNIE LOGICIEL et TEMPS RÉEL
POUR L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

– IMAGE et INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

Mastère (collaboration Sup. Télécom Bretagne/Institut d'informatique industrielle, Brest).

– 13 mois de formation intensive de haut niveau.
– Un maximum de 15 élèves par promotion.
– Assistance pour l'étude du financement.

Secrétariat des inscriptions : 98-05-43-19
A. GABOREL, Institut d'informatique industrielle Z.I. du Vernis, B.P. n° 50, 29278 BREST Cedex.

Demandeurs d'emploi de formation supérieure, *l'IBIA vous propose deux stages d'informatique :*

RESPONSABLE DE PROJET, INFORMATISATION ET FORMATION

Durée : 8 mois à partir de fin mars.
Objectif : optimiser l'utilisation de la micro-informatique dans l'entreprise.
Participants : cadres confirmés ou jeunes diplômés.

MICRO-INFORMATIQUE POUR CADRES

Durée : 3 mois à partir de fin avril.
Objectif : apporter une formation à l'utilisation des outils de la micro-informatique appliquée aux différentes fonctions de l'entreprise.
Participants : cadres demandeurs d'emploi habitant Paris (75) depuis plus d'un an.

Pour ces deux stages,
recrutement immédiat,
Téléphoner au **47 63 83 68**

PLURIAL

UN DIPLÔME D'UNIVERSITÉ*



FORMATION PERMANENTE
CPFCE
Certificat Préparatoire aux Fonctions de Contrôleur d'Entreprise.
** Formation ouverte aux demandeurs d'emploi et aux salariés possédant un BAC + 2 ou une expérience professionnelle de 4 années (en gestion ou comptabilité)*
du 18 avril au 23 juin 1988. (290 h. de formation).
INSTITUT D'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES
Université de Paris 1 - Panthéon Sorbonne,
162 rue Saint-Charles 75740 Paris Cedex 15
Formation Permanente 45.58.02.28 – 45.57.28.41
** demande de reconnaissance en cours.*

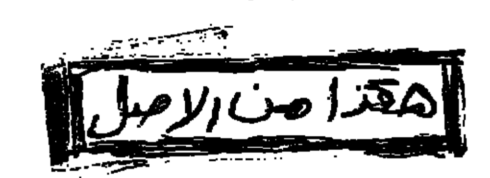
LE SAVOIR-FAIRE DE L'IAE

Demandeurs d'emploi, l'Institut de Gestion Sociale
vous propose
UN STAGE GRATUIT DE SIX MOIS

INFORMATIQUE ET CONTRÔLE DE GESTION

Participants : niveau BAC +4, 21 ans et plus.
Habitant Paris depuis plus d'un an et ayant des connaissances de base en comptabilité.
Cette formation vous apportera une double compétence en informatique et gestion.
Début du stage : fin mars 1988.
RECRUTEMENT IMMÉDIAT
Renseignements : **47 63 83 68 poste 145**

PLURIAL



Le Monde CADRES

Société spécialisée dans la vente d'équipements de transmissions de données, recherche

TECHNICO-COMMERCIAL

Formation ingénieur, BTS, DUT ou équivalent.
Expérience indispensable dans le domaine des télétransmissions, des réseaux et des adaptations de protocoles.
Expérience commerciale préalable souhaitée.
Poste à majorité sédentaire avec responsabilités pour candidat compétent et sérieux.
Adresser C.V. + prétentions à : LELIÈVRE Dominique, GMI-DATABOS, B.P. 35, 91230 MONTGERON.

URGENT
cherche instituteur logé, nourri pour 1 enfant CM 1.
Tél. : 55-76-17-67.

INFORMATIS

RECH. 16 INFORMATICIENS

INGÉNIEURS SYSTÈME

UNIX, RÉSEAUX, Temps réel pour les projets suivants : CARTES MÉMOIRES, TÉLÉCOM, SYSTÈMES MILITAIRES

CHEFS DE PROJETS

DPS 7 - ORACLE
IBM 3090 MVS CICS

ANALYSTES

3 ans COBOL S/VAX.
26, r. Daubenton (5e).
43-37-99-22.

PROMOTEUR RECHERCHE

JURISTE H./F.

polyvalent, 5 ans expér. immob. exigées procédure, rédaction, convention. Adr. C.V., prétent. sous n° 325 à LEVI-TOURNAY, 31, bd Bonne-Nlle, 75002 Paris.

Ville plus de 40.000 habitans banlieue Nord-Est Paris recrute

UN ADJOINT TECHNIQUE

Formation expérience projeteur ou métré souhaitée.
Envoyer candidatures et C.V. sous le n° M 2779 à A.C.P. « PA », 6, bd Poissonnière, 75009 PARIS, qui transmettra.

NOUS SOMMES UNE JEUNE SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE DANS LE TRAITEMENT INFORMATIQUE DES ÉTUDES DE MARCHÉ

recherchons

DES SPÉCIALISTES « ANALYSE DE DONNÉES MARKETING »

Formation : ISUP, ENSAE, DEA de STATISTIQUES. Débutants acceptés.

Tél. : 43-98-08-08.

L'ASSOCIATION THIERS ART MÉTAL

recherche

UN RESPONSABLE

pour la mise en place du CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE THIERS 63300

Formation : Histoire de l'art, art contemporain, gestion, animation et recherche de partenariat.
Indispensable : sens de l'ouverture sur des publics spécifiques : industrie, éducation, grand public.
Salaire : 10.000 F brut.

Ecrire : THIERS ART MÉTAL, HOTEL DE VILLE, 63300 THIERS.

ASSOCIATION (NORD) rech. 1 COORDINATEUR équipe de travail emploi formation. 2 CHARGÉS DES QUESTIONS emploi, formation générale, connaissances des entreprises et des procédures emploi formation, expérience exigée.
Env. C.V., MADESC, APE, B.P. 142, 59053 ROUBAIX.

ASSOCIATION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

RECHERCHE

son responsable de la collecte de fonds. Il (elle) participera à la stratégie globale de communication de l'association. Il (elle) sera chargé(e) de la réalisation de mailings, des relations avec les agences de communication, il (elle) appuiera les groupes locaux ou thématiques dans leurs opérations de récoltes de fonds et mènera des actions de fidélisation des donateurs. Il (elle) devra posséder une bonne maîtrise des outils informatiques.

Lettre manuscrite, C.V. et prétentions en s/n° 8458, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Organisme de loisirs RECRUTE

DIRECTEURS

CENTRES ET CAMPS DE VACANCES enfants et adolescents pour l'été 1988.

Contact. : Xavier Eybelin, tél. : 42-36-18-84.

Recherche URGENT

BIOSTATISTICIEN

de formation mathématique.
Durée : 1 an.
Pour travaux de recherche en cancérologie.
Expérience informatique souhaitée.

Envoyer C.V. à Catherine HILL, Dépt de Statistique Médicale, Institut Gustave-Roussy, 94805 VILLEJUIF.

Ecole privée sous contrat cherche

DIRECTRICE

pour école maternelle et primaire. Très bon anglais indispensable.
Env. C.V. + photo, réf. sous n° 8432, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Organisation prof. recherche son

ATTACHÉ(E) DE PRESSE

Salarié(e) ou indépendant(e). Env. C.V. + photo à : G.P.N.I., 43, r. de Trévise, 75009 PARIS.

INTERDECO

1re Régie de magazines recherche

1) ASSISTANTE

et un(e)

2) RESPONSABLE de PROMOTION

Expérience exigée.
C.V. + photo.
Interdeco-Promo
27, rue de Berri,
75009 PARIS.

UN PRO DU TÉLÉPHONE

Prendre en charge l'approche et le contact direct de cadres. Après la définition des cibles (postes, entreprises, marchés), l'essentiel se joue au téléphone ; au-delà des méthodes à apprendre, le plus important pour *réussir : l'imagination*, l'aisance, l'habileté, la souplesse et la fermeté, en un mot la persuasion.

Nous ne cherchons pas un profil défini : débutant psycho. ou ESC, cadre en préretraite, stage... : l'âge, la disponibilité en temps important peu. Le minimum : une culture de base du monde des entreprises, avec en potentiel le dynamisme pour devenir un pro du téléphone.
Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite sous réf. REC à *Pascale RAHMANNI*, 5, cité Riverin, 75010 PARIS, qui transmettra.

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE, YVELINES, recherche un

CADRE RESPONSABLE DU CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

Mission : coordonner, animer et gérer un centre d'orientation professionnelle en formation initiale (apprentissage, alternance) sur deux départements (Val-d'Oise, Yvelines).

Formation supérieure indispensable sanctionnée par un diplôme d'Etat de conseiller d'orientation professionnelle ou un diplôme de l'Institut National d'Orientation Professionnelle.

Voiture indispensable.
Expérience professionnelle en conseil et information.
Expérience en entreprise souhaitée. Le poste est à pourvoir rapidement à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78).

Adresser lettre man., C.V., photo et prétentions à : C.C.I.I. - Service du Personnel, 21, rue de Paris, 78021 VERSAILLES CEDEX.

Société de service en entreprise recrute vendeurs pour négociations haut niveau. Salaire important en fonction des résultats. Secteur Paris/Région. Ecrire avec C.V. + photo, OSP, 64, rue la Boétie, 75008 Paris, sous réf. E, qui transmettra.

Demain on parlera de nous. Ce sera sûrement trop tard pour vous...
Rejoignez-nous dès maintenant...
Nous recherchons, pour notre réseau de franchise, des commerciaux, dynamique, ambitieux et compétents.
Adresser c.v. et prétentions à la « PRESTATIQUE » 4, place J.-B.-Corot 95380 LOUVRES.

secrétaires

RECHERCHONS STÉNO-DACTYLO

parlant et écrivant parfaitement l'italien.
Ecrire sous le n° 8454 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

J.H. Maîtrise psycho-socio + solide form. et exp. monde enfance et adol. souhait. poste conseiller techn. ds dom. jeux, jouets, édit., public., vente, format. Si autres propos. appel. aussi au 43-61-64-31.

CONCEPTEUR RÉALISATEUR VIDÉO

ch. temps partiel ou complet. Tél. : 40-13-05-41.

TECHNICO-COMMERCIAL (Allemagne), Allemand 31 a. (dipl. technicien mécanique), parle couramment français, actuellement représentant d'une entreprise de construction mécanique, clientèle industrie chimique et pharmaceutique, ch. à représenter une entreprise francophone semblable en allemand. Domicile près de Francfort. Ecrire à : Hans-Peter SCHNEIDER, Am Heshel 4, D. 6521 Gundersheim (RFA).

H. 35 a., JURISTE DEA droit internat., aff. assur. content. Exp. 4 a., motiv. acc. empl., miss. notamm. assur. pays. Tél. : (16) 26-42-42-43.

H. 37 a., licence sc. éco + maîtrise de gestion, 15 a. exp. gestion administrative dont 7 a. DAF, compta. anglo-saxonne, angl. courant, rech. poste en expatriation tous pays. Disponible de suite. Tél. M. Gueye : 46-02-24-79.

F. format. universitaire sup. 3e cycle (fr., philo, psycho), solide exp. rédaction, assistance relat. publ. Etud. ttes propos. Tél. : 45-86-99-53.

AGENT COMMERCIAL

2 a. exp. dans l'immob., rech. empl. commerciale. appts. (16) 65-42-22-16.

J.H. 27 a., orig. alg. né à Paris, IEP ECO FI + DEA ECO, int. motivé, ch. poste banque, finance, etc. Tél. : 46-36-69-03.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

5e arrdt

CONTRESCARPE, mais. 17e, 7 p.

210 m² TERRASSE

calme, verdure, soleil, charme. 47-03-32-44 mat.

6e arrdt

SAINT-SULPICE
Immeuble 17e s., plein sud, 3e ét., asc., gd dble séj., 2 petites ch., 2 s.d.b. Px 2.950.000 F. 45-87-27-92.

7e arrdt

RUE DU BAC 2 P.

1er ét., cuis., bains, 40 m², ptres, charme. 43-36-17-36.

13e arrdt

BD PORT-ROYAL 6 P.

170 m² divisibles, appt de charme original, ét. élevé, asc., poutres, balc., 2 entr. Possib. professionnel en partie. 4.200.000 F. Exclusivité. ASM - 47-70-08-06.

17e arrdt

PLAINE MONCEAU, p. à p., 7 p., 240 m², 2e ét., poss. prof. lib., prix élevé justif., vis. sur place 5 et 6/3 de 9 h à 17 h et lundi 7 de 8 h à 12 h. 7, av. de Villiers. Tél. : 43-80-72-14.

95- Val-d'Oise

VILLIERS-LE-BEL

Appt. F4 dans parc, séj. db., s.-d.-b., w.-c., cuis. équip. rust., park. + box. Calme, verdure, tous commerces, école, transp. à prox. RER. Prix 375 000 F
Tél. 39-90-89-97 (apr. 19 h)

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS, préfère RIVE GAUCHE avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire.
48-73-48-07 même soir.

villas

CHAVILLE RÉSID.

Superbe villa 1983, 220 m², s/terr. 200 m², séj. 55 m², 5 ch., cuis., bns, luxueusement équip., box 2 voit. 3.150.000 F. ROI SOLEIL, 39-49-49-49.

locations non meublées offres

Paris

Mo PASSY (16e)
Rue de l'Annonciation
4 p. 114 m² + chbre de service en étage 8 m². 13.800 F + chauff. individuel. Libre de suite. Tél. du lundi au vend. de 9 h 30 à 18 h au 45-84-15-40.

Mo TROCADÉRO 16e
Av. Raymond-Poincaré, 6-7 p., 231 m² + jardin ind., profession libérale ou mixte. Tél. du lundi au vend. de 9 h 30 à 18 h au 45-84-15-40.

Mo LUXEMBOURG (6e)
Rue de la Sorbonne,
3 p., 68 m², 7.200 F + chff. individ. Libre de suite. Tél. du lundi au vend. de 9 h 30 à 18 h au 45-84-15-40.

Région parisienne

VILLEPREUX (78)
Pavillons ind. à louer de suite avec jardins privatifs, 5 p., 93 m², 5.200 à 5.400 F C.C. Visites et rens. sur R.V. au 30-44-01-13.

DANS RÉSID. STAND. 2 mn Mo Charenton-Ecoles, studio 24 m², park. et cave compr., 2.195 F + 175 F ch. Stud. 31 m², park. et cave compr., 2.920 F + 220 F ch. POG - 45-87-71-00.

CHENNEVIÈRES, de petite résidence calme de stand., beau 5 p., 119 m², 2e ét., avec box, 5.950 F ch. compr. Beau 4 p., 89 m², 2e ét. avec box, 4.440 F ch. compr. Libres de suite. POG - 45-87-71-00.

locations non meublées demandes

Paris

RÉSIDENCE CITY

rech. VIDES ou MEUBLÉS ou à l'achat pour stés et banques APPTS et VILLAS. Très gd stand., quart. résid.

TÉL. : 45-27-12-19.

MONDIAL MERCURE

rech. MEUBLÉS et VIDES STUDIOS et 2 PIÈCES pour clientèle étrangère APPTS DE STANDING pr ambassades et sociétés. S'adr. SERVICE ACCUEIL. Tél. : 42-56-28-16.

EMBASSY SERVICE

8, avenue de Messine, 75008 Paris, recherche APPARTEMENTS DE GDE CLASSE, belles récept., avec minimum 3 chambres.

T. (1) 45-62-78-99.

terrains

Vends TERRAIN SAINT-BARTHÉLÉMY, Guadeloupe, 3.000 m², viabilisé, très bien situé bordure de route, avec permis de construire, terrain très bien ventilé. Construction citerne déjà effectuée. Prix 1.200.000 F. Tél. : 35-03-10-66 h.b.

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE

16e CHAMPS-ÉLYSÉES ou AVENUE VICTOR-HUGO. Loc. burx, secrét., tél., télex. Domicil. : 170 à 390 F/M.

CIDES, 47-20-41-08.

DOMIC. DEPUIS 80 F MS. Paris 1er, 8e, 9e, 12e ou 15e. CONST. SARL 1 500 F HT. INTER DOM 43-40-31-46.

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL – RC – RM
Constitutions de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques.

43-55-17-50.

DOMICILIATIONS

Forum des Halles, bureaux, constitution de sociétés, télex, secrétariat. ACCESS - 40-26-15-12.

Votre adresse commerciale ou

SIÈGE SOCIAL

bureaux, secrétariat, télex

CONSTITUTION STÉS

Prix compét. Délais rap.

ASPAC 42-93-60-50 +

locaux industriels

Locations

PROX. BRIE-COMTE-ROBERT, USINE de 900 m² couv., TRÈS BON ÉTAT et différents locaux industriels et artisanaux d'une surf. totale de 1.684 m². Tél. : 64-05-51-76.

fonds de commerce

Ventes

BAR
HOTEL
RESTAURANT
GRIL

16 nos, 2**, dans l'Aveyron, très belle affaire en centre-ville, seul 2** dans la ville, il offre de très belles chambres. Siège de 7 clubs sportifs. Très bonne clientèle, excellent rapport, ouvert 300 jours par an, cédé avec appartement et loyer 4.700 F pour 140.000 F.

Le Carnet du Monde

Naissances

– Martine et Dominique Illien,
Aurore et Clémence,
ont la très grande joie d'annoncer la naissance de

Tristan,

à Paris, le 29 février 1988.

Mariages

– Louise-Marie
est heureuse d'annoncer le mariage de ses parents

Cécile MINOT
et
Xavier VERJUS-RENARD.

Versailles, le 5 mars 1988.

Décès

– Nancy. Orléans. Genève.

Le docteur Charles Blanc
et Mme, née Robin,
M. et Mme Devin-Blanc,
chirurgiens-dentistes (Nancy),
Les familles Blanc, Devin, Breton, Michel, Ferté, Bondonneau, Baudoin, Robin,
ont le très grand chagrin d'annoncer le décès de leur mère, grand-mère, arrière-grand-mère et alliée,

Mme veuve
Auguste BLANC-CRÉTENOUD,

survenu à Nancy, le 20 février 1988, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

« Mon Dieu veille sur les miens, sois leur berger. »

33, rue de Monteloup,
45380 La Chapelle-Saint-Mesmin,
19, rue Montesquieu,
54000 Nancy.

– Mme Sabine d'Œlsnitz,
sa fille,
Mme Georges Pougnier,
sa sœur,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Alice Spirkel,
Et tous ses amis,
Le Syndicat de la presse artistique française
Et tout ses membres,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre COURTHION,
historien d'art,

survenu à Paris, le 2 mars 1988.

La cérémonie religieuse a été célébrée le lundi 7 mars, à 15 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, 10, rue de l'Annonciation, Paris-16e, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

11, rue des Marronniers,
75016 Paris.

– Jacques Marchand,
président,
Daniel Junqua,
directeur général,
Claire Richet,
ancienne secrétaire générale,
Le bureau
Et le conseil d'administration,
Le personnel du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes,
ont la douleur de faire part du décès de

Paul DUHAUT,

survenu le 18 février 1988.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

– Gérard Dumas,
son petit-fils,
Eric Dumas,
son arrière-petit-fils,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Gaston DUMAS,
ingénieur à l'EDF,
ancien combattant 1914-1918,

survenu dans sa centième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le mardi 8 mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, Paris-5e, suivies de l'inhumation dans le caveau de famille, au cimetière des Batignolles.

25, rue de la Collégiale,
75005 Paris.

– Mme André Guillois,
son épouse,
M. et Mme Alain Bry,
M. et Mme Philippe Le Roy,
M. et Mme Jacques Guillois,
M. et Mme Patrick Pincemin,
M. et Mme Bertrand Hacard,
M. et Mme Antoine Guillois,
M. et Mme Christian Menage,
ses enfants,
Ses dix-huit petits-enfants
Et son arrière petite-fille,
Les familles Guillois, Le Clec'h, Prod'Homme et Gantier,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. André GUILLOIS,

survenu à l'âge de soixante-seize ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 2 mars 1988, en l'église Saint-Pierre de Mauron (Morbihan).

35, rue Nationale,
56430 Mauron.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

– Maurice Le Touzé,
son époux,
Yves et Estelle Le Touzé,
Philippe et Françoise Le Touzé,
Jacques et Marie-Rose Le Touzé,
Dominique et Bernadette Le Touzé,
ses enfants,
Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants,
Ses frères, sœur et belle-sœur,
Ses neveux et nièces,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Mme Maurice LE TOUZÉ,
née Suzanne Gayet,

survenu le 5 mars 1988, à Versailles, dans sa quatre-vingt-septième année.

La messe des funérailles aura lieu le mardi 8 mars 1988, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de l'Ermitage,
78000 Versailles.

– Mme Jean-Pol Mathis,
Olivier et Sylvie Mathis,
Le docteur et Mme Pol Mathis,
M. et Mme Bertrand Quere
et leurs enfants,
Le professeur et Mme Mathis
et leurs enfants,
Les familles Louy et Vandersluys,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pol MATHIS,

âgé de cinquante et un ans.

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Maisons-Laffitte, le vendredi 4 mars 1988, à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean-Luc Maurice,
Olivier, Gilles, Bertrand et Julie-Pénélope
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Luc MAURICE,
sous-préfet
de l'arrondissement de Castres,
chevalier de l'ordre national du Mérite,

leur époux, père et parent, survenu le 5 mars 1988, à l'âge de quarante-quatre ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi *9 mars 1988, à 10 h 45, en l'église Saint-Martin de Palaiseau.*

Selon la volonté de Jean-Luc, l'incinération aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Ni fleurs ni couronnes. Des dons au bénéfice de l'ARC, BP 3, 94801 Villejuif Cedex.

Sous-préfecture
81100 Castres.

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. André POLLÈS,
fondateur des cours Pollès,

survenu le 1er mars 1988, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques se sont déroulées, dans la plus stricte intimité, au cimetière, rue Deslandes, à Chatou (Yvelines), le 4 mars *1988.*

Docteur S. Restout-Pollès,
14, rue Georges-Clemenceau,
78400 Chatou.
Daniel Lardé-Pollès,
2, clos de Cernay,
78870 Bailly.

– Jean Jambon,
son père,
Daniel Vigne et Isabelle Legrand,
Jacques et Dominique Vigne,
Alexandra et Dorothée,
ont la tristesse de faire part du décès de

Danielle VIGNE,
née Gabrielle,

survenu le 3 mars 1988.

Pas de cérémonie ni d'obsèques, Danielle ayant fait don de son corps à la médecine.

22, avenue Pierre-Semard,
94200 Ivry-sur-Seine.

Anniversaires

– Il y a un an, le 7 mars 1987,

Jean-Marc DEROME

nous quittait, victime d'un accident de montagne,

Ses parents,
Ses sœurs,
Valérie
Et tous ceux qui l'ont aimé se souviennent.

– Pour le premier anniversaire du décès de

Jacques HELGORSKY,

une pensée affectueuse est demandée à tous ceux qui l'ont connu et aimé.

On y associera le souvenir de son épouse,

Françoise,

décédée le 24 octobre 1987.

Communications diverses

– Société des études renaniennes : lundi 14 mars à 17 h 15, dans la salle VI du Collège de France, conférence de M. André Roman, professeur à l'université Lyon-II, sur : « L'histoire générale des langues sémitiques de Renan et une vision d'aujourd'hui de la langue arabe. »

– Loge l'Echelle de Jacob n° 27. Franc-maçonnerie féminine de tradition, style anglais émulation. Mercredi 16 mars, à 19 h 30, conférence : « Histoire de la Maçonnerie mixte et féminine ». Sur invitation LNF, BP 646, 75161 Paris Cedex 04. Note d'information sur demande.

– Au profit d'enfants handicapés, soirée-spectacle à partir de 18 heures le mardi 22 mars 1988, par le cirque Pauwels au Jardin d'acclimatation avec la *participation de Stéphane Collaro, organisée par le Lion's Club Paris les Gobelins.*

Renseignements et réservations : J. Benchetry, 26, rue Laffitte, Paris-9e. Tél. : 42-46-12-26. Participation : enfants, 50 F, adultes, 90 F.

Soutenances de thèses

– Université Paris-I, le mardi 22 mars, à 14 heures, salle 310, entrée, 1, rue Victor-Cousin, galerie J.-B. Dumas, escalier L, M. Philippe Bourrinet : « Aux origines du courant international communiste des conseils. La gauche communiste hollandaise (1907-1950) ».

Mort de Paul Boubal ancien propriétaire du Café de Flore

Paul Boubal, l'ancien propriétaire du Café de Flore à Saint-Germain-des-Prés, est décédé le vendredi 4 mars à Saint-Eulalie-d'Olt (Aveyron). Il était âgé de quatre-vingts ans.

[De 1939 à 1983, cet Aveyronnais a régné sur cet établissement où la gauche littéraire et artistique remplaça les militants de l'Action française. C'est dans ce décor art déco que Jean-Paul Sartre écrivit *l'Etre et le Néant* et que Simone de Beauvoir rédigea son premier roman, *l'Invitée.* On y vit défiler, après la guerre, Juliette Gréco, Jacques Prévert, Marcel Camus, Giacometti, Adamov, Ionesco, et tout le petit monde germopratin. Le Flore vieillissait avec le quartier. Il y a cinq ans, Paul Boubal vendait son établissement avant de prendre sa retraite. Après la disparition, il y a quelques mois, de Roger Cazes, patron de chez Lipp, une page est tournée à Saint-Germain-des-Prés.]

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du samedi 5 mars 1988 :

UN DÉCRET

● No 88-209 du 4 mars 1988 relatif aux petits litiges devant les tribunaux d'instance et modifiant le nouveau code de procédure civile et le code de l'organisation judiciaire.

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 6 mars 1988

DES ARRÊTÉS

● Du 18 février 1988 relatif à la terminologie du sport.

● Du 13 janvier 1988 portant modification du chiffre de la population et attribution de population fictive à certaines communes dans quatre-vingt-seize départements.

● Du 18 février 1988 fixant pour l'option internationale du baccalauréat les dates et les horaires des épreuves de la session 1988 dans les centres ouverts en France et à l'étranger.

JEU GAGNANT N° 10
LOTO SPORTIF
Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Dimanche 6 Mars 1988

LOTO N° 9 TIRAGE DU SAMEDI 5 MARS 1988

5 16 23 29 31 42 — 8

PROCHAINS TIRAGES EN DIRECT SUR TF1 : MERCREDI 9 MARS 1988 A 20 H 35 ET SAMEDI 12 MARS 1988 A 20 H 35. VALIDATION AU PLUS TARD MARDI AUX HEURES HABITUELLES

6 BONS N	7	989 215,00 F
5 BONS N + complémentaire	73	48 550,00 F
5 BONS N		5 380,00 F
4 BONS N		110,00 F
3 BONS N		9,00 F
BONUS DU SAMEDI		18,00 F

N'OUBLIEZ PAS LA SEMAINE PROCHAINE SUPER CAGNOTTE SAMEDI 12 MARS
33 MILLIONS

Le Monde

ECONOMIE

LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES BRITANNIQUES ET ESPAGNOLS

Sous influence étrangère

CONSIDÉRÉES souvent comme les deux têtes de pont du Japon en Europe, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont en commun d'être depuis longtemps sous dépendance étrangère. Si la première compte encore, à côté des américains Ford et General Motors, du français Peugeot et du japonais Nissan, un constructeur national, Rover, la privatisation de ce dernier pourrait bien le faire passer sous la coupe d'un groupe non britannique.

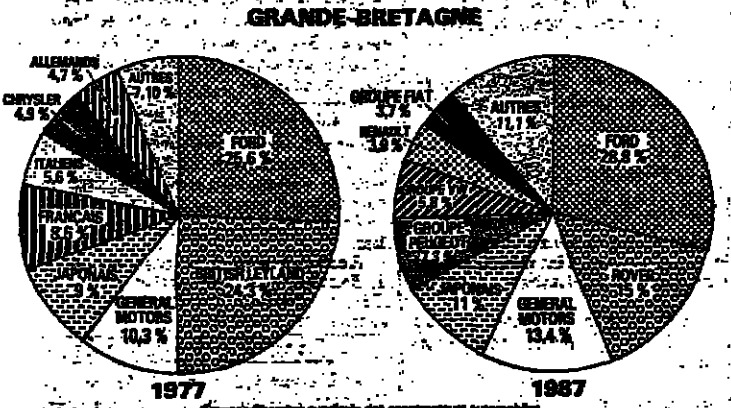
Les observateurs restent en effet sceptiques sur la solution nationale : le rachat de Rover par le constructeur aéronautique British Aerospace. Outre que la logique industrielle de ce rapprochement ne paraît pas évidente, le gouvernement de Mme Margaret Thatcher n'a pas caché que, si les discussions avec British Aerospace n'aboutissaient pas d'ici au 1er mai, toutes les autres *candidatures seraient étudiées sans* considération de nationalité.

Quant à l'Espagne, le rachat par la firme allemande Volkswagen du groupe public Seat en 1986 a mis fin à l'existence du seul constructeur national. En outre, aucun pays d'Europe ne compte autant de constructeurs implantés industriellement sur son territoire, qu'il s'agisse des américains Ford et General Motors, des français Renault, Peugeot et Citroën, des japonais par le biais de participations dans des sociétés locales, comme Nissan dans Motor Iberica et Suzuki dans Santana.

La Grande-Bretagne fut la première terre d'accueil des constructeurs américains débarquant en Europe. Les coûts de transport des véhicules exportés depuis les Etats-Unis, puis les droits de douane imposés par le gouvernement britannique, conduisirent, dès le début du siècle, les firmes d'outre-Atlantique à s'installer sur place.

Ford implanta la première unité en 1911, et une seconde en 1924. *General Motors racheta Vauxhall en* 1924 et Chrysler, Maxwell et Dodge en 1925. Les difficultés traversées par le numéro 3 américain et la cession de ses actifs européens à Peugeot en 1978 amenèrent le français à prendre pied outre-Manche.

C'est une même réaction protectionniste de l'Etat espagnol, surtout avec le régime franquiste, qui imposa aux constructeurs étrangers désireux de vendre dans la péninsule d'y être présents industriellement. Les droits de douane exorbitants et le taux d'intégration alors exigé (90 %) rendirent à l'époque les importations impossibles.



Source : Chambre syndicale des constructeurs automobiles

Citroën et Renault furent les premiers à accepter ces règles, ce qui permit à la Régie de devenir la première marque vendue en Espagne. Peugeot n'arriva qu'en 1978, à la faveur du retrait de Chrysler d'Europe. Les français furent imités dans la décennie 70 par Ford, puis, au début des années 80, par General Motors. En revanche, l'italien Fiat abandonna, du fait de ses propres difficultés financières, sa participation dans Seat en 1981.

En attendant 1993

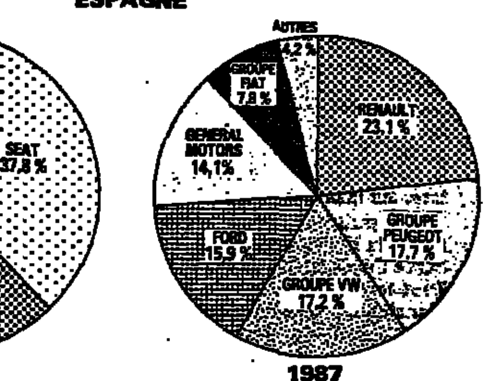
La menace protectionniste reste une motivation forte pour les Japonais qui s'implantent ou souhaitent s'implanter tant en Grande-Bretagne qu'en Espagne, où leurs importations sont respectivement limitées à 11 % du marché et 2 000 unités. L'agressivité commerciale des constructeurs nippons est peu prisée des Européens, qui les ont vus réorienter leurs exportations des Etats-Unis vers le Vieux Continent au fur et à mesure de la réévaluation du yen par rapport au dollar.

Comme les Européens n'ont pas l'intention de voir la création du grand marché européen de 1993 profiter essentiellement aux Japonais, ces derniers cherchent, comme ils l'ont fait aux Etats-Unis, à s'implanter dans les pays européens aujourd'hui les plus accessibles et qui leur ouvriraient demain les frontières de leurs voisins. D'autant que leur arrivée, comme celle de Nissan en 1984 en Grande-Bretagne, sert parfois aussi les intérêts gouvernementaux : Mme Thatcher y a ainsi vu l'occasion d'entamer les pratiques syndicales traditionnelles de son pays.

Nissan a d'ailleurs avancé ses projets d'investissements pour parvenir à une production de 100 000 véhicules en 1991. Quant à l'accord signé en 1979 entre Honda et Rover, il permet certes au Britannique de renouveler sa gamme, ce qu'il n'aurait jamais pu faire financièrement et technologiquement seul, mais il donne aussi au japonais une base solide pour pénétrer les marchés européens avec des voitures répondant aux besoins locaux : de plus en plus de modèles de la marques Rover sont en fait des véhicules Honda adaptés et fabriqués sous licence.

En Espagne peut-être plus qu'en Grande-Bretagne, des motivations autres que l'existence d'un protectionnisme, de toute façon destiné à disparaître, poussent désormais les étrangers à rechercher et à développer une implantation. La première motivation tient au marché espagnol lui-même, actuellement le plus dynamique d'Europe (plus de 30 % de croissance en 1987) et qui reste prometteur. Le taux de motorisation espagnol est, en effet, très faible : avec 296 voitures pour 1 000 habitants, il équivaut à celui de la CEE il y a vingt ans et se situe 20 % en dessous de la moyenne communautaire actuelle. Le parc existant est, quant à lui, particulièrement vieux : *les véhicules de plus de dix ans en* représentent plus de 40 %. Une aubaine qui profite aux constructeurs locaux, mais aussi désormais aux importateurs, grâce à l'abaissement progressif des droits de douane jusqu'à l'échéance de 1993.

La seconde motivation tient aux *possibilités* de réexportation *offertes* par le pays. Intégrées dans l'appareil de production européen des différents constructeurs, les usines espagnoles sont de plus en plus spécialisées, en général sur les petites voitures, avec des productions destinées à l'ensemble du marché européen : c'est le cas de la Corsa pour General Motors ou de la Fiesta pour Ford. Volkswagen suit la même voie en spécialisant Seat sur le bas de gamme.



Source : Chambre syndicale des constructeurs automobiles

Pour l'Espagne, la dépendance vis-à-vis de l'étranger s'est révélée bénéfique. Devenue le quatrième producteur européen (1,4 million de voitures en 1987), après la RFA, la France et l'Italie (et le sixième mondial), elle exporte presque la moitié de sa production vers les marchés français, italien, britannique et allemand. Parmi les dix premières entreprises exportatrices du pays en 1986, cinq sont des constructeurs *automobiles : Ford (premier)*, General Motors (deuxième), Seat (troisième), Renault (cinquième) et Citroën (neuvième).

Mais cette dépendance étrangère est aussi porteuse de risques, comme le prouve l'exemple de la Grande-Bretagne, dont l'industrie automo*bile* n'a cessé de dégringoler. Alors qu'elle dominait la scène européenne jusqu'au milieu des années 60, elle a atteint aujourd'hui des niveaux de production (1,14 million de voitures en 1987, soit moins de 4 % de la production mondiale) inférieurs à ceux de l'Espagne et du Canada. Ses exportations n'ont représenté que 20 % de sa production l'an passé. Bien qu'en diminution, avec le niveau le plus bas enregistré depuis 1979, les importations ont représenté 51,7 % du marché en 1987 (56 % en 1986).

L'intégration des usines locales dans l'appareil de production européen d'un constructeur qui a joué en faveur de l'Espagne peut se retourner contre le pays d'implantation si les critères de comparaison lui sont défavorables. C'est ce qui s'est passé pour la Grande-Bretagne dans les années 1970-1980. Découragés par les problèmes sociaux, par la qualité insuffisante des voitures produites, par la faible productivité des ouvriers anglais... les constructeurs américains ont diminué la production de leurs filiales britanniques au profit des filiales allemandes et espagnoles.

Accusés d'être de mauvais citoyens britanniques, Ford, General Motors et Peugeot ont inversé la tendance en 1987 en réaugmentant leur production locale pour servir le marché intérieur. Le redressement général de l'industrie anglaise a facilité ce revirement, tout comme des taux de change favorables ont stimulé les exportations. Mais rien n'empêche, en fonction des circonstances, le balancier de repartir dans l'autre sens.

CLAIRE BLANDIN.

ROVER : le redressement

LE groupe Rover, premier constructeur automobile du Royaume-Uni, pourrait annoncer, le 10 mars, qu'il a dégagé un léger bénéfice au cours de l'année 1987. Ce serait la première fois depuis 1983 que cette entreprise, nationalisée en 1975, afficherait un excédent. S'il se confirme, l'événement marquerait un tournant historique pour Rover, soutenu à bout de bras sous divers noms depuis treize ans par le contribuable et dont les difficultés symbolisent le déclin industriel de la Grande-Bretagne depuis le milieu des années 70.

On se perd un peu dans les raisons sociales successives du groupe. Rover est l'héritier officiel et direct de la société British Leyland, nationalisée à 99,8 % par les travaillistes en 1975, qui tirait elle-même son origine de l'association progressive, depuis la seconde guerre mondiale, de sociétés populaires ou prestigieuses telles qu'Austin, Morris, Triumph et... Rover.

Quelques chiffres résument le terrain perdu. British Leyland construisait 800 000 voitures en 1975 ; le groupe n'en a produit que 510 000 en 1987. Les effectifs sont revenus en treize ans de 180 000 à 45 000 salariés.

Un grand bradage

Signe des temps, c'est un Canadien, M. Graham Day, qui préside aux destinées du groupe nationalisé. Il a été nommé à ce poste en mai 1986 par Mme Thatcher avec la mission précise de vendre tout ce qui pouvait encore l'être, y compris les « bijoux de famille », et de rendre le reste un peu plus compétitif de façon à le privatiser le jour venu.

A force de tailler dans le vif, M. Graham Day est peut-être parvenu jusqu'à l'os. Il s'est débarrassé de tout ce qui, dans le groupe, n'était pas directement lié à la construction de voitures particulières. Il a ainsi vendu la société d'informatique ISTEL. Rover s'est délesté au total de quatorze filiales ; dans certains cas, celles-ci ont été rachetées par leurs cadres avec l'aide des banques.

Les sentiments n'étaient plus de mise. Leyland Bus, qui fabriquait les célèbres autobus rouges à étage, a été cédé en janvier 1987 à ses cadres et employés. British Leyland construisait d'excellents camions, réputés pour leur robustesse, mais cette branche perdait énormément d'argent. La solution retenue en avril 1987, après d'innombrables péripéties, a consisté à la faire fusionner avec le constructeur néerlandais Daf, dont Rover détient désormais 40 % du capital.

Les prédécesseurs de M. Graham Day avaient, bon gré mal gré, entamé ce grand bradage. Jaguar-Daimler, fleuron du groupe, avait été privatisé avec succès dès 1984. Quant aux taxis londoniens, la marque Austin ne figure plus désormais que sur les plus vieux d'entre eux. La firme privée de Coventry qui les fabrique, et qui appartenait encore au groupe au début des années 80, n'utilise même plus de pièces détachées Austin, et les nouveaux taxis londoniens, d'allure comparable aux anciens mais dont la carrosserie est plus anguleuse, sont construits par Ford...

Il ne reste donc plus qu'Austin-Rover, déficitaire, et Land-Rover, bénéficiaire grâce surtout au succès de la Range-Rover, luxueux véhicule tout terrain, qui coûte de 200000 à 270000 F selon les options choisies.

Austin-Rover est, de loin, le plus gros morceau. C'est là que le pari engagé par Mme Thatcher et *M. Graham Day sera gagné ou* perdu. Il s'agit de transformer ce constructeur frappé de malédiction en une entreprise rentable, qui doit être impérativement privatisée pendant le mandat de l'actuel Parlement, donc au plus tard en 1992.

de Londres
DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 40.)

SEAT : l'intégration

SEAT aux mains de l'étranger, Seat reprise par Volkswagen ! Pour beaucoup d'Espagnols, ce ne fut pas une décision économique comme les autres. Ce fut la fin d'un mythe, la disparition du dernier vestige d'une époque révolue : celle de l'autarcie. Combien d'entre eux ne réalisèrent-ils pas, ce jour de juin 1986 où les présidents des deux compagnies signèrent, à Genève, l'accord de reprise, que leur pays était désormais définitivement inséré dans l'économie mondiale ?

Il est vrai que la Société espagnole d'automobiles de tourisme, la Seat, n'a jamais été une compagnie comme les autres au sud des Pyrénées. Elle constitue avant *tout un symbole*, celui de l'époque du *desarollismo*, du développement accéléré des années 60 qui allait transformer l'Espagne exsangue de l'après-guerre civile en une puissance industrielle. Lorsque la firme fut créée en 1950 – avec une participation majoritaire de l'INI, l'Institut national de l'industrie, qui regroupe les entreprises du secteur public, – elle représentait déjà une véritable « première » : l'Espagne n'avait encore aucune expérience dans le domaine de l'automobile.

Un premier symbole

Trois ans plus tard, les premiers véhicules sortaient de son usine de Barcelone. Fabriquant au départ des modèles entièrement conçus par la société italienne Fiat, qui allait progressivement augmenter sa participation dans le capital de l'entreprise, Seat allait lancer, en 1957, la production de ce qui constitua son premier grand succès : la *Seiscientos*, le modèle 600. Pour des millions d'Espagnols, la Seiscientos constituait, elle aussi, un symbole : celui qui leur permettait de passer de l'ère de la pénurie aux premières délices, fussent-elles modestes, de la société de consommation.

Mais l'époque dorée allait avoir une fin. Commodément enfouie dans le cocon protectionniste qui abrite à l'époque l'Espagne, la Seat tarde à se préoccuper de compétitivité : les techniques de production et de promotion ne se rénovent guère, le réseau commercial devient obsolète, l'excès de main-d'œuvre va en augmentant. En outre, le marché intérieur stagne.

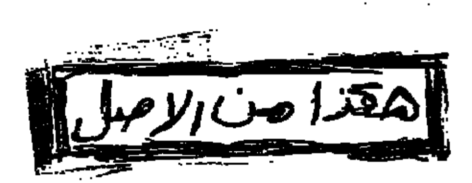
En 1980 éclate la crise : Fiat refuse de participer à une augmentation de capital pourtant prévue de longue date. Les négociations avec la société italienne, visiblement décidée, en cette époque de crise, à se replier vers son pays d'origine et à y concentrer ses investissements, dureront un an. Elles aboutiront, en mai 1981, à un retrait total de Fiat, qui *garantira toutefois*, durant quatre ans, le maintien d'un volume déterminé d'exportation de véhicules fabriqués par Seat.

Pour l'INI, qui se retrouve tout à coup seul actionnaire de la compagnie, le coup est rude. Les pertes de la Seat ne cessent d'augmenter : elles passent de 20 milliards de pesetas (1 peseta = 0,05 franc) en 1981 à 35,7 milliards de pesetas en 1983, le déficit de la compagnie représentant alors à lui seul 22 % du total de celui de l'INI tout entier. Il s'agit cette fois de procéder sans délai à l'assainissement nécessaire. La main-d'œuvre est réduite progressivement de 32000 à 22000 travailleurs entre 1980 et 1987. Les méthodes de production sont rénovées au prix de lourds investissements, un réseau de vente est *mis sur pied à l'extérieur.*

A partir de 1984, les résultats d'exploitation s'améliorent de manière significative. Mais la compagnie continue à supporter le poids des charges financières accumulées durant les années antérieures. Une décision draconienne s'impose : « *Le choix était simple : fermer nos portes ou parvenir à une intégration avec une autre compagnie* », résume M. Juan Antonio Diaz Alvarez, président de la Seat.

de Madrid
THIERRY MALINIAK.

(Lire la suite page 40.)



هكذا ضاع الامل

LES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES

NISSAN : une tête de pont bien accueillie

« *NISSAN considère le marché britannique comme sa tête de pont dans la Communauté européenne* », expliquait récemment M. Takashi Ishihara *en dévoilant* le dernier projet d'extension des activités de l'usine construite par son groupe à Sunderland. Comme *le langage*, la *stratégie* adoptée par la firme nippone pour s'implanter en Grande-Bretagne paraît tout droit sortie d'un *manuel militaire*.

Etablie dans le nord-est de l'Angleterre en 1984, la « tête de pont » est en voie de consolidation. La prochaine phase, programmée pour l'automne, sera celle de l'offensive tous azimuts. Nissan, qui vend aujourd'hui quelque 300 000 voitures en Europe de l'Ouest, commencera en octobre à écouler dans les pays de la CEE le tiers des voitures sorties de ses chaînes de montage britanniques.

L'usine de Sunderland, proche de Washington, constitue d'ores et déjà *le plus gros investissement* japonais en Europe. La nouvelle tranche de 2,16 milliards de francs, venant s'ajouter aux 4 milliards déjà déboursés, permettra de porter la production annuelle à 100 000 voitures en 1991. Pour moitié des berlines « bluebirds », et pour moitié des modèles « trois portes ». En termes de main-d'œuvre, les répercussions sont loin d'être négligeables : quelque 1 400 nouveaux emplois viendront grossir les 2 100 existants.

De larges retombées

Aussi, *dans la région charbon*nière frappée de plein fouet par la récession, « l'invasion amicale japonaise » est-elle accueillie à bras ouverts. *D'autant que les* retombées du développement de Nissan débordent de très loin la région de la Tyne. A l'augmentation de la capacité de production correspondra un accroissement des achats de fournitures en Europe, pièces détachées et composants divers, qui passeront de 2,5 milliards à 4,4 milliards de francs en 1992 selon les prévisions de la firme. 80 % proviendront du seul Royaume-Uni.

A l'origine, 60 % du coût total de production des « bluebirds » bénéficiaient directement à l'Europe. Nissan a prévu de faire passer à terme cette part à 80 %, et les experts estiment que, dans ce cas de figure, les voitures pourraient encore rouler avec un moteur et une transmission importés du Japon.

*Quoi qu'il en soit, un tel pour*centage justifie amplement le label « made in Britain » qui permet aux « japonaises - britanniques » *d'échapper à la fois aux* restrictions quantitatives à l'exportation vers la CEE et aux droits de douane. Et pour ne rien gâcher, *soulignent* les responsables de Nissan en un ultime compliment, « *les voitures produites à Sunderland sont au moins d'aussi bonne qualité que leurs homologues japonaises* ».

Nissan est le seul constructeur japonais à avoir implanté une usine au Royaume-Uni. Ses concurrents cependant ont tôt fait d'embrayer avec une approche différente. Ils ont opté pour la signature d'accords de collaboration industrielle. C'est ainsi qu'Austin-Rover à Longbridge, près de Birmingham, sortira l'an prochain sa première Honda dans le cadre d'un nouveau programme qui doit culminer à 40 000 voitures par an. La même firme projette *de construire une usine* de moteurs à Swindon. General Motors, après avoir construit une micro-camionnette 4 × 4 avec Suzuki, a passé un contrat similaire avec Isuzu.

Dans tous les cas, les constructeurs nippons ont bénéficié d'un soutien sans réserve du gouvernement britannique. A telle enseigne que Nissan, pour construire son usine de Sunderland, a reçu un prêt de 250 millions de francs au titre de l'aide au développement régional. La démarche se veut des plus réalistes.

Au président européen de Ford, M. Bob Lutz, qui affirmait que deux emplois seraient perdus dans l'industrie automobile britannique pour chaque emploi créé chez Nissan, le ministre de l'industrie et du commerce, M. Léon Brittan, rétorquait en 1985 : « *Si Nissan n'était pas venu s'installer ici, il serait allé chez nos voisins européens, et nous nous serions retrouvés avec un concurrent de plus sur le dos.* »

L'office gouvernemental chargé de la promotion des investissements étrangers énumère, quant à lui, les nombreux attraits de la Grande-Bretagne de Mme Thatcher dans sa dernière brochure : « *coûts de main-d'œuvre réduits, productivité en hausse, économie en augmentation rapide et relations industrielles sans nuages* »...

Apparemment convaincu, l'ambassadeur japonais, M. Toshio Yamazuki, s'exclamait voici peu lors de la convention des directeurs d'entreprise réunie à Londres, en conclusion d'un discours dithyrambique sur le thatchérisme et les nouveaux travailleurs britanniques : « *S'il y avait des Jeux olympiques des affaires, la Grande-Bretagne s'approprierait quelques belles médailles d'or !* »

Sans conflit social

En attendant, l'implantation au Royaume-Uni de plus de 70 entreprises japonaises a hissé le Japon au troisième rang des investisseurs étrangers au Royaume-Uni, derrière les Etats-Unis et la RFA. L'envolée du yen, à l'en croire, n'explique pas seule un tel engouement. « *Nous nous sentons bien accueillis ici, et c'est important. Vous ne pouvez pas opérer dans un environnement inamical* », commente M. Toshi Yasuda, directeur pour l'Europe de Nissan. Qui plus est, « *la main-d'œuvre est heureuse* », affirme-t-il.

En blouses-uniformes, les ouvriers britanniques « japonisés » acquièscent pour la plupart. Même si l'ambassade du Japon à Londres a dû écouter, à la mi-janvier, les doléances du syndicat gallois des transports (TGWU) contre le « *management samouraï* ». Le TGWU (1,25 million d'adhérents) reproche surtout aux entrepreneurs japonais la signature d'accords de non-grève avec les syndicats, de même que l'instauration de la règle dite « *du pendule* » prévoyant l'intervention d'un médiateur en cas de conflit.

Une telle critique toutefois est loin de faire l'unanimité. Le syndicat, modéré, des électriciens (EETPU) en ce qui concerne ne tarit pas d'éloges sur « *les avances considérables* » à mettre au crédit des Japonais, notamment l'égalité des statuts entre « cols blancs » et « cols bleus » à la cantine ou sur les parkings.

Avec Nissan, le seul syndicat autorisé (AEU) n'a pas signé d'accord de non-grève. Il n'y a pas non plus eu de conflit social depuis 1984. Et la direction de l'usine de Sunderland est prompte à terrasser les légendes. « *Chez Nissan UK*, disent-ils, *les employés n'ont pas de gymnastique matinale, ni de slogan à réciter à la gloire de leur entreprise.* »

de Londres
DENIS HIAULT.

ROLLS-ROYCE... le succès du luxe

Si la construction automobile de grande diffusion n'a *cessé de décliner en* Grande-Bretagne, au cours des dernières décennies, en revanche l'industrie — ou plutôt l'artisa*nat — de la voiture de luxe se* porte très bien. Comme un charme : celui, par exemple, des cuirs les plus nobles et des boi*series les plus rares*. Victoire de la petite série, de la haute couture, sur le prêt-à-rouler.

On pourrait avoir bientôt *oublié le trait de génie* qui a fait naître l'Austin Mini de M. Smith-Tout le monde. L'avenir, outre-Manche, est manifestement à la fabrication de somptueuses limousines, conçues selon les canons d'un classicisme presque provocant, et vendues à prix d'or.

Après avoir connu bien des vicissitudes, qui faillirent parfois leur être fatales, des marques comme Rolls Royce, Jaguar et Aston-Martin — pour ne citer que ces noms très prestigieux — ont connu un succès étonnant, ces dernières années. Et il ne semble pas près de se démentir.

Si, en 1987, le puissant groupe Vickers (dont les activités vont de la couveuse artificielle au sous-marin nucléaire) a réalisé en fin de compte d'appréciables bénéfices, c'est uniquement grâce à l'une de ses branches les plus modestes (par la taille et les effectifs) : Rolls Royce Motor Cars. La division automobile de Rolls Royce a été détachée en 1980 du reste de la compagnie qui fabrique des moteurs pour l'aéronautique.

En dépit de la chute du dollar et du lundi noir à Wall Street, les ventes ont encore progressé, de 7 % dans l'ensemble, et les Rolls sont les seules voitures de leur catégorie à avoir réussi à augmenter leur diffusion aux Etats-Unis, l'an passé. Sur 2 784 véhicules assemblés, près de la moitié (1 208) ont été exportés outre-Atlantique.

Rolls Royce a eu des hauts et des bas, mais n'a jamais été menacé de disparaître, ce qui a été le cas de Jaguar en 1980. *Mais cette firme a opéré, depuis,* un spectaculaire redressement, sous la houlette de M. John Egan, devenu Sir John *aujourd'hui, récompense* que l'on dit à Londres bien méritée.

Pour l'exercice 1980-1981, les pertes de Jaguar *s'élevaient à 79 millions de livres, soit plus* du quart du capital dénationalisé en 1984. Après suppression d'un tiers des emplois, la société *a été soustraite* du groupe British Leyland (Rover maintenant) pour être privatisée. L'une des recettes très pragmatiques du renouveau : on s'est d'abord abstenu de changer des modèles qui avaient près de quinze ans d'âge.

Un félin renommé

On a joué sur la tradition et surtout la finition — qualité qui jusqu'alors laissait beaucoup à désirer. En peu de temps, la marque au félin bondissant s'est acquis une réputation de sérieux qui s'est révélée très payante. En 1986, 41 000 voitures étaient produites (*la plupart*, là encore, pour les Etats-Unis), contre 14 500 six ans auparavant. Il était dès lors possible de renouveler enfin *la gamme*. L'an dernier, 48 000 Jaguar sont sorties de l'usine de Coventry (1).

Le dynamisme de Jaguar a aussi été souligné par un fructueux retour à la compétition (titre de champion du monde des marques en 1987) et l'édification d'un centre de recherche ultra-moderne, qui vient d'être inauguré en janvier. Avec cet outil, Jaguar pourrait prendre la direction suivie, par exemple, par Porsche et d'autres constructeurs de pointe qui, de plus en plus, effectuent des études pour d'autres firmes dans des domaines très divers.

Cette santé retrouvée a attiré bien des convoitises, celles de Ford et GM (General Motors) notamment ; mais la maison reste fièrement indépendante et britannique. Ce n'est plus le cas d'Aston-Martin. Ford a pris l'an dernier le contrôle de cette vieille et célèbre maison — redevenue florissante *elle aussi* — où chaque moteur est toujours soigneusement monté à la main par un seul ouvrier qui appose sa signa*ture sur le chef-d'œuvre*...

Un an auparavant, c'était Lotus qui était passé sous la coupe de l'autre géant, GM. De *la même manière, Chrysler vient* de s'assurer les services de Lamborghini en Italie. C'est une tendance très actuelle : les brillants petits deviennent les laboratoires des grands.

Les Britanniques possèdent depuis longtemps un savoir-faire particulier dans les techniques de pointe de l'automobile, ce qui se manifeste avec éclat dans le secteur de la compétition. Ainsi la majorité des écuries de formule un sont-elles anglaises. March, qui construit des châssis de monoplace de tous types, a tellement développé cette activité que la société est désormais cotée en Bourse. Cet artisanat est en effet une source non négligeable de royalties.

Juste retour des choses ? Ce sont des engins britanniques March ou Lola qui équipent la quasi-totalité des concurrents de *la plus fameuse des épreuves* américaines : les 500 Miles d'Indianapolis.

FRANCIS CORNU.

(1) Une Jaguar Sovereign coûte 310 000 francs, une Rolls Royce environ 1 million.

RENAULT : un quart

ANCIENNE — elle date de 1924 pour Citroën et de *1951* pour Renault, — la présence de l'automobile française en Espagne s'explique à l'origine par le protectionnisme *imposé surtout au lendemain de* la guerre. Toute importation était alors pratiquement interdite : le taux d'intégration exigé par le gouvernement *franquiste* atteignait 90 % ! L'acceptation de ces règles par la Régie a permis au constructeur français de devenir la première *marque vendue outre*-Pyrénées — et de le rester jusqu'à maintenant — avec environ un quart du marché espagnol et quelque *200 000 voitures vendues en* 1987.

Fasa, la filiale espagnole de Renault, est la plus grosse implantation industrielle de la Régie à l'étranger. En 1987, elle a produit 307 900 véhicules, en augmentation de 12,4 % sur 1986, qui avait déjà enregistré une forte hausse (+ 22 %) par rapport à l'année précédente. Avec des effectifs quasiment stables — 20 000 salariés dans ses unités de Valladolid, de Palencia et de Séville, — la Fasa a profité à plein du dynamisme du marché espagnol depuis deux ans.

Complètement intégrée dans l'outil industriel de la Régie, la Fasa fabrique moteurs et boîtes de vitesses destinés à ses propres usines de montage mais également à d'autres unités du groupe, en France et en Belgique. Plus de 187 000 moteurs ont été produits en 1987 dans l'usine de Valladolid, dont un quart a été réexporté vers la France, et 441 000 boîtes de vitesses sont sorties de l'unité de Séville, dont les quatre cinquièmes ont franchi les Pyrénées.

Le groupe Peugeot est arrivé plus récemment en Espagne : son implantation date de l'acquisition de Citroën en 1976 et des unités Chrysler en 1978, qui lui ont apporté respectivement les usines de Vigo et d'Orense d'une part, de Villaverde d'autre part. Il a lui aussi profité de l'explosion des ventes d'automobiles en Espagne ces dernières années.

Peugeot-Talbot a ainsi vu sa part de marché faire un bond de 33,4 % en 1987. Avec 95 000 immatriculations (qui intègrent les productions locales de Peugeot 205 et de Peugeot 309 à Villaverde, le montage des Peugeot 505 dans l'usine Citroën de Vigo et l'importation de certaines versions de Peugeot 205 et de Peugeot 309), sa pénétration atteint 11 %. L'usine de Villaverde, qui fabrique également les moteurs Talbot destinés aux Peu*geot 205 et aux Peugeot 309* locales, a vu sa production progressé de près de 11 % en 1987 avec 112 316 voitures, dont *87 645 Peugeot 205, 23 655 Peu*geot 309 et un millier de Talbot Horizon, dont la fabrication a cessé *fin janvier 1987*.

Quant à Citroën, ses performances sont encore plus spectaculaires : avec 57 000 voitures l'an passé, ses ventes ont progressé de 59 %, lui assurant une part de marché de 6,7 %. L'usine de Vigo (qui produit des AX, des BX, des Visa et des Acadiane, et quelque 10 000 utilitaires C-15) a connu une augmentation de sa production de 40 %, avec 186 734 véhicules pour 6 400 salariés. *L'unité*, plus petite (700 personnes) d'Orense, est spécialisée dans l'usinage de moteurs de transmission.

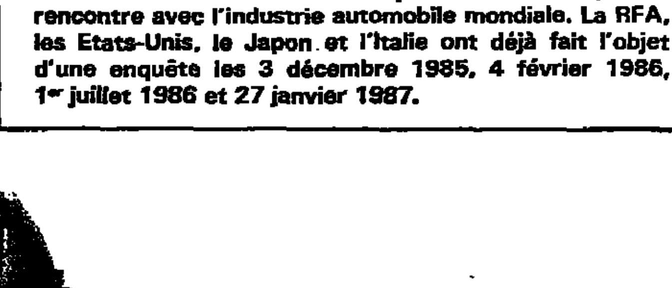
Une forte concurrence

Mais les *constructeurs français* outre-Pyrénées (41 % du marché) sont désormais fortement concurrencés par les nouveaux venus étrangers. Dès *1980*, dans la perspective de leur entrée dans le Marché commun, les Espagnols ont assoupli leurs positions : l'intégration exigée n'est plus que de 60 % — et ce jusqu'à fin 1989. Gros producteur et gros exportateur d'automobiles, l'Espagne a cherché en outre à se préparer au choc industriel que représenterait son entrée dans la Communauté en attirant les constructeurs étrangers.

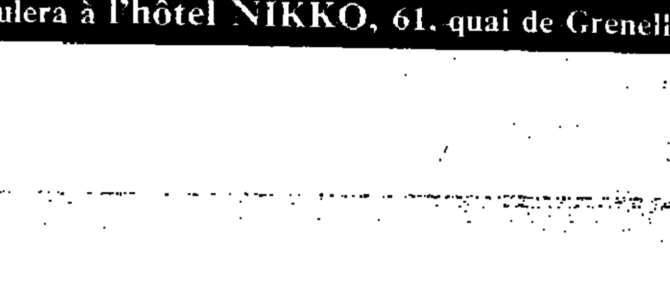
Madrid a donc élaboré en 1985 un plan gouvernemental à base de *subventions et de prêts* à taux privilégiés, pour les inciter à renforcer leur présence dans la Péninsule. Ce qui a, bien sûr, profité *aux groupes français, mais* aussi aux américains Ford et General Motors. Menées en marge du plan gouvernemental, les négociations avec l'allemand *Volkswagen pour* la reprise de SEAT procèdent de la même intention et ont ainsi permis à la firme de Wolfsburg de prendre *pied sur le territoire* espagnol.

Le premier résultat de ce plan a été enregistré dès octobre 1985 avec la signature d'un accord avec Renault, qui s'est engagé à investir (y compris dans les poids *lourds*) *environ 50 milliards* de pesetas (2,5 milliards de francs) sur la période 1985-1987. L'Etat espagnol participera à concurrence de 2 *milliards* de pesetas en subventions au programme de modernisation de Renault-Espagne, qui envisageait une production annuelle minimale de 265 000 véhicules jusqu'en 1987 et la suppression de 2 500 emplois sur 22 000.

Pour Peugeot-Talbot, le plan prévoit un apport gouvernemental de plus de 17 milliards de pesetas en *subventions (3,6 milliards)* et


« Le Monde économie » présente sa cinquième rencontre avec l'industrie automobile mondiale. La RFA, les Etats-Unis, le Japon et l'Italie ont déjà fait l'objet d'une enquête les 3 décembre 1985, 4 février 1986, 1er juillet 1986 et 27 janvier 1987.





BRITANNIQUES ET ESPAGNOLS

du marché

de crédits (13,5 milliards), avec quelque 2 500 suppressions de postes sur un peu moins de 9 000. Le plan discuté avec Citroën est à peu près identique à celui de Peugeot.

L'explosion du marché espagnol a permis de limiter les réductions d'effectifs prévues — Peugeot compte ainsi encore 7 400 personnes, — sans empêcher pour autant des gains de productivité impressionnants, dus à l'automatisation et à la robotisation des usines. Chez Citroën, par exemple, la production annuelle par ouvrier est passée de 13,7 voitures en 1984 à 21 voitures en 1987.

L'Espagne est plus que jamais une carte maîtresse dans le jeu des constructeurs français, comme dans celui de leurs concurrents étrangers. En fonction de leurs coûts de production, les unités espagnoles sont spécialisées sur certains modèles qui sont alors destinés non seulement au marché espagnol, mais aussi à la réexportation vers les autres pays européens. Ainsi l'usine Peugeot de Villaverde a vu partir vers d'autres marchés européens 35 000 Peugeot 205, soit 40 % de la production de ce modèle !

Renault, qui produit l'ensemble de sa gamme — sauf la R-25 — en Espagne (R-4 et Supercinq, sans compter les utilitaires R-4 Fourgonnette et Express, à Valladolid ; R-9, R-11 et R-21 à Palencia), ne cache d'ailleurs pas que la réduction à deux ou trois du nombre de modèles fabriqués en Espagne fait partie du plan de réorganisation de sa filiale Fasa, pour mieux lutter contre la concurrence étrangère et conserver sa place de numéro un dans la Péninsule. La Régie, qui a exporté en 1987 49 900 véhicules, soit 16 % de sa production espagnole, ne ferait d'ailleurs que suivre les traces de Ford, de General Motors et de Volkswagen.

CLAIRE BLANDIN.

GM : une usine dans le désert

LE contraire est saisissant. Tout autour, c'est le désert, ou presque ; le plateau aragonais, ocre et desséché. Et, au beau milieu, cette usine super moderne et robotisée, briquée comme un sou neuf, où les chariots électriques se déplacent programmés par ordinateur et d'où s'échappent dans toutes les directions autoroutes et voies ferrées.

Nous sommes à Figueruelas, à une trentaine de kilomètres au nord-ouest de Saragosse ; l'endroit choisi par General Motors pour y installer la dernière-née de ses usines. Une usine construite en un temps record : la première pierre en fut posée en mars 1980 et, en septembre 1982, le roi Juan Carlos en personne procédait solennellement à son inauguration.

Aujourd'hui, le rythme de production est sur le point d'atteindre les mille véhicules par jour, dont les trois quarts destinés à l'exportation. L'usine fabrique toutes les Opel Corsa vendues de par le monde (à l'exception du moteur, importé de l'étranger), et procède au montage des Opel Kadett destinées au marché espagnol.

Automatisation maximale

La General Motors Espana constitue, d'une certaine manière, « l'anti-Seat » : autant la firme de Barcelone n'a cessé de traîner avec elle le lourd héritage du passé, c'est-à-dire de l'époque de l'autarcie, autant l'usine de Figueruelas est née avec un avantage de taille : celui de partir de zéro, ce qui lui a permis d'opter dès le départ pour une technologie de pointe et une automatisation maximale, sans que ce pari ne se traduise par une main-d'œuvre à licencier ou des machines à envoyer à la ferraille. Rien d'étonnant si, dans ces conditions, le rapport entre le nombre d'unités produites et le volume de main-d'œuvre est, aujourd'hui, à Figueruelas, le plus élevé du pays : 350 000 véhicules par an pour 9 000 travailleurs.

L'usine aragonaise représente également une innovation au sud des Pyrénées à un autre titre. Durant quarante ans, les firmes automobiles étrangères s'étaient essentiellement installées en Espagne afin de pénétrer de cette manière le marché local, longtemps très protégé. General Motors fut la première — avec, dans une moindre mesure, Ford, quelques années plus tôt près de Valence — à prendre pied au sud des Pyrénées avec la motivation inverse : *vendre à l'étranger* et non sur place.

« Notre pari a été dès le départ de considérer l'Espagne comme une plate-forme d'exportation vers le reste de l'Europe, explique M. Angel Perversi, président de General Motors en Espagne. *Nous n'avons donc pas à craindre la libéralisation progressive du commerce entre l'Espagne et le reste de la CEE d'ici à 1992. Au contraire, nous l'attendons avec impatience, puisque c'est précisément dans cette perspective que nous sommes venus ici. »*

Quels attraits suceptibles de convaincre General Motors offrait donc l'Espagne ? *« Des coûts salariaux relativement inférieurs, mais aussi une main-d'œuvre avec une bonne expérience industrielle, une position géographique intéressante pour les marchés du Sud, un potentiel exportateur réel, des aides substantielles de la part du gouvernement »,* répond M. Perversi. Des aides que l'on évalue, dans les milieux du gouvernement régional aragonais, à quelque 30 % de l'investissement initial total de la firme.

Certes, les responsables de General Motors reconnaissent que tout n'a pas été sans mal. Partir de zéro supposait également mettre sur pied un réseau de fournisseurs répondant aux normes de qualité exigées ou former *une main-d'œuvre nouvelle* : un quart des ouvriers de l'usine, venus des campagnes environnantes, n'avaient aucune expérience industrielle, et les autres n'avaient, pour la plupart, jamais travaillé dans le secteur de l'automobile. *« En outre, après des années de protectionnisme, les travailleurs espagnols sont au départ moins sensibles à la nécessité d'augmenter la productivité pour faire face à la concurrence étrangère »,* ajoute un responsable de la firme.

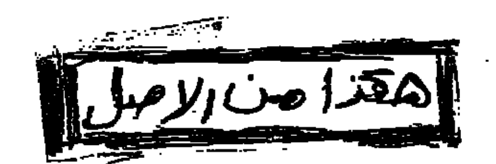
Résultats encourageants

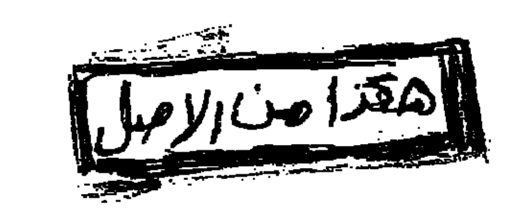
Les premiers résultats semblent toutefois encourageants. *Pour la première fois, l'usine de* Figueruelas a réalisé des bénéfices en 1987, et ses responsables considèrent que l'investissement initial, qui avoisine les 200 milliards de pesetas (10 milliards de francs), devrait être totalement amorti entre 1997 et 2002. Dès la fin mars, l'usine, face à l'augmentation de la demande, fonctionnera vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

« Notre expérience prouve que l'ouvrier espagnol peut être parfaitement compétitif face à ses collègues européens s'il bénéficie d'une technologie avancée », affirme M. Perversi. Une observation qui mettra sans doute du baume au cœur des responsables économiques espagnols, que le défi du marché unique européen en 1992 empêche aujourd'hui de dormir !

de Saragosse
THIERRY MALINIAK.







La chronique de Paul Fabra

Les prélèvements obligés

AUSSI trompeur que les notions de balance commerciale positive ou négative, sur lesquelles pourtant reposerait, à en croire *les experts et les* politiques, sans parler des opérateurs du marché, le sort du dollar, est le concept de « prélèvement obligatoire » qui alimente, en France et ailleurs — notamment aux Etats-Unis — le débat politique intérieur. Il semble toutefois que la discussion *s'oriente vers un peu plus de* clarté. La cause en est largement fortuite. Ce n'est pas une raison pour ne pas s'en réjouir.

Loin d'avoir diminué, la part des prélèvements obligatoires dans le produit intérieur brut (PIB) aurait, selon les dernières statistiques de l'INSEE (voir *le Monde* du 2 mars), augmenté en 1987. Elle se serait établie entre 44,7 % et *44,8 % contre 44,4 % l'année précé*dente. Dans ce *domaine,* qui lui tient particulièrement à cœur, la poursuite *du* « moins-d'Etat », la *droite n'aurait* donc pas fait mieux que la gauche.

En juillet 1986, Jacques Chirac avait annoncé que le pourcentage des prélèvements obligatoires serait ramené, *« en cinq ou dix ans »*, à 35 %, soit au chiffre enregistré avant 1974. A en croire le premier ministre, le nouveau gouvernement accomplirait réellement, par un effort patient mais immédiat, ce que les socialistes avaient, en vain, promis de faire.

Prenant de court la classe politique et *ses propres partisans, François Mitter*rand, rappelons-le, avait, le 15 septembre 1982, repris à son compte ce thème reaganien par excellence. Il était temps, avait-il déclaré ce jour-là à la télévision, *« d'amorcer la décrue, de renverser la vapeur »*. Pour préciser son propos, le *président de la République avait, par* la même occasion, annoncé que les prélèvements obligatoires devraient diminuer d'un point dans le budget de 1985.

Cet objectif que François Mitterrand devait confirmer quelques mois plus tard, en qualifiant de *« priorité politique majeure »* l'allégement promis, n'a encore jamais été réalisé. Pourtant, la droite revenue au pouvoir avait renchéri en s'engageant à abaisser d'un point le pourcentage des prélèvements obligatoires pour chaque nouvel exercice budgétaire.

Jour répondre aux critiques de ses adversaires, le gouvernement Chirac a *riposté aux chiffres de l'INSEE en cherchant* à déplacer l'objet de la discussion. Il conviendrait, selon lui, de ne plus se contenter du *« concept habituel »* de prélèvement obligatoire, lequel comprend, comme son nom l'indique, l'ensemble des taxes, impôts et cotisa*tions prélevés par voie d'autorité* sur les revenus. L'évolution *qu'il* importe de suivre serait celle du *« prélèvement public total »* qu'on obtient en ajoutant au montant précédent celui du *déficit* public... Or, d'après les chiffres officiels, ce prélèvement total serait en diminution depuis deux ans.

I*L est du reste difficile de nier que ce* gouvernement a continué de procéder avec grande énergie à des économies et qu'il l'a fait de telle façon que certains processus cumulatifs pourraient se trouver stoppés (en réduisant par exemple l'engagement de nouveaux *fonctionnaires). Forgé sans doute pour* les besoins de la cause, le nouveau concept, insiste-t-on sur ce point, a le mérite de porter le débat sur son véritable terrain.

En forçant à peine la réalité, on pourrait décrire la suite des déboires essuyés par la France (et quelques autres pays) en matière économique comme la conséquence de tentatives successives visant à traiter un sujet en laissant de côté sa composante principale, son facteur le plus déterminant. C'est ainsi que, aussi longtemps *que* la collectivité française cédait au mirage de la planification et de l'état d'esprit que celle-ci implique, elle se laissait convaincre qu'on pouvait établir des programmes de production sans se préoccuper des marchés. Parmi les exemples relativement récents, citons le *programme électronucléaire* et la filière informatique.

C'est ainsi qu'aussi longtemps que *nos gouvernants ont confondu l'inflation* et l'indice des prix ils ont feint de croire qu'on pouvait combattre la première en ignorant pratiquement la politique monétaire et la politique du crédit, pour agir directement sur les « coûts de production ». C'est sur une illusion de même nature que repose trop souvent le discours sur les prélèvements obligatoires. On s'imagine qu'il est possible d'établir un diagnostic sur les prélèvements obligatoires en *parlant le* moins possible des dépenses publiques, qui en sont pourtant à la fois et l'explication et la mesure la plus parfaite. A cela, une cause idéologique et une autre plus banale qui tient au piège du vocabulaire.

Passons sur l'idéologie liée au sophisme selon lequel une diminution de la pression fiscale, accompagnée si possible d'une refonte du système des impôts (en effet vétuste dans la plupart des pays), tient pratiquement lieu de politique budgétaire, sinon même de *politique économique générale, comme* si le déficit n'était pas une cause permanente de désordres internes et d'instabilité externe (taux de change). Une analyse même succincte dressée par le vocabulaire est susceptible d'éclairer un sujet qui a bien besoin de lumière. Deux *mots sont ici lourds de contresens possi*bles, le mot « obligatoire » et le mot « charges ».

Ce qui détermine l'emprise de l'Etat, pour le meilleur et le moins bon, c'est le montant de ses dépenses et rien d'autre. Le véritable prélèvement s'opère à ce niveau. L'Etat administrateur emploie des fonctionnaires ; l'Etat entrepreneur construit et entretient le réseau des transports ; l'Etat gardien de l'ordre entretient une police et des juges. Toutes ces fonctions et d'autres se tra*duisent par la mobilisation de ressources* dont le volume mesure le train de vie de la puissance publique.

Pour le citoyen, l'impôt qu'il verse représente sa contribution « obligatoire » aux dépenses publiques correspondantes. Mais supposons que l'Etat soit en déficit, ce qui est le cas général aujourd'hui en France *et* à *l'étranger* depuis une bonne quinzaine d'années, cela *signifie* que les contributions obligatoires ne suffisent pas à équilibrer le budget. Il n'en résulte nullement que l'Etat soit déchargé de son obligation de payer *ses fonctionnaires, de régler ses* fournisseurs, de verser des intérêts à ses prêteurs. Pour y *parvenir,* il empruntera. *Les prêteurs sont libres de souscrire* ou de ne pas souscrire. C'est pourquoi l'acquéreur de bons du Trésor ou d'obligations d'Etat fera la distinction entre l'impôt, qui constitue pour lui un prélèvement obligatoire, et la souscription à l'emprunt public, à laquelle il consent *librement.*

CELA n'*empêche* pas que l'emprunt se traduira temporairement (jusqu'à son remboursement) *par une amputation du revenu disponible et* que, pour la collectivité, le montant du prélèvement ainsi *opéré* est déterminé *rigoureusement* par les besoins *de* financement du Trésor. Cela devient particulièrement évident si l'on suppose que l'emprunt librement consenti est insuffisant *pour boucler le budget et que l'Etat* se trouve obligé de procéder à cette forme d'emprunt forcé qui s'appelle l'inflation. Celle-ci n'est pourtant pas qualifiée de prélèvement obligatoire ; mais il est *impossible* d'y échapper. Il n'est donc pas excessif de dire que, du *point* de vue macro-économique, c'est le volume des dépenses de l'Etat qui détermine l'ampleur du prélèvement global opéré par la puissance publique sur l'ensemble des revenus *disponibles.*

DEPUIS plusieurs années, le Conseil des impôts, se livrant à des comparaisons internationales, va *répétant* que la France est, avec la Suède, le pays où le poids des prélèvements obligatoires est le plus lourd pour les entreprises. Cela tient au fait que, au rendement de l'impôt sur les sociétés (relativement léger du reste en Suède), s'ajoutent les cotisations patronales au titre de la Sécurité sociale.

Cependant, les cotisations patronales, du point de vue économique, ne se distinguent en rien des cotisations ouvrières. Pour calculer le coût de la main-d'œuvre, l'employeur fera le total du salaire direct et des charges sociales, qu'elles soient juridiquement imputées à l'entreprise ou au salarié lui-même. La comparaison avec la Suède devrait, à elle seule, *mettre* en garde contre des conclusions hasardeuses. Ce pays est une des grandes nations commerçantes du *monde* (compte tenu de la faiblesse de sa population).

Si demain, le gouvernement français décidait, comme il devrait du reste le faire, que l'ensemble des cotisations sociales soient portées sur la feuille de paie pour que chacun soit bien conscient du coût de la Sécurité sociale, cela *ne* changerait rien à la charge des entreprises. Le coût total de la main-d'œuvre est plus faible en France qu'il ne l'est, par exemple, en Allemagne. Ce n'est pas en comparant les prélèvements obligatoires les uns aux autres qu'on peut se *faire une idée* claire de la compétitivité des économies, laquelle dépend entièrement de l'efficacité de leurs méthodes de production.

LES INDUSTRIES AUTOMOBILES BRITANNIQUES ET ESPAGNOLES

ROVER : le redressement

(Suite de la page 37.)

La faiblesse d'Austin-Rover est peut-être de s'obstiner à vouloir *proposer une gamme complète de* voitures de tourisme, des plus modestes aux plus luxueuses, sans avoir désormais la taille qui convient pour une telle ambition. Il avait été question de fermer les chaînes de montage de la Mini, qui a trente ans. Une étude de marché a montré que celle-ci pouvait vivre jusqu'en 1992, les règlements européens anti-pollution rendant alors sa commercialisation impossible. La carrosserie de la Mini appartient quasiment à l'histoire de la civilisation industrielle ; or, il n'y a pas la place nécessaire pour y glisser un dispositif anti-pollution...

De la Mini à la Rover 800 en passant par la « Metro », la Maestro, la Montego et la Rover 200 — dont plusieurs, comme les *Rover 200 ou 800, sont des* modèles du japonais Honda adaptés et fabriqués sous licence, — Austin-Rover est censée s'adresser à tous les publics. Il n'est pas sûr que, même épaulée par Honda, qui réalise désormais une partie de la recherche et du développement, elle puisse continuer ainsi indéfiniment. M. Graham Day hésite à trancher. Ce serait évidemment l'abandon par Rover de toute prétention à rester aux dimensions des « grands » européens.

Avant la privatisation

Land-Rover a créé la surprise, il y a deux ans, en commençant à dégager des bénéfices importants. La Land-Rover traditionnelle *reste une valeur sûre, même si elle* a été imitée par les Japonais, qui vendent désormais beaucoup plus de véhicules de ce genre que la vieille firme britannique. *Mais* l'événement a surtout été l'engouement du public pour la Range-Rover.

Aux sociologues d'expliquer pourquoi des jeunes gens qui ont réussi dans la City choisissent ce *véhicule* tout-terrain mais fort coûteux, alors qu'ils ne l'utiliseront probablement jamais dans les conditions pour lesquelles il a été conçu. Le rêve de l'aventure se paie lorsqu'on passe le plus clair de son temps devant une console d'ordinateur, et le *phénomène* est à la fois londonien, européen et américain...

Les ouvriers qui montent les *Land et les Range-Rover* à Solihull, près de Birmingham, se sont également mis à rêver. Après le succès de la courte grève de la mi-février chez Ford, ils ont estimé que leur tour était venu ; ils ont cessé le travail depuis le 22 février, dans l'indifférence générale de l'opinion, pour obtenir une augmentation de salaire comparable à celle obtenue par les 325 000 salariés britanniques de Ford.

Ce siège social est lui aussi un symbole. Il est de taille très réduite dans un des quartiers les plus huppés de Londres. M. Graham Day et son équipe — soixante personnes en tout — ont choisi l'endroit et s'y sont installés en juillet 1986.

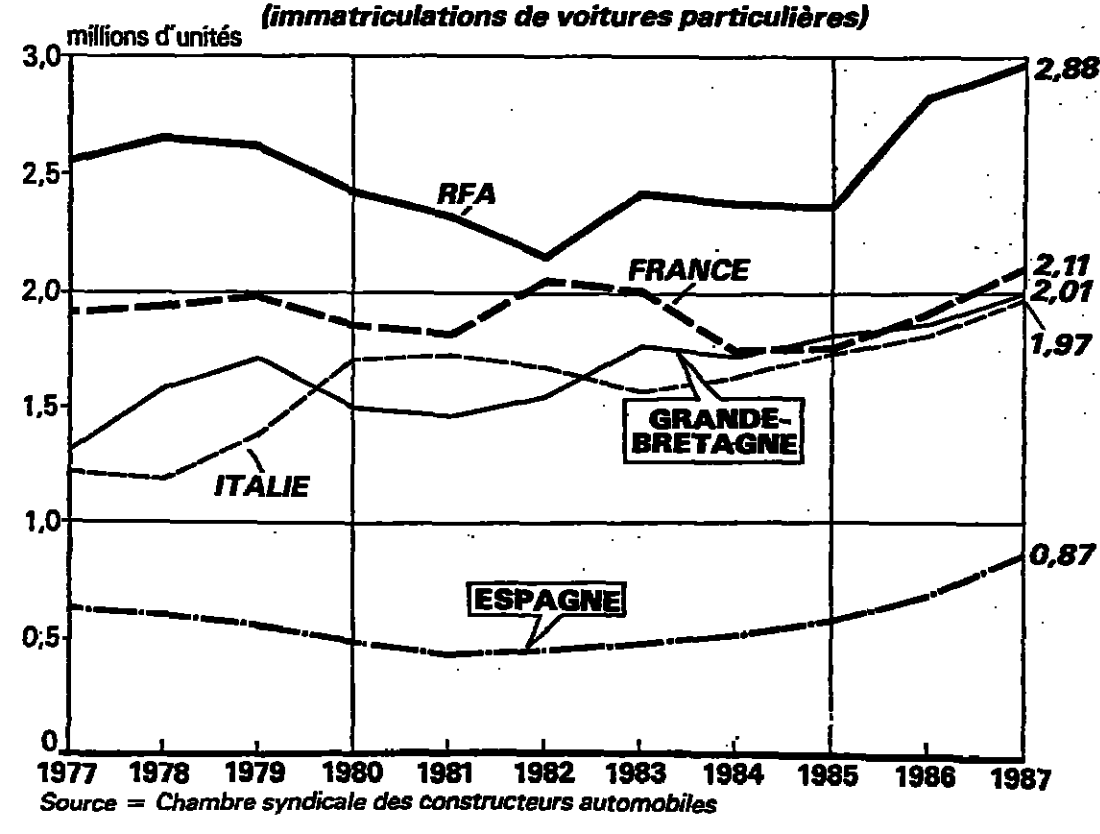
Cet état-major restreint n'a qu'une idée en tête : rentabiliser le groupe Rover pour le privatiser le plus tôt possible. La nationalisation de 1975 n'avait pas été totale. Soixante-deux mille petits porteurs l'avait rejetée et, même s'ils ne détiennent que 0,2 % du capital, ils sont toujours là.

La valeur de leurs actions, toujours cotées en Bourse, n'avait pas varié pendant des années entières, demeurant obstinément à 12 pence (environ 1,20 franc) : elle est actuellement de 67 pence (6,70 francs), ce qui constitue, à tout le moins, un « frémissement ».

Au siège londonien de Rover, situé à un jet de pierre des écuries de Buckingham Palace, on affiche la plus grande sérénité. La négociation a lieu à Birmingham, entre les syndicats et le directeur général de Land-Rover, M. Tony Gilroi, vous explique-t-on. M. Graham Day a des occupations plus importantes que de régler un conflit de travail présenté de façon quelque peu contradictoire comme à la fois suicidaire et *mineur...*

de Londres
DOMINIQUE DHOMBRES.

Les cinq principaux marchés européens en 1987
(immatriculations de voitures particulières)



Source = Chambre syndicale des constructeurs automobiles

SEAT : l'intégration

(Suite de la page 37.)

Un premier accord avait été conclu, en septembre 1982, avec la société Volkswagen, prévoyant la fabrication ou le montage d'un certain nombre de ses modèles dans les usines de Seat. La société allemande se chargeait par ailleurs de la commercialisation des véhicules Seat à l'extérieur, et la *firme espagnole de celle des voi*tures VW en Espagne.

Après un essai infructueux de négociations avec Toyota, la direction de Seat décidait de poursuivre dans la voie de l'inté*gration* avec Volkswagen-Audi, les productions des deux sociétés apparaissant largement complémentaires : tandis qu'Audi couvre le segment « haut de gamme » et VW la fraction intermédiaire, Seat pouvait aspirer à fournir le *secteur « populaire »* du marché de l'automobile. En outre, VW est particulièrement bien implantée dans le nord de l'Europe et Seat dans le sud.

Les négociations n'en dureront pas moins de deux ans, achoppant sur deux pommes de discorde : le niveau de production assigné à Seat (qui détermine, notamment, l'importance de la réduction de main-d'œuvre nécessaire) et, sur*tout, la répartition du poids de* l'assainissement financier de la compagnie. L'accord sera finalement signé le 9 juin 1986 par les présidents des deux sociétés : VW achetait immédiatement 51 % des actions de Seat, s'engageait à en acquérir 75 % avant la fin de l'année, et à atteindre les 100 % en 1990 au plus tard.

Le débours total, pour Volkswagen, s'élevait à 80 milliards de pesetas en cinq ans. En échange, la firme allemande avait obtenu *une concession de taille* de l'Etat espagnol : celui-ci s'engageait à injecter immédiatement les 186 milliards de pesetas nécessaires pour éponger les dettes accumulées de Seat et *« remettre le compteur à zéro »*.

Les premiers résultats de cet accord semblent aujourd'hui positifs : la production a augmenté, en 1987, de 20 %, un pourcentage nettement supérieur à la moyenne du secteur (la hausse est de 46 % pour le modèle Ibiza, le « moteur » de la firme). En outre, la société a obtenu, pour la première fois depuis le début de la crise, un *cash-flow » positif, et un ambitieux programme d'investissements, portant sur 450 milliards de pesetas en cinq ans, est à l'étude.*

La stratégie d'alliances

L'accord avec VW n'en a pas moins été critiqué par certains au sud des Pyrénées : n'était-ce pas là un nouvel exemple de cette méthode de *« socialisation des pertes »* qui n'a que trop caractérisé l'économie espagnole à l'époque du franquisme ? Les deniers publics n'avaient-ils pas une fois de plus servi à assainir une société offerte sur un plateau au secteur privé ?

« Il n'y avait pas d'autre solution, explique M. Juan Antonio Diaz Alvarez. *L'industrie automobile est entrée dans une phase de compétitivité accélérée, ce qui rend indispensable une stratégie d'alliances. C'est la seule manière de réaliser les économies d'échelle nécessaires et de disposer des ressources suffisantes pour investir dans de nouvelles technologies. Ce n'est d'ailleurs pas seulement un problème de capacité financière, mais aussi de capacité de gestion. Il n'y a plus de place dans ce secteur pour les entreprises isolées : notre société le sait d'autant mieux qu'elle exporte aujourd'hui les deux tiers des véhicules qu'elle produit. »*

Près de la moitié à l'exportation

- **Production : 406 000** unités en 1987 (20 % de plus qu'en 1986), dont 165 000 unités pour le modèle Ibiza.
- **Ventes totales :** 339 000 unités en 1987 (25 % de plus qu'en 1986), avec la répartition suivante :
  — En Espagne : voitures marque Seat : 124 000 ; voitures VW produites sur place : 38 000 ; voitures VW-Audi importées : 20 000.
  — Exportations : 157 000 ; dont Italie : 62 000 ; France : 34 000 ; RFA : 11 000.

Le président de Seat poursuit : *« Notre politique est de maintenir une offre différenciée au sein du groupe, mais avec un maximum de composantes communes. Nous allons dans le sens d'une division internationale du travail où chacun aura pour tâche de fabriquer un certain nombre de pièces valables pour tous les modèles du groupe. Il y aura de moins en moins de véhicules entièrement produits dans un seul pays. Et nous sommes bien décidés à nous intégrer dans ce processus. »*

C'est le pas de géant entre la Seiscientos et la « multinationalisation » qu'est ainsi en train de franchir, en quelques années, la Société espagnole d'automobiles de tourisme !

de Madrid
THIERRY MALINIAK.

Le Monde

REGIONS

LES MÉSAVENTURES D'UNE VILLE NOUVELLE

Le Vaudreuil est mort ! Vive Val-de-Rueil !

Le Havre
ROUEN
VAL-DE-REUIL
Les Andelys
Seine
Vernon
Mantes-la-Jolie
PARIS
St-Germain-en-Laye
Eure
0 50 km

NICHÉE dans un méandre de la Seine, à une heure de Paris et à un quart d'heure de Rouen, une ville inconnue lutte pour se faire un nom. Elle dispose pourtant de tout ce qui est nécessaire à une existence normale et même prospère. Conseil municipal, poste de police, caserne de pompiers, gare SNCF, bibliothèque, cinéma, théâtres, établissements scolaires, transports en commun, centres commerciaux, rien n'y manque. Ses dix mille habitants en font déjà la troisième localité du département de l'Eure. Et elle est par son urbanisme assurément la plus originale. Longues de plusieurs kilomètres, les rues piétonnes courent le long des maisons à la hauteur du premier étage.

Le travail — c'est important — n'y fait pas défaut. Plus d'une centaine d'entreprises, occupant quatre mille cinq cents personnes, sont établies sur le territoire de la commune. Celle-ci présente ainsi l'un des taux de chômage les plus bas de la région.

Mais cette intéressante cité souffre d'un terrible handicap. Son nom — Val-de-Rueil — ne dit rien à l'immense majorité des Français. Il est vrai qu'il est encore tout neuf et que la disparition de l'ancienne appellation — la ville nouvelle du Vaudreuil — a été tenue par beaucoup comme le certificat de décès de la localité elle-même. Le pouvoir des mots l'emporterait-il sur la réalité de la vie ? Les citoyens de Val-de-Rueil, les Rolivalois, sont indignés du mauvais tour que leur a joué la toponymie.

Ce n'était que le dernier de la longue série de mésaventures qui a marqué la naissance de leur petite patrie. Il faudrait un livre pour conter ce roman burlesque et grandiose. Résumons. Au cours des années 60, devant les effarantes perspectives de l'hypertrophie parisienne, les aménageurs imaginent un contre-feu : les villes-nouvelles. L'une d'elles, à la demande du délégué à l'aménagement du territoire de l'époque, est projetée à la périphérie de Rouen. Refus des élus locaux les plus influents. On la plante alors dans les prés d'une boucle de la Seine à 25 kilomètres de là, sur l'admirable site du Vaudreuil. Un établissement public sera le bras séculier de cette politique d'aménagement ultra-volontariste. Objectif assigné aux fonctionnaires et aux architectes : Le Vaudreuil devra recevoir d'ici à l'an 2000 cent vingt mille habitants ainsi que tous les services publics et les entreprises privées nécessaires à leur vie quotidienne.

Les années 70, avec leur crise énergétique et démographique, flanquent par terre ce rêve technocratique. Restent un germe de ville, saturé de logements sociaux construits en usine, et d'immenses zones industrielles qui commencent à se garnir. En 1984, la municipalité de gauche liquide le vocable « de ville nouvelle du Vaudreuil » décidément trop lourd à porter. En 1987, l'établissement public ferme ses portes. Conclusion inévitable des médias : l'aventure est un échec. Sous le titre « La ville mort-née » un journal local écrit même : *« Dans vingt ans, il faudra raser tout cela. »*

Les Rolivalois ne l'entendent évidemment pas de cette oreille. S'ils ont choisi de jouer les pionniers en Normandie, s'ils acceptent d'essuyer les plâtres de cette ville dont le plus vieil immeuble n'a pas quinze ans, ce n'est pas pour refaire leurs valises aujourd'hui. Certains cadres sont tellement attachés aux aménités du lieu que leurs patrons craignent qu'ils ne refusent une nomination dans une autre usine de la société.

Trois théâtres et une bibliothèque

Le maire, Bernard Amsalem, pied-noir de trente-six ans, qui fut le premier à débarquer ici, est farouchement décidé à faire vivre Val-de-Rueil. D'abord, il a signé avec l'Etat, une « convention de finition » qui lui assure la construction de trois cents logements par an pendant cinq ans. Au centre-ville, près de six cents appartements sociaux victimes de malfaçons ou désertés par leurs premiers occupants sont vides ; on les réhabilite pour y attirer de nouveaux locataires. D'autres chantiers vont bon train ; celui de la piscine couverte et de l'église. Bientôt vont commencer ceux du stade, du lycée et de la gendarmerie. La mairie, provisoirement logée dans une HLM, viendra en dernier.

Mais déjà les Rolivalois s'enorgueillissent d'une vie culturelle et associative intense. Trois théâtres pour une ville moyenne, c'est, en effet, une performance. La bibliothèque, qui accueille 80 % des collégiens, s'est adjugé l'an dernier le record de France de la fréquentation. Certains indices ne trompent pas. Les forains du marché hebdomadaire viennent de plus en plus nombreux et le premier foyer de retraités a fait le plein. Un syndicat d'initiative vient même d'ouvrir ses portes, comme dans une station de vacances.

Tout cela ne serait qu'un nouveau rêve, si l'activité des entreprises ne lui donnait une réalité tout à fait tangible. Jacques Paturel, le directeur de l'usine Pasteur, qui fabrique 66 millions de vaccins par an avec quatre cents employés, est en train d'agrandir son affaire. Jean Arnaud, responsable d'Unisys, succursale d'une multinationale fabriquant des ordinateurs, se félicite du choix de Val-de-Rueil. *« Les conditions de travail,* dit-il, *et la qualité de la vie sont excellentes. J'ai été choqué qu'on parle d'échec pour ce qui est au total une réussite. »*

Même son de cloche chez Patrice Cantré, le directeur de Matra, firme qui occupe ici deux cent quarante personnes, en majorité des cadres et des techniciens. *« Les gens sont heureux de vivre,* dit-il, *et en plus ils ont la mentalité industrielle. »* Ces battants ont créé avec une vingtaine d'autres patrons de pointe une association inter-entreprises et sont enchantés de voir s'établir à côté d'eux de nouvelles firmes comme Janssen, une fabrique de produits pharmaceutiques qui emploiera trois cent cinquante personnes.

La municipalité, pour sa part, a engagé deux « chasseurs d'entreprises » qui ont déjà dans leurs dossiers plusieurs projets d'installations de firmes étrangères qui offriraient au total un millier de nouveaux emplois. *« En 1992, l'autoroute Calais-Biarritz croisera le Paris-Caen à quinze minutes d'ici,* explique Bernard Amsalem. *Non seulement Val-de-Rueil ne sombre pas, mais la commune se prépare activement à son entrée dans l'Europe de 1992. Croyez-moi, on reparlera de nous, mais sur un autre ton. »*

MARC AMBROISE-RENDU.

AQUITAINE

Les nouveaux « technologues »

Neuf PMI bordelaises : I2S, Lectra Systèmes, Sercovam, Power Compact, Secasi, Racia, Cotec, Digitelec, Cismatic, viennent de créer un club haute technologie qui regroupe des chercheurs, des ingénieurs, des cadres et des créateurs de différents secteurs de pointe. *« Bordeaux,* constatent-ils, *constitue un pôle de haute technologie avec quarante-quatre mille emplois directs et une trentaine de laboratoires et équipes de recherche en électronique ou dans le domaine des matériaux nouveaux. »*

Dans cet environnement favorable, les initiateurs du club souhaitent, pour *« consolider et développer la communauté des technologues »*, créer une lettre d'information, organiser des réunions à thème, des rencontres avec des avocats internationaux, des spécialistes de la qualité ou des chasseurs de têtes, instituer une bourse aux thésards permettant de sélectionner des stagiaires, etc.

Pour répondre aux difficultés auxquelles se heurtent souvent les PME *high tech* à leur naissance, le club imagine de susciter une écloserie et de mettre au point un système de diagnostic des projets accompagné de modalités nouvelles de financements intermédiaires entre les aides de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche et les prêts bancaires classiques. Le club propose aussi de *« faciliter l'accès des PMI technologiques aux marchés obligataires »* pour leur permettre de capter l'épargne de proximité.

★ 12, place de la Bourse, 33076 Bordeaux Cedex. Tél. 56-79-50-00.

FRANCHE-COMTÉ

Moirans capitale du jouet

Le Jura compte la plus importante densité en France d'entreprises spécialisées dans la fabrication du jouet, dont trois sont cotées au second marché de la Bourse à Lyon.

A l'heure actuelle, Moirans-en-Montagne, au cœur de ce « pays du jouet », prépare la création de la Maison du jouet grâce au soutien de la profession et des pouvoirs publics.

Loin de se limiter à un rôle de musée historique, conservatoire d'une activité traditionnelle des montagnards jurassiens, la Maison du jouet sera fortement orientée vers la créativité. Ce centre utilisera les techniques informatiques les plus récentes et concourra à doter ce secteur d'une image de marque moderne. Il s'intégrera dans un environnement local dynamique comprenant un LEP unique en France, spécialisé dans la tournerie-tabletterie, équipé de machines permettant la conception et la fabrication assistée par ordinateur. La chambre des métiers du Jura pourrait y adjoindre un centre d'innovation technologique orienté surtout vers l'étude de nouvelles formes.

MIDI-PYRÉNÉES

La politique à l'IEP

L'institut d'études politiques de Toulouse a cherché à savoir qui sont politiquement ses 511 étudiants, qui se répartissent ainsi : 189 pour la première année, 186 pour la seconde et 136 pour la troisième. C'est à l'occasion d'un mémoire d'études consacré aux *problèmes de sécurité, qu'un* sondage a été réalisé sur un échantillon de 287 étudiants.

L'IEP de Toulouse, souvent présenté comme une pépinière de militants d'extrême droite, récuse avec force cette image et avance à *l'appui de ses dénégations* les résultats de cette enquête : une majorité d'étudiants, qui va croissant plus on avance dans les études, se situe à gauche.

En première année, 43 % des étudiants se disent proches du PC *et du PS. Ils sont* 39 % à se déclarer proches de l'UDF et du RPR. Le Front national recueille 7 % d'opinions. A la question : « Où vous situez-vous politiquement ? », les réponses sont encore plus nettes : 47,4 % à gauche ou à l'extrême gauche, 40,7 % à droite ou à l'extrême droite, avec cependant une prééminence du centre.

Ces tendances sont très nettement amplifiées chez les étudiants de troisième année (fin du cycle d'études). Ils sont en effet 55,3 % à se déclarer proches du PC et du PS, contre seulement 25,8 % pour l'UDF et le RPR. Le Front national obtient 6,8 % d'opinions favorables.

PAYS DE LA LOIRE

Un nouveau festival vendéen

Le troisième Festival du film vidéo d'entreprise aura lieu les 24 et 25 janvier prochain à La Roche-sur-Yon. C'est la conclusion pratique que l'organisateur de cette manifestation Louis-Marie Barbarit tire du succès du deuxième Festival, qui, les 26 et 27 janvier, a réuni 2 000 personnes environ autour des films présentés par 200 entreprises, des colloques et des débats montés à cette occasion. *« Notre Festival est désormais bien assis,* dit-il, *après celui de Biarritz, et nous sommes déjà copiés, preuve de notre réussite. »*

Le jury était présidé par Jean-Christophe Averty, qui fait un bilan optimiste mais critique de ce nouveau mode de communication d'entreprise. *« Bonne qualité technique des films,* estime-t-il, *mais on filme toujours en vidéo comme si c'était du cinéma ; on ne maîtrise pas encore l'écriture de l'image électronique. »*

Le CIO construit son siège

Le Crédit industriel de l'Ouest (groupe CIC), la banque privée la plus importante de l'Ouest, affiche un résultat net de 42 millions de francs pour 1987, soit une progression de 19 % par rapport à 1986. La grande affaire de la banque (2 700 salariés) sera, cette année, la construction, pour un coût d'environ 240 millions de francs, d'un nouveau siège social sur le site du champ de Mars, à proximité du nouveau palais des congrès de la ville de Nantes, projeté lui aussi dans ce quartier central de la ville.

PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Montres en bois

Comme le raconte *Entreprendre en Méditerranée*, la revue de la chambre de commerce et d'industrie de Marseille, Jean-Philippe Fevriero vient d'inventer un nouveau métier : *menuisier-horloger. Il* s'est essayé, voilà huit mois, à tailler un boîtier de montre dans un bloc de bois d'olivier en provenance des Mées, en Haute Provence, un arbre à l'épreuve du temps et qui a résisté au gel de l'hiver 1956. Tout est en bois : le cadran, le remontoir et jusqu'au bracelet. Le mécanisme à quartz vient quand même de Besançon.

Jean-Philippe Fevriero vient de prendre un congé sans solde pour créer son entreprise en association avec un ami actuellement chômeur : 200 000 francs sont nécessaires pour démarrer l'opération. Ils sont pratiquement réunis. Déjà, un tour vient de prendre place dans la cuisine familiale promue atelier. Production espérée : 400 montres par mois.

VINGT ARRONDISSEMENTS SANS TITULAIRE

On demande sous-préfets...

IL existe près de cinq cents postes de sous-préfet en France métropolitaine et outre-mer. Ces hauts fonctionnaires peuvent occuper des fonctions de secrétaire général de préfecture, directeur de cabinet de préfet, secrétaire général pour les affaires régionales et, pour la majorité d'entre eux, sous-préfet d'arrondissement à Dunkerque, Boulogne-Billancourt, Château-Chinon, Florac, Saint-Nazaire ou ailleurs.

Selon le ministère de l'intérieur, il existait au 1er décembre 1987 vingt arrondissements sans titulaire, mais pour une dizaine, la procédure de nomination d'un ou d'une (le métier se féminise) responsable était en route.

En revanche, pour dix autres, aucune initiative pour remédier à cette lacune n'était en cours place Beauvau. Il s'agit de Charolles (Saône-et-Loire), Tournon (Ardèche), Muret (Haute-Garonne), Clermont (Oise), Loches (Indre-et-Loire), Sainte-Menehould (Marne), Gex (Ain), Gourdon (Lot), Ancenis (Loire-Atlantique) et Nérac (Lot-et-Garonne). Pour Muret et Loches, le précédent titulaire est parti il y a déjà plus d'un an.

Le ministère de l'intérieur explique ces vacances par le fait qu'il ne dispose pas pour le moment de candidatures adaptées à ces postes.

Outre-mer, le seul poste de sous-préfet vacant est celui de Pointe-à-Pitre, dont l'occupant a été nommé préfet, mais le remplacement est pour bientôt. C'est un lieu de travail pour lequel les candidatures ne doivent pas manquer.

Mouvements de mécontentement

On notait à la fin de 1987 trois postes de directeur de cabinet de préfet sans titulaire : en Ile-de-France, dans le Vaucluse et dans le Lot.

Ces « trous » dans la carte administrative de la France provoquent ici et là des mouvements de mécontentement des élus et de la population concernée. *« Paris regorge de fonctionnaires et la province n'a que les miettes ».* Courroux compréhensible...

Le ministère de l'intérieur se veut apaisant. Ce déficit sera résorbé complètement au printemps prochain, et la situation va s'améliorer pour quatre raisons au moins :

— l'arrivée le 1er juin des élèves sortant de la prochaine promotion de l'ENA. Le contingent du ministère de l'intérieur a été fixé à vingt-quatre élèves, dont une quinzaine seront nommés sur des postes budgétaires de sous-préfet ;

— le recrutement de vingt sous-préfets par un concours exceptionnel ;

— la nomination de sept sous-préfets au « tour extérieur » ;

— la nomination de quatre ou cinq officiers en application de la loi de 1970.

Depuis la loi Defferre du 2 mars 1982, le métier de sous-préfet, plus encore que celui de préfet, n'avait plus la cote. Pour eux, la décentralisation signifiait — à tort — la déconsidération. Les plaies, comme l'illustrent les statistiques, sont encore vives.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

BIBLIOGRAPHIE

UN LIVRE DE MICHEL GIRAUD

Promenade en métropoles

Aussi loin qu'on remonte dans l'Antiquité, les villes — les grandes villes — ont toujours existé. Mais de nos jours le phénomène de l'urbanisme s'étend et s'accélère, dans tous les pays, qu'il s'agisse de la vieille Europe ou du tiers-monde. Il y a dix ans 500 millions de personnes habitaient une métropole. En l'an 2000, les experts estiment qu'on dénombrera près de 1 milliard et demi de métropolitains.

Ces géants d'un style nouveau *peuvent être la meilleure* (puissance, recherche, culture) et la pire des choses (épidémies, pollution, bruit, coût de la vie). Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France et fondateur de l'association Métropolis, nous promène à travers son livre, écrit en coopération avec Gilles Antier, expert à l'Institut d'aménagement d'Ile-de-France, de Buenos-Aires à Pékin, de Montréal au Caire en passant, bien sûr, par l'Ile-de-France.

Dans *le Monde* du 20 octobre il avait livré à nos lecteurs un aperçu de ce qu'allait être son ouvrage. — F. Gr.

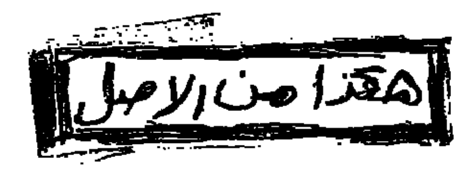
★ LE TEMPS DES MÉTROPOLES, par Michel Giraud, Ed. Carrère, 150 p., 69 F.

● NOUVEAU PRÉSIDENT AU CNERP. — Le Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), qui regroupe les comités d'expansion, a un nouveau président. M. Maurice Ligot, maire (UDF) de Cholet (Maine-et-Loire) et député, a remplacé M. Bernard Stasi, maire (UDF) d'Epernay, député de la Marne et président du conseil régional de Champagne-Ardenne.

Cette page a été réalisée par nos correspondants :

Ginette de Matha,
Yves Rochcongar,
Gérard Vallès.

Coordination
Jacques-François Simon.



Economie

SOMMAIRE

Signature d'un protocole financier de 1,3 milliard de francs

Une nouvelle donne dans la coopération technique entre Paris et Pékin

La Chine est devenue le premier bénéficiaire de l'aide française bilatérale, après la signature, le jeudi 3 mars à Pékin, d'un nouveau protocole financier lui ouvrant 1,3 milliard de francs de crédits à long terme et à bas taux d'intérêt. Parallèlement, la France a entrepris de mettre un peu d'ordre dans une coopération scientifique et technique qui présentait la caractéristique de ne guère se soucier des retombées économiques. Cette situation n'était pas sans rapport avec la faiblesse relative de la position française sur le marché chinois.

PÉKIN
de notre correspondant

Le protocole financier signé par M. Jean-Pascal Beaufret, sous-directeur du Trésor au ministère des finances, et M. Liu Zhicheng, vice-ministre du commerce extérieur, porte à 5,34 milliards de francs le montant des crédits d'aide au développement accordés par Paris à la Chine depuis la signature, en 1985, d'un accord-cadre. Pékin reçoit aujourd'hui un cinquième des flux nouveaux de l'aide française au développement sur ces lignes de créditsà bas taux d'intérêt. Parmi les projets concernés, dont la mise en route doit intervenir cette année pour qu'ils bénéficient de ces crédits, figurent une centrale thermique construite au Sichuan (Sud-Ouest) par Alsthom, une usine chimique de Technip, des usines de transformation des déchets de brasserie en aliments pour bétail, une conserverie de fruits et légumes et des équipements de traitement des eaux à Nankin.

La France a réalisé pour 6 milliards de francs de grands contrats avec la Chine depuis janvier 1987. Ce chiffre va à l'encontre de l'opinion répandue selon laquelle les relations économiques franco-chinoises sont mauvaises, en particulier au détriment de Paris. De fait, si l'on s'en tient à ces grosses affaires, comme les achats d'équipement nucléaire, le commerce français, sans être florissant, ne souffre pas trop du ralentissement général des échanges économiques chinois avec l'étranger.

Pourtant, il est de notoriété publique que l'industrie française n'a pas encore réussi à percer de façon diversifiée le marché chinois. Hormis les grands contrats, par nature difficiles à conclure et sujets aux fluctuations politiques et économiques, on ne voit pas le flot régulier de ces petites commandes qui assurent la base du commerce de concurrents européens comme l'Italie ou l'Allemagne de l'Ouest. Le manque de persévérance des industriels français y est pour beaucoup. Combien d'hommes d'affaires renoncent à ce marché difficile, faute d'avoir pu, dès les premiers contacts, emporter un contrat en bonne et due forme...

Des efforts gouvernementaux louables, comme ceux de M. Pierre Méhaignerie, ministre de l'équipement, lors de sa visite en février, pour favoriser le dialogue direct des industriels avec leurs partenaires chinois, ne peuvent constituer qu'une sporadique incitation qui nécessite un suivi. Une première tentative pour contourner cette difficulté a été faite avec la création du réseau Expanchine. Il consiste à établir dans plusieurs villes de province des cellules à la disposition de firmes françaises qui n'ont pas les moyens d'ouvrir des bureaux – toujours coûteux en Chine – et cherchent à renforcer des contacts indispensables.

Jusque récemment, la politique commerciale de la France, comme la coopération scientifique et technique qui lui sert de support et de moteur, était restée timide et peu inventive face à la concurrence européenne ou japonaise. Un accord annuel de coopération scientifique et technique signé le 2 mars, à Pékin, entre le ministre des affaires étrangères français et la Commission d'Etat chinoise des sciences et technologies montre que Paris a pris conscience du problème.

Des centres de recherche

Il est notamment envisagé de créer plusieurs centres de recherche pouvant s'associer à des firmes en cours d'implantation : dans le domaine de l'industrie mécanique avec Peugeot à Canton, ou de l'informatique avec Bull à Pékin, ou encore dans les domaines du gaz, de la métrologie et de la normalisation (avec des retombées sur le secteur de l'emballage) et de la gestion industrielle (à Tianjin). La France demande également que les étudiants chinois envoyés en France pour faire un doctorat choisissent des sujets de thèse pouvant avoir une application dans les secteurs où s'exerce la coopération économique.

Si, depuis 1987, les moyens culturels français ont doublé, l'identification de tels projets prioritaires aux retombées industrielles et commerciales est une nouveauté. Autre innovation, le Quai d'Orsay veut associer à cette coopération les communautés locales, les chambres de commerce et d'industrie servant de relais aux PME, sous la forme, par exemple, de missions d'hommes d'affaires pour établir des diagnostics sur des projets locaux.

Bref, on dépoussière et on s'efforce de sortir de la routine. Encore faudra-t-il que ce brusque sursaut d'énergie ne soit pas un spasme isolé dans une coopération qui somnolait sur le confortable oreiller de la décision historique de de Gaulle de reconnaître la Chine de Mao, il y a presque un quart de siècle.

Sans quoi – les anniversaires faisant bien les choses – le bicentenaire de la Révolution française, puis, en 1990, le centenaire de la *naissance du général ne seront* l'occasion pour la Chine et la France que de s'émouvoir une nouvelle fois sur ce souvenir lointain, comme un vieux couple qui n'aurait plus rien d'autre à se dire...

FRANCIS DERON.

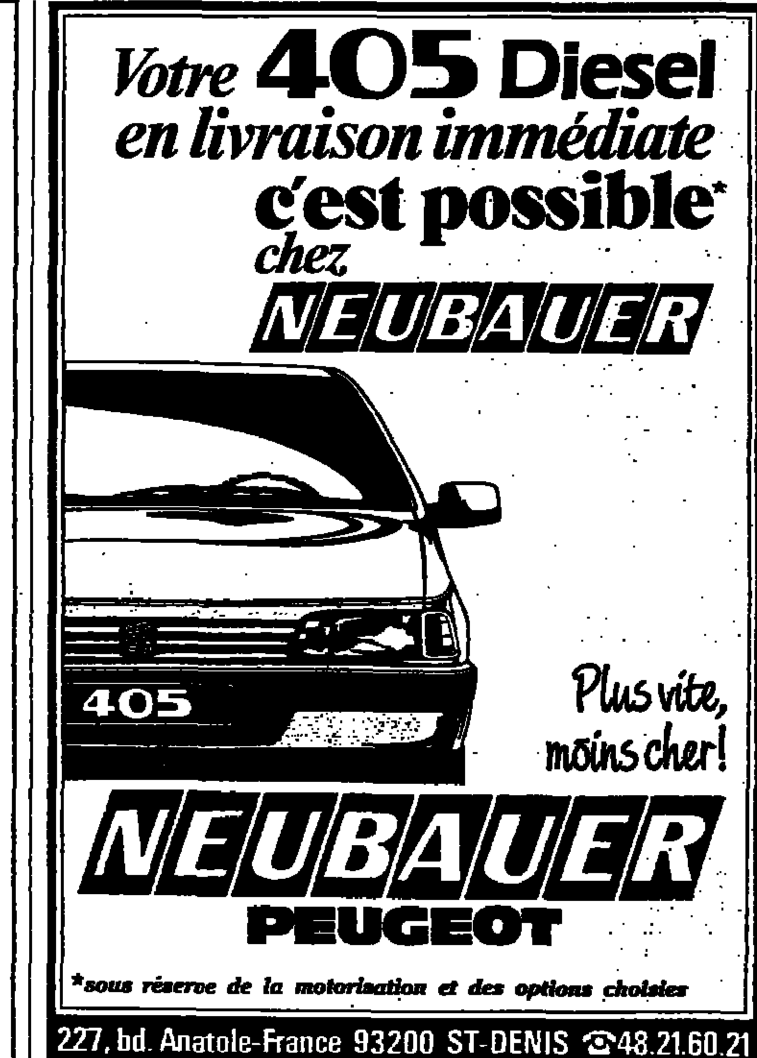
Réactions à l'opération d'allégement de la dette mexicaine

La déception est générale

La déception est générale après l'opération mexicaine de conversion de dettes en obligations partiellement garanties par le Trésor américain. Que quatre-vingt-quinze banques seulement sur quelque six cents aient fait des propositions suffisamment intéressantes pour alléger, marginalement, l'endettement du Mexique, exclut toute autorisation de la part des promoteurs de cet exercice d'un genre nouveau, le gouvernement mexicain et la Morgan Guaranty Trust américaine.

Mais si les critiques se multiplient sur ce montage, le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, voit dans cette initiative une possibilité à utiliser à l'avenir avec d'autres pays afin d'alléger leur dette et, surtout, afin de permettre aux banques peu motivées de sortir des tours de table. Le Venezuela et le Chili étudient actuellement des plans de ce type. Les organisations multilatérales envisagent pour leur part de nouveaux tests avec de plus petits pays suivant, eux aussi, de rudes politiques d'assainissement économique comme le Costa-Rica. Mais à moins *d'affiner l'approche préconisée par* la Morgan, les pays candidats à de telles conversions de dette doivent bénéficier de réserves monétaires confortables.

[NDLR – Par erreur, l'article consacré à l'opération mexicaine dans *le Monde* 6 et 7 mars a été surtitré « Le rééchelonnement de la dette du tiers-monde ». Il convenait de lire : « allégement ». Il est évident que l'originalité du montage sur le Mexique était de parvenir, pour la première fois, à une réduction de la dette et non à un « rééchelonnement » qui se limite à étaler dans le temps les remboursements des pays endettés.]



Développer les échanges et les investissements

La Corée du Sud saisie par la fièvre chinoise

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Dans la grande librairie Kyobo, au centre de Séoul, un rayon entier est consacré aux livres sur la Chine. Il contient une centaine de titres sur l'économie, la culture et même la politique. Les livres consacrés à l'apprentissage de la langue sont les plus demandés. Depuis le début de l'année, les ventes ont doublé. Dans une autre grande librairie, Chongno, on vend une quinzaine de manuels de chinois par jour. Quant aux écoles de langues, une trentaine, elles ont vu le nombre des élèves quadrupler en l'espace de six mois et sont en quête de locaux et de professeurs. La Corée du Sud, où les écrits marxistes circulent encore sous le manteau, vit sa fièvre chinoise. Une *évolution impensable* il y a encore quelques années, lorsqu'un pionnier des études sur la Chine moderne, comme le professeur Lee Young Hee, était considéré comme un élément subversif et emprisonné. Aujourd'hui, on trouve à la devanture des libraires des titres tels que *Den Xiaoping et la structure politique de la Chine* ou *la Chine et sa politique vis-à-vis du Sud-Est asiatique*.

Les grandes entreprises sont particulièrement actives dans la promotion du chinois parmi leurs *employés. Daewoo, Samsung*, Sunkyong, Lucky-Goldstar ou Hyundai recrutent à tour de bras des personnes parlant mandarin pour leurs programmes de langues. Dans l'un des groupes les plus engagés dans les échanges avec la Chine, Daewoo, les employés qui ont acquis les rudiments du chinois ont droit à cinq mois sabbatiques pour suivre des cours intensifs de conversation à l'université des langues étrangères. Les meilleurs sont envoyés ensuite en stage à Taiwan.

Transit par Hongkong

Les déclarations du nouveau président, M. Roh Tae-Woo, sur l'éventuelle normalisation des relations avec Pékin au cours de son mandat et la participation de la Chine aux Jeux olympiques de Séoul ont déclenché une véritable « boom » chinois dans ce bastion de l'anticommunisme qu'était la Corée du Sud. Les échanges entre les deux pays se *sont élevés l'année passée à plus de* 1 milliard de dollars (soit une augmentation de 80 % par rapport à 1986), et peut-être 2 milliards de dollars selon des estimations non officielles.

La plupart des produits transitent *par Hongkong mais, notamment* pour les livraisons de charbon chinois, les contacts sont désormais directs. Ceux-ci sont appelés à se développer après les Jeux olympiques. Ils pourraient conduire, comme l'a souligné le nouveau président, au développement de la côte *ouest de la péninsule, qui fait face à* la Chine, et constitue jusqu'à présent une région peu industrialisée. De leur côté, les autorités chinoises envisageaient de développer des *« zones économiques spéciales »* dans les régions du Shandong et Liaodong, qui sont proches de la péninsule. Il existe d'autre part des accords informels entre certaines entreprises de pêche de Pusan et les autorités régionales chinoises permettant aux navires sud-coréens d'opérer dans les zones économiques chinoises.

Certaines entreprises, telles que Samsung, ont déjà fait des investissements en Chine, notamment pour la production d'appareils de télévisions et deux établissements bancaires coréens avec des capitaux étrangers viennent d'obtenir l'autorisation de créer à Hongkong des filiales destinées à promouvoir le commerce avec la Chine. Des sidérurgistes coréens sont, d'autre part, *en train de négocier une implanta*tion en Chine. Korea Steel Pipe envisage ainsi la création en joint venture d'une usine de tubulures d'une capacité de production de 100 000 tonnes dans la province du Shandong. Hyundai aurait l'intention de construire en Chine, dans la province chinoise de *Hubei*, une usine d'assemblage d'automobiles. Selon le quotidien économique coréen *Maeil Kyungje*, Hyundai investirait 300 millions de dollars dans cette opération et aurait pour partenaire une société de transports, soit de Pékin, soit de Changchun. L'usine aurait une capacité de production de 300 000 véhicules par an. Une mission de Hyundai devrait se rendre en Chine en août pour discuter le projet.

Quant aux voyages d'hommes d'affaires coréens en Chine, ils se multiplient. Des Chinois, notamment originaires de la communauté coréenne, font également des séjours prolongés à Séoul, bien que les deux pays n'entretiennent pas de relations diplomatiques.

Des opérations de compensation

Cette effervescence conduira-t-elle à un essor spectaculaire des échanges entre la Corée et la Chine ? Il y a incontestablement une complémentarité des deux économies qui constitue un facteur favorable : la Chine a besoin d'une technologie moins sophistiquée et moins chère que celle des Japonais, et les *Coréens, suivant leur tactique habi*tuelle cherchent à prendre des parts de marché avant de penser au retour sur le capital. Leur optimisme doit cependant être tempéré : ils connaissent en fait le même engouement que les Japonais, qui, il y a dix ans, au lendemain de la signature du traité de paix avec la Chine, partirent tout feu tout flamme à la conquête du marché chinois. Ils ont déchanté depuis.

Outre les problèmes politiques (à commencer par les liens entre Pékin et Pyongyang) que pose un développement rapide des relations sino-sud-coréennes, il existe aussi des limites qui tiennent à l'économie chinoise elle-même. Les échanges actuels sont en grande partie fondés sur des opérations de compensation. Selon les statistiques officielles sud-coréennes, la Chine vend des fibres naturelles (53 % du total), de la soie (23 %), des produits chimiques (8,1 %), des métaux non ferreux (2,2 %). En retour, la Corée exporte des machines et des fibres synthétiques (49 %), des produits en papier (8,2 %), de l'acier (5,5 %), des produits en plastique (3,5 %) et des appareils électroniques de consommation (7 %). Selon des sources privées, en revanche, l'essentiel des ventes sud-coréennes en Chine est constitué par des produits sidérurgiques (42,6 %) et des tubes pour télévision (15,3 %), tandis que la Chine vend à la Corée du maïs (16,5 %), des fibres naturelles, de l'huile et du charbon.

Le principal obstacle au développement des échanges sur la base d'accords de compensation, les seuls qui conviennent aux Chinois étant donné leur capacité limitée de ressources en devises, tient au manque de souplesse de la politique économique de chaque région. Si des opérations de compensation pouvaient couvrir plusieurs régions (permettant d'acheter à l'une des produits et *de vendre à l'autre du matériel dont* elle a besoin), il y aurait de grandes possibilités, souligne une source bancaire. Mais ce n'est pas le cas. Les Coréens risquent de s'engager en Chine avec le dynamisme qui les caractérise, mais d'y connaître aussi quelques déceptions.

PHILIPPE PONS.

M. Karl Otto Poehl suggère la mise en place d'un SME asiatique

S'exprimant vendredi 4 mars à Hambourg devant un public d'hommes d'affaires asiatiques, M. Karl Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, a suggéré la mise en place, par les pays de la zone pacifique, d'un système monétaire régional sur le modèle du système monétaire européen (SME), *« ainsi pourrait se constituer un ordre monétaire tripolaire comprenant une zone dollar, une zone pacifique et une union monétaire européenne*. M. Poehl a estimé que les quatre « dragons », (Taiwan, Corée du Sud, Hongkong et Singapour), dont l'excédent commercial total sur les Etats-Unis a atteint 40 milliards de dollars en 1987, soit les deux tiers de l'excédent japonais et le triple de celui de la RFA sur ce pays, *« devraient apporter leur contribution à la réduction des grands déséquilibres internationaux »*.



Affaires

Capitalisme populaire contre libéralisme sauvage

Télémécanique, toutes portes ouvertes

(Suite de la première page.)

Par petits groupes d'une cinquantaine de personnes, les visiteurs écoutent les responsables de l'établissement qui leur font les honneurs de la maison.

« Nous sommes inquiètes. Nous avons peur pour notre emploi. Partout où le patron de Schneider est passé, il a licencié. On connaît son passé... et son passif » : toutes les employées de Pacy (à 80 % des femmes) disent la même chose. Toutes, elles sont actionnaires de leur société. Toutes, elles ont fait grève la semaine dernière, *« pour la première fois »*, assurent-elles l'œil brillant. *« Et nous sommes allées manifester à la Bourse et distribuer des tracts »*, ajoutent-elles, étonnées de leur propre audace.

Framatome ? *« C'est un allié, un associé. Il nous fait moins peur que Schneider. Ce n'est pas pareil »*, assurent-elles, confiantes. *« D'ailleurs, il a donné des garanties à M. Valla. » « Vous savez, Télémécanique est un mot magique »*, renchérit un régleur. *« Ici, ça ne se passe pas tout à fait comme dans d'autres usines. D'abord, on ne pointe pas, c'est basé sur la confiance. Et puis, on dialogue plus qu'ailleurs. » « En arrivant, j'ai été étonné. Je ne pensais pas que ça pouvait exister. Pour une usine, à la limite, c'est sympa »*, renchérit un autre. *« Si c'est Schneider qui gagne, ça craint et ça va craindre encore... »*

Si M. Didier Pineau-Valencienne fait monter la mise, ils assurent tous être prêts à refaire la grève... *« On pense qu'il perd la tête »*, rétorque cette employée, *« mais depuis mercredi soir, on a repris confiance. On a le sentiment que les pouvoirs publics sont derrière nous. »* En tout cas, *« il n'est pas question de vendre nos actions à Schneider »*, assurent, unanimes, les Télémécaniciens. Et à Framatome ? *« Oui, si ça peut apporter de l'eau au moulin. »*

Les politiques s'en mêlent

Quant à l'idée de travailler un jour par mois gratuitement pour Framatome, si leur direction le leur demande, ils sont d'accord... Une perspective qui laisse prudent M. Michel Chollat, délégué central Force ouvrière, membre du bureau de la Fédération des métaux FO. Impossible de lui faire dire ce qu'il répondra mardi, si la question est soulevée lors du comité central d'entreprise. *« J'ai un mandat politique. On discutera »*, répond-il avec un sourire complice. *Si c'est Schneider* [qui gagne], *je ne sais pas où ça ira. Les gens sont déterminé à aller jusqu'au bout. »* Mais encore ? *« Je ne sais pas jusqu'où ils vont me pousser »*... *« Comment voulez-vous qu'un gouvernement qui prône l'actionnariat populaire ne fasse pas quelque chose. Sinon, l'actionnariat populaire est mort »*, s'échauffe-t-il.

Une idée reprise par les politiques de la région, qui se sont déplacés : *« J'aimerais éviter que le pouvoir politique ne s'en mêle. Mais c'est un problème politique. Il s'agit d'un rejet du système libéral sauvage »*, explique M. François Loncle, député (PS) de l'Eure. Pour lui, *« si les pouvoirs publics ont la volonté d'arrêter ça, ils le peuvent »*, en intervenant auprès des actionnaires (compagnies d'assurances et banques) de Schneider.

« Cette attaque nous préoccupe beaucoup. Télémécanique est le premier employeur de l'Eure, avec 2 500 salariés », renchérit M. Freddy Deschaux-Beaume, également député socialiste de l'Eure. Car *« on prend le risque de voir démanteler une entreprise performante par une opération financière qui aurait plus pour but d'éliminer un concurrent que de réaliser un grand groupe industriel »*, ajoute-t-il.

Le directeur de la production des usines de l'Eure est hors de lui : *« L'attaque de M. Pineau-Valenciennes est une humiliation à notre sensibilité de citoyen. Par respect pour notre fondateur, nos dirigeants, nos employés, nous ne nous laisserons pas faire... »*

Il est 17 h 30. L'usine est encore noire de monde. A la cafétéria, les visiteurs se pressent devant les tables et se restaurent... *« Parlez de nous »*, lance une Télémécanicienne...

FRANÇOISE VAYSSE.

CORRESPONDANCE

Le ministre des transports et Le Point-Mulhouse

M. Jacques Douffiagues, ministre délégué chargé des transports, nous écrit à propos des événements qui ont précédé le dépôt de bilan de l'association de tourisme Le Point Mulhouse :

J'ai lu dans *le Monde* du 3 mars un article dans lequel vous écrivez que j'aurais *« refusé de suivre le tribunal de Mulhouse »*.

Permettez-moi de rétablir une simple chronologie. Le tribunal, ayant souhaité être éclairé avant son jugement, m'avait demandé de consulter le Conseil supérieur de l'aviation marchande (CSAM). Je l'ai donc consulté et, disposant de son avis, j'ai fait savoir que je m'y rangeais.

Postérieurement, le tribunal, dûment informé comme il le souhaitait, a rendu son jugement dans un sens contraire à celui du CSAM.

Il ne m'appartient naturellement pas de commenter une décision de justice, mais je voulais rétablir auprès de vous l'exacte chronologie des faits.

[Le CSAM est un organe consultatif dont les ministres des transports ne sont pas tenus de suivre les avis. Le tribunal de grande instance est une juridiction de l'ordre judiciaire.]

REPÈRES

Fonction publique

négociations bloquées en RFA

Les négociations salariales de branche dans la fonction publique ouest-allemande, les transports et la poste, ont échoué cette semaine. Les représentants des employeurs ont fait appel, pour la première fois depuis 1983, à un médiateur, M. Hoerchel, ancien ministre de l'intérieur. Pendant la durée de la médiation, qui peut durer vingt-neuf jours travaillés, les syndicats ont l'obligation de respecter la paix sociale. Ils avaient lancé la semaine dernière des *«grèves d'avertissement»* pour appuyer leur revendication *sur une «avancée significative»* vers la semaine de 35 heures. — (*AFP*.)

Réserves monétaires

Le Japon champion mondial

Le Japon est devenu en 1987 le pays disposant des plus importantes réserves de change au monde avec un total de 81,1 milliards de dollars *(463 milliards de francs), soit 32 milliards* de plus qu'en 1986, indique un rapport du Fonds monétaire international. Les Japonais dépassent ainsi les Allemands, bien que ces derniers aient vu leurs propres réserves progresser de 18,7 milliards de dollars pour représenter 78,8 milliards. Les Etats-Unis passent pour leur part de la troisième à la cinquième place *avec un total de 34,8 milliards de* dollars derrière Taïwan (74,1 milliards) et la Grande-Bretagne (41,7 milliards). Le FMI note par ailleurs que le Japon dépasse également la FA pour ses réserves en or qui s'élevaient à la fin de 1987 à 61,5 milliards d'onces (contre 35,4 milliards en 1986) alors que le stock d'or allemand se montait à 59,2 milliards *d'onces (contre 45,6 milliards* en 1986).

Interventions monétaires

La Fed a acheté 4,1 milliards de dollars en trois mois

La Réserve fédérale américaine a *acheté 4,1 milliards de dollars* (23,38 milliards de francs) de novembre à janvier, annonce l'institut d'émission. Au lendemain du krach boursier d'octobre, les banques centrales étaient massivement intervenues sur le marché des changes pour soutenir le billet vert, fortement attaqué. En vendant l'équivalent de 2,39 milliards de *marks et de 1,75 milliard* de yens, la Fed a contribué au redressement du dollar qui, durant ces trois mois, s'était déprécié de 7,5 % par rapport au yen et de 3 à 4 % par rapport aux monnaies européennes et au dollar canadien. Ce volume d'interventions est *le plus élevé depuis les achats de* 4,2 milliards de dollars réalisés par la Fed durant la période d'août à octobre 1979.

Sécurité routière

Janvier meurtrier

Le mois de janvier 1988 marque une brutale et sévère détérioration de la sécurité sur les routes de France. *Le nombre des accidents corporels*, relevé au cours de ce mois, s'élève à 14 309 contre 11 248 en janvier 1987 (+ 27,2 %) et celui des morts à 849 contre 654 (+ 29,8 %). Cette augmentation met fin à une période relativement favorable, puisqu'en 1987 *les accidents corporels ont* reculé de 7,4 % et que le nombre des tués est tombé, pour la première fois depuis 1961, au-dessous de 10 000, soit très exactement 9 855 (— 1 106 tués et — 10,1 % par rapport à 1986). Il faudra connaître le *bilan des prochains mois pour* savoir si janvier 1988 était atypique ou, au contraire, s'il amorce un renversement de tendance dans le sens d'une aggravation de l'hécatombe routière.

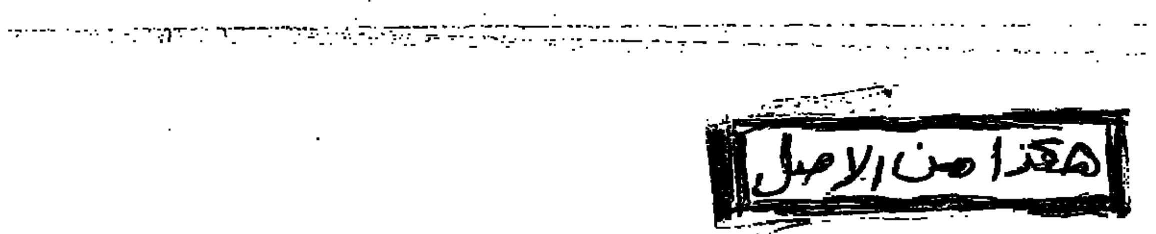
AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

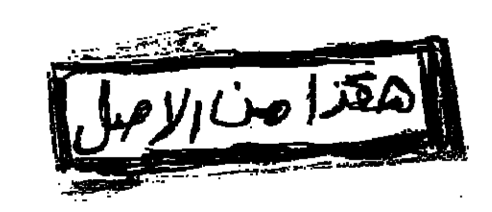


AVIS AUX ACTIONNAIRES

L'Assemblée générale extraordinaire prévue pour le mercredi 9 mars 1988 ne pourra délibérer, faute de réunir le quorum prévu par la loi.

En conséquence, messieurs les actionnaires de la Lyonnaise des Eaux sont convoqués en Assemblée générale extraordinaire, qui se tiendra, le mercredi 16 mars 1988, à 11 heures, au siège social de la société, 52, r. de Lisbonne, Paris-8e.





Un an de traitement social

Les effets de la politique de l'emploi évitent du chômage, mais augmentent la précarité

Les effectifs salariés auraient augmenté de *0,1 %* au cours du quatrième trimestre et de 0,1 %, également, pour l'ensemble de l'année 1987, selon les premmières estimations de l'INSEE et du Service des études et de la statistique du ministre des affaires sociales. Encore provisoires, les données définitives étant attendues pour le mois de juin, ces résultats chiffrés de l'évolution de l'emploi vont immanquablement se retrouver au cœur des débats à venir.

Raison de plus pour tenter de *faire le point, une fois rappelées* les limites de l'exercice. Fondées sur des enquêtes, – et non sur le nombre des cotisants, comme c'est le cas pour l'UNEDIC, – les indications fournies comportent une marge d'erreur. Les variations observées sont d'autant plus sensibles qu'elles frôlent le point de retournement d'une tendance entre le pôle négatif et le pôle positif, alors que les calculs portent sur 13 499 600 personnes. Réalisé sur 75 % de la population salariée, celle des secteurs marchands non agricoles, le décompte ne dit rien de la situation des activités non marchandes ou agricoles. De même, il ne peut préjuger du mouvement général de l'emploi total – salarié et non salarié – dont les quelques indices tendraient à confirmer la stabilité de *1986*.

Enfin, et pour ajouter au caractère relatif des renseignements, il faut savoir que ceux-ci intègrent les stagiaires SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle) parmi les salariés, tout comme l'emploi total comprend les TUC (travaux d'utilité collective). Or ces jeunes sont embauchés pour une période de trois à six mois et, selon leur âge, toucheront un complément de 17 % à 27 % par leurs employeurs, en plus de la rémunération qui leur est garantie par l'Etat.

Des embauches temporaires

Malgré ces *reserves*, les déplacement en cours ont une grande signification. L'industrie a encore perdu 2,1 % de sa main-d'œuvre salariée *en 1987, après une diminution* de 0,5 % en 1986. Pareillement, il se confirme que le bâtiment et les travaux publics, ainsi que les services *du tertiaire marchands continuent* de créer de l'emploi. Le premier a augmenté ses effectifs de 0,9 % en 1987, après + 0,1 % en 1986. Le *second a progressé de 1,3 % en* 1987, après + 0,4 % en 1986.

Dans les deux cas, le recours massif aux formules de formation en alternance, dont les SIVP, n'a fait *qu'amplifier la croissance* du nombre de postes de travail qui se serait de toutes manières manifestée.

Conduite à partir des déclarations d'entreprises de plus de cinquante salariés – soit 12,7 millions de personnes, – une étude du ministère des affaires sociales (février 1988) *permet de mesurer les changements* en train de s'opérer, sachant que le taux de rotation serait plus élevé encore si les établissements de petite ou moyenne taille avaient pu être inclus.

Quoi qu'il en soit, 8,6 salariés en moyenne sont entrés dans une entreprise au cours du troisième trimestre, pour cent présents en début de période. Dans le même temps, 9,8 salariés sont sortis ; ce qui représente une diminution de 0,5 % des effectifs, comme au deuxième trimestre. Quatre recrutements ont été effectués avec un contrat à durée déterminée, à 70 % pour des jeunes de moins de vingt-cinq ans, pour une embauche à durée indéterminée, accentuant ainsi la précarité. Désormais, les emplois temporaires, hors intérim rassemblent 6,4 % du personnel, contre 6 % un an plus tôt.

Ces mêmes contrats à durée déterminée totalisent les deux tiers des départs de l'entreprise et concernent à 73 % des jeunes. Ils figurent largement en tête dans les motifs de sortie, loin devant les démissions, les licenciements économiques et même *les départs à la retraite*, respectivement quatre, dix et trente fois moins nombreux.

Une telle accélération des mouvements de main-d'œuvre correspond bien à une forme de mobilité, plus subie que voulue. Elle entraîne, d'ailleurs, et à son tour, une brutale *hausse des flux d'inscription* à l'ANPE, parallèle à une augmentation du nombre de sorties des listes produites pour partie, par la reprise d'un emploi précaire. Les chiffres de janvier sont éloquents à cet égard. En un mois, 393 100 nouvelles demandes d'emploi ont été recensées, en données corrigées des variations saisonnières, et 398 600 ont été placées ou annulées. Jamais ces aller et retour entre le chômage et l'emploi n'avaient atteint semblable niveau historique. C'est donc à une progressive recomposition du marché du travail à laquelle nous assistons actuellement, et qui nous éloigne toujours plus du modèle de l'emploi salarié actuel.

L'évolution spontanée

Ce faisant, pareil bouleversement a été facilité ou accompagné par les politiques en vigueur dont la direction de la prévision, du ministère des finances, a pu établir qu'elles avaient évité 243 000 chômeurs supplémentaires en 1987 (*le Monde* du 19 février).

Pour parvenir à cette conclusion, les experts se sont livrés à un chiffrage détaillé repris dans un document en date du 1er février, puis ont mesuré l'effet des dispositions prises par les pouvoirs publics.

Normalement, l'évolution *« spontanée »* du chômage aurait dû être *de 231 000 demandeurs d'emplois* supplémentaires (247 000 en 1986), compte tenu de deux facteurs : d'une part, l'évolution démographi*que augmentait de 163 000 le nom*bre des actifs disponibles pour travailler, en recul de 40 000 sur les prévisions, *« largement imputable au plan Catala »* de maintien dans le système scolaire ; d'autre part, la chute du volume des emplois natu*rellement offerts était évaluée* à 68 000 en fonction de la tendance de l'économie.

Or, et d'après les opérations de *« bouclage »* officieusement retenues, l'emploi total, pour 21 229 000 actifs occupés, se serait accru de 7 600 unités au cours de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi aurait diminué de 12 000 et la population active *« constatée »*, baissé de 4 400.

Comment expliquer les différences ? Selon la direction de la prévision, plusieurs phénomènes ont joué qui tiennent, soit à l'effet des mesures sur l'emploi (75 400 créations nettes subventionnées en glissement sur un an), soit aux conséquences des retraits d'activité (168 200), momentanés ou définitifs, dont les nettoyages de fichiers de l'ANPE (20 000). Ce qui, au total, correspond à l'évaluation de 243 000 chômeurs évités.

Dans le premier groupe, on retrouve diverses formules, coûteuses pour le budget, à l'instar de la formation en alternance, pour un montant de 9 puis de 6 milliards de francs en année pleine. Portant, dans ce cas, sur 1,6 million de moins de vingt-cinq ans, elles ont finalement permis de dégager un solde net de 28 000 SIVP, de 10 000 contrats d'adaptation et de qualification ou, encore, de 16 000 TUC. On y comptabilise *également les dispositifs* pour les adultes, chômeurs de longue durée, dont 11 000 *« services aux ménages »*, 4 000 associations intermédiaires, autant de PIL (programme d'insertion locale, l'équivalent des TUC pour les adultes, et 1 000 PLIF pour les femmes.

Dans le deuxième groupe, celui des retraits d'activité, il y a les différents stages lancés depuis le printemps dernier pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. Ils sont crédités de 77 000 chômeurs de moins. Viennent ensuite les dispositifs de reclassement, comme les conventions de conversion, les congés du même nom ou les contrats de la sidérurgie, pour 13 200. Enfin, apparaissent les retraits définitifs du *marché du travail, avec 58 000 chô*meurs de moins, qui comprennent les préretraites FNE et les contrats de solidarité puis, surtout, les dépenses de recherche d'emploi des chômeurs âgés de cinquante-sept ans et six mois ou de plus de cinquante-cinq ans, selon les cas.

Au total, ainsi que l'observe la direction de la prévision, *« les effets de la politique de l'emploi sur l'évolution du chômage se sont donc nettement accrus en 1987 par rapport à l'année précédente »* (106 000). Mais cela revient aussi à constater que le rôle du traitement social du chômage est devenu déterminant. Notamment puisqu'il interfère avec le niveau *« constaté »* de l'emploi, difficilement dissociable de l'impact des politiques menées par le gouvernement.

ALAIN LEBAUBE.

● **Manifestation de commerçants et artisans à Montpellier.** – Un millier de personnes venues de l'Hérault, du Gard, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales ont manifesté le vendredi 4 mars à Montpellier, à *l'appel du CDCA (Comité de défense* des commerçants et artisans). La manifestation était destinée à protester contre le fonctionnement des caisses de retraite des artisans et commerçants et contre les poursuites engagées contre certains d'entre eux pour non-paiement de cotisations. Le CDCA, qui revendique soixante mille adhérents, avait déjà manifesté à plusieurs reprises en France, et notamment à Montpellier, en mettant à sac les locaux de certaines caisses de retraite et en brûlant des centaines de dossiers.

Social

La CFDT juge « dangereuses » les orientations salariales du gouvernement et du CNPF

La CFDT vient d'exprimer son désaccord *« profond »* avec les orientations salariales *« dangereuses »* et *« régressives »* du gouvernement et du CNPF. Pour M. Jean Kaspar, secrétaire national de la CFDT, qui s'exprimait le 1er mars devant la presse, *« à un moment où les gains de productivité sont incontestables et où le coût salarial moyen français se situe dans la moyenne européenne, il est indispensable de s'opposer avec force aux orientations du gouvernement et du CNPF »* ne garantissant pas le maintien du pouvoir d'achat.

Les critiques de M. Kaspar portent tant sur le secteur public que sur le secteur privé. Dans le secteur public, en l'absence de recommandations du premier ministre, *« des directives salariales continuent à être dictées par le ministre des finances »*, le glissement vieillesse technicité (GVT, mesurant l'ancienneté et les promotions) étant toujours intégré dans la masse salariale, ce qui *« pénalise les entreprises qui font des efforts de modernisation »*.

La CFDT qui revendique un SMIC mensuel de 5 300 F brut au 1er avril 1988, s'opposera à toute modification de la loi de 1970 sur le salaire minimum.

M. Kaspar a présenté les propositions salariales de la CFDT au niveau des branches professionnelles, en affirmant qu'*« assurer le lien avec notre priorité emploi, c'est d'abord exiger le maintien du pouvoir d'achat »*, sans intégrer les promotions individuelles et l'ancienneté dans la masse salariale, *« par la référence à l'évolution du coût de la vie »* et *« indépendamment de la situation économique des entreprises »*. La CFDT demande aussi de *« mettre en débat la possibilité de progression du pouvoir d'achat en lien avec la situation économique des entreprises »* et que tous les revenus puissent *« contribuer au financement de la protection sociale »*.

La CFDT ne porte pas un jugement négatif sur l'intéressement (1), considéré comme *« une possibilité de faire bénéficier les salariés des résultats de leur travail »*. Mais elle met en garde contre *« les effets négatifs qui pourraient résulter d'un développement de l'intéressement au détriment des accords d'augmentations générales »*. Pour M. Kaspar, malgré la circulaire de M. Séguin en date du 29 janvier rappelant que *« les sommes versées au titre de l'intéressement ne peuvent se substituer à aucun des éléments de salaires (...), les employeurs peuvent être fortement tentés de se saisir de cette possibilité pour reporter les éventuelles évolutions de salaires sur cette forme de rémunération qui peut aller jusqu'à 20 % du total des salaires bruts versés aux personnels concernés »*.

M. Kaspar s'est également inquiété d'un développement de l'individualisation des salaires dans les entreprises (2). Il a précisé, là aussi, les positions adoptées par la CFDT : *« refuser les augmentations individuelles de gré à gré ; refuser toute individualisation pour le maintien du pouvoir d'achat ; négocier le seuil d'équilibre entre augmentations générales et augmentations individuelles ; développer la prise en compte dela qualification réelle et la possibilité de développement de carrière »*.

(1) L'intéressement connaît une progression réelle : 1 303 accords touchant 401 530 salariés au 31 décembre 1985, 2 630 accords touchant 729 295 salariés au 31 décembre 1987.

(2) M. Kaspar a fait état d'une enquête des services du ministère des affaires sociales auprès de 900 entreprises : 8,2 % des entreprises n'ont accordé que des augmentations individuelles en 1986 contre 5,7 % en 1985. En revanche, 66 % des entreprises n'ont accordé que des augmentations générales en 1986 contre 71,5 % en 1985.

Accord pour la formation professionnelle d'enfants de harkis

MM. Jean-Louis Giral, président de la Fédération nationale des travaux publics (FNTP), et Camille Cabana, ministre chargé des rapatriés et de la réforme administrative, ont signé, jeudi 3 mars, une convention au terme de laquelle une trentaine de jeunes gens, enfants de Français rapatriés d'origine musulmane (c'est-à-dire harkis) seront accueillis dans des centres de formation professionnelle. Il s'agit des centres de Mallemort (Bouches-du-Rhône) et de Sacuny (Rhône). A l'issue d'une formation de six mois à des métiers des travaux publics, par exemple conducteurs d'engin, complétée par un stage en entreprise, ces jeunes seront assurés de trouver une embauche.

Selon MM. Cabana et Giral, l'expérience commencera dans les prochaines semaines. Elle a pour le moment une dimension modeste, mais devrait, en cas de succès, être étendue rapidement à d'autres régions que Provence-Alpes-Côte d'Azur et Rhône-Alpes. D'autres professions que les travaux publics ont ou seront approchées pour prendre des initiatives comparables : la grande distribution, les grands organismes sociaux, l'administration.

M. Cabana a souligné qu'un devoir de solidarité s'imposait en faveur de la communauté française d'origine algérienne, car elle compte en moyenne huit enfants par famille et un pourcentage important de chômeurs sans ressources et d'enfants qui ont eu une scolarité difficile.

L'usine EURODIF du Tricastin (Drôme) portera le nom de Georges Besse

PIERRELATTE
de notre envoyée spéciale

« On peut mettre fin à la vie d'un homme. On ne peut pas tuer son âme. Celle de Georges Besse reste présente ici pour rappeler à la jeunesse de France que l'avenir lui appartient pourvu qu'elle ait la volonté de réussir », a déclaré M. André Giraud, ministre de la défense, qui a donné, samedi 5 mars, à l'usine d'enrichissement de l'uranium EURODIF du Tricastin (Drôme), le nom de Georges Besse, ancien président de la COGEMA, de Péchiney, de Renault, assassiné le 17 novembre 1986.

Ami personnel du défunt, le ministre, très ému, a rappelé l'ampleur des difficultés politiques, financières et techniques rencontrées pour lancer, de 1969 à 1973, puis réaliser, de 1974 à 1979, ce projet stratégique dont Georges Besse fut le maître d'œuvre et qui alimente aujourd'hui en combustible 90 centrales nucléaires européennes. *« Aucun coup bas ne nous fut épargné*, a assuré M. Giraud, rappelant qu'à l'époque, *l'initiative française à laquelle s'étaient associés les Italiens, les Belges et les Espagnols, se heurtait à l'hostilité non seulement des Américains, seuls producteurs au monde d'uranium enrichi, mais aussi à celle des Britanniques, des Allemands et des Hollandais associés au sein d'un projet concurrent.*

» Quand l'usine EURODIF a été décidée elle était, pour la France et pour ses partenaires européens, un moyen de garantir leur approvisionnement et d'assurer leur indépendance », a également souligné le président de la République, M. François Mitterrand, dans un message personnel lu au cours de la cérémonie.

M. Mitterrand, comme M. Giraud et M. Madelin, ministre de l'industrie, des PTT et du tourisme, a rendu un hommage chaleureux à la mémoire de M. Besse : *« Un homme exceptionnel (...), un grand serviteur de l'Etat, un bâtisseur d'abord, puis un chef d'entreprise remarquable. »*

V. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PR
PATRIMOINE-RETRAITE

Société pour la gestion de l'épargne en vue de la retraite

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 3 février 1988 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1987. Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se réunira sur première convocation le 24 mars 1988, de fixer le dividende de l'exercice 1987 à 24,74 F par action assorti d'un crédit d'impôt de 2,75 F.

Ce dividende sera détaché le 19 avril 1988 et mis en paiement le 20 avril 1988. L'abattement prévu par la loi du 17 juin 1987 pour les revenus d'actions et d'obligations françaises est de 8 000 francs pour les contribuables célibataires, veufs ou divorcés et de 16 000 francs pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Le conseil d'administration rappelle que la SICAV est éligible au Plan d'Epargne Retraite depuis le 1er janvier 1988.

PATRIMOINE-RETRAITE
Société d'investissement à capital variable
Siège social : 5, avenue de l'Opéra 75001 PARIS - Tél : (1) 42.96.16.24

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

FINANSDER

Créée à l'initiative des SDR pour assurer leur refinancement, FINANSDER émet aujourd'hui pour le réseau son 5ème emprunt.

EMPRUNT MARS 1988
Garanti par l'Etat

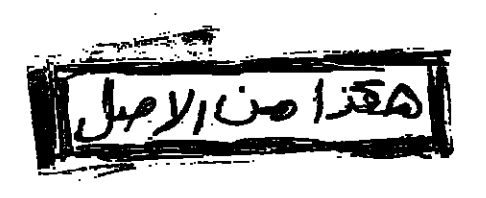
EMPRUNT 9 % DE 500 MILLIONS DE FRANCS

Prix d'émission : 4936 francs
Date de jouissance et de règlement : 21 Mars 1988
Taux nominal : 9 %
Taux de rendement actuariel : 9,20 %
Durée : 10 ans
Amortissement : In Fine

Une note d'information ayant reçu le VISA COB n° 88-64 en date du 1er Mars 1988 est tenue sans frais à la disposition du public auprès de FINANSDER, 29, avenue de Friedland - 75008 Paris Tél. : 43.59.56.31 (Balo du 7 Mars 1988).



LE RÉSEAU SDR :
LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES DE VOS RÉGIONS



Marchés financiers

Assubel refuse les Assurances générales comme actionnaire

Le conseil d'administration d'Assubel Vie, le numéro trois de l'assurance en Belgique, a refusé, le 4 mars, d'agréer les Assurances générales (AG) comme actionnaire, malgré les 36,4 % de son capital obtenus lors d'une offre publique d'achat lancée du 16 au 29 février. Assubel lancera donc une contre-OPA au même prix de 7 200 francs belges (1 152 F) par titre menée par Copéba, le groupe Bruxelles Lambert (GBL), les Assurances générales de France et la Compagnie générale Mosane.

Le conseil a justifié son refus par « *sa volonté de conserver au groupe Assubel son autonomie et sa spécificité* ». Le groupe AG, numéro deux belge de l'assurance, tente depuis le début de l'année de prendre le contrôle de sa rivale. Il essaie ainsi d'empêcher le rapprochement d'Assubel Vie et des AGF annoncé fin décembre.

La première OPA avait permis aux AG de recueillir 28,4 % du capital au prix unitaire de 6 000 francs belges (960 F). Assubel avait alors refusé d'agréer ce nouvel actionnaire et avait aussitôt procédé à une contre-OPA. Conformément à la réglementation belge, les AG ont fait alors une nouvelle offre avec un prix d'achat au moins supérieur de 5 % au précédent.

American Standard se protège contre Black et Decker

American Standard, confrontée à une OPA hostile de la part de Black et Decker, augmentera pour se défendre son plan de recapitalisation, en relevant de 5 dollars la somme versée à ses actionnaires. American Standard offre à présent, pour chaque action ordinaire, 64 dollars au comptant (contre 59 dollars précédemment), 5 dollars sous forme d'obligations et une action ordinaire dans la société recapitalisée.

Selon les spécialistes financiers, cette nouvelle proposition équivaut à 74 dollars par action et augmente le total du plan de recapitalisation à 2,3 milliards de dollars contre 2,1 milliards précédemment. Le groupe de matériel de bricolage Black et Decker, qui tente depuis janvier de racheter le fabricant de matériel de climatisation et de plomberie American Standard, offre 68 dollars au comptant par action, soit environ 2,1 milliards de dollars.

M. De Benedetti dévoile l'identité de ses suiveurs

Le groupe Cerus de M. Carlo De Benedetti a communiqué, le 7 mars, peu avant l'ouverture des banques belges, l'identité de ses « suiveurs » et la répartition détaillée des 47,01 % dont ils disposent, ensemble, dans le capital de la Société générale de Belgique, avant augmentation de celui-ci.

Le front de M. De Benedetti est composé comme suit : Cerus (9,02 %), Europe 92 (Cerus, Gevaert, Cobepa, CBI, Shearson, qui détiennent 15,9 %), Odyssey Partners (0,97 %), Banque financière de la Cité (3,24 %), FAI insurances (3,24 %), CBI (11,72 %), des sociétés non précisées (2,92 %). Nestlé aurait accepté de prendre une participation de 4 % dans Europe 92. Philips étudie la possibilité de se joindre à ce groupe.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 31 décembre 1987	26 fév.	4 mars
Valeurs franç. à rev. variable	108,2	107
Valeurs industrielles	108,7	106,5
Valeurs étrangères	104,9	106
Pétroles-Energie	109,3	107,7
Chimie	106,1	102,8
Métallurgie, mécanique	110,4	107,1
Electricité, électronique	113,3	116,3
Bâtiment et matériaux	104,3	101
Ind. de consommat. non alim.	109,4	105,5
Agro-alimentaire	108,5	106,7
Distribution	102,4	97,6
Transports, loisirs, services	113,4	110,6
Assurances	112	101,8
Crédit banque	111,3	106,1
Sicomi	99	98,7
Immobilier et foncier	90,2	91,1
Investissement et portefeuille	112,2	106
Base 100 : 31 décembre 1987		
Valeurs franç. à revenu fixe	103,4	103,9
Emprunts d'Etat	104,3	104,8
Emprunts garantis et assimilés	103	103,4
Sociétés	*103*	*103,9*
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à revenu var.	2 850,9	2 821,5
Valeurs étrangères	3 494,2	3 497,5
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à revenu var.	382,5	378,3
Valeurs étrangères	472,6	473,1
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	119,4	120
Emprunt d'Etat	117,8	118,4
Emprunts garantis et assimilés	119,4	119,9
Sociétés	119,9	121
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	*305,5*	*298*
Produits de base	200,3	196,7
Construction	332,3	317,4
Biens d'équipement	223,7	228,3
Biens de consom. durables	403,8	386,3
Biens de consom. non durables	416,4	403,8
Biens de consom. alimentaires	374,7	371,7
Services	286,2	278,9
Sociétés financières	*399*	*381,9*
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	311,2	300,8
Valeurs industrielles	291,8	286,4
BOURSES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	*241*	*238,3*

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 23 février
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	391 497
dont :	
Or	223 347
Disponibilités à vue à l'étranger	92 674
ECU	57 609
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 865
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	59 061
dont :	
Concours au Trésor public	49 640
3) *CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT*	172 821
dont :	
Effets escomptés	55 348
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	*75 911*
5) DIVERS	24 291
Total	723 584

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	*215 532*
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 898
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	49 639
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	98 833
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	63 010
5) ECU A LIVRER AU FECOM	74 073
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	259 363
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 332
8) DIVERS	10 910
Total	723 584

LONDRES

22 délits d'initiés

Le ministère britannique du commerce et de l'industrie étudie actuellement, ou envisage d'étudier, vingt-deux qui pourraient relever du délit d'initié. Il a confirmé avoir nommé des inspecteurs qui enquêtent actuellement sur quatorze affaires et envisager de nommer des enquêteurs pour huit autres. Le délit d'initié (*insider trading*) consiste en l'utilisation, notamment dans des transactions boursières, de données confidentielles sur la vie des sociétés à des fins de profits personnels.

Le ministère a toutefois refusé de commenter une information parue vendredi dans le *Times* selon laquelle une opération importante de délit d'initié aurait été découverte à la Bourse de Londres lors d'une enquête ayant commencé il y a plusieurs années. Des courtiers et des teneurs de marché auraient manipulé les cours de certaines sociétés et partagé entre eux les bénéfices. Plus d'une vingtaine de personnes pourraient être impliquées et des membres (actuels ou anciens) du Stock Exchange poursuivis. Ces manipulations auraient été rendues possibles par des fuites concernant des offres de rachat de sociétés à partir des bureaux du ministère lui-même, de la commission anti-monopole ou du bureau de la concurrence britanniques.

TOKYO, 7 mars ⬇

Pause

Après six semaines de hausse quasiininterrompue, les valeurs ont arrêté dans l'ensemble leur progression et l'indice Nikkei a clôturé la journée de lundi à 25 616,58, en baisse de 10,99 (– 0,04 %). Durant la matinée, quelque 500 millions de titres ont été échangés contre 950 millions à la mi-journée samedi. Les valeurs électriques étaient en baisse ainsi que les chimiques, alors qu'en hausse figuraient les aciéries et les chantiers navals. Le ministère des finances a indiqué que, pour la première fois depuis avril 1986, les investisseurs étrangers ont été acheteurs nets d'actions japonaises pour un montant de 1,39 milliard de dollars au mois de janvier, alors qu'ils avaient été vendeurs nets en décembre à hauteur de 977 millions de dollars. Enfin, la Banque du Japon a indiqué que les perspectives de croissance des entreprises sont plus prometteuses qu'il y quelques mois. L'amélioration de ces perspectives concerne notamment le secteur non manufacturier.

VALEURS	Cours du 4 mars	Cours du 7 mars
Akaï	538	529
Bridgestone	*1 410*	*1 410*
Canon	1 180	1 170
Fuji Bank	3 490	3 470
Honda Motors	1 590	1 640
Matsushita Electric	2 420	2 520
Mitsubishi Heavy	633	657
Sony Corp.	5 180	5 270
Toyota Motors	2 300	2 420

FAITS ET RÉSULTATS

● **Pechiney au Venezuela.** – Le producteur d'aluminium français Pechiney a décidé de s'associer avec l'autrichien Austria Metall et l'un des principaux producteurs d'aluminium vénézuéliens Alcasa, pour le projet d'une nouvelle ligne de production sur le site de Puerto-Ordaz au sud-est du Venezuela. Les trois partenaires ont constitué, le 2 mars, à Caracas, la société Aluminio Alamsa, détenue à 40 % par Austria Metall et à 30 % chacun par Pechiney et Alcasa, qui effectuera les études techniques et financières pour cet investissement. La Nouvelle société utilisera la technologie des cuves d'électrolyses Pechiney de 280 000 ampères, mises au point à Saint-Jean-de-Maurienne.

● **Cebal (groupe Pechiney) acquiert une société en Espagne.** – Cebal (3,3 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1987), la filiale emballage du groupe Pechiney, reprend les activités de la société espagnole Emec, implantée à Badalona près de Barcelone. Cette société réalise un chiffre d'affaires de 65 millions de francs dans les boîtiers aérosols – dont elle détient 50 % du marché espagnol, – et les pièces filées en aluminium. Le groupe Cebal avait déjà racheté, en mai 1987, au groupe Inespal, la société Evasta, devenue Cebal Iberica, numéro un en Espagne du boîtage alimentaire en aluminium.

● **Générale occidentale a cédé Grand Union.** – La Générale occidentale (groupe CGE) a annoncé que l'intégralité du capital de Grand Union, qui regoupait ses intérêts dans la distribution alimentaire aux Etats-Unis, a été cédée pour 655 millions de dollars (environ (3,733 milliards de francs), montant qui lui a été réglé comptant mercredi 2 mars. L'acquéreur, selon l'accord intervenu le 8 janvier dernier, est une société constituée par l'équipe dirigeante de Grand Union et par divers investisseurs.

● **La Bourse de Singapour se dotent d'un nouveau système informatique.** – La Bourse de Singapour sera dotée d'un système informatique, qui simplifiera la tenue de comptes et à terme rendra possible les transactions sans écritures. Ce nouveau système, baptisé SESOPS, transmettra les informations sur les cours et les ordres jusqu'aux commis au parquet de la Bourse. Tous les opérateurs et les firmes d'agents de change seront équipés de terminaux d'ordinateurs, qui remplaceront les liaisons téléphoniques.

● **M. Brac de La Perrière devient membre de la COB.** – M. Gilles Brac de La Perrière, président de la Banque Pallas-France, a été nommé membre de la Commission des opérations de Bourse (COB) en remplacement de M. Pierre Balley. M. Brac de La Perrière est président du conseil du marché à terme et dirige le groupe de travail sur la déontologie des activités financières.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	254	250	La Commande Electro.	237	230
Amault & Associés	370	380	*Le gd livre du mois*	276	251 90 o
Asystel	313	305	Loca Investissement	245	244 10
B.A.C.	435	436	Locamic	156	160
B. Demachy & Assoc.	380	375	Marlin Immobilier	268	268 80
B.I.C.M.	820	820	Metallurg. Minière	106 30	98
B.I.P.	478	473	Mécrologie Internat.	307	307
Bolloré Technologies	737	730	Microservice	137	137
Buitoni	708	725	M.M.BM.	445	435
Câbles de Lyon	920	919	Molex	229	227
Calberson	640	638	Naval-Delmas	525	521
Canal Plus	430	434	Olivetti-Logabax	198 70	185 o
Cardif	1280	1237	Om. Gest.Fin.	307	305
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	257	256	Phasbourg (C. In. & Fin.)	100	100
C.A.T.C.	130	127	Razel	680	680
C.D.M.E.	900	884	St-Gobain Emballage	1075	1105
C. Equip. Elect.	299	298	St-Honoré Matignon	158	180 20
C.E.G.I.D.	540	540	S.C.G.P.M.	99	133 70
C.E.G.E.P.	145 10	145 50	Segin	250	250
C.E.P.-Communication	1207	1194	Sema-Metra	480	500
C.G.I. Informatique	611	588 o	S.E.P.	1140	1140
Ciments d'Origny	463 10	430 o	S.E.P.R.	1205	1157
C.N.C.A.	....	....	Sligos	1012	1063 d
C.N.I.M.	300	288 o	S.M.T.Goupil	210	218 40
Concept	204	210	Sodinforg	690	670
Conforama	460	442	Sopra	258	256
Dafsa	157 10	156	TF 1	182	181
Dauphin	3055	3054	Unilog	115	112
Devanlay	1130	1120	Union Financ. de Fr.	456	437 70
Deville	646	631	Valeurs de France	302	314
Drouot-Ob. convert.	....	....			
Editions Belfond	130	130			
Elect. S. Dassault	390	376			
Elysées Investiss.	20 30	20 40			
Finacor	420	410			
Guintoli	625	625			
Guy Degrenne	749	778 d			
I.C.C.	220	220			
IDIA	157	155			
I.G.F.	120	109 50 o			
IN2	126 50	116 50			
Int. Metal Service	165	165			

Marché des options négociables le 4 mars 1988

Nombre de contrats : 6 175

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Elf-Aquitaine	240	20	–	2	11
Lafarge-Coppée	1 100	110	160	11,50	51
Michelin	160	16,50	27	3,90	12
Midi	1 100	220	300	10	60
Paribas	280	20	36	7,50	20
Peugeot	840	100	150	7	41
Saint-Gobain	440	4,90	28	24,50	–
Thomson-CSF	152	15,50	25	2,50	11,50

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 4 mars 1988
Nombre de contrats : 36 268

COURS	ÉCHÉANCES Mars 88	ÉCHÉANCES Juin 88	ÉCHÉANCES Sept. 88
Dernier	104	102,65	102,20
Précédent	104,55	103,30	102,85

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 88	OPTIONS D'ACHAT Sept. 88	OPTIONS DE VENTE Juin 88	OPTIONS DE VENTE Sept. 88
100	3,32	–	0,67	1,35

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,7125 F ↓

Le dollar était en repli, lundi, sur le marché des changes de Tokyo où il clôturait à 128,87 yens, contre 129,22, vendredi. Ce recul intervient au lendemain de la publication des chiffres de contraction du chômage. A Paris, le billet vert revenait à 5,7125 contre 5,7280 à la clôture des échanges interbancaires et 5,7335 au fixing de vendredi

FRANCFORT	4 mars	7 mars
Dollar (en DM)	1,69	1,6090
TOKYO	**4 mars**	**7 mars**
Dollar (en yens)	129,22	128,87

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (7 mars)	7 1/2 %
New-York (4 mars)	6 3/8-6 1/2 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1987)

	3 mars	4 mars
Valeurs françaises	106	105,7
Valeurs étrangères	106,8	107

Cie des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général	299,6	298

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	3 mars	4 mars
Industrielles	2 063,49	2 057,86

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	3 mars	4 mars
Industrielles	1 463,6	1 478,7
Mines d'or	241,8	239,7
Fonds d'Etat	90,41	90,34

TOKYO

	4 mars	7 mars
Nikkei Dow Jones	25 627,57	25 616,58
Indice général	2 109,48	2 107,98

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. –	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. –	SIX MOIS
$ E.-U.	5,7130	5,7150	+ 25	+ 40	+ 50	+ 75	+ 220	+ 300
$ can.	4,5540	4,5592	– 53	– 30	– 98	– 60	– 218	– 127
Yen (100)	4,4338	4,4388	+ 109	+ 131	+ 219	+ 252	+ 748	+ 830
DM	3,3819	3,3845	+ 111	+ 130	+ 215	+ 240	+ 709	+ 778
Florin	3,0124	3,0146	+ 86	+ 98	+ 164	+ 180	+ 535	+ 586
FB (100)	16,1841	16,1967	+ 117	+ 251	+ 279	+ 409	+1 085	+1 592
FS	4,0822	4,0865	+ 203	+ 225	+ 380	+ 411	+1 107	+1 195
L (1 000)	4,5888	4,5941	– 136	– 101	– 253	– 208	– 686	– 583
£	10,1377	10,1470	– 150	– 95	– 277	– 199	– 688	– 484

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	6 1/2	6 5/8	6 11/16	6 13/16	6 11/16	6 13/16	6 13/16	6 15/16
DM	3 1/4	3 1/2	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16	3 3/8	3 1/2
Florin	3 3/4	4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16	4	4 1/8
F.B. (100)	5 3/4	6 1/4	6 1/8	6 1/4	6 3/16	6 5/16	6 1/4	6 1/2
F.S.	1 1/8	1 5/8	1 9/16	1 11/16	1 11/16	1 13/16	2 1/4	2 3/8
L (1 000)	9 3/8	10	9 3/4	10 1/4	10 1/4	10 1/2	10 1/2	10 3/4
£	8 1/4	8 1/2	8 13/16	8 15/16	9	9 1/8	9 1/4	9 3/8
F. franç.	7 1/4	7 3/4	7 1/2	7 5/8	7 9/16	7 11/16	8 3/16	8 5/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 4 MARS

Cours relevés à 17 h 30

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1801	4,5 % 1973	1849	1800	1800	– 2 97
3908	C.N.E. 3%	3890	3880	3880	....
1065	B.N.P. T.P.	1073	1080	1080	+ 1 58
987	C.C.F. T.P.	1026	1025	1025	....
1058	Créd. Lyon. T.P.	1072	1072	1072	....
1264	Renault T.P.	1308	1318	1319	+ 0 84
1465	Rhone-Poul. T.P.	1570	1576	1576	+ 0 38
1255	St-Gobain T.P.	1283	1276	1276	– 0 55
1190	Thomson T.P.	1206	1208	1208	+ 0 17
380	Accor	355	355	355	....
620	Air Liquide	492	490 50	489	– 0 60
1950	Alcatel	1900	1900	1940	+ 2 11
1240	Alc. Superm.	1370	1350	1350	– 1 46
220	A.L.S.P.I.	238	235	240	+ 0 84
250	Alsthom ★	248 80	248	245 10	– 1 49
1850	Arjom. Prioux	1926	1930	1928	....
385	[illegible]	385	389 50	374	– 2 86
880	Aux. Entrepr. ★	834	827	825	– 1 08
680	Av. Dassault ★	641	632	646	+ 0 78
330	BAFP	340	339	340	....
280	Bail-Equipem. ★	300	291	300	....
860	Bail-Investis.	885	889	871	– 1 58
220	B.R.P. C.I.	240	230	235	– 2 08
405	Cie Bancaire ★	428	430 20	424	– 0 93
280	Bazar H.-V.	301	300	294	– 2 33
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
795	Crédit Nat. ★	803	810	[illegible]	[illegible]
182	Crouzet ★	183	179 80	[illegible]	[illegible]
1900	Damart S.A.	1845	1870	[illegible]	[illegible]
305	Darty ★	324 80	319 90	[illegible]	[illegible]
250	Darty (DP)	245	246	[illegible]	[illegible]
1470	De Dietrich	1475	1470	[illegible]	[illegible]
192	Dév. R.N.-C. (Li)	205	197	[illegible]	[illegible]
520	D.M.C.	487	490	[illegible]	[illegible]
315	Drouot Assur.	301	290	[illegible]	[illegible]
1700	Docks France ★	1630	1550	[illegible]	[illegible]
515	Dumez ★	555	539	[illegible]	[illegible]
1020	Eaux (Gén.)	1084	1069	[illegible]	[illegible]
1020	Ecco ★	980	980	[illegible]	[illegible]
700	Electrofinanc. ★	682	680	[illegible]	[illegible]
255	Elf-Aquitaine	259 40	259 80	[illegible]	[illegible]
225	– (certific.)	230	230	[illegible]	[illegible]
600	Epeda-B-Faure	612	619	[illegible]	[illegible]
2500	Essilor	2340	2305	[illegible]	[illegible]
1580	Essilor Int. (DP)	1470	1485	[illegible]	[illegible]
280	Esso S.A.F. ★	289	290	[illegible]	[illegible]
1390	Eurafrance	1275	1280	[illegible]	[illegible]
910	Eurocom ★	861	861	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

[illegible]

Comptant (sélection)

Obligations

[illegible]

Actions

[illegible]

Étrangères

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

SICAV (sélection) 4/3

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]

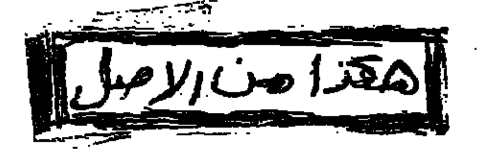
Cote des changes

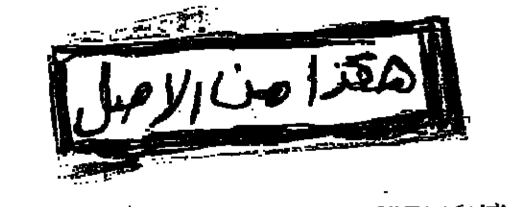
MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 4/3	COURS DES BILLETS Achat	Vente
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/3
[illegible]	[illegible]	[illegible]

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ♦ : prix précédent – ★ : marché continu





Le Monde

Pirelli tente de racheter Firestone avec l'aide de Michelin

Le français Michelin a décidé d'épauler l'italien Pirelli dans sa tentative de rachat de Firestone, numéro deux américain des pneumatiques. Il s'agit d'un double coup de théâtre. D'abord de la part de Pirelli qui a annoncé à New-York, le dimanche 6 mars au soir, le lancement d'une offre publique d'achat sur la totalité du capital de Firestone au prix de 58 dollars l'action (contre un cours de clôture de 49,62 dollars vendredi), soit un investissement total de près de 2 milliards de dollars.

Absent du marché nord-américain – le premier du monde avec un chiffre d'affaires de 12 milliards de dollars – le manufacturier italien Pirelli était en négociation avec l'américain Firestone pour lui racheter ses activités, lorsqu'une lettre d'intention, signée entre le japonais Bridgestone et Firestone à la mi-février (*le Monde* du 18 février), lui avait coupé l'herbe sous le pied. L'italien, qui dispose d'une implantation européenne correcte, savait ne pouvoir assurer son avenir qu'en ayant accès au marché d'outre-Atlantique. D'où sa décision de lancer une OPA pour contrer le japonais, qui aspirait à devenir le numéro trois mondial du secteur, derrière l'américain Goodyear et le français Michelin.

Mais l'Italien avait besoin d'un partenaire pour mener à bien son offensive. C'est là qu'intervient le second coup de théâtre avec l'accord passé avec Michelin. Lundi, à Paris, la Compagnie financière Michelin confirmait « *avoir pris l'engagement d'acheter aux sociétés Pirelli, dans le cas où celles-ci en deviendraient propriétaires, les activités pneumatiques de Firestone au Brésil et le réseau spécialisé Master Care aux Etats-Unis* » (1 500 points de vente pneus et centres auto). Cette acquisition se ferait au prix de 650 millions de dollars, précise Michelin. Celui-ci, qui dispose déjà de deux usines de pneus poids lourds au Brésil, dont il a prévu de doubler la production annuelle (actuellement 500 000 pneus) dans les trois ans, voulait accroître son implantation. Ce qui lui permettrait l'achat des activités de Firestone qui représente un tiers du marché brésilien dans le poids lourds et le tourisme.

En outre, Michelin a pris une option sur 50 % des activités non pneumatiques de Firestone (soit 30 % de son chiffre d'affaires), essentiellement la fabrication de caoutchouc synthétique, pour le prix global de 150 millions de dollars. L'accord signé avec Pirelli s'inscrit dans le développement de Michelin. Aux Etats-Unis, le français occupe 11 % de la première monte, 10 % du remplacement en tourisme et 20 % du marché poids lourds, avec un chiffre d'affaires estimé à 1,5 milliard de dollars en 1987.

CLAIRE BLANDIN.

Les Français et la protection sociale selon IPSOS

La protection sociale est un dossier important de l'élection présidentielle, estiment 94 % des personnes interrogées, selon le sondage réalisé par IPSOS et publié, le 6 mars, dans *le Journal du dimanche* (1). La meilleure politique en la matière est proposée, selon 37 % des interviewés, par M. François Mitterrand, qui devance MM. Raymond Barre et Jacques Chirac, crédités de 28 % des avis favorables. Néanmoins, les Français demeurent pessimistes puisque 47 % d'entre eux pensent que d'ici dix ans les problèmes liés à la protection sociale seront « *plus graves* » qu'aujourd'hui, 35 % les estimant « *ni plus ni moins graves* ». Seuls 8 % des sondés voient une amélioration de la situation dans la décennie à venir.

Contrairement aux affirmations gouvernementales, 66 % des personnes interrogées croient qu'en 1987 les comptes de la Sécurité sociale sont en déficit, tandis que 15 % les pensent en équilibre. 63 % des consultés estiment que cet organisme est d'ailleurs mal géré, 32 % affirmant le contraire. Pour combler le déficit de la Sécurité sociale, 62 % des Français seraient favorables à l'instauration d'une « *taxe sur les revenus du capital (Bourse, immobilier...)* ».

Enfin, 54 % des personnes interrogées font davantage confiance à des initiatives privées telles que celle des Restaurants du cœur pour remédier à la grande pauvreté, 32 % leur préférant l'action de l'Etat et des bureaux d'aide sociale.

(1) Sondage effectué du 1er au 5 février, auprès d'un échantillon représentatif de 1 100 personnes.

Un attentat évité de justesse

Trois membres de l'IRA tués à Gibraltar

L'IRA (Armée républicaine irlandaise) a confirmé lundi 7 mars, à Belfast, que trois de ses membres avaient été tués dimanche à Gibraltar au cours d'une fusillade avec les forces de l'ordre.

L'IRA a précisé que les trois personnes, deux hommes et une femme originaires de Belfast, étaient d'importants responsables du mouvement.

Une voiture piégée a été retrouvée au moment de la fusillade, non loin de la résidence du gouverneur. L'IRA n'a pas précisé quel était l'objectif visé par ses militants mais, selon la télévision britannique, il pourrait s'agir d'un régiment britannique auparavant basé en Ulster qui effectue une parade mardi devant le palais du gouverneur de Gibraltar.

La voiture piégée, qui portait des plaques d'immatriculation espagnole, contenait 200 kilos d'explosif de type Goma-2, selon la radio privée espagnole Ser. Ce type d'explosif a été souvent employé ces dernières années par l'organisation indépendantiste basque ETA-militaire, et selon la presse britannique, l'IRA aurait pu bénéficier de la complicité de l'ETA dans l'organisation de cet attentat.

Les trois personnes tuées lors de la fusillade qui s'est produite à l'occasion d'un contrôle d'identité avaient été suivies à partir de l'Espagne par des policiers britanniques qui ont attendu leur entrée sur le territoire de la colonie pour tenter de les appréhender.

Le ministère britannique de la défense a indiqué que des militaires britanniques avaient participé à cette opération et « *ouvert le feu* » contre les trois suspects.

L'IRA mène essentiellement ses opérations terroristes en Irlande du Nord et en Angleterre, mais elle a parfois frappé les forces britanniques à l'étranger. Elle a ainsi revendiqué en mars dernier un attentat à la voiture piégée contre le quartier général de l'armée britannique du Rhin à Moenchengladbach-Rheindahlen qui a fait 31 blessés. – *(AFP.)*

Sur le vif

Veuve CDS

Ça les rend fous de rage, la victoire de la mère Delfosse à la cantonale de Lille, les potes au petit Léo. Moi, je me marre. Non, *c'est vrai, qu'est-ce qu'ils ont* contre la veuve et l'orphelin, ces *nullards de politiciens,* on peut savoir ? Quand ça les arrange, rien. Quand un DVD – cherchez pas, ça veut dire Divers droite – succède à son papa, tiens, hier encore dans le Cantal, ils mouftent pas. Ils trouvent ça normal, forcément ils ont personne en face. Alors qu'à Lille, pardon, un ministre, un Descamps, vous savez les marchands de draps, un officiel quoi, on se demande vraiment où elle avait la tête, la Jeannine ? Elle aurait dû s'incliner bien bas devant l'envoyé du roi, *tirer sa révérence et retourner* à ses fourneaux. Au lieu de ça, qu'est-ce qu'elle fait, elle montre sa bonne bouille de femme ronde et carrée à la télé, elle dit qu'elle en a rien à cirer des oukases de nos princes et qu'il y a pas de raison qu'elle fasse pas conseiller général si les électeurs n'y voient pas d'inconvénient. Ravis, les électeurs. Ils lui ont dit oui à 37 %. Il y a même eu des socialos pour la soutenir : vas-y ma grande !

Paraît qu'à Paris ça éructe, ça fulmine, ça menace : ouais, ça se passera pas comme ça ! Humiliés, les mecs ! Et par qui ? Par une nana. Une mémée. Sans étiquette. Sauf celle de veuve CDS. Voulez-vous que je vous dise : c'est bien fait pour votre pomme. Nous les femmes, vous vous en foutez comme de votre première couche-culotte. Sauf quand vous faites du porte-à-porte pour quémander un bail à l'Elysée ou un bon fauteuil bien rembourré à l'Assemblée : allez, mesdames, votez pour nous, on vous filera un strapontin sur nos listes et même, si vous êtes bien sages et bien mignonnes, un joli petit portefeuille de ministre. Seulement faut pas vous amuser à piétiner nos plates-bandes électorales, OK ? La politique, c'est un jeu de garçons. Pas touche, les filles ! Vous n'y comprenez rien de toute façon. Tiens, donc !

CLAUDE SARRAUTE.

Selon un journal de Zürich

Les services secrets suisses auraient facilité des tractations entre Israël et l'Iran

BERNE
de notre correspondant

Selon l'hebdomadaire zurichois *Sonntagsblick*, les services secrets suisses auraient servi d'intermédiaire dans les transactions entre Israël et l'Iran, qui ont abouti au scandale de l'« Irangate ». Directement mis en cause, le département militaire fédéral a aussitôt catégoriquement démenti ces informations.

Le magazine alémanique affirme dans son édition du 6 mars qu'un haut fonctionnaire du département militaire fédéral, M. Bernhard Stoll, chef de la section maintien du secret, aurait facilité une rencontre entre le premier ministre israélien de l'époque, M. Shimon Pérès, et le ministre iranien chargé des achats d'armes, M. Hamid Nagashian. L'entrevue se serait déroulée le 14 mars 1986 dans le salon d'honneur de l'aéroport de Zurich-Kloten. M. Pérès était alors en route pour Stockholm, où il devait assister aux obsèques d'Olof Palme.

Toujours selon *Sonntagsblick*, la transaction aurait porté sur la livraison à l'Iran de trois mille missiles anti chars de fabrication américaine TOW. En échange, les Iraniens auraient payé 36,25 millions de dollars et se seraient engagés à libérer deux soldats israéliens et cinq civils américains détenus en otage.

Tout en qualifiant de « *fausses* » les révélations de l'hebdomadaire, le porte-parole du département militaire helvétique a néanmoins reconnu que M. Stoll avait effectivement rencontré un fonctionnaire israélien en mars 1986 à Zurich. Mais cet entretien concernait, précise-t-on à Berne, un ressortissant suisse appelé par ses affaires en Israël et pouvant avoir accès à des informations confidentielles.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Les Etats-Unis proposent à l'Europe de coproduire un avion de combat

Une délégation du Pentagone, conduite par M. Dennis Kloske, secrétaire adjoint américain à la défense, est arrivée, lundi 7 mars, à Bonn, pour proposer à plusieurs pays européens de coproduire, avec les Etats-Unis, un avion de combat pour la prochaine décennie. Cette offre sera adressée, en priorité, à l'Allemagne fédérale associée à la Grande-Bretagne, à l'Italie et à l'Espagne, pour le projet European fighter aircraft (EFA) d'un avion de combat, qui remplacera le Phantom. Mais cette même proposition de coopération transatlantique pourrait aussi être adressée à la France, pour le programme Rafale. Accompagné de représentants de McDonnell-Douglas, de General Electric et de Hugues, M. Kloske affirme que les Etats-Unis sont prêts à développer, avec des partenaires alliés, un avion de combat commun qui pourrait s'inspirer du projet Hornet-200, un avion dérivé du F-18 de McDonnell-Douglas. En cas d'accord, 60 % des travaux seraient effectués en Europe et les industriels européens auraient accès au marché américain, évalué à cinq cents exemplaires. Cette proposition américaine, qui n'est pas nouvelle en réalité et mais qui devrait être officiellement formalisée avec la tournée européenne de M. Kloske, intervient une semaine après que le *ministre ouest-allemand de la* défense, M. Manfred Wœrner, a donné, jeudi 3 mars, son accord à l'achat, par la Luftwaffe, de deux cents EFA pour un coût total estimé à environ 56 milliards de francs.

Si le Parlement ouest-allemand approuve ce projet, la proposition des Etats-Unis court le risque de n'être pas retenue ; de même, la décision du Bundestag ruinerait l'espoir des Français de voir les Allemands de l'Ouest délaisser le projet EFA pour rallier le programme Rafale, auquel ils seraient alors associés à égalité.

Quant à l'offre américaine à destination de la France, si elle devait se matérialiser, seule la marine nationale pourrait être intéressée : on pourrait, en effet, imaginer un accord entre Dassault et McDonnell-Douglas pour la cofabrication d'un nouvel appareil destiné aux porte-avions français (pour le remplacement des Crusader et des Super-Etendard).

EN BREF

● **HONGRIE : réunion du Forum démocratique de l'opposition.** – Quelque 700 membres des principaux groupes de l'opposition hongroise se sont réunis au sein du Forum démocratique, dimanche 6 mars, à Budapest. Ils ont adopté une *« recommandation »* en quatre points, demandant notamment des mesures de solidarité du gouvernement hongrois avec les minorités hongroises vivant à l'étranger, surtout celle de Roumanie (environ deux millions de personnes), et l'ajout d'un texte à cet effet à la Constitution. – *(AFP.)*

● **NICARAGUA : heurts entre sandinistes et opposants.** – Plusieurs personnes ont été blessées, le dimanche 6 mars, dans la localité de Masaya (à 25 kilomètres au sud de Managua), lorsque des partisans du gouvernement sandiniste et des opposants se sont livrés à une véritable bataille rangée à coups de pierres et de bâtons. – *(AFP.)*

● **SALVADOR : des affrontements font onze morts.** – Quatre membres des forces gouvernementales et sept guérilleros du Front Farabundo Marti pour la libération national (FMLN) ont été tués lors d'affrontements, le vendredi 4 mars, a indiqué samedi 5 l'armée salvadorienne. – *(AFP.)*

● **Les Douze et le désarmement conventionnel.** – Les ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne, qui se trouvaient les 5 et 6 mars à Constance (RFA) pour une réunion de coopération politique, ont consacré l'essentiel de leurs conversations au désarmement conventionnel. Les Douze veulent définir une position commune pour faire avancer les discussions en cours sur cette question à Vienne, en marge de la CSCE. Cette position devrait être arrêtée lors de la prochaine réunion des ministres européens des affaires étrangères, le 22 mars. *(AFP.)*

● **Gaumont : 10 millions de bénéfices en 1987.** – Malgré la baisse de fréquentation des salles de cinéma, la Gaumont a réalisé l'an *dernier un bénéfice de 10 millions de* francs, après un déficit de 39,9 millions en 1986. Le chiffre d'affaires de la compagnie cinématographique a cependant baissé de 810 millions en 1986 à 755 millions en 1987. La Gaumont, l'une des principales sociétés de production et de distribution de films en France, explique ce retour à l'équilibre par des économies de gestion, par la vente d'actifs et par l'accroissement des ventes de films aux chaînes de télévision.

Dans « le Monde diplomatique » du mois de mars

Des nazis parlent

« Des nazis parlent » : c'est le titre d'une enquête exceptionnelle que publie *le Monde diplomatique* dans son numéro de mars. Alexandre Szombati a en effet retrouvé de hauts responsables nazis et d'anciens bourreaux des camps de concentration de la seconde guerre mondiale. Ils se sont exprimés devant lui, avec une mémoire sans défaillance – et un cruel cynisme, – sur le génocide des juifs et la réalité des chambres à gaz.

Alexandre Szombati a aussi rencontré des magistrats allemands ayant instruit les procès, ainsi que des hommes courageux *qui refusèrent, au péril de leur* vie, de participer au génocide. Ce document paraît au moment où l'Autriche, en pleine affaire Waldheim, commémore le cinquantenaire de son rattachement au IIIe Reich : ancien résistant, Georges Scheuer revient sur cette page d'histoire qui rappelle à tous comment l'Europe a reculé devant Hitler.

Evoquant le rôle de « la France dans le monde », Claude Julien trace, dans ce même numéro, les grands axes d'une politique étrangère de la France où l'Europe, précisément, serait l'objectif prioritaire. Mais une Europe qui sache, cette fois, défendre les valeurs de civilisation.

D'autres articles rendent compte de la situation dans les territoires occupés par Israël. Amnon Kapeliouk, notamment, traite à la fois de la dérive de la société israélienne, après trois mois d'une politique de la « poigne de fer » qui suscite la réprobation parmi les démocrates, et de l'organisation du soulèvement des Palestiniens.

Au sommaire également : l'industrie de l'armement en France et les ventes d'armes au tiers-monde, la crise de l'audiovisuel français et la mort du cinéma, l'impuissance des écrivains ivoiriens à rendre compte des problèmes de leur société, les difficultés de M. Alan Garcia au Pérou, etc. Un dossier : « Le sucre, sous l'empire des Grands ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 mars

Légère baisse

Le marché était en légère baisse lundi matin. L'indicateur de tendance après avoir affiché – 0,30 % à l'ouverture descendait jusqu'à 0,51 % en séance. En hausse figuraient Euromarché (+ 6 %), Presses de la Cité (+ 4,6 %), Luchaire (+ 4,3 %), Penarroya (+ 4,2 %), UCB (+ 2,4 %), Skis Rossignol (+ 2,2 %) et Air Liquide (+ 2,1 %). En baisse on notait Essilor ADP (– 5,4 %), Eurocom (– 4,3 %), Alspi (– 4,2 %), TRT (– 3,9 %), Auxiliaires d'entreprises (– 3,5 %), SCOA (– 3,4 %) et Sagem (– 3,2 %).

Le numéro du « Monde » daté 6-7 mars 1988 a été tiré à 586 982 exemplaires




A B C D E F G